

la Chine désorientée

Lun ZHANG
Avec la collaboration d'Aurore MERLE

LA CHINE DÉSORIENTÉE

Préface par Marianne BASTID-BRUGUIÈRE

ÉDITIONS **Charles Léopold Mayer**

38 rue Saint-Sabin 75011 Paris
www.eclm.fr

Maison d'édition de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme (www.fph.ch), les **Éditions Charles Léopold Mayer** (ECLM) offrent un service éditorial aux acteurs de la transition écologique, sociale et économique. Elles éditent ainsi des ouvrages qui doivent leur permettre de développer, mettre en forme et diffuser leur plaidoyer, autour de quatre grands thèmes : transition vers des sociétés durables, gouvernance légitime et coopérations régionales, éthique et responsabilité, information citoyenne. Les ECLM sont membres de la Coredem (Communauté de sites ressources pour une démocratie mondiale, www.coredem.info), et de l'Alliance internationale des éditeurs indépendants (www.alliance-editeurs.org).

Vous trouverez des compléments à cet ouvrage sur le site de la maison d'édition : www.eclm.fr

© Éditions Charles Léopold Mayer, 2018

Essai n° 234

ISBN : 978-2-84377-217-7

Mise en pages : La petite Manufacture – Delphine Mary

Conception graphique : Nicolas Pruvost

Les auteurs

Lun Zhang est professeur des universités en civilisation chinoise à l'université de Cergy-Pontoise. Économiste et sociologue de formation, il a été très engagé dans les années 1980 dans la réforme et les activités intellectuelles de l'époque en tant que jeune universitaire. Ses recherches se poursuivent dans divers domaines, mais autour d'une question centrale qui sert de ligne conductrice : la modernité chinoise, sous ses différents aspects.

Aurore Merle est maître de conférences en civilisation chinoise à l'université de Cergy-Pontoise. Sociologue de formation, elle a notamment enseigné l'histoire de la pensée sociologique occidentale en Chine, à l'université Tsinghua.

Fondé en juillet 2015 par des universitaires spécialistes de la Chine contemporaine, le **Centre de recherche Euro-Chine** a pour objectif de renforcer la compréhension et le dialogue entre l'Europe et la Chine, en particulier les échanges intellectuels, à travers l'organisation de colloques internationaux, de rencontres entre jeunes chercheurs chinois et européens.

PRÉFACE

Par Marianne Bastid-Bruguière

Dans ce volume, Lun Zhang nous propose une rétrospective des six années qui ont vu en Chine l'accession de Xi Jinping au pouvoir suprême et son premier mandat de président du Parti communiste chinois et de chef de l'État. Il ne s'agit pas d'un récit général continu, mais d'une série de plongées au cœur de la vie, des espoirs et des angoisses de la société chinoise. Au fil d'événements très divers qui ont soudain capté l'attention et les discussions parmi le public chinois, l'auteur analyse la réalité du moment dans des domaines variés de l'activité politique et sociale, les perceptions et réactions qu'elle suscite, et il dialogue avec l'opinion de ses compatriotes. Ce commentaire polyphonique d'une actualité toujours complexe, souvent déroutante et partiellement secrète ou déguisée, est la première originalité de ce livre.

L'itinéraire personnel qu'a suivi Lun Zhang est un vrai tour de force. D'ascendance mandchoue, après une expérience de jeunesse à la campagne et une formation initiale en mécanique ferroviaire suivie par des études d'économie et de sociologie à l'université de Pékin, puis un travail en usine d'État, il a été un des jeunes intellectuels qui participèrent avec enthousiasme à l'élaboration des réformes des années 1980. La féroce répression du mouvement démocratique dans son pays en juin 1989 l'a contraint à l'exil. Il est arrivé à Paris sans savoir un mot de français. Il a appris la langue, il a franchi toutes les étapes du cursus universitaire jusqu'à la chaire de professeur à l'université de Cergy-Pontoise qu'il occupe aujourd'hui. Au cours de ces années, il s'est attaché à acquérir en profondeur toute la culture européenne qui pouvait lui permettre une nouvelle réflexion critique à la fois sur le devenir de la société chinoise et sur les analyses qu'en proposent les intellectuels chinois. Il ne s'est pas contenté de vastes lectures et d'une veille constante sur l'actualité, il est allé aussi enquêter sur place dans les pays d'Europe orientale sur les réalités de la sortie du communisme. Lun Zhang s'est

à Alain Touraine

rendu souvent à Hong Kong et à Taiwan, sans retourner sur le continent chinois. Mais il a maintenu des contacts étroits et permanents avec les milieux du continent par de multiples rencontres avec eux à l'étranger, et surtout grâce à des échanges quotidiens sur Internet. Son souci de la vérité et du concret l'a poussé à donner une double orientation à son activité. Par le dialogue avec ses compatriotes, il s'attache à faire passer dans l'intelligentsia chinoise des méthodes, des références, des outils conceptuels empruntés aux sources étrangères qui lui paraissent pertinentes. D'autre part, il s'efforce de donner au public occidental une analyse exacte et objective du changement social en Chine, ainsi que des interprétations et des perspectives à ce sujet dans les milieux chinois. Lun Zhang est donc à la fois un acteur reconnu de la modernité chinoise et l'observateur savant et écouté de son développement et de ses difficultés.

Comme ses livres précédents, ce recueil repose sur un accès privilégié à de très nombreuses sources d'information. Ses articles mettent au jour de nombreux faits ignorés du grand public, qui éclairent la substance des événements ou des débats : propos crus des dirigeants vite effacés des médias, réactions populaires, réalités du quotidien. Ils déchiffrent les contenus, déconstruisent méthodiquement le discours officiel. Ils comparent, en s'aidant de l'expérience du passé chinois et étranger et de la réflexion savante qu'elle a inspirée. Leurs interprétations atteignent ainsi une profondeur assez rare dans les commentaires sur la Chine d'aujourd'hui.

Lun Zhang capte pour nous le détournement immédiat des slogans officiels, les mille inventions de la verve populaire, qui rendent son texte vivant. Ses notes et ses deux glossaires enrichis de caractères chinois, celui des noms propres avec une brève biographie des personnages cités, et celui des expressions chinoises, petite anthologie d'imagination politique, facilitent la tâche du lecteur, novice ou non. À côté de son utilité, l'agrément de ce livre n'est pas un de ses moindres mérites.

De ses écrits récents, Lun Zhang a retenu ici surtout ceux qui touchent à l'évolution du pouvoir central en Chine. La Chine « désorientée » qu'il nous présente ne semble, à vrai dire, nullement privée d'orientation, mais, comme il l'écrit lui-même, simplement « réorientée ». Ses dirigeants « gardent le clignotant à gauche pour virer

résolument à droite», selon la formule imagée des mauvais plaisants pékinois.

Il reste à souhaiter que Lun Zhang publie bientôt ses écrits sur d'autres aspects du monde chinois d'aujourd'hui pour nous permettre de comprendre dans quelle mesure ce revirement du pouvoir central vers un système plus totalitaire qu'autoritaire ébranle les repères de la population dans tous les milieux, à tous les échelons, et la laisse véritablement « désorientée ».

Marianne BASTID-BRUGUIÈRE
Membre de l'Institut

INTRODUCTION

Que s'est-il passé en Chine ces six dernières années? Et que représentent ces événements dans l'histoire de la Chine contemporaine? Quelle sera l'évolution de la Chine dans les années à venir? Ces questions importantes peuvent intéresser les lecteurs français, c'est la raison qui m'a poussé à rassembler ces textes dans le présent recueil.

LA DOUBLE TRANSITION

Au cours des décennies passées, dans mes recherches et réflexions sur la Chine contemporaine, une idée m'a aidé à saisir les enjeux et les caractéristiques de l'immense transformation à l'œuvre en Chine, il s'agit d'une *double transition* : une transition d'une des plus vieilles civilisations du monde vers la modernité et une transition postcommuniste. Ce processus contient deux aspects dont les enjeux sont parfois en conflit ou superposés. Si l'on distingue l'histoire de la modernité chinoise depuis presque deux siècles en plusieurs phases successives, celle que nous observons depuis quarante ans, c'est-à-dire depuis la fin de la Révolution culturelle, est une phase bien particulière. Car les efforts des acteurs ne se sont pas seulement concentrés sur la *construction* d'une modernité, mais aussi sur la *déconstruction* d'une certaine forme de modernité, celle du modèle communiste. L'une ne pouvant avancer sans l'autre.

À la différence d'autres pays anciennement communistes, la Chine a emprunté un autre chemin. Conservant une partie des institutions et des techniques de gouvernance communistes, elle a introduit certains mécanismes du marché dans le fonctionnement économique et autorisé la société à retrouver une certaine autonomie. Ce virage à mi-mesure a permis à la Chine de renaître des cendres de la destruction provoquée par un maoïsme radical. En quelques décennies, le paysage du pays a été largement modifié, se traduisant par une amélioration de la vie matérielle et un élargissement de la liberté individuelle de nombreux Chinois.

Mais cette manière de réformer le système à mi-chemin n'a pas produit que des effets positifs, elle a eu aussi de graves conséquences qui risquent de compromettre les résultats de la réforme au point de lui infliger un échec final. Malgré les discours rassurants des autorités affichant une « confiance » en la « voie chinoise », les signaux de crise apparaissent partout, les mécontentements sociaux grondent dans tout le pays, les critiques du modèle actuel de développement viennent de tous bords. Au moment où l'État montre une image hyperpuissante sur la scène internationale, il donne en même temps aux gens l'impression d'une grande fragilité, symptomatique et morbide, attestée par exemple par une attitude exacerbée vis-à-vis de la moindre critique ou contestation à son égard. La crainte d'un possible effondrement susceptible de survenir à tout moment, dévoilée par les propos récurrents des dirigeants sur ce sujet, nous en livre un autre exemple. Après presque quarante ans de réforme et d'ouverture, la Chine a besoin de renouvellements institutionnels et politiques afin de franchir une nouvelle étape dans cette *double transition* qui lui permettra de préserver les acquis positifs de la réforme et de relever les défis engendrés par les changements internes et externes.

XI JINPING ET LE NÉO-MAOÏSME

C'est dans ce contexte que Xi Jinping est arrivé au pouvoir en 2012. Une génération d'anciens gardes rouges ayant grandi sous le régime communiste règne désormais sur le pays. Les luttes ultraviolentes autour de la prise de pouvoir de Xi durant cette période décrédibilisent toutes les théories développées par les spécialistes occidentaux et chinois concernant l'inventivité institutionnelle et la stabilité du régime en matière de succession politique, une question fatale pour tous les régimes autoritaires et totalitaires.

Depuis cinq ans, au contraire des attentes de nombreux Chinois en matière de réforme, et dans l'ignorance de beaucoup en Occident, Xi est en train d'imposer une autre orientation à la Chine, différente sur de nombreux points de celle que nous connaissions depuis quatre décennies. Au moment où, sur la scène internationale,

le pouvoir tient un discours en faveur du libre-échange, de la protection de l'environnement et de la sécurité numérique, à l'intérieur, les Chinois sont en train de subir le pire contrôle et la pire répression en matière de libertés d'expression, de pensée et d'association qui aient jamais été connus depuis la fin de la Révolution culturelle, sauf peut-être pendant la courte phase qui suivit la répression en 1989. Même certains sujets sur la protection de l'environnement n'échappent pas à une censure sévère. Plus que jamais, le langage et les discours officiels ressemblent à ceux en usage pendant la Révolution culturelle. Un style de gouvernance néo-maoïste, que l'un des articles du recueil tente de résumer, est en train d'être mis en œuvre par Xi. Si on résume la politique de Mao par une négation totale de la liberté des citoyens, celle de Deng par une autorisation partielle, Xi est en train de nous montrer une nouvelle tentative de contrôle maximal de la liberté des Chinois en s'appuyant sur de vieilles méthodes et aussi de nouveaux moyens. La confusion et les doutes sur l'avenir de la Chine s'installent dans l'esprit d'une partie des Chinois, surtout parmi les élites ; la Chine semble désorientée, titre donné à ce recueil reprenant celui d'un des articles de l'ouvrage. D'une certaine manière, cette *désorientation* actuelle de la Chine est en grande partie la conséquence d'une *réorientation* de la Chine mise en œuvre par Xi. Il est évident, au fond, comme souvent dans l'histoire d'une période charnière, que cette désorientation de la Chine n'est que le symptôme d'une crise profonde qui fait suite à l'accumulation des contradictions d'un modèle de développement et de conflits sociaux.

Mais, même sans adopter une position idéologique farouchement critique, des questions fondamentales restent en suspens : comment gérer cette profonde contradiction entre, d'une part, le dynamisme et la liberté dont la modernisation économique chinoise a besoin et, d'autre part, le maintien d'une stabilité qui revient aujourd'hui à réprimer le désir profond des gens de s'émanciper de la cage du pouvoir et de vivre pleinement libres ? Jusqu'à quand ce discours de champion du libre-échange pour les affaires extérieures sera-t-il compatible avec celui, autoritariste et même totalitaire, relatif aux questions intérieures ? De quelle marge de manœuvre disposent encore les dirigeants chinois pour poursuivre cette combinaison des contraires, engendrant parfois une énergie

en faveur du développement mais aussi des tensions inquiétantes, tout en l'encadrant de façon si souvent archaïque ? Le mariage entre un communisme politique orthodoxe et un capitalisme financier et numérique ultramoderne peut-il durer de manière pérenne ?

Ma réponse à ces questions est plutôt négative. Le cancer de la corruption dont l'ampleur est inouïe et la « mafia-isation » généralisée du pouvoir ne sont-ils pas déjà en train de nous montrer les signes de la limite du modèle qui a fonctionné jusqu'à présent ? Pourtant, la situation actuelle a de fortes chances de se perpétuer encore un certain temps, notamment grâce aux ressources accumulées dans les années passées qui pourraient permettre aux autorités de maintenir leur ligne. Le fait que les réponses qu'apporte Xi à ces questions soient plutôt affirmatives est inquiétant. Cela ne peut à mon avis qu'accroître les tensions et les contradictions déjà présentes. Sans parler de l'impact des facteurs structurels défavorables comme le vieillissement de la population sur l'avenir de la Chine, le retard et la dérive dans la transition postcommunisme engendrent un déséquilibre pour la transition vers la modernité qui pourrait se révéler un jour explosif. Pourtant, dans le passé, ces deux aspects de la transition, *modernisatrice* et *postcommunisme*, ont trouvé pendant une période un certain équilibre à l'origine du dynamisme de la Chine dans la construction de sa modernité. La Chine entre désormais dans une phase historique très incertaine dont l'issue finale demeure imprévisible, et qui pourrait avoir de lourdes conséquences pour les Chinois comme pour le reste du monde.

UN OUVRAGE NON SINOLOGIQUE

Une caractéristique spécifique du présent recueil mérite peut-être que les lecteurs y prêtent attention : il ne s'agit pas d'un livre sinologique, rédigé sur la Chine par un chercheur étranger s'adressant d'abord à des lecteurs étrangers ; les articles rassemblés ici ont été écrits initialement pour des lecteurs chinois. Mon objectif premier était de participer aux discussions et débats publics qui ont cours en Chine et de partager mes analyses avec les Chinois sur cette phase mouvementée et charnière.

Mais à la différence des autres intellectuels en Chine, je vis en France et mes articles sont publiés en dehors de la Chine, essentiellement pour la section chinoise de la BBC dans la rubrique « Commenter la Chine » et dans la revue hongkongaise *Dongxiang*¹. Je bénéficie ainsi d'une liberté dont les autres auteurs en Chine ne disposent pas. Cela explique en partie le succès de ces articles. Malgré le contrôle des autorités chinoises, chacun d'eux a suscité, lors de sa parution, un vif intérêt dans le monde chinois, en Chine continentale, à Taiwan et à Hong Kong, et dans la diaspora d'outre-mer, se répandant largement *via* les réseaux sociaux, étant lu par des dizaines, voire des centaines, de milliers et même des millions de lecteurs.

C'est grâce à cette liberté que j'ai pu prendre une position critique dans ces écrits, position appréciée par les lecteurs et adoptée pour une raison simple : les propos élogieux sur le modèle actuel et les dirigeants de la Chine sont déjà surabondants, en Chine et même parfois en dehors de la Chine, résultat d'une stratégie de propagande soigneusement établie par les autorités en vue de renforcer leur légitimité au sein du pays et de donner une image positive de la Chine à l'extérieur. Il n'est donc pas nécessaire d'en produire davantage. Afin de progresser dans sa réforme et sa construction de la modernité, la Chine a au contraire besoin de regards critiques, aujourd'hui encore rares publiquement dans le pays pour les raisons qu'on connaît et que les articles de ce recueil analysent.

Le succès rencontré par ces articles en Chine tient aussi à certaines perspectives particulières de leur analyse, rendues possibles, notamment, par la position originale qui est la mienne. La distance qui me sépare de la Chine me permet d'avoir un regard « froid », nécessaire pour observer les événements « chauds » de mon pays

1. *Dongxiang* est une revue mensuelle politique, jumelle de la revue *Zhengming*, qui a été fondée en 1991-1992 à Hong Kong. Elle est connue pour ses analyses et ses reportages sur la Chine contemporaine ainsi que pour ses positions plutôt critiques. Mais en raison de la dégradation de l'espace d'expression à Hong Kong, elle a été récemment fermée, tout comme *Zhengming* qui avait pourtant une histoire encore plus longue, remontant à la fin des années 1970, et qui a joué un rôle très important durant ces quatre décennies.

d'origine. Des liens personnels forts et anciens établis avec les élites chinoises joints aux moyens de communication modernes me permettent d'être en permanence au courant de ce qui se passe à l'intérieur de la Chine. Les articles que j'écris et les discussions que je mène avec les acteurs en Chine font de moi, malgré mon *absence* physique, un acteur *présent* de ces événements chauds. Chercheur français et intellectuel chinois à la fois, constamment et simultanément *dedans* et *dehors*, cette double identité et ce croisement des regards contribuent à former ces perspectives d'analyse qui suscitent l'intérêt des lecteurs chinois.

Mais ce succès auprès d'eux ne saurait suffire à garantir une réussite auprès des lecteurs étrangers désireux de mieux connaître la Chine : les personnalités, les événements, les contextes historique et politique, les institutions... Beaucoup d'informations implicites et sous-entendues dans ces articles, évidentes pour des Chinois, ne sont pas forcément familières aux lecteurs occidentaux. Certaines expressions et certains termes employés dans les articles n'ont pas les mêmes connotations dans un contexte occidental, par exemple le sens de « gauche » ou de « droite ». Pour que ces lecteurs, notamment français dans notre cas, puissent pleinement profiter des analyses et appréhender la complexité des événements, certaines explications et présentations complémentaires étaient nécessaires. Elles apparaissent au fil de chaque article et à la fin du livre, sous forme de notes et d'annexes.

Mon souhait initial était d'aider les Chinois à se préparer à une nouvelle phase historique ; cette version en français conserve le même objectif, cette fois à destination du public francophone dans ce monde globalisé.

FRUIT D'UN TRAVAIL COMMUN

C'est donc mû par le souhait d'aider les Français et les francophones à mieux comprendre une Chine dont le destin devient de plus en plus lié au leur, et poussé par de nombreux amis français qui regrettaient de ne pas partager mes analyses sur la Chine à cause de la barrière linguistique, que j'ai pris l'initiative de traduire ces articles en français.

J'ai invité alors ma collègue, Aurore Merle, à entreprendre avec moi cet épineux travail afin d'offrir un ouvrage sur la Chine en bon français aux lecteurs francophones. Sociologue et sinologue, elle a vécu une dizaine d'années en Chine d'abord comme étudiante, puis comme chercheuse et enseignante dans l'une des meilleures universités chinoises. On ne pouvait rêver de trouver une personne plus compétente et mieux placée pour réaliser cette tâche. Les connaissances accumulées au cours de ses séjours en Chine et ses recherches, sa capacité linguistique et le fort sentiment d'attachement qui la lie à ce pays font d'elle, comme moi-même, une personne à la fois en *dedans* et au *dehors* des affaires chinoises.

Les articles ont d'abord été traduits en français par Aurore Merle ; j'ai ensuite repris cette version traduite pour la vérifier et y apporter des corrections avant de nouvelles séances de travail conjointes pour perfectionner la version finale et y ajouter les notes nécessaires. Ils ont ensuite été embellis par la plume de Caroline Faure, une talentueuse écrivaine et amie d'Aurore Merle. Ce recueil est donc issu d'un travail en commun, il ne s'agit pas d'une traduction au sens courant. Je tiens à remercier sincèrement Aurore Merle pour son amitié et son dévouement, c'est à elle que les lecteurs français doivent essentiellement ce français fluide et clair. Matthieu Calame, avec son amitié, son érudition et sa perception juste de la transformation actuelle de la Chine, m'a fait d'excellentes propositions sur la mise en forme de l'ouvrage et a accompagné jusqu'au bout la réalisation de ce projet de publication, je lui adresse ici également ma reconnaissance la plus sincère.

Mme Marianne Bastid-Bruguière, grande sinologue et historienne, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, a accepté de préfacer ce livre. C'est un grand honneur pour moi. Je tiens à la remercier de tout mon cœur non seulement pour cette préface, mais aussi pour tous les encouragements qu'elle m'a adressés tout au long de ces années.

Ce livre est dédié à M. Alain Touraine, mon maître qui a dirigé ma thèse durant les années 1990. Je lui dois beaucoup de mes méthodes d'analyse, de mes inspirations et de ma compréhension de la modernité. Pour rendre hommage au grand sociologue qu'il est, je pourrais regretter que cet ouvrage ne soit pas un travail purement sociologique, mais eu égard à sa qualité d'acteur intellectuel

LA CHINE DÉSORIENTÉE

ayant œuvré toute sa vie en faveur d'une vie humaine collective et personnelle emplie de dignité, prônant une théorie de l'action et du sujet, j'espère qu'il trouvera dans ces écrits des échos à ses enseignements de la part d'un élève fidèle en action.

AVERTISSEMENT POUR LE LECTEUR FRANCOPHONE

Le présent ouvrage rassemblant des textes écrits pour le public chinois, il est nécessaire de saisir quelques éléments de contexte ainsi que de vocabulaire.

Par exemple, le terme de « réforme » est largement employé tout au long de cet ouvrage. Au singulier, il renvoie dans la plupart des cas au sens large de *la réforme* amorcée depuis presque quarante ans en Chine. Au pluriel, il désigne des mesures concrètes mises en œuvre. Ainsi, certaines réformes évoquées dans l'ouvrage peuvent-elles être considérées comme contradictoires avec *la réforme*, entendue dans ce sens général.

Il est par ailleurs souvent fait référence aux notions de « gauche » et de « droite ». Même si le terme peut parfois recouvrir des sens légèrement différents, il s'agit généralement du sens utilisé dans le contexte chinois. Sous Mao, le terme de « gauche » (*zuopai*) désignait le contrôle de la société par l'État, de l'État par le Parti, et du Parti par son chef dans une perspective idéologique nommément égalitariste et concrètement autocratique, se réclamant d'une version propre du stalinisme : le maoïsme. Le terme « droitier » (*youpai fenzi*) était utilisé pour désigner... tous ses opposants ! Si le terme de « gauche » désigne donc généralement l'aspiration au retour au maoïsme, le terme de « droite » peut distinguer, selon les cas, les tenants d'une économie dérégulée, les partisans d'un État de droit, les défenseurs d'une autonomie de la société par rapport à l'État-Parti, voire d'une réforme du régime.

La gouvernance de l'État-Parti chinois s'avère parfois complexe dans la mesure où, aux postes et règles officiels, s'ajoutent des capacités d'influence qui peuvent bousculer les équilibres institutionnels. Il y a donc au moins jusqu'à Deng Xiaoping (1992), au-delà de l'exercice formel du pouvoir, un exercice informel de fait. Cependant, la structure de l'État-Parti est composée de deux systèmes en parallèle, celui du Parti et celui du gouvernement,

le premier primant sur le second. Les instances principales de cet État-Parti sont :

- **Le Comité permanent du Bureau politique** qui est l'organe suprême du pouvoir du régime. Il est composé de 7 membres théoriquement « élus » par les 25 membres du Bureau politique, eux-mêmes « élus » par les 205 membres du Comité central du PCC, choisis par les délégués du congrès organisé tous les cinq ans. En réalité, la composition de ce Comité permanent est souvent le fruit de luttes politiques entre diverses factions du Parti. La seule règle plus ou moins visible qui a, *de facto*, été institutionnalisée ces deux dernières décennies à la suite de la retraite volontaire de Deng Xiaoping au début des années 1990, est le retrait à l'âge de 70 ans pour les membres du Comité permanent et la limitation à deux mandats de cinq ans.
- **La Commission centrale d'inspection de la discipline du Parti.** Couramment appelée en chinois *Zhongjiwei*, elle a été fondée très tôt dans les années 1920, puis réorganisée en 1978. Elle est officiellement chargée de surveiller la mise en pratique des politiques décidées par la direction du Parti, de contrôler les actions des membres du PCC et de sanctionner les infractions au règlement du Parti. Au cours des années 1990 et 2000, elle a progressivement pris une importance dans la lutte anticorruption qui est devenue sa tâche principale. Depuis l'accès au pouvoir de Xi Jinping en 2012 et jusqu'au 19^e Congrès qui a eu lieu à l'automne 2017, Wang Qishan (né 1948), vieil ami de Xi, était le premier secrétaire de la Commission, dont le rôle s'est révélé primordial dans la campagne anticorruption lancée par Xi. Elle est par conséquent devenue un supra-organisme juridico-policier servant à la fois d'instrument de lutte contre la corruption, mais également d'instrument principal dans la consolidation du pouvoir de Xi.
- **Le Conseil des affaires de l'État**, couramment appelé *Guowuyuan* en chinois, est l'organe suprême du système gouvernemental qui coordonne les actions des dizaines de ministères et bureaux nationaux régulant les affaires économiques, sociales, culturelles, scientifiques et diplomatiques. Le Premier ministre est le chef de cette instance tout en étant membre et numéro deux dans l'ordre hiérarchique du Comité

permanent du Bureau politique. Li Keqiang occupe ce poste depuis 2012.

- **La Commission militaire centrale** est l'organe suprême de l'armée qui existe sous deux noms, celui de l'État et celui du Parti, mais est en fait composé exactement des mêmes personnes avec le même président. L'armée joue encore un rôle important dans la vie politique chinoise, même si officiellement elle n'est qu'une institution en charge de la défense. Le contrôle de cette Commission est ainsi stratégique et primordial dans la lutte politique.

Les congrès du Parti sont des moments critiques. Selon la charte du Parti communiste chinois, un congrès national des représentants du Parti, représentant ses 87 millions de membres (chiffre de 2016), est organisé une fois tous les cinq ans. Puisque, selon la règle en vigueur, les dirigeants ne peuvent pas effectuer plus de deux mandats, un changement de génération parmi les dirigeants se produit généralement tous les dix ans et un congrès plus important que les autres a lieu à cette même fréquence. Le congrès « élit » le Comité central. À la suite de ce changement des dirigeants – par exemple, le 18^e Congrès a consacré Xi Jinping à la tête du Parti –, le premier plénum désigne le secrétaire général et les autres membres principaux du Bureau politique et du Comité permanent. Le deuxième plénum est destiné à choisir les dirigeants de l'État ; le troisième plénum est souvent majeur dans la mesure où il fixe généralement les grandes orientations des politiques économiques du pays, cela fut surtout le cas en 1978 après le 10^e Congrès du Parti où on lança la réforme ; les quatrième, cinquième et sixième pléniums abordent souvent des thèmes importants aux yeux des dirigeants comme la construction du Parti, la société, les campagnes, les politiques sociales, économiques et culturelles, etc. Le septième et dernier plénum avant un nouveau congrès discute des questions concernant le nouveau congrès, surtout la nouvelle composition de la direction du Parti.

La gouvernance de la Chine prend des allures souvent claniques opposant des groupes d'intérêts qui peuvent avoir des bases un peu différentes : la question des factions (*paixi*) au sein du Parti est une histoire aussi ancienne que celle du Parti lui-même et à l'origine de conflits sans merci en son sein. Cette question a évolué au cours du temps et aussi en fonction des changements des enjeux

politiques et idéologiques. À partir de la fin des années 1970, durant les années de réforme et d'ouverture, les factions sont représentées principalement par deux grands courants conservateur et réformateur. Après la répression de 1989, durant les années 1990, cette ancienne division a progressivement disparu, faisant place à de nouvelles factions qui sont plus ou moins formées selon l'origine familiale, professionnelle et géographique. Par exemple, on parle beaucoup de *tuampai*, la « faction de la Ligue de la jeunesse », de *tai-zidang*, la « faction des princes rouges », de *Shanghai bang*, la « bande de Shanghai », de *Guangdong bang*, la « bande de Guangdong », et de *shiyoubang*, la « bande du pétrole », dont Zhou Yongkang était à la tête. Évidemment, ces factions se croisent et évoluent en fonction des enjeux et des changements des dirigeants. Il peut s'agir de groupes d'intérêts économiques liés à un conglomérat, de groupes d'intérêts à base régionale, de groupes d'intérêts en fonction de l'origine sociale (comme les « princes rouges », fils de vétérans révolutionnaires), de groupes d'intérêts liés aux organes du Parti (comme la Ligue de la jeunesse).

UN RAPIDE RAPPEL DE L'HISTOIRE RÉCENTE DE LA CHINE

En 1644, un peuple non chinois (non *han* pour reprendre la terminologie chinoise), les Mandchous, s'empare du pouvoir en Chine et fonde la dynastie Qing. Les Mandchous, outre la famille impériale, composent l'essentiel de l'aristocratie. Les empereurs mandchous, par leurs conquêtes, donnent à l'Empire chinois son extension maximale bien au-delà du cœur *han* de la Chine. Toutefois, au cours du XIX^e siècle, l'Empire chinois est affaibli par les entreprises de plus en plus agressives des puissances occidentales rejointes par le Japon et essuie une longue série de défaites qui culminent avec la guerre des Boxers (1899-1901). Face à l'incapacité du pouvoir impérial à relever ce défi, la république est proclamée en Chine en 1911 après la première révolution moderne chinoise, son premier président étant Sun Yat-sen (aussi connu comme Sun Zhongshan). Cependant, la proclamation de la république ne parvient pas à endiguer la décomposition de l'État. Il s'ensuit une période de division et de guerre

civile (1915-1937) dont profitent les Japonais pour se tailler, par une guerre d'agression particulièrement féroce, un immense empire colonial (1931-1945). La domination japonaise est toutefois brève. À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, les deux forces qui restent en présence sont d'une part le Kuomintang (ou Guomindang) fondé par Sun Yat-sen (décédé en 1925), dirigé par Chiang Kai-shek (connu aussi comme Jiang Jieshi) et reconnu par les alliés occidentaux, d'autre part le Parti communiste chinois (Zhongguo gongchandang), dirigé par Mao Zedong et soutenu par les Soviétiques. En 1949, le PCC l'emporte, les membres du Guomindang se réfugient à Taiwan, créant une partition qui dure encore aujourd'hui entre la République populaire de Chine en Chine continentale et la République de Chine à Taiwan.

En Chine continentale, si la direction du Parti a, à l'origine, une dimension collégiale, Mao Zedong domine le régime. L'échec du Grand Bond en avant (1958-1960) conduit au retrait provisoire de Mao Zedong et au renforcement du pouvoir de Liu Shaoqi qui tente de libéraliser partiellement l'agriculture collectivisée. Pour revenir aux affaires et réaliser son utopie communiste, Mao Zedong provoque la Révolution culturelle (1966-1976), écartant ses opposants et plongeant l'ensemble du pays dans des campagnes fanatiques incessantes. Il restera nominalement au pouvoir jusqu'à sa mort en 1976. En 1977, après avoir été évincé par Mao pendant la Révolution culturelle, Deng Xiaoping est réhabilité et sera le numéro un du Parti de 1978 à 1992. Il libéralise en partie l'économie en lançant la politique de réforme et d'ouverture (*gaige kaifang*), pratique une direction plus collégiale que celle de Mao et restaure l'administration. En 1989, face aux mouvements étudiants qui réclament une libéralisation politique, Deng fait le choix de la répression, entrée dans l'histoire sous le nom de « massacre de la place Tiananmen ».

Jiang Zemin succède à Deng Xiaoping à partir des années 1990 et reste au pouvoir jusqu'en 2003. Il poursuit la réforme et officialise notamment la limitation du nombre de mandats. À ce titre, il remet son pouvoir à Hu Jintao qui l'exercera à son tour jusqu'en 2013. Globalement, Jiang Zemin et Hu Jintao s'inscrivent dans la poursuite de l'œuvre de Deng, donnant la priorité à la croissance économique, pratiquant une gestion plutôt collégiale du Parti, ainsi qu'une relative discrétion en matière de politique étrangère

– la Chine se réclamant, contre toute évidence historique, comme un pays de *soft power* par tradition –, mais sans toutefois libéraliser le régime ni établir une distinction entre Parti et État.

En 2013, Xi Jinping succède à Hu Jintao. La Chine est devenue la deuxième puissance économique mondiale depuis 2010, mais ce développement à marche forcée met la société et le territoire sous tension. Le « système Deng » semble atteindre ses limites. Une nouvelle période se profile.

BIOGRAPHIES DES DIRIGEANTS CHINOIS DEPUIS MAO

Deng Xiaoping (1904-1997)

Originaire de la province du Sichuan, il part en France dans les années 1920 pour faire des études tout en travaillant à l'usine. Influencé par le courant communiste de l'époque, très en vogue parmi les jeunes Chinois en Europe, il rejoint les communistes puis s'installe à Moscou. De retour en Chine, il s'engage dans le mouvement communiste chinois naissant et devient un révolutionnaire dans l'armée communiste. Il participe à la Longue Marche et s'installe dans les bases communistes du Nord-Est et du Centre pendant la guerre de résistance contre les Japonais (1937-1945). Il devient un membre influent au sein du Parti et l'un des chefs d'une des armées les plus importantes durant la guerre civile contre le Guomindang. Après la fondation du régime, il s'affiche comme l'un des dirigeants les plus influents du régime en tant que chef du secrétariat du Parti et bras droit de Mao, alors président du Parti. Il a joué un rôle très actif dans la campagne de répression à l'encontre des intellectuels durant la campagne antidroitiste de 1957. Pourtant, son attitude politique, plus ou moins modérée et pragmatique par rapport à celle de Mao, provoque petit à petit le mécontentement de ce dernier. Pendant la Révolution culturelle, il est destitué et qualifié de « deuxième plus grand révisionniste » après Liu Shaoqi, envoyé travailler dans les lointaines campagnes du sud-est de la Chine dans la province du Jiangxi. Après l'affaire Lin Biao (1971), il est rappelé par Mao pour devenir vice-ministre et chef d'état-major de l'armée, avant de connaître une nouvelle disgrâce de la part de Mao à la

suite du mouvement populaire en avril 1976. Il réapparaît après le décès de Mao et la fin de la Révolution culturelle et, par une série de manœuvres politiques très habiles, il réussit à évincer le successeur désigné de Mao, Hua Guofeng (1921-2008), consolidant ainsi son pouvoir pour devenir numéro un du régime. S'appuyant sur les mécontentements de la population vis-à-vis de la politique radicale maoïste, il favorise la mise en œuvre de la politique de réforme et d'ouverture à partir de 1978. Après avoir initié la répression du mouvement de la place Tiananmen en 1989, il se retire de fait définitivement de la vie politique à partir de 1993, non sans avoir donné une dernière impulsion en faveur des réformes avec sa tournée dans le Sud en 1992.

Jiang Zemin (né en 1926)

Né en 1926, orphelin d'un révolutionnaire communiste, il est devenu membre du Parti durant les années de guerre civile entre le Guomindang et les communistes alors qu'il faisait ses études à Shanghai. Après la fondation du régime, il a travaillé dans des usines du nord de la Chine comme ingénieur et a fait des études à Moscou. Il a connu une ascension progressive en tant que technocrate dans l'industrie mécanique. Durant les années 1980, il a été promu haut cadre du Parti, d'abord en tant que ministre de l'Industrie électronique, puis comme maire de Shanghai. Il est ensuite devenu le secrétaire général de cette grande ville de Chine. Après le 4 juin 1989, il a été choisi par les vétérans pour devenir secrétaire général du Parti, en remplacement de Zhao Ziyang qui avait été limogé. Ce choix est lié en partie à son attitude conservatrice à l'encontre du mouvement démocratique à Shanghai. Durant les années 1990, alors secrétaire général du Parti, il poursuit la ligne fixée par Deng de réforme économique et d'ouverture de la Chine au monde. Cette politique a permis au PCC de sortir de la situation difficile dans laquelle il se trouvait après 1989 et à la Chine de connaître une croissance considérable. En 2002, durant le 16^e Congrès du Parti, Jiang Zemin quitte sa fonction de secrétaire général du Parti après treize années de mandat. Deux ans plus tard, il quitte son dernier poste de président de la Commission militaire centrale du Parti.

Hu Jintao (né en 1942)

Ancien étudiant de l'université Tsinghua avant la Révolution culturelle, il a longtemps travaillé comme ingénieur dans l'ouest de la Chine avant de devenir le secrétaire de la Ligue de la jeunesse communiste de la province du Gansu, puis le secrétaire national de cette organisation à partir de 1982 et enfin le premier secrétaire de cette organisation entre 1984 et 1985. Il devient ensuite le secrétaire général de la province du Guizhou puis de la province autonome du Tibet. Désigné par Deng Xiaoping comme le successeur de Jiang Zemin, il siège à partir de 1992 au Comité permanent du Bureau politique, devient secrétaire général du Parti de 2002 à 2012, et président de la République entre 2003 et 2013, date à laquelle il se retire définitivement de la vie publique.

Xi Jinping (né en 1953)

Fils d'un vétéran du régime, Xi Zhongxun (1913-2002), il a grandi à Pékin dans des conditions plutôt privilégiées avant de voir sa situation se dégrader à l'âge de 9 ans après la disgrâce de son père. Pendant la Révolution culturelle, le jeune Xi est arrêté et emprisonné dans un « centre de rééducation » pour les jeunes à cause de ses actes et propos discordants à l'encontre de certaines personnalités maoïstes. Il part ensuite, à l'âge de 16 ans, à la campagne dans le Grand Ouest, dans la province du Shaanxi, en tant que jeune instruit. Après quelques hésitations, il s'installe parmi les paysans dans cette région très pauvre et, s'étant fait accepter par les villageois, devient le secrétaire du Parti de la brigade de production. Sept ans plus tard, il retourne à Pékin pour faire ses études à l'université Tsinghua en tant qu'étudiant « ouvrier-paysan-soldat ». Avec la fin de la Révolution culturelle et la réhabilitation de son père, il devient secrétaire au sein de la Commission militaire centrale du Parti. Il demande ensuite à être muté dans le district de Zhengding de la province du Hebei. Il devient par la suite vice-maire de Xiamen où il grimpe les échelons jusqu'à devenir le gouverneur de la province du Fujian, avant d'occuper la même fonction dans la province du Zhejiang dont il deviendra par la suite le secrétaire général du Parti. En 2007, après un court passage à Shanghai en tant que secrétaire général du Parti, il devient membre du Comité permanent du Bureau politique du PCC lors du 17^e Congrès du Parti, puis

vice-président de la République populaire de Chine. En 2012, il est sacré secrétaire général du Parti, et quelques mois après, président de la République populaire. Durant son premier mandat, il a réussi à consolider son pouvoir, éliminant ses adversaires et lançant une campagne anticorruption particulièrement drastique, tout en menant une politique de répression à l'encontre de la société civile. Récemment, les médias officiels emploient de plus en plus un vocabulaire ressemblant à celui utilisé pour Mao pendant la Révolution culturelle, afin de faire l'éloge de Xi. Sur le plan international, il fait montre d'une attitude de plus en plus conquérante et expansionniste.

PREMIÈRE PARTIE

L'HÉRITAGE HISTORIQUE,
LES ENJEUX D'UNE
ÉPOQUE ET LES ATTENTES
À L'ÉGARD D'UNE NOUVELLE
RÉFORME (2011-2013)

Les réformes de Deng Xiaoping et de ses successeurs Jiang Zemin et Hu Jintao furent d'incontestables succès économiques. Suivant un modèle de développement inspiré de la modernisation réussie du Japon sous l'ère Meiji (1868-1912) et appliqué dans les années 1960-1970 dans plusieurs États de l'Extrême-Orient – Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong, Singapour –, mêlant autoritarisme politique et développement industriel, la Chine s'est haussée en trente ans au rang de deuxième économie mondiale, voire de première selon certaines analyses.

La répression en 1989 du mouvement démocratique de Tiananmen a souvent été interprétée comme un coup d'arrêt temporaire. Durant les années 1990, dans la perspective de la thèse de Francis Fukuyama sur la « fin de l'histoire » et le triomphe du marché et de la démocratie, il était tenu pour évident que l'ouverture économique croissante de la Chine – ouverture en réalité souvent à sens unique visant à faire de la Chine l'atelier du monde – conduirait automatiquement à la démocratisation du régime. Le raisonnement était que la constitution d'une classe d'entrepreneurs et d'une classe moyenne nourrirait des revendications politiques qui amèneraient le régime à se démocratiser. Les évolutions récentes de la Corée du Sud et de Taiwan servaient de modèle. C'est cette perspective qui a nourri une certaine bienveillance à l'égard du régime de la part des États-Unis et de l'Union européenne, illustrée notamment par l'intégration de la Chine au sein de l'Organisation mondiale du commerce en 2001. Cette idée est globalement restée dominante jusqu'en 2008, en dépit des avertissements d'observateurs plus prudents, alertés soit par leur connaissance intime de l'État chinois, soit par les histoires de l'Allemagne et du Japon au xx^e siècle, où la démocratisation ne fut pas un produit *sui generis* et automatique de l'industrialisation.

La période 2011-2013 qui est abordée dans cette partie correspond à la dernière phase du mandat de Hu, marquée à l'échelle mondiale par une crise économique de grande ampleur et, à travers elle, une remise en question des modèles socio-économiques américain et européen. Cette critique commence à ébranler la candide perspective d'un lien automatique entre développement économique et démocratisation du régime. Au contraire s'impose l'idée, à l'extérieur comme à l'intérieur de la Chine, d'un modèle chinois de

modernité non démocratique qui, à maints égards, rappelle d'ailleurs la revendication de l'Empire allemand au début du xx^e siècle d'un *Sonderweg*: un chemin particulier vers la modernité. En Chine même, le modèle de développement fixé par Deng montre aussi de plus en plus ses limites, des phénomènes alarmants apparaissent partout, la question récurrente pour les Chinois depuis l'époque moderne « Où va la Chine ? » semble de nouveau un sujet d'actualité, l'appel à des réformes plus en profondeur et complètes s'entend dans tous les milieux, y compris parmi certains hauts dirigeants.

Sur le plan politique, cette période qui verra l'avènement de Xi Jinping est dominée par l'émergence puis la chute d'une personnalité haute en couleur, véritable personnage de roman, Bo Xilai – une sorte de Catilina chinois – qui, face à l'émergence des contestations sociales diverses, se fera le chantre du néo-maoïsme. Une page politique très violente que la Chine n'avait plus connue depuis 1989 a été ouverte, qui marquera profondément le premier mandat de Xi.

I. OÙ DOIT ÊTRE ÉRIGÉE LA STATUE DE CONFUCIUS ? COMMENTAIRES SUR L'ATTITUDE OFFICIELLE ACTUELLE VIS-À-VIS DE LA CULTURE TRADITIONNELLE

Cet article a été publié sur le site de la section chinoise de la BBC le 28 mars 2011.

Dans la confusion idéologique du système hérité de Deng Xiaoping, mêlant un parti nommé communiste et un capitalisme économique, la résurgence de la figure de Confucius, caractérisée par un pouvoir autoritaire mais bienveillant, constitue une réponse idéologique, de surcroît proprement chinoise, pour un pouvoir à la recherche d'une légitimation d'un « modèle chinois » conjuguant parti unique et affairisme. Qufu est le lieu de naissance de Confucius où se trouve le temple de Confucius, classé au patrimoine culturel national et mondial. Ces dernières années, le christianisme se développant dans la région, de nombreuses églises y ont été construites, provoquant des polémiques sur la légitimité de leur édification dans cette ville. Par ailleurs, le 1^{er} janvier 2011, une grande statue de Confucius en bronze a été soudainement érigée sur la place Tiananmen. L'érection de cette statue a suscité beaucoup de polémiques publiques et attiré l'attention des médias nationaux et internationaux. À la suite de ces polémiques, le 25 avril 2011, après seulement une centaine de jours, les autorités ont déplacé la statue dans un jardin.

L'édification de nouvelles églises à Qufu et l'érection d'une statue de Confucius sur la place Tiananmen ont fait ressurgir une question qui agite les Chinois et provoque l'embarras depuis plus d'un siècle : celle de la place de Confucius et du confucianisme, qui interroge plus largement la construction d'une culture contemporaine en Chine.

LE DÉBAT AUTOUR DE LA STATUE DE CONFUCIUS ET LE DILEMME IDÉOLOGIQUE

Pour parler franchement, l'érection d'une statue de Confucius sur un lieu aussi sensible et symbolique que la place Tiananmen ne peut être que le fait d'une décision officielle. D'une critique à l'égard de la culture traditionnelle, dominante pendant plusieurs décennies (diffamant le sage Confucius pour en faire un voyou), on est passé à sa célébration aujourd'hui (selon les dires, sa statue sur la place Tiananmen fait 9,50 mètres de hauteur)¹, ce qui montre à quel point la position officielle a évolué. Affirmer la valeur positive de la culture traditionnelle et renoncer ainsi au nihilisme culturel devraient susciter l'approbation et ne pas soulever de contestation ; l'apparition de nombreuses controverses montre que le problème n'est pourtant pas si simple.

Évoquons tout d'abord l'érection de la statue. La régularité de la procédure a-t-elle été suffisante, y a-t-il eu une large consultation sur l'emplacement et le design de la statue ? Non. La population n'était au courant de rien, elle a appris la nouvelle après coup dans les médias. Il ne faut donc pas s'étonner que certains internautes aient appelé ce projet « le chantier mystérieux » et qu'il ait provoqué de l'insatisfaction.

Ces dernières années, une conscience autonome de la société civile n'a cessé de croître, des avis divergents sur les grands chantiers publics ayant souvent besoin d'être exprimés. Or, même si

1. Selon la tradition chinoise, les chiffres *jiu* et *wu* (9 et 5) symbolisent le plus haut statut d'autorité, et sont réservés conventionnellement à l'empereur. Le choix de construire une statue de 9,50 mètres contient un sens sous-entendu de prestige suprême.

les officiels mettent en avant la transparence des informations publiques, c'est souvent la politique du fait accompli qui domine, l'avis de la société n'étant qu'accessoire. Si un dirigeant veut ou a besoin de construire, alors il construit à sa guise ; la population n'a aucun droit d'exprimer son opinion, elle ne peut que commenter *a posteriori*.

Dans les principaux médias, les décisions officielles font l'objet d'une approbation sans réserve, sans qu'on se soucie de leur bien-fondé, et sont censées représenter le courant majoritaire ; à l'inverse, la moindre opposition est réduite à un discours creux et superflu. L'érection de la statue de Confucius a révélé une fois de plus cette tendance, provoquant naturellement des critiques et des controverses.

Par ailleurs, l'installation de cette statue met en évidence l'ambiguïté de la pratique officielle. Certes, une cérémonie a été organisée, mais seuls des dirigeants de second rang y ont assisté : le vice-président de la Fédération chinoise de la culture, le vice-président de la Commission de l'Assemblée nationale populaire, le vice-président de la Commission consultative politique du peuple chinois, le vice-ministre de la Culture, le vice-président du Bureau du patrimoine culturel... En effet, du point de vue officiel, face au portrait du dirigeant le plus orthodoxe [Mao Zedong] donnant sur la place Tiananmen, les officiels invités à participer à la cérémonie en honneur à la statue de Confucius ne pouvaient être que de second rang, afin d'éviter le reproche d'avoir abandonné officiellement le marxisme et la pensée de Mao Zedong.

Cette histoire révèle le paradoxe idéologique dans lequel se trouvent les autorités chinoises pendant cette période de transition. D'un côté, face au vide idéologique et à l'absence de valeurs, elles ont besoin de ressources en matière d'autorité morale. Célébrer Confucius donne ainsi aux officiels l'occasion et le moyen d'emprunter à la tradition pour combler leur manque de légitimité. De l'autre, les impératifs institutionnels leur imposent de ne pas s'écarter complètement de Marx et de Mao, ces deux « saints » modernes révéérés, l'un étranger, l'autre chinois, afin d'éviter une remise en cause fondamentale du régime.

En réalité, si l'on compare les pensées de Marx et de Confucius, elles apparaissent très éloignées, voire opposées, sur de nombreux

points fondamentaux. Or, aujourd'hui comme dans le passé, les officiels aiment mobiliser certaines parties de ces pensées opposées : la reconnaissance de l'autorité et de l'ordre, très présente dans le confucianisme, peut ainsi servir à éduquer le peuple, tandis que la lutte des classes et la dictature du prolétariat du marxisme traditionnel justifient la répression.

Il existe pourtant une valeur présente tant dans le confucianisme que dans le marxisme, qui dépasse les limites temporelles et spatiales et qui a une portée réelle, c'est la poursuite de la justice sociale. Elle reste taboue pour les officiels qui répugnent à l'évoquer, alors que c'est précisément cette notion dont les gens ont le plus besoin dans la réalité et qu'ils réclament comme ressource intellectuelle.

LES QUESTIONS RELATIVES À LA CÉLÉBRATION DE CONFUCIUS

C'est pourquoi le problème n'est pas celui de la célébration de Confucius, mais bien plutôt de qui le célèbre, à quel moment, pourquoi, comment et avec quel contenu.

Comme l'a exprimé sur le ton de la plaisanterie un internaute sur le forum « Renforcer le pays » du *Quotidien du peuple* en ligne : « Si un jour il y a un nouveau maître qui doit ériger son autorité, la statue de Confucius devra alors être déplacée. » En effet, si la célébration de Confucius devient un outil politique, au service d'objectifs purement politiques, alors le culte actuel produira le même résultat que sa négation à l'époque maoïste : la destruction de l'image de Confucius.

Depuis l'époque moderne, il est habituel de voir un pouvoir conservateur recourir à Confucius et au confucianisme pour combler son manque de légitimité. Mais l'arbitraire, l'arrogance, la corruption et la dépravation des officiels actuels qui n'ont pourtant que la morale à la bouche provoquent un ressentiment populaire bien légitime. Lu Xun² l'exprimait en son temps lorsqu'il évoquait le cannibalisme de

2. Lu Xun (1881-1936) est un grand écrivain moderne, l'un des initiateurs du mouvement de la « Nouvelle Culture » des années 1910-1920, connu pour ses positions iconoclastes à l'encontre de la culture traditionnelle chinoise.

la société confucéenne. Ces comportements du pouvoir contribuent ainsi à la perte de légitimité de Confucius et du confucianisme. La critique de la politique s'appuyant souvent sur une critique de la culture, on mélange facilement examen critique de la culture et critique politique. La vague d'opposition, de sarcasme, de satire et de flagellation provoquée par l'érection de la statue de Confucius sur la place Tiananmen trouve ici en partie son explication.

LE CONFUCIANISME ACADÉMIQUE, POLITIQUE ET MORAL

Comment, alors, déterminer le rôle et la mission modernes du confucianisme et promouvoir certaines de ses ressources spirituelles ? Cette question est trop vaste pour être traitée ici, mais il y a néanmoins une chose dont nous pouvons être sûrs : lorsque Confucius et le confucianisme ne sont que des prétextes pour de soi-disant experts en quête de profits, de financements et de promotions académiques, qui instaurent des instituts d'études nationales partout³ et s'enrichissent en passant à la télévision ; lorsque le culte de Confucius et la célébration du confucianisme, guidés par des motifs économiques de la part des officiels, visent à attirer les commerces et les capitaux, forment un paysage vulgaire destiné aux touristes ; lorsque le pouvoir ne souffre d'aucune limite, que la société ne connaît pas la justice, que règne la corruption... alors le Confucius qui est célébré par ces experts en confucianisme, le confucianisme qui est promu par ce pouvoir corrompu et arbitraire ne peut obtenir une reconnaissance sincère des hommes, et l'esprit véritable du confucianisme, caractérisé par l'amour, la foi, le pardon, ne peut réellement être développé ni mis en pratique.

À l'inverse, si les intellectuels chinois avaient pu conserver la force de caractère, l'indépendance, la bienveillance et l'esprit

3. Avec le changement progressif de la position des autorités vis-à-vis du confucianisme à partir du début des années 1990 sont apparus de nombreux instituts d'études de la culture traditionnelle en Chine, dans lesquels on prône souvent l'importance de la tradition, et notamment sa valeur moderne qui pourrait servir à la montée en puissance de la Chine contemporaine.

critique d'un Liang Shuming⁴ ; si des gens comme Yu Dan⁵ ne se contentaient pas d'être des stars de télévision et de vendre des best-sellers mais devenaient des défenseurs des droits et se souciaient des intérêts des gens ordinaires vulnérables, on peut être sûr qu'il n'y aurait alors plus besoin d'apôtres du confucianisme et que ce dernier aurait une place bien différente dans le regard des gens. Car le confucianisme n'est pas un « savoir » ordinaire au sens moderne du terme, mais bien plutôt une forme de croyance, de pratique morale qui nécessite d'être mise en acte.

Le confucianisme académique est nécessaire, mais en le privant de son niveau de pratique morale, il risque de ne devenir qu'un matériau superflu, une rhétorique sclérosée qui ne peut nourrir la vie d'un homme, qui ne peut être l'aliment spirituel guidant le monde. L'un des savants du siècle dernier qui a le plus contribué à la promotion du confucianisme académique n'est autre que Feng Youlan⁶. Sa façon de louer la pensée confucéenne « en revendiquant son héritage abstrait tout en niant ses aspects concrets » est une conception importante qui inspire encore aujourd'hui. Mais l'attitude regrettable de Feng Youlan au cours de la seconde moitié du siècle dernier, en particulier pendant la Révolution culturelle, et les dommages qu'elle a provoqués à l'égard du confucianisme risquent de l'emporter sur ses contributions à son égard.

À la différence de l'histoire occidentale marquée par une séparation de longue date entre la religion et le pouvoir séculaire, en Chine, après la dynastie Han, l'union spécifique à la chinoise entre le politique et le spirituel a contribué à la politisation du confucianisme et à la sanctification de Confucius. Le déclin du confucianisme et

4. Liang Shuming (1893-1988) est un philosophe chinois. Chassé de la vie publique et ayant subi de mauvais traitements pendant la Révolution culturelle, il est réapparu durant les années 1980 comme une figure emblématique de la défense de la culture traditionnelle. Voir le glossaire des noms propres.

5. Yu Dan (née en 1963), professeure de communication à l'Université normale supérieure de Pékin, est célèbre pour sa vulgarisation à la télévision de la culture traditionnelle. Voir le glossaire des noms propres.

6. Feng Youlan (1895-1990) est un philosophe chinois contemporain, connu pour ses études et ses enseignements sur le confucianisme selon une analyse moderne. Mais après la fondation du régime communiste, il n'a cessé de faire son autocritique sur ses anciennes positions. Pendant la Révolution culturelle, il rejoint la bande des Quatre en critiquant activement le confucianisme, cet acte renforçant encore davantage sa réputation de savant plus ou moins cynique. Voir le glossaire des noms propres.

sa difficulté à renaître après les changements liés aux conditions historiques modernes ne sont pas sans lien avec cette spécificité. Et c'est pourquoi la résolution de cette difficulté ne peut passer par l'intervention des officiels.

Le Confucius de la période pré-Qin était un savant de la société civile. Le meilleur moyen pour sortir de l'impasse actuelle du confucianisme est donc de lui rendre sa place initiale, de rendre à César ce qui appartient à César et à Dieu ce qui appartient à Dieu, afin que l'esprit de Confucius puisse se développer et se diffuser au niveau de la société civile. L'esprit du confucianisme, qui consiste à apprendre aux hommes à être des hommes et à les guider pour agir en conséquence, pourra ainsi être mis en pratique et se développer.

Le célèbre sinologue William Theodore de Bary⁷ a emprunté une phrase de Confucius pour résumer certaines significations spirituelles des écoles confucéennes : « cultiver sa propre moralité ». Avec cette expression, il insiste sur l'idée que le noyau de l'enseignement confucéen est précisément d'apprendre à chacun à se comporter comme un homme, à développer sa personnalité individuelle. Or cela est tout à fait compatible avec la vie moderne. Selon mon humble avis, c'est précisément là que résident la vitalité de l'enseignement confucéen et l'espoir d'un véritable renouveau, alors que la confucianisation du politique et la politisation du confucianisme n'ont pas d'avenir.

Où sont aujourd'hui les dizaines de milliers de statues du président Mao qui étaient omniprésentes autrefois en Chine ? Un objet tel qu'une statue officielle, marquant une intervention du pouvoir, ne peut pas garantir la longévité d'un symbole, et encore moins l'adhésion sincère de la population. Si l'intégrité et la bienveillance confucéennes ne peuvent pas être mises en œuvre dans les actes de la vie quotidienne, si la statue de Confucius ne peut prendre place et s'ériger dans le cœur des gens, alors peu importent les matériaux utilisés et l'endroit destiné à la statue de Confucius, on ne pourra sauver le confucianisme d'un nouveau déclin.

7. William Theodore de Bary (1919-2017) est un sinologue américain et professeur à l'université Columbia qui s'est rendu célèbre par ses travaux sur le confucianisme.

II. LES DEUX THÉORIES DU GÂTEAU EN CHINE

Cet article est paru sur le site de la section chinoise de la BBC le 23 août 2011.

Un an avant le 18^e Congrès du Parti, qui doit régler la succession de Hu Jintao, la bataille pour le pouvoir bat son plein. Cela se traduit notamment par le débat sur la ligne politique que la Chine doit suivre, car après trente ans de développement à la façon de Deng Xiaoping, tous les signaux montrent que la Chine se trouve face à un nouveau carrefour où elle doit faire des choix concernant son paradigme de développement. C'est dans ce contexte qu'intervient ce débat entre deux dirigeants, Bo Xilai¹, figure de proue du néo-maoïsme, et Wang Yang², tenant d'une poursuite de la croissance économique. Même si Bo Xilai a depuis été mis hors jeu, ce débat demeure l'un des sujets actuels les plus importants en Chine.

Bo Xilai et Wang Yang, les deux dirigeants respectifs de Chongqing et de la province du Guangdong, ont récemment eu recours à la métaphore du gâteau pour évoquer le développement de leurs territoires, suscitant une grande attention et donnant naissance à une discussion sur les « deux théories du gâteau ». Parce que cela concerne l'avenir de la Chine, cette discussion mérite d'être présentée et analysée.

1. Bo Xilai (né en 1949) est un homme politique chinois, fils d'un grand vétéran du régime, Bo Yibo. Lors de la parution de cet article, il était membre du Bureau politique et secrétaire général de la ville ayant rang de province de Chongqing, érigée en modèle de développement. Voir le glossaire des noms propres.

2. Wang Yang (né en 1955) était à l'époque secrétaire général de la province du Guangdong. Voir le glossaire des noms propres.

DEUX DISCOURS SUR LA PRODUCTION ET LA RÉPARTITION DU GÂTEAU

Selon les rapports de la presse, depuis la fin de l'année passée, le secrétaire du Parti de la ville de Chongqing, Bo Xilai, a employé à de nombreuses reprises la métaphore du gâteau pour mettre en avant la ligne de développement de Chongqing, à savoir l'importance accordée à une répartition équitable; ou pour le dire autrement, un bon partage du gâteau (des fruits du développement) doit ensuite permettre de faire un gâteau plus gros. Il est intéressant de noter que la dernière évocation par Bo de la métaphore du gâteau a été prononcée le 3 juillet, quelques jours après le discours du 1^{er} juillet de Hu Jintao³. Or, dans le compte rendu publié juste après cette réunion du Comité permanent de Chongqing du 3 juillet, dirigée par Bo et consacrée à la mise en œuvre de l'esprit du discours de Hu, on ne trouve aucun commentaire de la part de Bo à l'égard de ce discours, mais seulement une certaine rhétorique officielle et la conclusion insistant de nouveau sur la portée du modèle de Chongqing.

À l'inverse, lors d'une réunion importante du Comité provincial du Parti du Guangdong, le secrétaire de la province, Wang Yang, a ouvertement fait les louanges du discours de Hu, appelant à promouvoir l'élan initial de la réforme résumé dans l'expression « ouvrir un chemin difficile par le sang et la sueur », à se débarrasser de tout ce qui entrave un développement scientifique, et à maintenir la construction économique comme mission centrale; ou pour le formuler directement, « répartir le gâteau n'est pas la priorité, celle-ci est d'agrandir le gâteau ».

Si ce genre de discours sur la réforme et le développement n'est pas nouveau, le prononcer à ce moment précis lui conférait une nouvelle signification. Ces propos visaient en effet ostensiblement Bo. Les divergences entre Wang et Bo sur leur conception du développement et leurs appartenances politiques étaient une fois de plus exposées en plein jour.

3. Hu Jintao (né en 1942) est l'ancien secrétaire général du Parti de 2002 à 2012 et le président de la République entre 2003 et 2013. Voir l'avertissement au lecteur et le glossaire des noms propres.

ACCROÎTRE LES DROITS DES CITOYENS

L'apparition de ces « deux théories du gâteau » a provoqué un intense débat à l'intérieur et à l'extérieur de la Chine. Tout d'abord, en raison des informations qu'elles révèlent sur les conflits politiques entourant le 18^e Congrès du Parti, ensuite et plus fondamentalement, parce que ces deux personnages, membres du Bureau politique, sont susceptibles dans le futur de devenir des dirigeants nationaux. Et qu'au moment où l'ancien modèle de développement se trouve dans une impasse et nécessite des ajustements majeurs, ces différentes conceptions en matière de gouvernance et de développement local peuvent être amenées à influencer la direction politique future de la Chine.

En réalité, ces deux théories du gâteau ont chacune leur pertinence, elles abordent deux aspects différents du développement et sont liées à la situation concrète du développement de chacune de ces régions. On peut donc difficilement dire laquelle serait erronée. Mais s'il s'agit de les promouvoir au rang de ligne de développement futur du pays, alors il est nécessaire d'approfondir la réflexion.

Aujourd'hui, les conséquences néfastes du modèle de développement adopté ces trente dernières années sont chaque jour plus visibles, et si les succès ont été éclatants au début, les déséquilibres sur le long terme sont nombreux. Dans ce contexte, insister sur l'agrandissement du gâteau sans prêter attention à sa juste répartition, sans aborder la question du partage du gâteau, est à l'évidence problématique ; et les nombreux avis négatifs et critiques des internautes à l'égard de la théorie de Wang expriment très nettement la réticence de la population. Mais vouloir revenir à un système dans lequel c'est le pouvoir autoritaire qui se charge de répartir et promeut une répartition égalitaire, qui pourrait déclencher des vagues populistes appelant à « tuer les riches pour donner aux pauvres », ne peut rien augurer de bon non plus pour la Chine. C'est pourquoi nombreux sont ceux qui expriment des réserves à l'égard de la théorie de Bo.

Sans même s'interroger sur ce qui est ou non du domaine du pouvoir, promouvoir la justice en recourant à des campagnes politiques peut avoir des effets négatifs ou ne produire que des résultats temporaires. Car en l'absence d'une garantie institutionnelle des

droits des citoyens, comment cette justice mise en avant pour des besoins politiques peut-elle perdurer? Par ailleurs, si Bo Xilai était promu au niveau national, ne cesserait-il pas ce combat? Qui garantirait alors à ceux qui auraient reçu un peu plus de gâteau qu'ils ne seraient pas une nouvelle fois pillés par les riches et les puissants? Il est clair que cette question est inévitable.

Dans l'histoire chinoise, et plus largement dans l'histoire mondiale, l'absence d'une protection des droits des individus et de contraintes réelles s'exerçant sur le pouvoir ne peut que contribuer à accroître la prédation exercée par certaines élites ; répartir le gâteau ne peut donc qu'être une mesure de justice de courte durée. Du passé, où régnait un égalitarisme, à nos jours où apparaît une immense disparité entre riches et pauvres et où certains rêvent de lendemains plus égalitaires, si on ne s'appuie que sur le pouvoir pour résoudre les écarts de richesse, selon une logique de pouvoir et non de droit, on ne pourra jamais atteindre correctement notre objectif. C'est pourquoi, comme l'ont montré les rebondissements de l'histoire, si le peuple peut sans doute obtenir des avantages temporaires, il en paie le prix fort à long terme.

La question cruciale de la prochaine étape du développement chinois est précisément celle de l'augmentation des droits des citoyens. C'est aux citoyens et non aux dirigeants de décider comment faire le gâteau et comment le partager. Voilà la question clé.

En ce sens, si le modèle de Chongqing accordait la priorité aux droits des citoyens, permettait aux gens de décider librement de chanter des chants rouges⁴ et même de s'opposer aux chants rouges, appliquait strictement la loi pour combattre la mafia au lieu d'utiliser des méthodes mafieuses pour des motifs politiques, étendait et mettait en œuvre la participation des citoyens, garantissait une juste répartition sociale, alors ce « modèle de Chongqing » recevrait non seulement approbation et soutien, mais serait également assuré d'avoir une vitalité sur le long terme.

De même, si le Guangdong avait le courage d'« ouvrir un chemin difficile » en augmentant de manière exploratoire les droits des

4. *Hongge*. Voir le glossaire des expressions chinoises et l'article suivant.

citoyens, il ne fait pas de doute que la « voie du Guangdong » s'élargirait au fur et à mesure : plus le gâteau de style cantonais s'agrandirait, plus les gens lui accorderaient de la valeur et trouveraient leur bonheur. Sinon, on ne voit vraiment pas quel autre chemin le Guangdong pourrait ouvrir. Comment cela serait-il possible ? En mobilisant qui ? Et pour signifier quoi ?

Si la réforme a perdu son élan, c'est précisément parce que les droits des citoyens n'ont pas accompagné son approfondissement. Faire un gros gâteau pour le manger soi-même accroît évidemment la motivation ; de même que partager le gâteau en respectant des règles de répartition décidées par ceux qui ont produit le gâteau rend la répartition plus juste et diminue les contradictions. C'est pourquoi ces deux théories du gâteau, en dehors de quelques différences concrètes de développement local, pourraient en réalité ne faire qu'une.

III. DEUX SORTES DE NOSTALGIE EN CHINE

Cet article est paru sur le site de la section chinoise de la BBC le 26 octobre 2011.

L'article se situe un an avant l'arrivée au pouvoir suprême de Xi et dans un contexte d'affrontement idéologique fort sur la nature du régime chinois et son devenir. Les hongge ou « chants rouges » évoqués dans l'article, et qui sont remis au goût du jour notamment par le clan de Bo Xilai, désignent des chansons révolutionnaires, communistes, avant la prise du pouvoir ou durant la première période du régime maoïste. Les thèmes principaux font l'éloge de la révolution, du Parti, de Mao, de l'unité nationale, avec un style parfois martial, parfois romantique, ou très joyeux. Jusqu'aux années 1980, plusieurs générations de Chinois ont grandi en chantant ces chansons qui font entièrement partie de leur vie culturelle. Pendant la Révolution culturelle, en dehors de ces chants rouges, le peuple chinois n'avait pas d'autres chansons à chanter. Ces chansons ont été plus ou moins délaissées durant les années 1980, réémergeant petit à petit avec l'apparition d'une certaine nostalgie à l'égard du passé maoïste dans le contexte de la modernisation et de l'aggravation des inégalités sociales. Homme politique habile, Bo Xilai avait bien compris les attentes de certaines couches sociales et a su les exploiter en lançant la campagne « Chang hongge » (Chanter les chants rouges) en 2009. Cette campagne a largement favorisé la propagation de ce thème en Chine. Depuis, et en dépit de la chute de Bo, la nostalgie pour les années Mao évoquée dans le texte a pris une autre ampleur et une certaine couleur officielle à l'échelle nationale.

Une discussion animée a récemment porté sur les « deux théories du gâteau » (voir p. 43). Je considère que ce qui mériterait également d'être débattu est l'apparition en Chine aujourd'hui de deux formes de nostalgie. Si les théories à propos du gâteau interrogent

la voie future de développement économique et social de la Chine, les deux nostalgies en vogue aujourd'hui révèlent quelque chose de plus complexe et de plus profond, à savoir la transition politique, culturelle et sociale future de la Chine.

LA NOSTALGIE ET LA CRITIQUE RÉALISTE

Les deux nostalgies que j'évoque ici peuvent s'observer dans les débats intellectuels, les performances artistiques, les publications de mémoires autobiographiques... Elles désignent d'une part la nostalgie à l'égard de la période de Mao, d'autre part celle à l'égard des années 1980.

En réalité, la nostalgie du passé reflète souvent une attitude à l'égard du présent. D'un point de vue historique, à la veille ou au cours d'une grande transformation, apparaît souvent une certaine nostalgie sociale. Tous les gens qui ont vécu la Révolution culturelle se rappellent sûrement que, dans la dernière phase de cette période, s'était développée dans tous les milieux, de manière diffuse et informelle, une certaine nostalgie à l'égard des dix-sept années qui avaient précédé la Révolution culturelle depuis l'arrivée de Mao au pouvoir (1949-1966). Cette nostalgie qui touchait toute la société exprimait une lassitude et un rejet de l'extrémisme de Mao, une insatisfaction à l'égard de la politique de l'époque, ainsi que le souhait de revenir à une vie sociale plus rationnelle. C'est de cette nostalgie que germeront l'abandon complet de la Révolution culturelle, l'ouverture et la réforme qui suivirent. Après la fin de la Révolution culturelle, dans un contexte d'aspiration à un retour à la normale, cette nostalgie autrefois diffuse est apparue au grand jour, s'exprimant à travers des chansons, des films, des pièces de théâtre, des écrits littéraires et dans la vie quotidienne. Formant une vague puissante, elle a préparé le terrain psychologique, culturel et social qui a soutenu la politique de réforme et d'ouverture.

Pourtant, cette nostalgie s'est estompée très rapidement, les gens ne pouvant plus se contenter de revenir aux dix-sept années qui avaient précédé la Révolution culturelle. Ils avaient pris conscience du lien qui existait entre ces dix-sept années et les dix années de la Révolution culturelle – celles-ci furent seulement une

prolongation de ces dix-sept ans – et ils commençaient à s’engager sur la voie exploratoire de la réforme. La nostalgie à l’égard de l’histoire s’est donc progressivement portée sur les années 1930-1940, avant la fondation du régime communiste, et sur la période du Quatre-Mai¹, avec pour objectif de trouver des sources d’inspiration plus libérales. Au niveau politique, les forces de la réforme unies au départ contre les maoïstes se sont divisées en forces conservatrices et réformatrices s’opposant sans cesse, chacune mettant en avant une période du passé qui semblait justifier le mieux sa position.

Aujourd’hui, une nouvelle vague de nostalgies déferle sur la Chine. Si ces nouvelles nostalgies se tournent en apparence vers le passé, en réalité, c’est bien l’avenir qui est en jeu, comme une sorte de réfraction qui refléterait les critiques des gens envers l’époque actuelle et certaines aspirations concernant l’avenir. Ce qu’elles expriment est une préférence pour deux époques qui incarnent chacune un modèle de construction de la civilisation moderne chinoise, ainsi que certaines attentes à l’égard de la réforme politique et de la reconstruction culturelle.

DEUX NOSTALGIES ET DEUX ORIENTATIONS DU DÉVELOPPEMENT POLITIQUE ET CULTUREL

À l’évidence, la nostalgie de l’époque de Mao est liée à l’injustice sociale et à la corruption qui règnent aujourd’hui, au sentiment d’impuissance, de frustration et d’exploitation des groupes vulnérables. Ce qu’expriment les gens lorsqu’ils chantent des chants rouges, c’est une nostalgie d’un esprit idéaliste simple, une aspiration perdue à des relations humaines égalitaires et authentiques ; c’est également un rejet de la faillite morale actuelle, un dégoût du règne de l’argent, des tendances matérialistes et de la répartition inégale des richesses. Cette logique est naturellement

1. Le Quatre-Mai (*Wu si*) est la date symbolique retenue pour désigner le mouvement étudiant et intellectuel qui se développa en Chine dans les années 1910 et 1920 en faveur d’une « Nouvelle Culture » et prit notamment la forme de manifestations étudiantes sur la place Tiananmen le 4 mai 1919 en protestation au traité de Versailles. Voir le glossaire des expressions chinoises.

compréhensible, elle reflète la perte de repères dans une époque de grande transformation permanente, la recherche d'un réconfort spirituel et psychologique et d'objectifs collectifs clairs.

Il faut pourtant souligner qu'au sein de cette nostalgie de l'époque de Mao, en particulier de la Révolution culturelle, se propage un certain populisme, et même une psychologie à tendance fasciste. Si ces tendances ne sont pas résorbées, elles risquent de devenir le moteur de nouvelles catastrophes sociales. Par exemple, le mépris vis-à-vis des élites, l'éloge de la révolution comme mode de changement social, le culte aveugle du dirigeant, la fascination pour la violence et même la guerre, l'éloge d'un égalitarisme absolu, la recherche d'une pureté morale... La réapparition aujourd'hui en Chine de ces phénomènes qui se sont produits à plusieurs reprises dans l'histoire de la Chine et du monde et ont la plupart du temps mené à des tragédies a de quoi faire réfléchir et inquiéter.

Si la nostalgie des années 1980 peut présenter une certaine ressemblance avec celle de la période de Mao, dans la mesure où il s'agit de retrouver un idéal perdu, l'orientation des espoirs est pourtant très différente. La nostalgie des années 1980 tente de retrouver ce que cette décennie avait apporté après la tragédie de la Révolution culturelle mais qui a été emporté par 1989, c'est-à-dire l'enthousiasme, la sincérité et le courage, de perpétuer cet état d'esprit idéaliste et rationnel en quête de démocratie, de liberté et d'un État de droit. De la publication d'entretiens de Zha Jianying² avec des intellectuels et des acteurs culturels des années 1980 à l'analyse des expériences des réformateurs au cours de cette période par Liu Hong³, en passant par l'apparition de toutes sortes de récits, de mémoires, de séries télévisées, de programmes artistiques et culturels – ou encore lorsque les gens discutent en privé et dénoncent les problèmes du monde actuel et qu'ils soupirent : « Nous, dans les années 1980 » –, tout cela exprime cette nostalgie et se construit en opposition avec celle à l'égard de la période de Mao.

2. Voir le glossaire des noms propres.

3. Voir le glossaire des noms propres.

CHOISIR L'HISTOIRE ET LE CHOIX DE L'HISTOIRE

Si elle n'est pas encore devenue une politique officielle, la nostalgie pour la période de Mao, incarnée dans les chants rouges, bénéficie d'une sorte de légitimité naturelle liée à l'idéologie du régime. Encouragée par des personnalités politiques, elle a connu un développement certain. Même s'ils refusent de reconnaître officiellement cette tendance afin de mieux préserver la ligne autrefois établie par Deng, il n'en demeure pas moins que, face à l'affaiblissement de leur légitimité politique provoqué par la corruption, les injustices sociales et le renouvellement des générations, les dirigeants chinois de ces dernières années ont contribué à créer les conditions du développement de cette nostalgie pour la période de Mao, notamment à travers leur célébration du Parti et de l'histoire de la révolution. À l'inverse, et quoi qu'ils pensent réellement des années 1980, leur peur à l'égard de tout changement et leur rejet des réformes politiques les ont conduits à adopter toutes sortes de mesures afin de contenir la nostalgie pour cette décennie d'enthousiasme qui a été marquée par la fin spectaculaire et tragique du mouvement de 1989⁴.

Si l'on adopte une perspective historique plus longue pour observer ce phénomène, on peut dire qu'en réalité ces deux nostalgies renvoient à deux projets différents et à deux voies de construction d'une civilisation moderne qui se sont succédé dans la Chine moderne⁵. Quelles qu'en soient les raisons historiques concrètes,

4. Par exemple, plusieurs livres, en particulier sur le mouvement de 1989, ont été interdits de publication. Certaines figures comme Zhao Ziyang (1919-2005), secrétaire général du Parti de 1987 à 1989, limogé au moment du mouvement de la place Tiananmen, ont été complètement effacées de l'histoire. Les critiques sur la Révolution culturelle, en grande vogue durant les années 1980, sont progressivement devenues des sujets interdits par les autorités depuis les années 1990.

5. Depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, les élites chinoises ont proposé sans relâche différents programmes de modernité : des anti-occidentaux traditionnels au syncrétisme entre la Chine et l'Occident, en passant par les iconoclastes pro-occidentaux qui prônaient une occidentalisation totale... Au XX^e siècle, deux grands courants deviennent dominants : l'un incarné par le Guomindang, plutôt pro-occidental, tandis que l'autre ligne est soutenue par les communistes. Après une guerre civile tragique à la suite de la Seconde Guerre mondiale, les vainqueurs communistes imposeront la modernité communiste durant plusieurs décennies. L'échec de ce programme après la Révolution culturelle a préparé une période de réforme et d'ouverture au cours de laquelle la modernité libérale a regagné en partie sa légitimité, même si la modernité communiste demeure le programme officiel.

un développement déséquilibré conduit souvent à la révolution, à l'égalitarisme et au populisme, mais il peut également dans le même temps déclencher et renforcer les voix en faveur d'une réforme institutionnelle, de la construction d'un État de droit et de la mise en œuvre de la démocratie. Par souci de concision, je ne développerai pas davantage ce sujet. Le seul point que je souhaite mettre ici en avant est qu'aujourd'hui, l'effet positif de la manifestation de ces deux nostalgies est de nous signaler la fin de la voie actuellement suivie et d'appeler à un nouveau choix historique.

Souvent, lorsque les gens choisissent une période historique comme référence, ils sont également en train d'effectuer un nouveau choix historique. Quelle période historique les Chinois doivent-ils prendre comme point de départ de leur nouveau choix pour la prochaine étape? Jusqu'où les Chinois qui ont connu la tragédie qu'a été la Révolution culturelle sont-ils prêts à abandonner les libertés et les avantages que leur a apportés la politique de réforme et d'ouverture? Jusqu'où sont-ils prêts à approuver la nostalgie pour la période de Mao? (De ce point de vue, les faibles taux d'audience des programmes rouges à la télévision de Chongqing durant les périodes de congés sont peut-être une indication⁶.) Quant à la nostalgie des années 1980, peut-elle briser la répression dont elle est l'objet et devenir le courant de pensée majoritaire des dix prochaines années? La réponse à ces questions dépend des changements politiques, économiques et sociaux, mais aussi des choix rationnels, psychologiques et de valeurs que feront les individus, en particulier la nouvelle génération de dirigeants.

6. Avant la chute de Bo Xilai, dans le cadre de la campagne «Chang hongge» (Chanter les chants rouges), la chaîne de télévision officielle locale rediffusait massivement les films révolutionnaires des années 1950 et 1960, surtout pendant la période des congés de la fête du Printemps. Mais la chute rapide de l'audience a montré le désintérêt des spectateurs pour ce genre de programme.

IV. WANG LIJUN, LE MODÈLE DE CHONGQING ET LE CHANGEMENT DE PENSÉE EN CHINE

Cet article a été publié sur le site de la section chinoise de la BBC le 23 mars 2012.

Wang Lijun (né en 1959) est l'ancien vice-maire et responsable de la police municipale de Chongqing, la quatrième grande ville de Chine dont Bo Xilai fut le secrétaire général du Parti. Pendant plusieurs années, sous l'égide de Bo, il mena une campagne drastique pour éliminer la « mafia » et maintenir un ordre public stable. Au nom de cette campagne, Wang et ses subordonnés se livrèrent à de nombreuses exactions et infractions à la loi, réprimant toute opinion divergente et confisquant les biens des entrepreneurs riches accusés de corruption (des dizaines de milliards de yuans auraient ainsi été confisqués). Wang se fit connaître à l'échelle nationale comme un « héros » contre la « mafia ». Mais l'assassinat d'un homme d'affaires britannique par la femme de Bo, et le fait qu'il en fut informé par cette dernière, le plaça dans une situation embarrassante et dangereuse. Lorsque Wang rapporta cette affaire à Bo, alors que celui-ci se livrait à d'intenses manœuvres pour entrer au Comité permanent du Bureau politique, Bo crut à un acte de chantage de la part de Wang et, sous le coup de la colère, il le gifla. Craignant à son tour d'être éliminé par Bo, Wang s'enfuit de Chongqing le 6 février 2012 en se déguisant et en changeant de voiture à plusieurs reprises pour rejoindre Chengdu où il se réfugie au consulat américain, déclenchant ainsi l'affaire qui a marqué le déclin et l'élimination finale de Bo de la scène politique chinoise.

Au moment où l'article a été écrit, Bo n'avait pas encore été touché par l'affaire de Wang Lijun. Ce n'est qu'un mois après, au fur et à mesure des révélations, que celle-ci devint une « affaire Bo » dans la mesure où Wang avait agi sous ses ordres. Celui qui ambitionnait de devenir un jour le dirigeant de la Chine avait pratiqué des actes inacceptables, comme par exemple l'écoute clandestine d'autres hauts dignitaires. Cela conduisit finalement à l'arrestation de Bo le 15 mars 2012 et à sa condamnation à la prison à vie pour corruption le 22 septembre 2013.

Lin Biao (1907-1971), avec lequel l'article établit d'emblée une comparaison, fut l'un des dix maréchaux de l'armée chinoise après 1949. Ancien numéro deux pendant une période de la Révolution culturelle, après l'évincement de Liu Shaoqi, il fut officiellement désigné par Mao comme son successeur. Mais en raison de divergences politiques et de conflits de pouvoir, Mao commença à avoir des soupçons à son sujet, au point de tenter de l'écartier à son tour. Lin et certains membres de sa famille durent s'enfuir de Chine par avion le 13 septembre 1971. Mais leur avion s'écrasa en Mongolie. Cette affaire suscita une onde de choc dans la population chinoise et ses élites. Le mythe d'un Mao timonier omnipotent était atteint, les gens commencèrent à douter de ses capacités et, partant, de l'idéologie maoïste. Un esprit de critique commença à se former, notamment chez les jeunes. Cette affaire marqua un tournant dans la Révolution culturelle.

En apprenant la fuite de Wang Lijun au consulat américain, nombreux sont ceux qui n'ont pu s'empêcher de faire un rapprochement avec l'« événement du 13 septembre » survenu il y a quarante ans, à savoir la fuite de Lin Biao. Les personnes qui connaissent un peu l'histoire contemporaine savent toutes que cette affaire Lin Biao eut un retentissement énorme non seulement sur le plan politique, mais aussi sur le plan des idées. Elle a ébranlé la foi de plusieurs générations, provoquant l'effondrement du mythe de Mao et de la ligne de la Révolution culturelle. Aujourd'hui, en raison de la pluralité qu'on observe en Chine dans le développement politique, social et culturel, l'affaire Wang Lijun n'aura sûrement pas les mêmes conséquences qu'à l'époque, mais elle risque néanmoins

de marquer considérablement l'opinion des Chinois et l'orientation des courants de pensée en Chine.

UN MODÈLE DE CHONGQING QUI N'APPORTE PAS LA SÉCURITÉ

Parler de Wang Lijun sans évoquer le modèle de Chongqing est impossible. Peu importe comment on juge ce modèle (ou cette expérience), plusieurs éléments en sont constitutifs : donner à la population un sentiment de sécurité en frappant la mafia ; promouvoir le bien-être de la population en construisant « cinq Chongqing¹ », cette politique correspondant aux demandes des classes moyennes et inférieures ; réaliser l'unité culturelle de la morale et des pensées en utilisant les « chants rouges² » comme symbole ; s'appuyer sur une intervention forte du pouvoir pour mettre en œuvre ces politiques.

Or voilà que la fuite de Wang, l'un des personnages centraux dans l'élaboration de ce modèle, démontre au monde entier que lui-même ne croit pas en ce modèle, que Chongqing est une cité fondamentalement dangereuse. La sécurité à Chongqing n'existe que pour ceux qui sont prêts à obéir, qui n'ont pas de conflit d'intérêts avec leurs supérieurs et qui ne constituent pas une menace pour les dirigeants. Autrement, Chongqing ne peut être un havre de paix. En 2010, déjà, les déboires de Li Zhuang³ avaient soulevé des interrogations sur la pertinence du modèle de Chongqing.

Lorsque la volonté et les intérêts des citoyens et des dirigeants, des défavorisés et des puissants entrent en conflit, la loi peut-elle

1. Il s'agit d'un programme de construction lancé par Bo à Chongqing, qui prétend bâtir une Chongqing de la « sécurité », du « bien-être », « boisée » aux « transports fluides », à la « bonne santé ».

2. Voir l'article « Deux sortes de nostalgie en Chine » et le glossaire des expressions chinoises.

3. La campagne menée par Bo et Wang au nom de la répression de la mafia battait son plein quand un célèbre avocat de Pékin, Li Zhuang (né en 1961), fut invité à Chongqing pour défendre un homme d'affaires emprisonné, remettant ainsi en cause les accusations portées par Wang sur ce dernier. Wang utilisa un prétexte pour le mettre en prison à son tour. S'ensuivit une grande polémique dans le milieu juridique, provoquant une mobilisation du milieu des avocats et aussi de la presse. Grâce à cette mobilisation et aux relations de Li Zhuang à Pékin, l'avocat fut libéré. Cela porta un coup au modèle de Chongqing, tant prôné par certains médias et élites manipulés par Bo et Wang.

encore offrir une protection aux citoyens? Peut-elle accorder des droits élémentaires à quelqu'un comme Liu Shaoqi, le président de l'État⁴? Là est bien la question clé, celle qui est au cœur du débat sur la construction d'un État de droit en Chine depuis la fin de la Révolution culturelle. Frapper la mafia n'est pas mauvais, mais sans recourir à la loi, cela revient à frapper de manière mafieuse. Et si cela peut apporter des bénéfices à court terme, détruire ainsi l'esprit de la loi rendra finalement impossible de construire une société véritablement juste, d'offrir une garantie aux droits des citoyens, y compris de ceux qui frappent la mafia.

DU NOIR DERRIÈRE LES CHANTS ROUGES

Dans cette époque de décadence morale directement liée au fonctionnement d'une économie de marché déformée, chanter des chants rouges avait peut-être pour but, dans l'esprit de Bo Xilai, d'instrumentaliser la nostalgie des gens à l'égard de la période révolutionnaire, perçue comme idéologiquement plus pure. En faisant l'éloge du collectivisme et d'un modèle de vie sociale, en renforçant l'identification des gens à l'égard du système, il s'agissait en fait de renforcer la reconnaissance de sa légitimité politique en tant que fils d'un vétéran rouge.

Le rouge s'opposant au noir de la mafia et de la criminalité, il incarnait ainsi l'orthodoxie, l'idéal révolutionnaire, le dévouement et le sacrifice, il représentait la pureté morale et l'esprit d'entraîn... Mais qu'y avait-il derrière Bo Xilai chantant la chanson de Lei Feng⁵?

4. Liu Shaoqi (1898-1969) est un ancien président de la République populaire de Chine, numéro deux du régime derrière Mao. Pendant la Révolution culturelle, bien que président de la RPC, Liu fut traité de façon cruelle et mourut misérablement dans une province du centre de la Chine. Voir le glossaire des noms propres.

5. Lei Feng (1940-1962) est un soldat de l'Armée populaire de libération (APL) mort dans un accident de travail. Au début des années 1960, les autorités et Mao en ont fait un modèle de loyauté, tous les soldats et les jeunes étant appelés à imiter l'«esprit de Lei Feng», caractérisé par un dévouement inconditionnel au chef, au Parti et à l'armée et par un altruisme absolu effaçant toute forme d'individualité et de subjectivité. Ces dernières années, les autorités de différents échelons ont relancé des campagnes visant à prendre Lei Feng comme modèle. Voir le glossaire des noms propres.

Les nombreuses personnes qui avaient vécu la Révolution culturelle n'étaient pas si naïves. Comme me l'a dit un professeur d'une université de Chine en plaisantant, chanter rouge, c'est envoyer ses enfants à Oxford et à Harvard, tandis qu'on fait chanter des chansons révolutionnaires aux enfants des gens du commun qui, eux, ne peuvent pas partir étudier à l'étranger.

Mais cette fois, c'est de la bouche de Wang Lijun – « Bo Xilai est un hypocrite, c'est le plus grand carriériste sans scrupule au sein du Parti qui use de tous les moyens pour corrompre » – qu'est révélé au commun des mortels ce contraste : le promoteur des chants rouges n'est en réalité pas si « rouge », il est même probablement « noir ». Et pour sauver leur vie, ses ennemis doivent fuir à l'extérieur ou à l'étranger. Peu importe que les propos rapportés de Wang soient exacts ou pas, son geste, à lui seul, démontre ce point.

LE NATIONALISME ET LES VIEILLES ET NOUVELLES GAUCHES

Ces dernières années, le modèle de Chongqing a attiré de nombreux jeunes nationalistes en colère⁶. Il a aussi reçu les éloges de la nouvelle et de la vieille gauche. Il est certain que pour des jeunes nourrissant un imaginaire romantique mais manquant d'expérience et d'une réelle compréhension à l'égard de la Révolution culturelle, la fuite de Wang Lijun a constitué un choc. Pourtant, une fois le choc passé, les réflexions qui en résulteront les aideront certainement à mieux comprendre la Chine d'aujourd'hui et à réfléchir à la voie qu'elle devra suivre demain.

Pour la vieille gauche maoïste, Chongqing était le phare de la tradition révolutionnaire, la terre de la justice sociale et un bastion contre l'Occident ; et Bo Xilai, un dirigeant qui soulevait un espoir infini. Or l'assistant le plus important de Bo, ce « héros » qui luttait contre le noir comme Lin Biao en son temps, a fini par trahir le peuple, trahir la patrie, cherchant refuge auprès des Américains.

6. *Fenqing* ou « jeunes en colère ». Voir le glossaire des expressions chinoises.

À l'évidence, cette affaire a mis en rage les tenants de cette vieille gauche. Si, à la suite de cette affaire, Bo risque un nouveau revers personnel, on peut néanmoins penser que, dans le contexte actuel d'écart extrême entre riches et pauvres, les pensées et les forces maoïstes ne vont pas disparaître, même si elles risquent de connaître un certain affaiblissement.

Quant à ces adeptes de la nouvelle gauche qui n'avaient pas ménagé leur peine pour prodiguer des conseils aux autorités de Chongqing et démontrer théoriquement la valeur du modèle de Chongqing, il va sans dire que leur embarras est profond. Nous ne pouvons pas exclure que, parmi ces personnes, certaines étaient sincères et avaient de louables intentions, mais on peut aussi penser que de bas calculs, des rêves de pouvoir et la soif de devenir une autorité académique ont peut-être également contribué à l'apologie de ce modèle et au présent malaise.

Dans une époque de grands changements, la leçon à en tirer en tant que chercheur pour s'éviter de semblables embarras est sans doute de préserver sa conscience et son humilité, de rester vigilant à l'égard des tentations de gloire et de fortune, de préserver une distance et un sens critique à l'égard du pouvoir, et de maintenir toujours comme critère de mesure les droits de la population.

LE MODÈLE DE CHONGQING ET LE MODÈLE CHINOIS

À mes yeux, le modèle de Chongqing ne présente pas de différence fondamentale avec le modèle chinois actuel, il n'en est qu'une sous-catégorie. Ce n'est que dans la campagne anticorruption et le soutien au bien-être de la population qu'il est allé un peu plus loin que le modèle national dominant, et c'est pour cette raison qu'il a été applaudi par certains. Cela explique précisément pourquoi, même si Bo disparaissait du paysage politique, les officiels de Pékin ne pourraient nier l'existence d'un modèle de Chongqing. Au mieux pourraient-ils formuler des réserves à l'égard de certaines façons de faire, sans jamais remettre complètement en cause toutes les actions de Bo à Chongqing.

En réalité, dans un contexte où aucune réforme d'envergure n'a été entreprise, les méthodes à la Chongqing sont celles qui

correspondent le mieux à la nature et à la routine de ce système. Pour preuve, la campagne récente de promotion officielle de Lei Feng à travers tout le pays n'est rien d'autre qu'une façon de chanter rouge. Ce n'est qu'une question d'échelle qui différencie les politiques de Chongqing et celles menées au niveau national. Ce que Chongqing peut promouvoir et réaliser, les résultats qu'elle peut obtenir ne peuvent évidemment pas s'appliquer à l'échelle nationale, sans même parler de l'incapacité du gouvernement central à mettre en œuvre certaines politiques. On peut d'ailleurs supposer que le chant rouge *Apprendre auprès de Lei Feng* lancé au niveau national n'aura jamais les résultats escomptés.

Comme je l'ai déjà souligné dans d'autres écrits, le modèle de Chongqing n'est en définitive qu'un modèle orienté vers le pouvoir et non vers les droits des citoyens. Peu importe qu'il ait apporté des bonnes choses dans la réalité, son problème central est qu'il ne peut éliminer l'incertitude qu'il contient en matière de protection institutionnelle des droits des citoyens. Par exemple, tandis que Chongqing cherchait à attirer les entrepreneurs et les investissements, dans le même temps, au prétexte de la lutte anticorruption, elle faisait main basse sur les capitaux de certaines personnes privées. Ce phénomène en apparence contradictoire a sa logique interne, liée aux calculs des dirigeants : au bout du compte, voir ce qui est utile à leurs intérêts politiques.

Pour ces raisons, qui peut aujourd'hui garantir que les capitaux nouvellement attirés ne seront pas un jour affublés de noir et confisqués ? Qui peut garantir que les avantages que la population a reçus ne seront pas confisqués en une nuit ? Je ne parle pas des expropriations survenues il y a soixante ans⁷, mais bien de celles d'aujourd'hui : parmi tous les nombreux plaignants⁸ sur l'ensemble du

7. Après la fondation du régime, au début des années 1950, à la campagne comme dans les villes, le Parti communiste a mené une campagne violente et sans pitié pour confisquer toutes les terres et les entreprises des anciens propriétaires. En quelques années, tout le système de propriété privée a été supprimé ; les terres, les biens, les terrains fonciers, les matériaux industriels, tout est revenu à l'État sous le contrôle effectif des cadres du Parti.

8. *Fangmin* : terme courant de la vie publique actuelle en Chine qui désigne des plaignants ayant été injustement traités par les cadres sur divers sujets et à des échelons différents et qui tentent d'obtenir justice auprès des autorités supérieures. Voir le glossaire des expressions chinoises.

territoire chinois, combien sont-ils, des classes moyennes et même supérieures, à avoir été jetés dans la pauvreté en une seule nuit, du seul fait des autorités ?

Dans la grande époque de changements que nous vivons, toute expérimentation, qu'elle soit étiquetée de gauche, du centre ou de droite, y compris celle menée à Chongqing, devrait être possible car elle peut avoir un intérêt, à la seule condition qu'elle soit évaluée à l'aune du renforcement et de la protection des droits des citoyens. Sans quoi, il est fort probable qu'elle produise des égarements et des effets néfastes, pas seulement pour le peuple, mais également pour ceux qui en ont la charge. La logique de la « ligne des masses⁹ » qui est considérée comme une expérience importante du modèle de Chongqing devrait être menée à terme : les dirigeants qui décident du sort des masses devraient eux-mêmes être issus des masses, c'est-à-dire choisis, reconnus et surveillés par les masses en fonction de leurs propres intérêts, et pas seulement élaborer des politiques en faveur du bien-être de la population.

Une dernière réflexion : des modèles de développement aux caractéristiques populistes semblables à celui de Chongqing sont apparus à des degrés divers dans l'histoire de tous les pays, en particulier pendant leur période de modernisation. Leurs conséquences et leur résultat final ont souvent été liés à l'orientation qu'ont pu prendre ces modèles. Peut-être que le plus grand apport de l'affaire Wang Lijun aura été de détruire l'aura du modèle de Chongqing et de donner une nouvelle dimension au débat sur la voie que devra choisir la Chine dans le futur.

9. *Qunzhong luxian* est un thème qui vient de Mao, selon lequel les dirigeants et les cadres du Parti doivent être issus des masses populaires, écouter les masses et servir les masses. Ce thème, jamais réellement mis en œuvre, est de nouveau en vogue ces dernières années, repris d'abord à Chongqing par le dirigeant néo-maoïste Bo Xilai, puis développé par Xi Jinping qui en a fait l'une de ses lignes politiques pour résoudre les tensions entre la population et les cadres du Parti. Voir le glossaire des expressions chinoises.

V. AFFAIRE CHEN GUANGCHENG : QUI DEVRAIT FAIRE SON AUTOCRITIQUE ?

Cet article est paru sur le site de la section chinoise de la BBC le 24 mai 2012.

Chen Guangcheng, né en 1971, est un non-voyant qui a appris le droit en autodidacte. Il a été une figure louée par les autorités pour ses activités en faveur des personnes handicapées, avant d'être classé comme anti-régime à cause de ses dénonciations des actes violents commis sur les femmes forcées à être stérilisées ou à avorter dans le cadre de la politique de l'enfant unique. Il a été emprisonné pendant plusieurs années au motif de « perturbation à l'ordre public ». À sa sortie de prison, il a totalement perdu sa liberté et a été assigné à résidence dans la province du Shandong. Il s'est pourtant enfui et, avec l'aide de militants défenseurs des droits de l'homme, il a réussi à parvenir jusqu'à Pékin et à pénétrer dans l'ambassade américaine. Cela a déclenché une crise diplomatique entre la Chine et les États-Unis. Avec l'intervention de Hillary Clinton, secrétaire d'État, et l'aide de Gary Locke, ambassadeur des États-Unis en Chine, Chen a pu quitter l'ambassade après plusieurs semaines et partir pour les États-Unis le 19 mai 2012. Cet article a été écrit trois jours après son départ, pour commenter cette affaire et la conférence de presse tenue par le ministère des Affaires étrangères chinois sur cet événement.

Chen Guangcheng a enfin pu partir en famille pour les États-Unis, mettant ainsi provisoirement fin à la crise diplomatique sino-américaine. Cette affaire nous livre des informations précieuses sur la Chine contemporaine. Peu de temps auparavant, le porte-parole

du ministère des Affaires étrangères chinois accusait les États-Unis d'avoir autorisé Chen Guangcheng à se réfugier dans leur ambassade, exigeant avec sévérité que ces derniers fassent leur autocritique. Nous nous devons nous aussi d'analyser cette affaire et ce qu'elle laisse présager, et de déterminer qui devrait faire son autocritique et à propos de quoi.

LA RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT CHINOIS

Le plus naturel est de réfléchir aux raisons qui ont conduit à ce résultat. Dans une vidéo en ligne, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères déclare ainsi : « Chen Guangcheng a été libéré après avoir effectué l'ensemble de sa peine. D'après la loi chinoise, il est donc un citoyen libre. Et d'après ce que j'ai pu comprendre, il a toujours vécu dans sa région natale. La Chine est un État de droit, les droits et les intérêts de tous les citoyens doivent être protégés. En même temps, les citoyens chinois ont tous le devoir de respecter la Constitution et la loi. »

Le ministère des Affaires étrangères s'est-il senti rougir ? Toujours est-il que la phrase « Chen Guangcheng est un citoyen libre, il vit dans sa région natale » a été supprimée du discours sur le site du ministère. Forcer un aveugle à prendre le risque de s'enfuir de chez lui pour fuir la persécution dont il est l'objet, l'obliger, dans son propre pays, à se réfugier à l'ambassade américaine pour bénéficier d'une sécurité temporaire et, en dernier ressort, à devoir quitter son pays pour jouir enfin d'une vie paisible... n'est-ce pas là une situation embarrassante ?

Citoyen animé d'un fort esprit public, Chen Guangcheng a connu une persécution sans fin, simplement parce qu'il avait une conscience morale et qu'il défendait ce que le porte-parole du ministère chinois a l'impudence de mettre en avant : la Constitution et la loi. Que valent en effet la Constitution et la loi en Chine ? Lorsque de bons citoyens, de bons étudiants, de bons savants, de bons cadres ou de bonnes personnes de la société tel Chen Guangcheng, autrefois

loués par les autorités (Li Hongzhi¹ n'avait-il pas lui aussi été désigné par la Commission nationale des sports comme une personne célèbre de la société civile œuvrant en faveur de l'amélioration de la santé des citoyens?), ne partagent pas leur avis et se voient dès lors écartés, traités de forces hostiles, emprisonnés et même expulsés du pays, comment dès lors maintenir le prestige du gouvernement chinois et stabiliser les fondements du régime?

La Constitution chinoise non seulement ne garantit pas les droits et les intérêts des citoyens, mais elle est même souvent utilisée comme un outil de persécution des citoyens. C'est l'arbitraire de la justice et la noirceur de la politique qui ont produit le cas de Chen Guangcheng, devenu une figure emblématique pour les Chinois et les gens du monde entier qui s'intéressent à la situation des droits de l'homme en Chine. De Wang Lijun², ce haut cadre du Parti, à Chen Guangcheng, cet aveugle vulnérable, personne ne peut avoir confiance dans le système judiciaire et le régime en Chine. Telle est précisément l'origine de cette affaire et ce à quoi devrait réfléchir le gouvernement chinois.

IMPÉRATIFS MORAUX ET DIPLOMATIE

Or la réponse du gouvernement chinois à ces événements à forte portée diplomatique a été de ressortir le même genre de chicaneries que d'habitude, des accusations scandaleuses, sans faire preuve du moindre esprit d'introspection. Ainsi, cette affaire n'était rien d'autre qu'une « ingérence des États-Unis dans les affaires internes chinoises, irresponsable et nécessitant des excuses des États-Unis ». Ce comportement visant à semer la confusion et à esquiver sa responsabilité (le porte-parole du ministère des Affaires étrangères

1. Li Hongzhi (né en 1951) est le fondateur du *falun gong*, une pratique spirituelle et physique inspirée de la tradition du *qi gong* et d'autres courants spirituels traditionnels. Il a été encouragé par les autorités à enseigner et à propager ses méthodes, puis, par crainte de son influence grandissante dans tous les milieux sociaux, il a été chassé de Chine et s'est réfugié aux États-Unis où il séjourne depuis 1999.

2. Voir le glossaire des noms propres et l'article « Wang Lijun, le modèle de Chongqing et le changement de pensée en Chine » p. 55.

a même dénoncé le langage des États-Unis à propos de cette affaire) paraît tout à fait incroyable. Dès lors, comment faire pour que le gouvernement chinois « ait un comportement responsable, tire sérieusement les leçons de cet incident, réfléchisse vraiment sur ses politiques et méthodes et prenne les mesures nécessaires pour éviter que cela ne se reproduise » (selon les termes du porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois accusant le gouvernement américain dans cette affaire)?

Personne n'est dupe : ces accusations sont moins destinées aux Américains qu'à consoler certaines personnes en Chine. Ceux qui connaissent un minimum la politique intérieure et étrangère américaine ne peuvent penser un instant que les États-Unis aient délibérément provoqué l'incident Chen Guangcheng. Pour être honnête, un certain nombre de politiciens américains, adeptes de *realpolitik*, considèrent même que, dans les relations sino-américaines, mieux vaut un incident en moins qu'un incident en plus. Et les rebondissements qui se sont succédé dans la gestion de l'affaire Chen Guangcheng en offrent certains indices.

Le fait que l'ambassade des États-Unis ait aidé Chen Guangcheng ne peut être considéré au sens strict comme faisant partie de ses prérogatives, mais elle a suivi un impératif moral, requis par l'esprit fondateur des États-Unis. Même si les personnages politiques à Washington et à l'ambassade américaine de Pékin ne souhaitent pas apporter leur soutien à Chen Guangcheng, ils ne pouvaient pas ne pas l'aider. Car, si cela avait été révélé au monde entier, personne n'aurait pu supporter les conséquences de cette faillite morale. C'est pourquoi, en dehors de son aspect réaliste, la politique étrangère américaine comporte une dimension morale. Là réside la racine du *soft power* américain.

En réalité, si le gouvernement chinois n'hésite pas à soutenir de manière coûteuse le régime nord-coréen, il ne peut pas non plus, de manière inconséquente, renvoyer tous « ceux qui ont fui le Nord » vers une mort certaine. Cela est également un impératif moral. De quoi le gouvernement chinois accuse-t-il donc les Américains?

Du refuge donné à Liang Qichao à l'ambassade du Japon³, à Li Dazhao à l'ambassade russe⁴, en passant par la demande d'asile de Fang Lizhi à l'ambassade américaine en 1989⁵ et celles plus récentes et rocambolesques de Wang Lijun et de Chen Guangcheng... Cette succession d'événements démontre le côté obscur de la politique chinoise, l'absence d'un État de droit depuis l'époque moderne.

Quand les ambassades de Chine deviendront le lieu de refuge de toutes les bonnes consciences du monde, alors la diplomatie chinoise revêtira vraiment une dimension morale aux yeux du monde et la politique intérieure en Chine aura également pris cette voie. Un pays, appelé « millénaire », qui ne tolère pas qu'un aveugle défende ses droits et ceux des autres ne peut être qu'arriéré sur le plan moral, et non civilisé sur le plan politique. Et la diplomatie qui reproche aux autres pays d'avoir aidé cet aveugle ne peut, elle aussi, que manquer de sens moral, incapable d'obtenir l'honneur national et le respect sincère du reste du monde.

L'AVEUGLE, LE MAINTIEN DE LA STABILITÉ ET L'AVENIR DE LA CHINE

L'affaire Chen Guangcheng dévoile de manière flagrante le problème fondamental du système politique chinois et de son fonctionnement. D'un côté, les relations entre le gouvernement central et les gouvernements locaux sont tombées dans le piège que j'ai déjà qualifié avec une note d'humour de « piège politique des valets », caractéristique des périodes de fin de dynastie : les gouvernants locaux sont

3. Liang Qichao (1873-1929) est un leader intellectuel de la réforme avortée de 1898 qui visait à moderniser la Chine. Après l'échec de la réforme, il s'est réfugié à l'ambassade japonaise puis au Japon. Voir le glossaire des noms propres.

4. Li Dazhao (1889-1927) est l'un des fondateurs du Parti communiste chinois. Au printemps 1925, il s'est réfugié à l'ambassade de l'Union soviétique à Pékin après avoir organisé des mouvements contre « les impérialistes occidentaux et les seigneurs de guerre chinois ». Il fut arrêté dans l'ambassade et exécuté le 28 avril de la même année.

5. Fang Lizhi (1936-2012) est l'un des leaders des intellectuels libéraux des années 1980 en Chine. Après la répression du 4 juin 1989, Fang, accompagné de sa femme, s'est réfugié à l'ambassade américaine de Pékin avant de quitter la Chine presque un an plus tard.

sans vergogne et n'ont aucune limite dans leurs mauvaises actions ; le gouvernement central est éclairé sur cet état mais impuissant, il doit par ailleurs s'appuyer sur ces sbires pour agir et conserver son pouvoir ; il en résulte que le pouvoir central est pris en otage par les pouvoirs locaux et dépend d'eux, cercle vicieux qui pousse dangereusement l'État vers la désintégration. Dans le système chinois actuel, les fonctionnaires locaux cherchent à maximiser leurs bénéfices et à minimiser les risques. Le pouvoir central devient alors très souvent un outil pour les pouvoirs locaux au service de leurs intérêts, selon lesquels le gouvernement central est intégré ou exclu des jeux politiques locaux. Et dans cet échange d'intérêts, le gouvernement central obtient également le soutien des pouvoirs locaux. C'est ainsi que la politique du pays dans son ensemble entre progressivement dans un bourbier dont il est difficile de sortir.

Comment d'un personnage local, d'un incident local, Chen Guangcheng a-t-il été promu par les pouvoirs locaux en « ennemi public national » ? Comment le pouvoir central a-t-il été amené à approuver tout le mal fait par les gouvernements locaux ? Comment a-t-il pu accepter d'intervenir, d'ériger au niveau national, au nom de la cohésion du système, un tel personnage et une telle affaire en « forces hostiles », n'hésitant pas à en faire une honte nationale ? Si nous ne connaissons pas encore les détails des événements qui ont conduit à cette affaire, celle-ci révèle à quel point il est essentiel de résoudre l'inertie institutionnelle et les maladies chroniques qui lui sont liées.

D'un autre côté, la fuite de Chen Guangcheng dévoile la fragilité et l'incertitude pesant sur cette gouvernance obscure et ce système du maintien de la stabilité⁶, en dépit de sa sophistication et de ses coûts exorbitants. N'importe quel incident pourrait en effet provoquer la désintégration soudaine de ce système, l'élément crucial étant le soutien ou l'opposition de la population. Ainsi, d'après ce que l'on connaît à présent de la situation, lorsque Chen Guangcheng a fui de manière désespérée en direction du village voisin, les paysans qui l'ont aperçu ne l'ont pas dénoncé. Les gens étaient du côté

6. *Weiwien*. Voir le glossaire des expressions chinoises.

de « l'aveugle » ! C'est ainsi, en fonction de l'attitude du peuple envers le régime, que les gens qui ont les yeux grands ouverts s'aveuglent et que ce sont les aveugles qui arrivent à trouver la route. On dirait une fable qui nous enseigne que ce système est tellement aveugle qu'il prend le risque de révéler sa fragilité en se montrant tout-puissant ; tandis que ce sont les faibles qui subissent les méfaits de ce système qui ont la capacité de montrer l'avenir.

Dans la tradition populaire, les aveugles peuvent prédire l'avenir, de même que, dans les mythes de la Grèce antique et les fables de nombreux pays, les divinités qui annoncent le futur sont souvent non voyantes. Peut-être que la fuite de Chen Guangcheng est un présage pour l'avenir de la Chine ? Peut-être que la violence et l'argent ne peuvent finalement pas empêcher les gens d'aspirer à la liberté ? Un courant fort est-il en train de converger vers la terre de Chine ? L'affaire Chen Guangcheng en est peut-être un signe avant-coureur.

VI. ACCROÎTRE LES DROITS : L'UNIQUE CRITÈRE DE LA PROCHAINE ÉTAPE DE LA RÉFORME

Cet article est paru sur le site de la section chinoise de la BBC le 8 août 2012.

L'article a été rédigé quelque mois avant le 18^e Congrès dans un contexte où l'attente de la société pour un nouvel élan de la réforme était à son comble. Mais comment retrouver la dynamique perdue de la réforme et fixer sa nouvelle orientation ? Voici le sujet dont discutaient les élites chinoises. C'est dans l'objectif de participer à ce débat que l'article a été écrit.

Deux événements – une nouvelle vague d'avortements forcés dans les provinces de l'Ouest à cause de la politique de l'enfant unique et la manifestation des habitants de Shifang située dans la province du Sichuan contre un projet d'exploitation minière qualifié de très polluant – offrent le contexte concret pour la rédaction de cet article.

Ces deux événements sont symptomatiques des tensions croissantes entre la société et le régime autour de sujets de société a priori dénués d'arrière-pensées politiques – leurs initiateurs n'ont jamais eu l'intention de renverser le régime –, mais qui mettent sous tension un système demeuré fondamentalement autoritaire et incapable d'intégrer et de traiter l'expression des aspirations des populations, fût-ce en matière d'environnement et de vie privée.

Le « mouvement des droits des citoyens » (weiquan yundong) auquel il est fait référence en fin d'article est un mouvement social qui a émergé et pris de l'ampleur depuis le début de ce siècle en Chine, dans lequel les citoyens combattent, en s'appuyant sur les droits inscrits dans

la Constitution et dans les différentes lois, pour défendre leurs droits civiques et leurs intérêts. Il concerne à la fois la protection des droits liés à des mouvements sociaux traditionnels (droit du travail, droit au logement, etc.) et la défense des droits environnementaux, culturels et identitaires portés par les nouveaux mouvements sociaux (droits des femmes, des minorités sexuelles, ethniques, etc.), pour reprendre la distinction élaborée par Alain Touraine. Ce mouvement a produit des résultats considérables d'un point de vue politique, social et culturel en favorisant notamment des prises de conscience citoyennes et la formation d'une culture moderne citoyenne. Sa naissance a pour origine la différenciation sociale grandissante en Chine à la suite du développement économique, mais aussi la mise en œuvre de la politique de la construction de l'État de droit à partir de la fin des années 1990, une condition politique favorable. Ce mouvement a connu son apogée dans les années 2008-2010 avant de subir un déclin ces dernières années, en particulier sous la direction de Xi Jinping. En fait, le régime s'avère incapable de délimiter espace social et espace politique comme il l'avait fait – à peu près – entre espace économique et espace politique dans le système Deng. Ainsi, depuis son arrivée au pouvoir suprême, Xi continue-t-il de prôner la nécessité de la réforme, quand en réalité il reconcentre tous les pouvoirs entre ses mains et réduit l'espace social – à l'opposé de la ligne développée dans cet article –, laissant la réforme au point mort.

La rédaction de cet article a évidemment pour arrière-plan, parmi d'innombrables autres affaires, la récente vague d'avortements forcés et la tempête de protestations pro-environnement qui s'est déroulée à Shifang. Le titre s'inspire de la célèbre expression « la pratique comme unique critère de vérité » formulée il y a trente ans¹,

1. « La pratique comme unique critère de vérité » est un slogan très célèbre lancé par les réformateurs politiques et intellectuels à la fin des années 1970 contre les maoïstes. Ce discours qui mettait en avant l'importance de la pratique visait à délégitimer la doctrine de Mao afin de servir la réforme et l'ouverture en gestation. Une philosophie pragmatique fut formalisée avec le grand débat autour de cette question.

en y ajoutant une profondeur historique et réflexive. Peu importe le point de vue philosophique initial : pour les gens qui ont connu cette période, il est très clair que le débat ouvert par cette expression a considérablement aidé les gens à sortir de la pensée dogmatique de l'époque maoïste et a favorisé le mode de pensée philosophiquement utilitariste que prendront la réforme et l'ouverture.

Le problème est que si la réforme et l'ouverture guidées par cette philosophie ont activé la vitalité économique chinoise et ont connu des résultats significatifs, elles ont aussi progressivement perdu la force d'action qu'elles avaient à leur début, en raison d'un manque de critères moraux et de mécanismes de justice sociale, tombant de fait dans un état de stagnation. « La réforme est morte » : l'apparition de cette formule, de même que l'expression dans la société d'opinions contre la réforme et d'un certain état d'esprit révolutionnaire, illustre ce point. Comment éviter que la Chine ne connaisse un nouveau cycle de chaos politique et social, comment parvenir à un consensus sur la prochaine étape de la réforme, comment lui donner un nouveau contenu et une nouvelle vitalité?... Sur ces questions, les réponses divergent. Pour moi, *l'augmentation des droits des citoyens devrait devenir l'unique critère* pour mesurer la prochaine étape de la réforme et du développement de la Chine.

LA RÉFORME INCRÉMENTALE : L'AUGMENTATION ÉCONOMIQUE ET L'AUGMENTATION DES DROITS

La « réforme incrémentale² » est une formule qu'ont utilisée certains économistes pour qualifier la réforme chinoise. Elle signifie que la croissance de l'activité économique et l'ajout de nombreux mécanismes de marché sont venus progressivement se substituer à l'ancien système de planification.

Cette formule est juste, mais il faut garder à l'esprit que le point de départ de cette « réforme incrémentale » a été l'augmentation

2. *Zengliang gaige*. Terme forgé par certains économistes pour décrire ce processus de la réforme en Chine qui consiste, au lieu de réformer les institutions existantes, à en inventer de nouvelles et à augmenter les ressources afin de réformer ensuite les institutions existantes.

des droits des citoyens dans le domaine économique : les paysans chinois ont de nouveau obtenu la liberté de produire eux-mêmes leurs récoltes. Ces trente dernières années, le développement stable et sain de la réforme chinoise correspond aussi à la croissance coordonnée de l'économie et des droits.

Malheureusement, après un premier âge d'or d'augmentation des droits des citoyens chinois au début de la réforme, cet accroissement n'a que peu progressé par la suite, tandis que les progrès de l'économie demeuraient soutenus. La réforme incrémentale est devenue purement économique. La formation des mécanismes de marché a été distordue par les structures du pouvoir, la décomposition de l'ancien système économique ne s'est pas accompagnée de l'apparition d'un système sain et rationnel, ce qui, à l'inverse, a fait croître les déséquilibres de ce développement. Ceux qui sont au cœur du pouvoir ne détiennent pas seulement le pouvoir politique, ils contrôlent également les ressources économiques ; ceux qui possèdent des ressources économiques acquièrent directement ou indirectement davantage de pouvoir politique à travers un transfert des avantages. L'espoir que portaient les gens au début de la réforme d'une limitation efficace du pouvoir de l'État ne s'est pas réalisé avec le développement de l'économie. Au contraire, l'État, renforcé par la croissance sans fin des ressources économiques, est devenu un géant sans entraves, freinant la croissance de la société et réprimant les mécontentements. Certains groupes d'intérêts ont utilisé ce géant pour accaparer et contrôler toutes sortes de ressources, pesant sur l'élaboration des politiques et entraînant la faillite de la « réforme incrémentale » qui ne s'était focalisée que sur l'économie.

L'une des raisons majeures de la tendance récente à la récession économique réside dans la surcapacité de production en Chine et dans l'insuffisance de la demande intérieure. Si les causes structurelles de cette situation sont nombreuses, la corrélation est évidente avec l'absence de droits des citoyens qui les empêche de résister efficacement contre le pillage et l'exploitation menés par les groupes dominants et qui les prive d'un partage équitable des fruits de la croissance économique. Si l'accroissement des droits ne peut être promu de manière efficace, il est permis de douter que l'injection de ressources pour soutenir la croissance soit utilisée de manière efficace pour atteindre le double objectif d'une nouvelle croissance

économique et d'un ajustement des structures économiques. De même peut-on douter que la « réforme à partir de l'existant³ » mise en avant par certains commentateurs puisse se dérouler avec succès.

FAIRE DE L'ACCROISSEMENT DES DROITS LE CRITÈRE UNIQUE DE LA RÉFORME

La raison qui nous invite à employer de manière un peu arbitraire ce mot « unique » est la suivante : il nous semble qu'il répond à un appel moral et qu'il est également un choix stratégique. En effet, dans cette grande période de transition, les objectifs de réforme et de développement de la Chine sont multiples : maintenir une croissance durable de l'économie et réaliser des ajustements structurels, renforcer la puissance de l'État, garantir la sécurité nationale, réduire les contradictions sociales, reconstruire la légitimité du pouvoir politique, protéger l'environnement, améliorer le niveau de civilisation, etc. Ces objectifs sont à la fois étroitement liés et complémentaires, mais peuvent aussi entrer en conflit, tout sujet pouvant à juste titre être considéré comme un objectif provisoire de la réforme et du développement, mettant de côté les autres demandes. Or, dans une situation où les groupes d'intérêts contrôlent les appareils de l'État et de la propagande, nombre de politiques publiques, y compris celles visant un transfert des avantages, peuvent vite être réduites à de la pure rhétorique. Par conséquent, afin d'établir une différence substantielle entre ces nombreux critères politiques et ne pas laisser d'autres considérations ajouter à la confusion, il est nécessaire de renforcer encore ce critère de l'accroissement des droits.

À mes yeux, un élément clé pour mettre au jour de nombreux problèmes actuels en Chine, s'assurer que les dirigeants réforment véritablement, et évaluer l'efficacité des politiques de réforme et de développement est précisément l'accroissement des droits des citoyens. C'est-à-dire le passage d'une réforme et d'un

3. *Cunliang gaige*. Ce terme économique désigne les ressources et les institutions existantes. Certains prônent une réforme de l'existant après la phase de réforme incrémentale en s'appuyant sur les ressources obtenues grâce à cette dernière.

développement ayant pour cœur la croissance économique et le pouvoir de l'État à une nouvelle étape où l'augmentation des droits des citoyens deviendrait le point de repère et le critère de la réforme.

Ce n'est qu'en mettant en œuvre cet accroissement des droits des citoyens et non en comptant sur la magnanimité de « l'empereur » ou sur des politiques populistes que les fruits de la réforme et du développement pourront être partagés équitablement ; que l'on pourra éviter les paradoxes et les effets pervers du modèle de Chongqing⁴. Ce n'est qu'en s'engageant de manière sincère et progressive dans cette mise en œuvre que l'on pourra sortir du cercle vicieux récurrent entre une répression destructrice et un relâchement chaotique ; que les tensions entre l'État et la société pourront s'apaiser progressivement et que l'on pourra remodeler les structures politiques et reconstruire la légitimité de l'État sans passer par une phase de trouble politique et social à grande échelle. L'accroissement des droits des citoyens, à la fois producteurs et consommateurs, réduira substantiellement les déséquilibres structurels qui entravent depuis un certain temps le développement économique chinois, et la croissance pourra s'appuyer sur de nouveaux paramètres. Enfin, en réalisant cette augmentation des droits des citoyens, l'identification à l'État et la participation des membres de la société se renforceront, consolidant ainsi la force du pays et élevant le niveau culturel et la conscience civique des Chinois.

LES DROITS ET LE POUVOIR : QUEL ACCROISSEMENT ?

Défendre l'accroissement des droits des citoyens signifie étendre à tous les domaines les droits incomplets qu'ont obtenus dans le seul domaine économique les citoyens, mettre en œuvre et garantir par des normes juridiques les droits politiques, économiques, sociaux et culturels des citoyens, parvenir à un État de droit et étendre le droit de participation publique des citoyens afin qu'ils deviennent des citoyens aux droits complets.

4. Voir l'article « Wang Lijun, le modèle de Chongqing et le changement de pensée en Chine ».

Du point de vue de la transition, cela signifie limiter l'augmentation du pouvoir politique, transférer progressivement les pouvoirs de l'État, rendre aux citoyens ce qui était considéré comme le domaine exclusif de l'État, afin d'atteindre un nouvel équilibre dans le jeu normatif entre les droits et le pouvoir et de construire un nouveau cadre institutionnel étatique qui protège les droits et garantisse un fonctionnement efficace du pouvoir reconnu par les citoyens. En prenant comme objectif l'accroissement des droits des citoyens, la réforme du système politique ne manquera pas de soutien et évitera d'entrer dans une zone de turbulence.

Militer pour plus de droits n'est pas seulement une demande de la société chinoise actuelle, c'est également une tendance universelle mondiale. De la Révolution française aux démocraties industrielles, des mouvements ouvriers aux nouveaux mouvements féministes, de protection de l'environnement et des minorités ethniques, c'est-à-dire des droits politiques aux droits économiques et sociaux puis aux droits culturels compris dans un sens large, les deux siècles d'histoire du monde occidental peuvent être considérés comme une histoire d'une extension des droits des citoyens. Et ce qui est en train de se produire dans nombre de pays émergents, y compris dans le monde arabe actuellement, nous montre l'extension mondiale de ce mouvement des droits. Le destin de chaque nation, son ascension ou son déclin, dépend en grande partie de sa façon de répondre à cette vague historique.

Faire de l'accroissement des droits, le critère de la prochaine étape de la réforme répond à la question du sujet, des forces et des objectifs de la réforme et du développement en Chine. Les citoyens sont à la fois les sujets et les forces d'appui de la réforme, ils doivent aussi devenir les objectifs de la réforme, ceux que la réforme et le développement doivent servir. Peu importe que l'on soit de droite ou de gauche, défendre les droits des citoyens et obtenir un accroissement des droits des citoyens doivent aller de pair. Comme je l'ai répété à plusieurs reprises dans le passé, dans un contexte comme celui de la Chine, sans défense des droits des citoyens, il ne peut y avoir de vraie gauche attachée à la justice et s'occupant des populations défavorisées, de même qu'il ne peut y avoir de vraie droite qui réclame la liberté et le contrôle du pouvoir de l'État. C'est ce que les nouveaux socialistes chinois (proches du modèle européen)

devraient rechercher, c'est également ce que les libéraux et républicains chinois (sur le modèle américain) devraient défendre. Réclamer l'accroissement des droits ou, à l'inverse, celui du pouvoir est un critère pour déterminer la sincérité intellectuelle et morale des intellectuels de gauche et de droite en Chine.

L'accroissement des droits sera naturellement bénéfique aux citoyens ordinaires, mais la classe dominante doit aussi comprendre que, sans droits, le destin des riches et des puissants ne se conclut pas nécessairement par une fin heureuse. Les chutes de Liu Shaoqi, Bo Xilai et Wang Lijun, tout comme la confiscation des avoirs et propriétés de millionnaires, en sont les exemples les plus parlants.

Le *mouvement des droits des citoyens* qui déferle actuellement témoigne du réveil et de la vigueur des consciences citoyennes, il crée le fondement de l'augmentation des droits citoyens. Or la répression de ce mouvement par les autorités⁵, au-delà de facteurs liés à certains intérêts et à l'inertie du système, est aussi largement tributaire des anciens préceptes de la réforme. Répondre à cette demande de droits, ajuster intégralement les objectifs de la réforme et du développement pour sauver et reconstruire la réforme, ou bien attendre d'être emporté par une profonde vague révolutionnaire ; être ou ne pas être, survivre ou périr, les dirigeants futurs devront choisir.

5. Voir l'article « Un été meurtrier pour la tolérance » p. 243.

VII. GU KILAI, LES SERVITEURS DU CHEF ET LA CULTURE POLITIQUE CHINOISE

Cet article est paru sur le site de la BCC section chinoise le 18 septembre 2012.

Avec Gu Kailai s'ouvre le premier acte de l'affaire Bo qui n'a rien à envier au Macbeth de Shakespeare et conduira à la chute de Bo Xilai. Gu Kailai, née en 1958, est l'épouse de Bo Xilai, secrétaire général du Parti de la municipalité de Chongqing. Le 14 novembre 2011, elle orchestre l'assassinat de son amant, l'homme d'affaires britannique Neil Heywood, en raison de conflits d'intérêts. L'affaire menace son mari, Bo, alors en phase d'ascension vers le sommet de l'État-Parti. Elle déclenche la défection de Wang Lijun, bras droit de Bo mais également complice et autre amant de Gu, causant finalement la chute de Bo. À l'issue de son procès qui a eu lieu dans la province de l'Anhui, le 20 août 2012, Gu a été condamnée à la prison à perpétuité.

L'affaire du meurtre perpétré par Gu Kailai a connu un épilogue provisoire, mais on attend de savoir ce qu'il va advenir de Wang Lijun et de Bo Xilai. Étant donné le verdict rendu dans cette affaire, personne ne conserve beaucoup d'espoir dans la justice en Chine : elle obéit à une politique machiavélique, sans système judiciaire indépendant. Cependant, les informations révélées par ce cas sont dignes d'intérêt et méritent d'être discutées de manière plus approfondie.

LA PRIVATISATION DU POUVOIR ET LES SERVITEURS DE BO ET DE GU

Le problème le plus grave révélé par l'affaire de Gu Kailai est la privatisation du pouvoir. Pour se débarrasser de Heywood, Gu Kailai

s'est servie des forces de police avec l'aide de Wang Lijun. Tous les policiers les plus gradés de la ville de Chongqing ont été mobilisés à cette fin et toutes sortes de scénarios ont été imaginés, y compris celui consistant à accuser Heywood de trafic de drogue et à l'assassiner sur place, avec des détails que même les films de gangsters n'osent pas imaginer.

Dans cet enchaînement d'actions ont disparu la dignité du pouvoir et la force de contrainte du droit national. Seule est apparue la mobilisation des appareils d'État par Gu Kailai, au nom de ses propres intérêts et de ceux de son clan, pour commettre un pur et simple meurtre. L'autorité publique a ici été complètement dévoyée pour devenir une machine criminelle au service d'une personne privée, et les fonctionnaires sont devenus d'authentiques serviteurs complices.

Il faut mentionner que, dans cette farce de procès jouée par les officiels et Gu Kailai, le motif réel de l'assassinat a été complètement masqué. En effet, il est plus que probable que le supposé chantage exercé par Heywood n'ait eu aucun lien avec la sécurité de Bo Guagua¹, mais ait plutôt concerné le devenir politique de Bo Xilai, alors sur le point d'entrer au Comité permanent du Bureau politique du Parti. La seule personne que Gu se devait de protéger était Bo Xilai. Peu importaient les relations maritales de Gu, protéger les intérêts politiques de son époux revenait à se protéger elle-même et son fils, à assurer les intérêts et la sécurité du clan familial.

En tant qu'étranger défendant ses propres intérêts, Heywood pouvait être tenté de divulguer des secrets sur Bo et Gu. Dès lors que Bo a été menacé, Gu a mis en marche la machine à tuer. La logique au cœur de ce risque pris par Gu et par un fonctionnaire au service de Bo d'aller jusqu'à l'assassinat est la suivante : couvrir son mari ou son chef est le meilleur moyen de protéger les intérêts et l'avenir

1. Bo Guagua (né en 1987) est le fils de Bo Xilai et de Gu Kailai. Il séjourne depuis longtemps en Angleterre et aux États-Unis où il a effectué ses études. La motivation mise officiellement en avant par Gu pour expliquer l'assassinat de Heywood est que ce dernier menaçait de s'en prendre à Bo Guagua si ses intérêts n'étaient pas satisfaits.

de son clan familial et de soi-même. Celui qui émet des réserves et hésite court le risque d'être exclu du groupe, de perdre sa confiance et d'en subir les représailles en raison de sa trahison. Ce qui explique précisément la fuite de Wang Lijun.

LES SERVITEURS ET LA POLITIQUE TRADITIONNELLE

Cette histoire n'est absolument pas nouvelle, ces péripéties sont même nombreuses dans l'histoire de la Chine et parcourent les romans chinois ; la nouveauté est qu'elle s'est produite au ^{xxi}e siècle, avec les hauts cadres du prétendu grand et lumineux Parti communiste de Chine ainsi que les membres de leur famille. Dès lors, il n'est pas étonnant que certains expriment le sentiment suivant : « C'est vraiment un clan familial de la Chine antique. »

Comment de hauts cadres du PCC ont-ils pu devenir les dirigeants politiques de clans familiaux ? Comment les cadres ont-ils pu être réduits à la fonction de serviteurs ? Comment la politique chinoise et la culture politique ont-elles pu retomber à un niveau digne du Moyen Âge ? En plus d'un siècle, quels progrès a connus la politique chinoise ? Voilà ce à quoi nous devons réfléchir.

La politique chinoise traditionnelle était marquée du sceau des familles, la confusion régnant entre famille et État. Des grands courtisans de la cour impériale aux petits fonctionnaires de *yamen* (offices d'État), tous manifestaient fortement une conduite de serviteur, faisant preuve d'allégeance, obéissant aux ordres, servant leur maître. Seule la volonté du maître, ou presque, comptait, l'intérêt public passant en second. Sujets et fonctionnaires manquaient de volonté individuelle. Depuis l'époque moderne, ces problèmes n'ont cessé d'être critiqués.

Ces critiques à l'égard de la privatisation et de l'arbitraire du pouvoir, de sa confiscation par des clans familiaux, ont bien sûr été nourries et inspirées par la culture occidentale, qui servait de point de comparaison. Mais elles ont aussi grandi au sein de la culture chinoise, fortifiées par les nombreux obstacles politiques rencontrés. Ainsi, à la fin des Ming et au début des Qing, une génération

de penseurs tel Huang Zongxi² avait déjà commencé ce travail de dénonciation. Mais la répression des Qing et certaines limites du point de vue des ressources intellectuelles dans la tradition politique chinoise l'ont considérablement freiné.

À la fin des Qing et au début de l'ère républicaine, ces critiques connaîtront un nouveau point culminant. Pour le dire rapidement, l'engouement des penseurs de cette époque à l'égard des critiques développées à la fin des Ming et au début des Qing s'explique précisément parce qu'ils ont ressenti à quel point, deux siècles auparavant, celles-ci correspondaient exactement aux maux de leur propre époque. Dans la même veine, depuis la fin de la Révolution culturelle, le réalisme de ces critiques vieilles de plusieurs siècles explique leur retour actuel et ne laisse de faire réfléchir et se lamenter.

LES CAMARADES, LES ESCLAVES DE LA FAMILLE ET LE PARTI

La critique du despotisme est souvent un appel à la subjectivité individuelle, aux droits humains, et une dénonciation de la servilité des Chinois. Jusqu'à aujourd'hui, les Chinois n'ont jamais joui des droits entiers de citoyens modernes, tant l'influence de la culture politique des esclaves domestiques est encore profondément ancrée. C'est à la fois un résidu de l'histoire et un problème actuel bien réel.

L'histoire des esclaves domestiques est très ancienne en Chine. Sans même évoquer les travaux historiques, on en trouve de nombreuses traces dans les romans célèbres des périodes Ming et Qing, comme la *Fleur en fiole d'or* (*Jin Ping Mei*), le *Rêve dans le pavillon rouge* et les *Fleurs de Shanghai*³. Jusqu'à une époque relativement tardive, les esclaves domestiques n'avaient pas de véritable existence sociale. Dans sa postface en chinois à la traduction des *Fleurs de*

2. Huang Zongxi (1610-1695) est un philosophe politique important de la Chine de la fin des Ming et du début des Qing, connu pour ses critiques sur le système chinois impérial ancien.

3. Roman écrit par Han Bangqing (1856-1894) vers la fin de la dynastie Qing et qui décrit la vie des prostituées à Shanghai.

Shanghai, Zhang Ailing⁴ l'illustre merveilleusement bien. Pour ne prendre qu'un exemple, les esclaves domestiques n'avaient souvent aucun nom de famille, mais seulement un surnom, « *laifu* – que vienne la fortune », le plus commun des noms donnés aux chiens », comme l'écrit Zhang Ailing. Ce phénomène est très similaire à ce qui existe encore à la campagne : les enfants n'y ont qu'un surnom, un vrai nom social ne leur sera donné que s'ils doivent être inscrits sur le *hukou* (livret d'enregistrement) familial ou aller à l'école. Autrement, ils ne le méritent pas et n'en ont pas besoin.

L'un des changements les plus importants de la culture chinoise au xx^e siècle est la reconnaissance progressive de l'égalité entre les hommes et de leur conscience individuelle. Cela a permis, du point de vue du droit et des normes sociales, de reconnaître l'égalité entre les esclaves domestiques et leurs maîtres. Avec l'avènement de la république, la privatisation du pouvoir a également perdu sa légitimité.

Pourtant, l'histoire réelle se révèle souvent tortueuse. Le plus paradoxal est que le Parti communiste chinois, qui proclame son universalité, revendique la culture la plus avancée de l'humanité et a pour ambition de construire l'égalité entre tous les hommes, n'a cessé de prêcher par ses actes une culture de la servitude tout au long de son histoire, depuis sa fondation jusqu'à son exercice du pouvoir. Même si les membres du Parti s'appellent entre eux « camarades », on doit obéissance aux dirigeants et au clan (le Parti), tout doit être sacrifié au Parti (Wu Yunduo⁵); le critère pour évaluer le degré moral des membres du Parti est « l'obéissance inconditionnelle aux intérêts du Parti » (Liu Shaoqi, *Discours sur la formation des*

4. Zhang Ailing (1920-1995) est une grande romancière chinoise du xx^e siècle. Elle a vécu principalement à Shanghai avant de partir pour Hong Kong après la fondation du régime communiste, puis de s'installer aux États-Unis. Elle est morte à Los Angeles.

5. Wu Yunduo (1917-1991) a été un ingénieur spécialiste de l'armement communiste chinois durant la guerre civile. Son célèbre livre autobiographique, *Tout sacrifier au Parti*, qui raconte comment il fut entièrement dévoué à la cause du Parti fut l'une des « bibles » de la propagande pendant des décennies, inculquant aux jeunes l'esprit de sacrifice et d'obéissance au Parti.

membres du Parti⁶), et même Zhou Enlai, ce jeune révolutionnaire issu du Quatre-Mai⁷, s'est agenouillé tel un serviteur devant son maître Mao pour planifier le trajet en voiture que celui-ci devait effectuer pour passer en revue les gardes rouges.

Après la disparition en fumée de la dimension utopique du projet communiste, ne reste que ce que nous observons aujourd'hui : la privatisation du pouvoir, les intérêts mis à nu et les querelles. Les clans familiaux, les bandes, les fonctionnements de type mafieux sont de nouveau devenus un modèle de base du fonctionnement politique, les cadres étant progressivement contraints par la réalité à se transformer en serviteurs et servants.

Or la raison fondamentale à l'origine de ce phénomène réside évidemment dans cette culture du parti forgée par un système de parti unifié. Ce que Chu Anping⁸ critiquait dans les années 1950 comme le *Dang tianxia*, le pouvoir total du Parti, est aujourd'hui devenu le *Jia tianxia*, le pouvoir total des familles. Mais ce pouvoir des familles est encore différent du pouvoir des clans impériaux, ce dernier ayant souvent une fonction bien définie, tandis que le pouvoir actuel des familles est un partage de style oligarchique. Du sommet à la base, chaque secteur d'activité, chaque région est souvent dominé par un gang familial politique, les outils publics sont privatisés au profit de son enrichissement et de ses intérêts personnels, un seul grand maître (généralement le secrétaire du Parti) est toléré. C'est ce contexte institutionnel actuel qu'a révélé de façon tonitruante l'affaire Gu Kailai.

En dehors de la question de la conscience morale personnelle des personnes impliquées dans l'affaire de Chongqing, on peut se

6. Écrit durant les années 1940 par Liu, ce livre devint petit à petit le livre obligatoire pour tous les membres du Parti en tant que guide des bons comportements. On y apprend comment respecter les règles du Parti et posséder un sens éthique correspondant aux exigences communistes.

7. *Wu si*. Voir le glossaire des expressions chinoises.

8. Chu Anping (1909-1966 ?) est un intellectuel et journaliste, l'une des figures de proue du courant libéral des années 1940. En 1957, il critiqua le monopole du pouvoir du Parti (*Dang tianxia*, « Tous sous le ciel du Parti »), ce qui provoqua la colère de Mao. Il fut violemment attaqué et condamné comme « grand droitier », perdant ainsi toutes ses fonctions professionnelles. Il a disparu pendant la Révolution culturelle en 1966 sans que la raison de cette disparition ait jamais été éclaircie. Voir le glossaire des noms propres.

demander si Bo Xilai n'avait pas sur elles une immense emprise. Si Wang Lijun et les autres avaient eu davantage d'indépendance, auraient-ils accepté d'agir de la sorte ?

LE POUVOIR DES CITOYENS

Dans ce scénario si sombre pour la Chine, la seule lueur d'espoir réside dans l'émergence, ces dix dernières années, d'un mouvement citoyen, ainsi que dans la croissance rapide de la conscience des droits des citoyens. Lorsque les intérêts privés sont censés être au service du « public », le « public » peut exister ; mais quand le pouvoir public est au service du privé, il dégénère en pouvoir privé et la justice sociale n'existe plus. Par conséquent, c'est le mouvement de défense des droits civiques en Chine qui, dans un combat avec les puissants, s'efforce de reconstruire une justice et une légitimité pour le pouvoir public. Et c'est aussi dans ce combat qu'il tente de se débarrasser de cette conscience servile qui a existé pendant des milliers d'années et que le Parti n'a cessé de renforcer ces dernières décennies, afin de construire une culture politique moderne de la citoyenneté qui n'a encore jamais existé en Chine jusqu'à aujourd'hui.

VIII. UNE DIFFÉRENCIATION DU POUVOIR QUI NE PASSE PAS FORCÉMENT PAR UNE DIVISION DU PAYS : À PROPOS DU DISCOURS DE LIAO YIWU À L'OCCASION DE LA RÉCEPTION D'UN PRIX

Cet article est paru dans la revue hongkongaise Yangguang Shiwu le 25 octobre 2012.

Le 14 octobre 2012, Liao Yiwu (né en 1958), célèbre écrivain chinois exilé en Allemagne, a reçu le grand prix littéraire allemand « Prix de la paix des libraires allemands ». À cette occasion, il a prononcé un discours intitulé « Cet empire doit être divisé », dans lequel il prône une division de la Chine en de nombreux petits pays afin de mieux respecter les droits humains et de favoriser un nouveau développement de la culture.

Deux événements ont récemment marqué le milieu littéraire chinois : les réceptions respectives de prix littéraires par Mo Yan et Liao Yiwu. Parmi les nombreuses discussions qu'ils ont suscitées, l'une portait sur la qualification de Mo Yan pour recevoir le prix Nobel de littérature ; l'autre sur une phrase prononcée par Liao Yiwu lors son discours de réception du prix : « Cet empire doit être divisé. »

Ces deux questions sont complexes. La première soulève un problème sans cesse débattu, à savoir celui des relations entre la littérature et la politique, entre un écrivain et le pouvoir, ainsi que celui de l'évaluation du Comité Nobel. Ce problème n'est pas propre à la

Chine et se présentera de nouveau dans le futur. La seconde interroge le système étatique futur de la Chine, question explicitement ou implicitement posée depuis l'époque moderne et qui n'est pas non plus propre à la Chine, mais qui est pertinente dans ce pays.

La littérature est une sorte de témoignage sur la nature humaine et sur une époque. De ce point de vue, au moment où la Chine est devenue tellement cynique et faussement arrogante, tel un enfant qui révèle que l'empereur est nu, Liao Yiwu, avec le sang et les larmes des laissés-pour-compte de la société, a ouvert une brèche profonde dans le tableau du « nouveau millénaire prospère et puissant » chinois, révélant la cruauté qui se cachait derrière. En cela, il a sauvé l'honneur de la littérature chinoise contemporaine et ses œuvres resteront à jamais dans les mémoires. Nous lui devons un profond respect.

Son discours était un récit empreint de vérité, ses émotions et réflexions étaient sincères, mais ses conceptions méritent d'être discutées. Passer par une scission de la Chine pour atteindre comme objectif « que les mères ne perdent plus d'enfants innocents, que les gens ne courent plus à leur perte, que la Chine ne produise plus de catastrophes et d'ordures, que des gens s'occupent des cimetières, que la paix humaine soit préservée » peut évidemment, si on arrive à le faire, être une voie. Mais l'histoire est remplie d'exemples contraires ; et dans la situation actuelle, nous ne pouvons être certains que ses effets ne soient pas contre-productifs ou inverses, et que les conséquences ne soient pas encore plus graves.

Même si la désintégration de l'Union soviétique s'est produite globalement de manière pacifique, la séparation de la Tchécoslovaquie étant un modèle du genre, nous ne saurions pour autant affirmer que toute scission se ferait sans heurts. Ni oublier la guerre de Yougoslavie et toutes les guerres et les sacrifices payés dans l'histoire de la désintégration de la majorité des pays, ni occulter le contexte spécifique dans lequel la séparation relativement pacifique de l'Union soviétique et de la Tchécoslovaquie a pu avoir lieu : unifiés provisoirement par le pouvoir despotique soviétique ou les puissances internationales, ces territoires ne possédaient pas d'identité politique ou culturelle commune ; la séparation s'est donc effectuée naturellement, facilitée par le rôle moteur de la Russie en tant que grand pays ou l'autorité morale de Vaclav Havel.

À l'évidence, l'histoire et la réalité actuelle de la Chine ne sauraient être analogues. Au début des années 1990, je suis parti seul avec mon sac à dos à la découverte de la Russie et de l'Europe de l'Est alors en pleine transition postcommuniste, percevant sur le terrain la complexité de certaines questions. Je me rappelle encore, lors d'une réunion à Sarajevo en 2007, le choc que j'ai ressenti dans la nuit à la vue de toutes ces tombes blanches sur la montagne qui faisaient face à mon hôtel.

L'unité dans l'histoire n'est pas que le fruit de la convoitise des empereurs, elle résulte souvent d'une adhésion populaire, il y a là une rationalité profonde. Lorsque les campagnes militaires sont sans fin, que les « os sont répandus partout dans la nature et qu'on n'entend aucun chant d'oiseau à plus de mille li¹ », si l'unité est source de paix, alors elle devient l'espoir des populations ; mais lorsque la corruption du despote est à son apogée, bien naturel aussi est le souhait de se débarrasser de ce pays et de s'occuper chacun de son poêle. Dans cette période de grande transition, nous avons besoin de sang-froid, de prudence et de prévoyance.

On peut imaginer que l'avis exprimé par M. Liao, tout comme sa littérature, puise sa source dans ses expériences personnelles : la surveillance sans faille, le harcèlement et la persécution qu'il a subis durant sa jeunesse d'errance en Chine, la peur et le choc psychologique qu'il a ressentis dans son chemin d'exil vers l'étranger. Par ailleurs, on peut comprendre l'influence qu'ont pu avoir sur son jugement certaines de ses idées taoïstes ainsi que certaines de ses opinions sur l'histoire de la Chine et de l'Occident.

Mais le despotisme n'a pas de relation nécessaire avec la taille d'un territoire ; la grandeur d'un territoire n'est pas synonyme d'empire. Les despotes d'un petit pays ne traiteront pas de manière moins cruelle leurs sujets parce qu'ils se connaissent, de même que les politiciens de grands pays démocratiques ne porteront pas plus atteinte aux vies de leurs citoyens parce qu'ils leur sont plus étrangers. Le Cambodge est un petit pays, mais cela n'a pas empêché ses

1. Il s'agit de deux vers célèbres d'un poème de Cao Cao (155-220), homme et poète politique de la fin des Han et des Trois Royaumes (220-280), une période marquée par des troubles sociaux et des guerres constantes pendant laquelle les pertes humaines furent immenses.

ressortissants d'être massacrés par les Khmers rouges ; l'Inde et le Canada sont de vastes territoires, et le premier a une immense population, mais ils n'en sont pas devenus des empires pour autant. Quant aux accusations portées par certains sur les États-Unis leur reprochant d'être un « empire », elles ne concernent que les affaires internationales, et les Américains n'ont pas, dans l'histoire contemporaine, massacré leurs propres enfants. Depuis l'époque moderne, de nombreux mouvements d'unification mais aussi d'indépendance sont le fruit de pensées en faveur de la liberté. L'indépendance et la division ne produisent pas nécessairement la démocratie et la liberté ; l'unité n'est pas forcément une mesure et un symbole des despotes. Il ne manque pas d'exemples de révolutionnaires qui, après avoir conquis l'indépendance, sont devenus des dictateurs régnant avec cruauté. Et quand les patriotes italiens du ^{xix}^e siècle ont lutté pour l'unification du pays, devons-nous douter de la nécessité politique et de la légitimité morale qu'ils incarnaient à l'époque ?

Par ailleurs, l'essor ou le déclin culturels ne sont pas nécessairement corrélés avec la division ou l'unité. Les forêts d'États indépendants qui ont poussé dans certaines régions du monde n'ont pas toujours donné lieu à des percées sur le plan culturel. Avant sa réunification, l'Allemagne a produit de grands personnages de la culture, mais après, elle n'en a pas produit moins ; pendant la Seconde Guerre mondiale, l'exil de nombreuses sommités culturelles qui ont fui l'Allemagne pour se réfugier dans d'autres pays était lié au système politique. Parmi ces exilés, nombreux sont ceux à avoir fui l'Allemagne unifiée sous le despotisme pour rejoindre les États-Unis, un pays encore plus grand et uni. À l'évidence, la question de l'unité n'est qu'un aspect du problème, pas le problème dans son ensemble, ni l'un des facteurs déterminants de l'essor ou du déclin culturels. Les éléments clés en sont la liberté et la diversité. Ce n'est que dans certaines circonstances spécifiques que cette question peut être corrélée à l'existence ou non de plusieurs États nationaux, et cela ne peut être généralisé.

Si l'on prend l'exemple de l'histoire européenne, après la désintégration de l'Empire romain et une longue évolution, les Occidentaux ont trouvé une forme politique intermédiaire entre la cité-État et l'empire : celle de « l'État-nation » qui prévaut dans le monde aujourd'hui. Mais les divisions au sein de l'Europe,

les catastrophes que celles-ci ont apportées à leur propre population et même au monde entier sont également évidentes. C'est pourquoi c'est précisément sur cette terre de naissance des États-nations que Victor Hugo, ce géant de la littérature, a rêvé d'une Europe unie et que, malgré certaines vicissitudes, la tendance à l'unité et à dépasser les États-nations y demeure forte et puissante.

En élargissant encore notre champ de vision, il existe, à mon avis, deux mouvements profonds dans le monde : l'un est la mondialisation, l'autre est le renforcement observé partout des identités individuelles et de groupe. C'est pourquoi les tendances œuvrant en faveur de l'intégration se développent, de même que sont également visibles des tendances poussant à la différenciation. Comment résoudre les tensions entre ces deux tendances et inventer de nouveaux équilibres institutionnels ? C'est une question qui déterminera l'essor ou le déclin de nombreux pays et l'avenir de l'humanité.

De mon point de vue, le fond du problème en Chine aujourd'hui est l'absence de séparation des pouvoirs, pas le caractère unifié ou non du pays : il faudrait séparer les pouvoirs au niveau tant vertical qu'horizontal pour résoudre l'arbitraire du pouvoir et refonder une légitimité politique. Cette séparation des pouvoirs et ses conséquences bonnes ou mauvaises détermineront si la Chine a besoin de se diviser ou le peut ; là réside l'élément clé qui établira si les Chinois vivront de nouveau ou non une catastrophe.

IX. LE STYLE DE HU JINTAO : CONTOURNER LES DIFFICULTÉS PRINCIPALES

Cet article est paru sur le site de la section chinoise de la BBC le 29 octobre 2012.

Hu Jintao fut secrétaire général du Parti communiste chinois du 15 novembre 2002 au 15 novembre 2012 et président de la République populaire de Chine du 15 mars 2003 au 14 mars 2013. En novembre 2012, eut lieu le 18^e Congrès du Parti durant lequel il allait quitter le pouvoir. À cette occasion, la section chinoise de la BBC m'a invité à écrire un article faisant le bilan des dix ans de mandat de Hu.

Les grands espoirs soulevés par Hu Jintao au début de son mandat ont progressivement laissé place à la déception, à une profonde indifférence et même à de la colère face aux crises qui s'accumulent de jour en jour et menacent l'avenir de la Chine. La formule la plus représentative est celle de Zhang Musheng¹ qui a connu une large diffusion : « tenir une bombe à retardement pour jouer au jeu de se passer des fleurs² ». Les explications divergent pourtant sur ce changement de perception à l'égard de la décennie de pouvoir de Hu Jintao.

1. Zhang Musheng (né en 1948) est le fils d'un vétéran du régime, membre du clan des « princes rouges ». Voir le glossaire des noms propres.

2. Jeu de société très connu en Chine : chacun à leur tour, les joueurs doivent passer le plus rapidement possible une fleur au suivant pour éviter qu'une punition ne leur tombe dessus.

Sur Internet, l'encouragement «Tiens bon, frère Tao³» de ses partisans a rapidement été remplacé par des sarcasmes le tournant en ridicule, ce qui reflète les changements politiques et sociaux en Chine. Une phrase me vient à l'esprit pour catégoriser le style de gouvernance de la décennie Hu : une décennie de contournement.

UNE OCCASION MANQUÉE

En réalité, ce que les gens attendent du dirigeant d'un grand pays dans une période de bouleversement, c'est qu'il prenne des mesures et des initiatives qui favoriseront de manière décisive un développement équilibré de la nation, qu'il résolve des problèmes de fond, et non pas qu'il parade comme un bouffon bricolant d'un côté et de l'autre.

Malheureusement, si l'on regarde rétrospectivement cette décennie, c'est bien précisément l'absence de réforme décisive qui suscite des critiques. Sans même le comparer à celui de la décennie de Deng Xiaoping, le bilan de Hu apparaît en demi-teinte au regard de la période de règne de Jiang Zemin. Au moins y a-t-il eu, pendant le règne de Jiang, l'entrée dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC), étape décisive pour ouvrir les Chinois au monde. Or, si certains mettent en avant les avancées décisives des relations entre les deux rives (la Chine et Taiwan) au cours des dix années de Hu, n'est-ce pas plutôt en raison de changements propres à Taiwan⁴

3. Au printemps 2002, lorsque Hu arrive au pouvoir, l'épidémie de SRAS a éclaté. Afin de contenir la panique, Hu partit dans la province du Guangdong où la situation était la plus critique et apparut dans la rue pour serrer la main à la population. Cet acte fut très apprécié, certains internautes affichant le message suivant sur Internet : «Tao ge tingzhu» (Tiens bon, frère [Jin]tao). À l'époque, ce message contenait un autre sens implicite : insatisfaits de Jiang Zemin qui avait tout fait pour empêcher un bon passage du pouvoir à Hu, les gens souhaitaient que Hu puisse prendre le pouvoir et faire davantage de réformes dans le bon sens.

4. La relation entre les deux rives du détroit de Taiwan a connu une période très tendue pendant les dix ans de règne de Chen Shui-bian, candidat du Parti démocratique progressiste, proche des indépendantistes. Ce fut seulement après l'élection de Ma Ying-jeou en 2008, candidat du Guomindang, que les relations se sont améliorées et les tensions apaisées. Il y a désormais des vols aériens et des communications directes entre les deux rives du détroit.

qu'elles ont eu lieu, que l'on songe à la visite de Lien Chan⁵ sur le continent et à l'élection de Ma Ying-jeou⁶?

D'un côté, cette décennie a hérité des résultats positifs apportés par les vingt années précédentes de réforme et d'ouverture, la Chine apparaissant « puissante » comme jamais aux yeux du monde ; de l'autre, les problèmes accumulés par les dérives de la voie de réforme antérieure ont commencé à apparaître au grand jour, révélant la grande fragilité de cette « puissance ». En conséquence, les dirigeants auraient dû prendre des décisions, engager leur responsabilité et développer une vision à long terme, afin de promouvoir des politiques correctives et d'éviter l'aggravation des problèmes, voire de grandes secousses et la ruine des perspectives de développement national.

Or, de ce point de vue, la décennie de règne de Hu a été celle des occasions manquées et a gaspillé de nombreuses ressources.

L'ART DU CONTOURNEMENT

Pour être objectif, Hu n'ignorait pas totalement ces problèmes, sinon il n'y aurait pas eu des politiques comme « le concept de développement scientifique », « les cinq coordinations », « construire une société harmonieuse », etc.⁷ ; la mise en œuvre de certaines mesures concrètes n'a d'ailleurs pas été sans avoir quelque effet de remède. Mais les problèmes auxquels faisait face la Chine nécessitaient des ajustements fondamentaux des institutions et du modèle de déve-

5. Lien Chan (né en 1936) est un homme politique de Taiwan, ancien vice-président de la République de Chine (Taiwan) et président du Guomindang. En 2005, il a entamé une visite historique sur le continent pour rencontrer Hu Jintao, appelée le « Voyage de Paix » (*Heping zhilü*), une première depuis la fin de la guerre civile entre le Parti communiste et le Guomindang en 1949.

6. Ma Ying-jeou (né en 1950) a été président de la République de Chine (Taiwan) entre 2008 et 2016, et président du Guomindang. Sous son mandat, les relations entre la Chine continentale et Taiwan se sont considérablement améliorées.

7. Politiques lancées sous le règne de Hu consistant à ajuster les lignes de développement de ses deux prédécesseurs Deng et Jiang : l'accent est mis sur l'équilibre du développement, en insistant davantage sur la protection de l'environnement et sur l'harmonie sociale. Mais en raison d'un manque de réformes en profondeur, surtout dans le domaine politique et institutionnel, toutes ces politiques n'ont pas apporté grand-chose et sont demeurées de simples slogans.

loppement. Il fallait en effet soigner une maladie qui détermine l'essor ou le déclin d'une nation, ce que ne peuvent guérir des médicaments contre le rhume ou des pommades externes.

Le regretter, le dénoncer ou s'en moquer est désormais vain. En revanche, il est nécessaire de discuter des raisons qui ont produit ce phénomène pour en tirer des enseignements bénéfiques pour le futur de la Chine.

De manière générale, toute discussion sur un dirigeant et sa gouvernance devrait comporter trois aspects : premièrement, la personnalité et les pensées de ce dirigeant ; deuxièmement, les facteurs institutionnels ; troisièmement, la situation historique et les problèmes auxquels il fait face. S'agissant du premier aspect, nous devons le dire franchement, Hu n'était pas un homme politique visionnaire. Mais des facteurs institutionnels expliquent aussi ce manque de charisme. Pour quelqu'un comme Hu Jintao dont les origines familiales n'étaient pas appréciées⁸, qui a reçu une éducation et a grandi durant la sinistre époque maoïste et est entré en politique sous le règne d'un homme aussi puissant que Deng, suivre les règles établies est devenu une seconde nature, une sorte d'*habitus* pour reprendre le concept du célèbre sociologue Pierre Bourdieu. Cela explique à la fois ses capacités d'endurance exceptionnelles mais aussi son manque de courage, ainsi que l'enracinement des modes de pensée et propos de l'époque maoïste dans son esprit.

Comme nous le savons tous, pour la plupart des cadres du Parti communiste, la recette du succès est ne pas commettre d'erreur, la condition première pour être politiquement correct étant de toujours suivre le Parti. Ne pas offenser ses supérieurs, ne pas prendre de risques, ne pas assumer de responsabilités, prendre des mesures dilatoires et contourner les obstacles en cas de problème... tout cela constitue le *modus operandi* des cadres pour survivre et avancer au sein de ce système. Par conséquent, comment quelqu'un comme

8. Le père de Hu Jintao était un petit commerçant de la province de l'Anhui, un métier très méprisé durant la période maoïste radicale. Il a ainsi été maltraité pendant la Révolution culturelle. L'origine familiale était un facteur déterminant pour décider de la carrière d'une personne. Hu a dû s'efforcer de montrer qu'il était une personne politiquement correcte selon les critères du régime tout au long de son ascension politique.

Hu Jintao, qui a baigné et a été élevé dans cette culture bureaucratique, pouvait-il se défaire de ces empreintes? Au niveau international, son caractère circonspect et rigide a laissé l'impression de quelqu'un d'inaccessible, tandis que, sur la scène officielle intérieure, ses discours récités comme des livres et ses formules toutes faites témoignent d'une éducation venant d'une époque révolue, ainsi que d'un manque de confiance en soi et d'une aversion pour le risque, et sont devenus des habitudes politiques.

Plus fondamentalement, avec le départ des hommes forts et le déclin des institutions, mais aussi face à la puissance de la faction de Jiang Zemin, Hu a grandement manqué de légitimité et n'a pas fait preuve d'une grande capacité à gouverner, contraint d'avancer avec prudence pour consolider son pouvoir, de faire quelques bonnes choses au bénéfice de la population et surtout de ne pas créer d'occasions pour ses adversaires potentiels. Dans cette situation, quand on bute sur un obstacle, le plus naturel n'est-il pas de le contourner?

Après 2008, l'aggravation de certains problèmes au niveau national et international n'a fait que renforcer cette posture. D'autant qu'en raison de l'absence de réformes, la formation de puissants groupes d'intérêts l'a peut-être encore davantage convaincu de son impuissance. Tous ces éléments ont contribué à dessiner la caractéristique principale du règne de Hu, à savoir le contournement des obstacles.

LA THÉORIE DE L'HARMONIE DE LA SOCIÉTÉ

De ce point de vue, le contournement le plus manifeste a été rendu possible par la théorie de l'harmonie de la société⁹ qui évite de parler de réforme politique. De toute évidence, le problème le plus grave en Chine aujourd'hui est l'absence de justice sociale. Mais l'origine et la solution à ce problème sont politiques. Or, sous la direction de Hu, cet aspect fondamental n'a pas été abordé mais

9. *Hexie shehui*, « société harmonieuse ». Voir le glossaire des expressions chinoises.

contourné en mettant en avant l'harmonie de la société, une solution qui, sans être diamétralement opposée, ne peut constituer le bon remède.

Le plus grave, c'est qu'en opérant ce contournement, on a empêché l'indispensable construction de nouvelles institutions politiques. Ce choix a renforcé les appareils politiques existants et restauré de vieilles méthodes de gouvernance. D'où le retour, ces dernières années sous le règne de Hu, de méthodes qui avaient disparu, renforçant le pouvoir du Parti et utilisant les appareils de la dictature pour contrôler certaines personnalités de la société. Cela a provoqué une très grande insatisfaction, comme l'illustre le détournement du terme *hexie* « harmonie », ce terme phare de Hu, en son homophone (même si le ton varie) signifiant « crabe de rivière », qui est devenu sans surprise un objet de sarcasme, de ridicule et même d'opposition sociale.

En ce qui concerne le développement économique, les problèmes n'ont fait que s'accumuler : absence d'effort conséquent pour résoudre l'insuffisance de la demande intérieure, maladies chroniques liées aux désajustements structurels, recherche des profits les plus immédiats et dépendance à l'égard du commerce extérieur renforcée par l'entrée dans l'OMC... Et la crise économique mondiale a laissé l'investissement de l'État comme seul stimulant de l'activité. En faisant gonfler artificiellement l'économie, cette mauvaise habitude de recourir à des expédients comme les investissements étatiques ou le développement immobilier a ajouté de nouveaux problèmes aux difficultés existantes, les rendant difficiles à dissimuler.

CONSERVER LE RÉGIME

Il y a quelques années, un ami avec qui je discutais m'a rapporté les propos d'une personne très proche de Hu Jintao qui résumaient ainsi la conception politique de ce dernier : « agir en homme de bien et conserver le régime ». Si « conserver le régime » n'a pas besoin d'être expliqué, « agir en homme de bien » désignait le fait de s'efforcer de faire de bonnes actions dans des domaines précis. La trajectoire suivie par Hu ces dernières années semble bien correspondre

à cette formule. Peut-être même qu'elle décrit dans une certaine mesure les pensées intimes de Hu.

Le problème est celui qu'avait souligné à l'époque mon ami à cette personne en contact avec Hu Jintao : que faire si « conserver le régime » et « agir en homme de bien » entrent en contradiction ? L'intéressé n'avait pu répondre. Or la question clé est bien là. Dans certains moments, face à certains problèmes, « conserver le régime » et « agir en homme de bien » peuvent évidemment trouver un compromis provisoire. Mais quand « conserver le régime » (c'est-à-dire le système actuel) est la source de nombreux problèmes et phénomènes néfastes, « conserver le régime » ne peut que signifier « être quelqu'un de mauvais ». Hu quittera bientôt ses fonctions, mais ces contradictions vont perdurer et même s'exacerber. On peut espérer que, pour le bien-être du monde et des gens ordinaires, pour le bénéfice de la nation et de chaque individu, les dirigeants de demain ne pratiqueront plus ce jeu de contournement des obstacles. Je suis d'ailleurs convaincu qu'en réalité ils n'auront plus la possibilité de pratiquer le jeu de Hu car l'heure est venue de faire face aux problèmes.

Dans dix ans, comment décrirons-nous la gouvernance des nouveaux dirigeants ?

X. LA VISION DE LA GOUVERNANCE PAR LES NOUVEAUX DIRIGEANTS DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

Cet article est paru sur le site de la section chinoise de la BBC le 26 novembre 2012.

Entre le 8 et le 14 novembre 2012, le 18^e Congrès du Parti a eu lieu à Pékin, mettant fin à une lutte de pouvoir extrêmement violente de presque deux ans autour de la succession du Hu Jintao. En terminant ses deux mandats de secrétaire général du PCC et de président de la République populaire, Hu conserverait-il pour un certain temps sa fonction de président de la puissante Commission militaire centrale du Parti, comme ce fut autrefois le cas de Jiang, ou quitterait-il complètement le pouvoir ? Les observateurs étaient focalisés sur cette question à l'impact forcément important pour l'exercice du pouvoir de Xi. Une autre question encore plus cruciale concernait la vision de la gouvernance des nouveaux dirigeants qui appartenaient à une nouvelle génération, celle des anciens gardes rouges et des jeunes instruits ayant travaillé à la campagne. Où allaient-ils mener la Chine dont les signaux de crise émergeaient partout ? Beaucoup de Chinois, des élites à l'homme de la rue, se posaient cette question. Dans l'ensemble régnait dans la société un certain optimisme qui consistait à dire que Xi, lui-même victime du maoïsme pendant la Révolution culturelle et fils de Xi Zhongxun, qui avait été maltraité par Mao et qui était connu pour ses idées réformatrices, allait probablement entamer certaines réformes nécessaires et tant attendues, surtout au niveau politique. C'est dans ce contexte, invité par la section chinoise de la BBC, que j'ai rédigé cet article d'analyse, dont le titre initial était « Encore agir en

homme de bien et conserver le régime ? », sur la politique probable de Xi seulement trois jours après le congrès. Il a été publié une semaine plus tard dans le nouveau numéro de Commentaire sur la Chine paraissant chaque lundi.

Cinq ans après, quand je relis cet article, je ressens plutôt une tristesse et une grande inquiétude à voir que certaines de mes intuitions sur la politique de Xi, formulées de façon implicite ou explicite dans l'article, sont en train de devenir réalité, avec un niveau de gravité encore plus grand. Xi applique exactement la politique « agir en homme de bien et conserver le régime » qu'analyse l'article. D'un côté, il tente de pratiquer certaines politiques en faveur du bien-être de certaines couches sociales, comme en témoigne la mise en œuvre en grande pompe de la politique de fupin [aider les pauvres]¹. De l'autre, il a choisi comme priorité absolue de conserver le régime. Mais à la différence de son prédécesseur, il dispose de moins de marges de manœuvre et emploie donc de plus en plus des méthodes maoïstes pour réprimer les revendications sociales et réduire l'espace d'expression. Vis-à-vis de ses adversaires, il recourt aussi de plus en plus à des moyens de terreur et à des méthodes illégales pour vaincre leur résistance. L'espoir, que certains projetaient sur lui à son arrivée au pouvoir, de mener une réforme complète afin de faire franchir une étape définitive à la Chine vers la modernité a volé en éclats. La caractéristique populiste et nationaliste de la politique de Xi devient très nette, au point que beaucoup craignent fortement un retour de la Révolution culturelle. Et la contradiction entre la logique d'« agir en homme de bien » et celle de « conserver le régime » devient de plus en plus difficile à concilier. « Conserver le régime » est ainsi la priorité absolue pour Xi souvent au détriment d'« agir en homme de bien ».

Le 18^e Congrès du Parti vient de s'achever. Après avoir effectué sans trop de difficulté un rapport politique qui correspond bien à son style conservateur, le secrétaire général du Parti Hu Jintao a

1. Voir le glossaire des expressions chinoises.

quitté la scène, faisant figure de perdant dans ses luttes avec Jiang. Mais à l'occasion de sa performance finale avant une retraite complète des affaires, il a mis à profit son opiniâtreté pour porter un coup à la faction de Jiang Zemin, empêchant sa possible pérennité politique. Mettant ainsi fin à vingt ans de ressentiment, il a réduit les capacités d'interférence politique de Jiang Zemin, ce qui représente une contribution majeure au progrès de la politique chinoise et doit être salué².

En y pensant, on ne peut que ressentir de l'embarras. Alors que, jusqu'à son retrait, il n'était pas parvenu à construire une autorité suffisante, Hu laisse à son successeur une situation bénéfique sans précédent dans l'histoire des successions au sein du PCC. Comment Xi la mettra-t-elle à profit pour faire face à l'avenir? Voici une question que beaucoup se posent.

AGIR EN HOMME DE BIEN, CONSERVER LE RÉGIME

Dans un précédent article³, nous avons évoqué ce qu'avait rapporté une personne en contact avec Hu Jintao sur la conception que ce dernier avait de la gouvernance, « agir en homme de bien » et « conserver le régime ». Cela voulait dire préserver d'abord le régime du PCC, faire ensuite de bonnes actions pour la population dans un périmètre donné. Cette description peut qualifier les dix ans de gouvernement de Hu et ses résultats, mais aussi décrire la fin de sa carrière politique. Pour Hu et pour d'autres, ces deux dimensions de l'exercice du pouvoir semblent inséparables.

Mais lorsque « le système » devient la source fondamentale des maux du pays, lorsque « agir en homme de bien » et « conserver le régime » entrent en contradiction, la gestion de la relation entre ces deux principes peut devenir le critère pour évaluer la vision,

2. Le retrait complet de Hu, y compris du poste de président de la Commission militaire centrale du Parti à la différence de ses prédécesseurs Deng et Jiang, laisse une totale liberté de manœuvre à Xi. Cela a contribué à un passage de pouvoir plus institutionnalisé qu'auparavant.

3. Voir l'article « Le style de Hu Jintao : contourner les difficultés principales » p. 93.

la morale et le courage d'un dirigeant. De ce point de vue, le score de Hu n'est certainement pas élevé.

Xi Jinping adoptera-t-il cette conception de l'exercice du pouvoir? Même si son style est plus énergique que celui de Hu, c'est fort possible car cela correspond à la logique du pouvoir et aux structures politiques.

Tout d'abord parce que s'efforcer d'agir en homme de bien est naturel pour les dirigeants de cette génération : sans parler de leurs convictions personnelles, ils se doivent d'agir de la sorte pour répondre aux aspirations de la population et consolider ainsi leur pouvoir personnel. Et même s'ils souhaitaient « faire du mal », ils ne seraient plus en capacité de le faire comme l'étaient Mao ou Deng. De nos jours, la mise en œuvre de politiques proches du peuple trouve précisément son origine dans l'affaiblissement de la légitimité des dirigeants et leur souhait de regagner l'assentiment de la population.

Ensuite parce que forger l'espoir que Xi Jinping et la nouvelle génération de dirigeants n'auront pas l'objectif de « conserver le régime » est irréaliste. L'héritage des anciens, la légitimité de leur propre pouvoir, les pressions qu'ils subissent de la part de toutes sortes de pouvoirs et d'intérêts contraindront cette nouvelle génération de dirigeants à s'appuyer sur le système actuel et à le préserver. Empêcher la faillite de ce système, c'est préserver leur autorité et leur pouvoir personnels tout en préservant le Parti, l'État et même, selon eux, les intérêts du peuple. C'est pourquoi l'espoir que Xi reconstruira d'un geste le système sans chercher à « conserver le régime » n'est que pure romance.

ÊTRE QUEL GENRE D'HOMME DE BIEN ?

Le problème est que la situation a changé. Les bénéfiques de la méthode utilisée par Hu et son Premier ministre Wen Jiabao⁴ sont

4. Premier ministre, Wen Jiabao (né en 1942) a longtemps joui d'une image de probité et de proximité avec le peuple, jusqu'à la publication par le *New York Times* en octobre 2012 d'un article d'investigation dévoilant la fortune colossale de la famille Wen, au retentissement considérable. Voir le glossaire des noms propres.

déjà épuisés. La copier n'est pas la solution car le système actuel fait face à une crise sérieuse et à de graves problèmes, ce dont sont tout à fait conscients les nouveaux dirigeants. Il leur faut agir pour éviter qu'une tempête de grande ampleur ne balaie le régime tout entier. Pour entretenir les escaliers qui ont servi à l'ascension et qu'on doit encore emprunter tous les jours, il faut parfois, dans le même temps, effectuer une rénovation complète. Ce chantier nécessite de la foi, du courage et une grande habileté.

Quelle taille aura ce chantier ? La réforme pourra-t-elle être complète ? Cela dépendra de la compréhension que les nouveaux dirigeants auront à l'égard de la contradiction entre « conserver le régime » et « agir en homme de bien », des limites et des obstacles fondamentaux du système, de leur degré de courage à entreprendre des actions, et de leur niveau de sagesse ; si de nouvelles manifestations comme celles de 1989 se produisent, seront-ils prêts à massacrer des gens pour conserver le pouvoir ou se comporteront-ils à la manière d'un Zhao Ziyang⁵ qui préféra préserver sa conscience plutôt que le pouvoir ? De toute évidence, cela n'apparaît pas encore clairement et reste à vérifier.

L'expérience que cette nouvelle génération de dirigeants a accumulée dans la gestion des campagnes et des villes, des marges du Nord-Ouest et des zones économiques développées et ouvertes du Sud-Est, de même que la compréhension du fonctionnement du pouvoir et de ses problèmes que leur ont apportée leurs origines familiales et leurs parcours personnels se révéleront utiles, selon nous, pour appréhender les tendances mondiales et la situation réelle de la Chine. Une plus grande conscience des problèmes qui entravent actuellement la Chine, tels les déséquilibres entre les régions côtières et l'intérieur du pays ou la fracture entre le peuple

5. Zhao Ziyang (1919-2005) est un ancien secrétaire général du Parti, une figure de proue du courant réformateur au sein du Parti. Lors du mouvement de 1989, alors secrétaire général du Parti, il prône une politique visant à « résoudre les conflits de manière démocratique et selon la loi », une ligne opposée au camp conservateur et à la position de Deng. Il démissionne de son poste sous la pression, en désaccord avec la politique de répression du mouvement. Jusqu'en 2005, l'année de son décès, il a été assigné à résidence surveillée, perdant ainsi sa liberté. Mais jusqu'à sa mort, il n'a manifesté aucun regret à l'égard de son choix et a exprimé de différentes façons sa position en faveur du mouvement démocratique de 1989. Voir le glossaire des noms propres.

et les élites, ainsi qu'une compréhension plus profonde des souffrances du peuple sont des facteurs positifs pour être les plus hauts dirigeants du pays.

Mais ces éléments ne sont pas suffisants pour garantir que le PCC servira véritablement le peuple comme le proclame son slogan depuis plusieurs décennies, de même qu'il ne suffit pas de prononcer des dizaines de fois le mot « peuple » ou de faire preuve de pragmatisme pour effacer la contradiction profonde qui existe entre « agir en homme de bien » et « conserver le régime ».

Le régime actuel de parti unique est le produit d'une histoire spécifique. Et même s'il a accompli certaines réalisations ces vingt dernières années et a reçu des louanges, il ne peut pas effacer certaines contradictions entre sa nature profonde et les tendances de la civilisation moderne. C'est pourquoi, du point de vue de l'histoire longue, toutes ces réalisations risquent de n'être que de courte durée. L'Union soviétique n'a-t-elle pas eu elle aussi pendant longtemps des patriotes se réjouissant du statut de vice-champion ou de médaille de bronze de l'économie mondiale ? Or la force actuelle de la Chine est-elle vraiment supérieure à celle de l'Union soviétique à son époque ? Les ressources sur lesquelles s'appuyer sont-elles plus importantes ? Le potentiel international est-il plus élevé ?

Les défis auxquels doit faire face la Chine sont aujourd'hui innombrables, mais le cœur du problème est unique et réside dans les obstacles institutionnels, en particulier politiques, qui risquent de la priver d'un développement pacifique et stable. Là est la racine de la décadence morale généralisée, du renforcement des contradictions sociales et du mécontentement croissant de la population. Ce n'est qu'en ayant le courage d'agir à la force du poignet et de trancher dans le vif pour supprimer les obstacles qui se sont accumulés et réformer le système que pourra être accompli l'idéal de l'homme de bien. En revanche, si l'objectif premier est de « conserver le régime » (le parti unique actuel) et qu'« agir en homme de bien » est un objectif secondaire, alors les mesures et les honneurs politiques pour acheter les gens et reconforter sa conscience individuelle entraîneront de manière prévisible une grande vague d'opposition. Et à ce moment-là, face à la difficulté de conserver le régime et son pouvoir personnel, il sera alors bien difficile de se comporter en homme de bien !

La mer peut porter un bateau comme le faire chavirer. Si le système n'est pas réformé, « agir en homme de bien » ne pourra être finalement qu'un soulagement temporaire. La source du régime réside dans la volonté et les intérêts du peuple. Or s'agit-il de conserver le pouvoir d'un parti unique ou le pouvoir du peuple ? La contradiction entre les deux est évidente, il ne suffit pas de s'appuyer sur je ne sais quel « représentant » pour la résoudre, mais bien sur les institutions, et seule la pratique peut le prouver. La souveraineté populaire est le fondement de la politique moderne. Or comme le dit le dicton : « Un régime dure comme s'il était forgé par le fer, les carrières des serviteurs du régime passent comme le courant de la rivière. » Le Parti se comporte comme un maître alors qu'il n'est qu'un hôte, mettant la charrue avant les bœufs pour conserver son propre pouvoir. Envoyer le peuple à la mort, considérer les citoyens ordinaires comme des « chiens de paille⁶ », voilà la seule farce à la fin souvent tragique que ne cessent de jouer les pouvoirs despotiques. Ce n'est qu'en définissant le régime comme celui du peuple, comme un régime démocratique, que « conserver le régime » peut avoir une réelle signification, et que cela pourra coïncider avec « agir en homme de bien », résolvant ainsi la contradiction entre les deux.

DE GRANDS HOMMES OU DES GENS MÉDIOCRES ?

Même en agissant dans le cadre institutionnel existant, le système actuel étant de plus en plus l'otage de groupes d'intérêts, celui qui voudrait réellement agir en homme de bien devra faire face à ces intérêts puissants, notamment à des proches qui pratiquent la corruption depuis une génération. Si on n'a pas le courage d'agir contre leur volonté et de « mal se comporter », si on n'a pas le cran et le sang-froid pour affronter leurs calomnies et leurs attaques, alors il ne sert à rien de parler de « refonder le pouvoir ».

6. La métaphore vient de la célèbre phrase de Laozi – « Shi baixing ru chugou » (Il regarde le peuple comme les chiens de paille [destinés au sacrifice]), au chapitre 5 du *Daodejing* (De la voie et de la vertu) – maintes fois citée dans l'histoire de la Chine pour critiquer les hommes politiques et les empereurs qui sacrifiaient les vies humaines pour satisfaire leurs propres besoins.

En réalité, pour cette nouvelle génération de dirigeants, la situation nécessite une nouvelle façon de penser les problèmes : s'agit-il d'être un grand homme qui fasse évoluer les choses ou bien de laisser les choses sans rien faire, quitte à ce que cela se termine en catastrophe et à être jugé par l'histoire ? Le temps de l'attentisme est maintenant révolu, on ne peut plus se contenter d'« agir en homme de bien » quand l'espace de choix s'est rétréci.

L'histoire a toujours jugé les dirigeants en fonction de leur capacité à résoudre les problèmes auxquels ils faisaient face : avant la prise du pouvoir par le PCC, la Chine était ouverte. Mais après la fermeture et la rigidité du régime maoïste, la réforme et l'ouverture sont apparues comme une contribution majeure, de même que les dirigeants qui les ont promues. Aujourd'hui, comment faire pour que la Chine ne retombe dans le piège de la stagnation, voire du chaos, et qu'elle franchisse une nouvelle étape ? C'est en fonction de cela que l'histoire jugera cette nouvelle génération de dirigeants.

XI. PAUVRE MO YAN

Cet article est paru sur le site de la section chinoise de la BBC le 10 décembre 2012.

Le 10 octobre 2012, Mo Yan recevait le prix Nobel de littérature à Stockholm, habillé en smoking. Deux jours auparavant, il expliquait son style littéraire dans une autre réunion publique, habillé en costume Mao. Peut-être que, d'une certaine manière, cet art vestimentaire explique déjà ce que je souhaite exprimer dans cet article : l'ambiguïté entretenue entre cet écrivain et le pouvoir, qui reflète la situation actuelle de la production littéraire et artistique en Chine.

Remporter le prix Nobel de littérature est une joie immense, mais à regarder Mo Yan sur les photographies de la conférence qu'il a donnée sur son style littéraire, affublé de sa veste à col Mao, à entendre son discours de remerciement et ses réponses aux journalistes, on reste « sans voix¹ », comme son nom de plume, éprouvant seulement une forme de pitié.

UN ÉCRIVAIN SANS VOIX ET LE SYSTÈME DE LA CENSURE

Un écrivain est quelqu'un qui fait usage de la parole, mais en Chine, il doit souvent rester « muet », et nous n'avons aucun moyen de savoir ce qu'il ressent et pense vraiment.

Le journaliste français Pierre Haski a enregistré une conversation qu'il a eue avec Mo Yan qui a été témoin du mouvement de 1989. L'écrivain lui a dit : « Après 1989, je n'ai plus jamais cru au Parti. » Mais cette parole, il n'admettra sûrement pas l'avoir prononcée, elle rentrera probablement dans sa catégorie « sans voix » et il ne l'exprimera jamais publiquement.

1. *Mo yan*, en chinois, signifie « ne pas parler », « sans parole ».

C'est pourquoi on ne peut qu'éprouver de la pitié si les conceptions exprimées lors de son discours et de sa conférence de presse vont à l'encontre de ses pensées et ne reflètent pas ses véritables opinions ; mais le sentiment de pitié est encore accru s'il s'agit de ses véritables opinions. Parce qu'il aura alors déjà intériorisé certaines logiques de pouvoir du système pour en faire ses propres convictions, n'ayant plus de conscience ni d'esprit critique.

Par exemple, lorsqu'il a affirmé que « tout pays a un système de censure », son affirmation avait l'air catégorique, mais en réalité elle dénotait soit une incompréhension totale, soit une déformation des faits.

Ainsi, les limites juridiques qui existent, dans certains pays, à l'égard des opinions faisant l'apologie du racisme ne sont pas une institution de censure, et n'ont absolument rien à voir avec la censure des œuvres avant leur publication ou l'interdiction des droits fondamentaux d'expression des citoyens quand ils critiquent, par exemple, la corruption politique.

Utiliser le premier argument comme équivalent du second, pour justifier le second, révèle soit un esprit confus qui ne distingue plus le noir du blanc ; soit une volonté de confondre les deux et de faire passer des vessies pour des lanternes. Si on affirme ainsi qu'il existe des discriminations contre les femmes dans tous les pays, cela rend-il pour autant légitime la pratique des pieds bandés² ? La compréhension de Mo Yan est-elle la même que celle de ces « jeunes en colère » ou de ces Chinois d'outre-mer « patriotes » qui se servent de l'existence de la corruption dans les pays démocratiques pour parer de normalité et justifier la corruption endémique et néfaste qui règne en Chine ?

Dans les pays démocratiques, les limites à l'expression sont soumises à un encadrement très précis, réduites à leur strict minimum dans la mesure du possible, avec comme principe fondamental de

2. Une coutume traditionnelle chinoise a longtemps imposé aux femmes chinoises de se bander les pieds dès leur plus jeune âge pour atteindre une norme de « beauté » de petite taille. Les femmes n'ayant pas ces pieds de petite taille étaient très mal vues et avaient même du mal à se marier. Cette tradition, cible de critiques depuis l'époque moderne, fut petit à petit prohibée et disparut au cours de la première moitié du ^{xx}e siècle à l'exception de certains cas isolés.

défendre la liberté individuelle sans nuire à la liberté et à la dignité d'autrui. Malgré cela, ces pays sont souvent l'objet de surveillance et de critique de la part des défenseurs des droits de l'homme. Ce qui est fondamentalement différent des pays dictatoriaux qui institutionnalisent et abusent de limites à l'expression normale des citoyens.

Mo Yan ne sait-il vraiment pas faire la différence entre les deux? Pourquoi alors espérer que « Liu Xiaobo pourra être libéré le plus rapidement possible³ »? Selon le raisonnement de Mo Yan, l'emprisonnement de Liu Xiaobo par les autorités n'est-il pas juste, lui aussi? Car quel régime ne condamne pas des gens à des peines de prison?

LES VALEURS UNIVERSELLES⁴ ET L'HUMANITÉ GÉNÉRALISÉE

Le raisonnement développé par Mo Yan est conforme à la logique rhétorique souvent pratiquée par le Parti ; chaque pays a ses propres conditions nationales et a besoin de ses propres politiques et institutions.

D'un certain point de vue, c'est exact, mais si l'on étend cette logique de manière excessive, on peut alors conclure que les conditions nationales de la Chine rendent impossible toute démocratie dans ce pays et que les Chinois n'ont pas le droit de s'informer. Comment ne pas voir dans ce raisonnement un absurde ergotage sans vergogne?

Les dictateurs du monde entier justifient ainsi le fait que la démocratie ne peut être mise en œuvre dans leur pays et que le pouvoir ne peut y être surveillé ; mais ils ne connaissent pas souvent une fin heureuse, ce qui illustre l'universalité du point de vue humaniste souvent mis en avant dans son œuvre par Mo Yan : les gens aspirent

3. Lors d'une conférence de presse qui eut lieu le 12 octobre 2012 dans sa province natale du Shandong, quand un journaliste étranger lui posa une question sur Liu Xiaobo (1955-2017), un autre Prix Nobel, Mo Yan répondit qu'il souhaitait que « Liu soit en bonne santé et qu'il soit libéré le plus tôt possible ». Voir la notice biographique de Liu Xiaobo dans le glossaire des noms propres.

4. *Pushi jiazhi*. Voir le glossaire des expressions chinoises.

à la justice, à la liberté et à la dignité, personne n'est prêt à accepter que ses droits et sa dignité soient humiliés et piétinés.

Par ailleurs, il existe encore dans le monde des critères et des principes généraux, sinon, pourquoi Mo Yan irait-il chercher un prix reconnu mondialement ? Si les Chinois et les Norvégiens étaient de nature différente, les prix institués en Chine suffiraient amplement.

J'ai vu un internaute déclarer : « Les Occidentaux espéraient que Mo Yan dirait du mal de la Chine, mais Mo Yan n'a rien dit, c'est un chic type. » En réalité, si Mo Yan exprimait réellement ce qu'il pensait, ce serait une autre affaire. La véritable question est la suivante : que pense donc Mo Yan au fond de son cœur ? Dans sa littérature, il formule en réalité de nombreuses critiques à l'égard de son propre pays, mais il ne traite que de la période maoïste. S'il ne s'exprime pas sur la Chine actuelle, est-ce parce qu'il ne le souhaite pas ou parce qu'il n'ose pas ? Nous n'avons aucun élément pour en juger.

LA LITTÉRATURE ET LA POLITIQUE DE MO YAN

D'un point de vue sociologique et psychologique, il n'est en réalité pas très difficile d'analyser le phénomène Mo Yan, ses œuvres et ses prises de position, à partir de ses premières expériences.

Mo Yan a la sincérité et la simplicité d'un paysan et certaines caractéristiques propres aux enfants des campagnes qui ont grandi dans cette période : le désir de sortir de sa condition, de quitter la pauvreté pour avoir une grande maison, de pouvoir se nourrir par son travail d'écrivain et d'être l'égal des citadins. Tous ces rêves ont probablement une influence sur la grandeur de son esprit.

Il éprouve à l'égard du pouvoir de la haine et de la révolte, à la source de la critique présente dans ses œuvres, mais aussi de l'admiration, de l'envie et de la peur, ce qui peut expliquer l'ambiguïté de ses rapports avec le pouvoir, et même parfois certaines formes de flatterie, comme ses poèmes vantant le modèle de Chongqing⁵.

5. Voir l'article « Wang Lijun, le modèle de Chongqing et le changement de pensée en Chine ».

Il ressemble à quelqu'un qui a souffert d'une faim extrême et qui a développé un amour pathologique pour n'importe quel aliment qu'il reçoit, craignant que la famine ne revienne de nouveau sans crier gare ; la peur, la terreur de perdre prend le pas sur le reste. Il est semblable à ces droitiers qui affichent leur amour pour le Parti et le pays même si les bureaucrates d'aujourd'hui sont bien plus corrompus que ceux de 1957. Ils ne les critiqueront jamais, ne diront que du bien d'eux, afin d'éviter de refaire les mêmes erreurs⁶.

Mo Yan dit qu'on ne le forcera pas à afficher sa position ; il a raison, personne ne devrait être forcé d'afficher une position. Mais cela ne saurait signifier qu'il n'y a pas de bien et de mal, ni servir de prétexte rhétorique pour taire sa position en face du grand mal et du grand bien. Il est donc tout à fait légitime de se poser la question suivante : quand Mo Yan a chanté les louanges du modèle de Chongqing, l'a-t-il fait avec sincérité ou seulement parce qu'il était contraint d'afficher une position⁷? Nous pouvons comprendre et même, dans certaines circonstances, pardonner largement les paroles de Mo Yan, mais il y a une limite : il devrait lui-même fixer une ligne rouge à sa conscience, le franchissement de cette ligne le faisant passer dans le camp adverse et perdre sa conscience.

Mo Yan est l'un des écrivains chinois contemporains les plus importants, et ses œuvres littéraires sont dignes de reconnaissance, mais ses mots, ses pensées, son style, son arrière-plan culturel ne font pas de lui un très grand écrivain.

En réalité, une grande partie des lauréats du prix Nobel de littérature sont rarement de très grands écrivains, tout au plus sont-ils des écrivains de premier, voire, pour certains, de second rang.

6. La campagne politique antidroitiste menée par Mao en 1957 a condamné au statut de « droitier » (l'équivalent d'« antirévolutionnaire ») au moins un demi-million d'intellectuels chinois qui avaient exprimé certaines critiques ou de simples réserves à l'encontre des officiels ou du style de gouvernance du Parti. Presque la totalité d'entre eux a été réhabilitée au début des années 1980. Parmi ces réhabilités, qui ont survécu aux camps de travail, à la prison, à la torture et à de mauvais traitements en tout genre, certains ne cessent désormais de faire l'éloge du Parti et sont devenus, à travers leurs discours et leurs œuvres, de fervents défenseurs du régime.

7. Des internautes ont révélé que Mo Yan avait écrit un poème de style populaire en éloge au modèle de Chongqing le 8 novembre 2011, lorsque Bo Xilai, le fondateur de ce modèle, était encore une étoile politique montante.

Comme bon nombre des lauréats de ce prix, ce qu'offre Mo Yan à la Chine a plus une valeur historique que littéraire, les chercheurs pourront y étudier l'impuissance d'un écrivain de son époque, les transformations subies par les campagnes chinoises et les vicissitudes personnelles, mais ses œuvres n'ont pas les caractéristiques des grandes œuvres qui transcendent l'espace et le temps pour révéler l'esprit et les pensées humanistes.

Pour les écrivains chinois ayant subi une telle destruction culturelle et se tenant sur des ruines culturelles, être contraint à être « muet » et à ne s'exprimer que sous la forme de propos détournés ou allégoriques ne peut produire que des œuvres décoratives et superficielles ou des œuvres de commande, empêchant ainsi l'apparition de grandes œuvres en Chine. Mais l'aspiration, accidentelle ou enthousiaste, de certains à l'égard du pouvoir et de l'argent, l'absence chez eux d'une conscience transcendante, d'un terreau culturel et d'une grande personnalité ne sont-elles pas également des raisons sur lesquelles devraient se pencher les écrivains chinois afin de mener une autocritique ? Depuis l'époque moderne, la Chine a certes enduré de nombreuses souffrances et éprouvé le poison du système communiste, mais en comparaison avec l'ancienne Union soviétique, avons-nous eu un docteur Jivago ?

Pauvre Mo Yan, représentatif de fait des pauvres Chinois, contraints à être « sans voix », et des pauvres écrivains chinois « muets » comme lui.

XII. LE PHÉNOMÈNE DES WUMAO, ACCÉLÉRATEUR DU DÉPÉRISSEMENT DU PCC

Cet article est paru dans la revue hongkongaise Yangguang Shiwu le 21 février 2013.

Internet occupe une place de plus en plus importante dans la vie des Chinois depuis la fin des années 1990. Comment le contrôler ? Cela représente un grand défi de gouvernance pour les autorités. Les méthodes employées relèvent de deux catégories : l'une consiste à supprimer toutes les opinions et informations sur Internet qui n'entrent pas dans le cadre fixé par le Parti, à construire une « muraille » électronique pour empêcher l'accès à des réseaux extérieurs ; l'autre vise à orienter l'opinion publique, notamment à travers le phénomène analysé ici : les wumao, littéralement « cinquante centimes », qui désignent des « agents d'information du réseau » chargés d'afficher sur Internet des commentaires favorables au Parti et à l'État et d'attaquer toute opinion jugée critique à l'encontre de l'État-Parti en échange d'une rémunération. Selon le système, chaque fois qu'un tel agent affiche un commentaire de ce genre sur Internet, il peut recevoir une rémunération de cinquante centimes (wumao). Selon différentes informations, on estime que des millions de ce genre de faux internautes sont actifs sur la Toile chinoise. Il nous semble que ce phénomène des wumao est actuellement moins intense qu'auparavant, cela pour une raison simple : le contrôle d'Internet n'a jamais été aussi sévère. Le masque est désormais plus ou moins tombé : on supprime directement les comptes personnels sur Internet et les opinions ne correspondant pas à la ligne officielle ont de moins en moins de chances d'être affichées. Mais cela ne signifie-t-il pas justement l'échec de ce système des wumao ?

Le phénomène des *wumao* (cinquante centimes), y compris le terme, est apparu il y a seulement quelques années et reflète une crise de gouvernance profonde du Parti communiste chinois. D'un côté, avec l'émergence d'Internet, les canaux d'information et d'expression traditionnels ont perdu leur monopole ; de l'autre, « gouverner le pays selon la loi » est devenu une politique nationale, dont la façade doit certes encore être maintenue, mais qui signifie qu'on ne peut plus étouffer les droits d'expression de la même manière que par le passé. Avec l'aggravation de la corruption et le développement d'une conscience civique autonome, les voix critiques sont de plus en plus fortes, mais le Parti ne peut pas les laisser se développer et occuper l'espace d'expression sur Internet.

C'est pourquoi les cadres en charge de la propagande et du maintien de la stabilité ont adapté à l'ère du temps leur ancienne mission d'« orienter l'opinion publique¹ » en inventant les *wumao* : des « agents d'information du réseau » et autres qui interviennent sur Internet en se faisant passer pour de simples internautes et surveillent les échanges, tout en calomniant, insultant, réprimant et attaquant les voix critiques qui ne sont pas en accord avec les positions officielles ; ils utilisent des informations et des conceptions spécieuses pour créer de la confusion, ils jouent le rôle de fidèles qui aiment le Parti et le pays, créant une atmosphère propice pour chanter les louanges des dirigeants et des politiques actuelles...

Pourtant, ce dont les dirigeants chinois ne se rendent pas compte, c'est que cette méthode, même si elle semble gagner du terrain dans l'opinion publique et permettre de préserver le régime, ne peut qu'accélérer en définitive son dépérissement.

La raison en est simple : toute bonne décision dépend de l'obtention de vraies informations et d'un jugement honnête à leur égard, que l'on soit dans le domaine économique ou politique. Les sociétés modernes sont des sociétés de l'information, instables ; aucun entrepreneur ou homme politique ne peut prendre des décisions rationnelles et efficaces sur la base d'informations erronées ou largement

1. *Yulun yindao* (orienter l'opinion publique) est un terme courant qui définit l'une des tâches prioritaires du Parti consistant à employer toutes les méthodes possibles pour orienter l'opinion publique sur une affaire, un incident, une politique, ou autres, dans la direction souhaitée par le Parti.

incomplètes. Or l'opinion publique de la société soi-disant produite par l'intervention des *wumao* n'est pas une vraie opinion publique, personne ne peut dire si la colère ou la joie exprimées par les *wumao* reflètent une ambiance sociale authentique. Face à ce genre d'opinions et de comportements publics irréels, les dirigeants, qu'ils se complaisent dans l'autosatisfaction ou soient emplis de doutes et de craintes, risquent de prendre des décisions erronées et même de provoquer des catastrophes irréparables.

En réalité, tout le monde, en Chine et à l'étranger, des anciens aux contemporains, sait bien que des informations fausses produisent des catastrophes, en politique comme dans la vie. L'histoire antique d'« allumer des signaux de détresse pour plaisanter avec ses vassaux² » s'est diffusée jusqu'à aujourd'hui, de même que la fable de « celui qui crie au loup », pour alerter les gens sur la dangerosité de cette pratique. L'ennui est qu'en raison du système et de la faiblesse humaine, les dirigeants des régimes despotiques ont tendance à refuser la vérité et à déformer les informations, reproduisant sans cesse de manière tragique ces histoires antiques. L'un des doyens des sciences politiques aux États-Unis, David E. Apter, professeur à l'université Yale, m'a fait une confidence sur son ami, le politologue renommé Zbigniew Brzeziński, qui avait anticipé la possible désintégration de l'Union soviétique : l'une des raisons de la clairvoyance de Brzeziński était que les informations du système étaient entravées à l'extrême. Dans le traitement officiel du mouvement étudiant de 1989, le système de pouvoir a également manqué d'une connaissance et d'une compréhension du pouls réel de la société. Après la mort soudaine de Hu Yaobang³, le secrétaire général du Parti Zhao Ziyang avait demandé aux responsables de la

2. Le dernier roi des Zhou occidentaux, Zhou Youwang (795-771 av. J.-C.), fut un roi lâche et sans vergogne. Pour plaire à sa concubine Bao Si, il donna même l'ordre d'allumer les feux de toutes les tours de garde du pays, habituellement destinés à informer ses vassaux d'une invasion, ces derniers ayant alors le devoir de venir en aide au roi. Puisque ce roi avait à plusieurs reprises créé de fausses alertes, lorsque le vrai danger surgit, personne ne vint lui porter secours. Il fut ainsi tué par un peuple nomade et ce fut la fin de la dynastie des Zhou occidentaux.

3. Hu Yaobang (1915-1989) est un vétéran révolutionnaire, secrétaire général du Parti de 1982 à 1987, date à laquelle il fut limogé par les conservateurs. Son décès le 15 avril 1989 contribua à déclencher le mouvement démocratique de la place Tiananmen. Voir le glossaire des noms propres.

sécurité publique et de l'éducation, Qiao Shi⁴ et Li Tiejing⁵, de surveiller les dynamiques de la société ; la réponse de ces derniers a été que la société et les étudiants étaient « relativement calmes » et qu'il n'y aurait « pas de grand désordre⁶ ». En réalité, dès la seconde moitié de 1988, les personnes quelque peu attentives à la situation avaient déjà le sentiment qu'un événement majeur allait se produire, anticipant l'explosion qu'allait provoquer le décès de Hu Yaobang. En ce qui concerne les personnages politiques tels que Li Peng⁷ et Chen Xitong⁸ qui, en raison de leurs propres intérêts, ont rapporté à Deng Xiaoping des informations sélectives sur les demandes politiques des étudiants, conduisant directement ce dernier à qualifier le mouvement étudiant de « désordre » puis à inspirer l'« éditorial du 26 avril⁹ », tous, membres du régime ou de l'opposition, savent bien l'influence que cela a eue sur les événements ultérieurs.

En parlant de 1989, l'image la plus forte dans les mémoires est sans doute celle du rassemblement de masse organisé et diffusé en

4. Qiao Shi (1924-2015) est un ancien membre du Comité permanent et un ancien président de l'Assemblée nationale populaire de Chine. Au moment des manifestations sur la place Tiananmen, il était le secrétaire de la Commission des affaires politiques et juridiques en charge de la sécurité nationale.

5. Li Tiejing (né en 1936) est un ancien membre du Bureau politique et un ancien vice-président de l'Assemblée nationale populaire de Chine. Au moment du mouvement de la place Tiananmen, il était le responsable de la Commission de l'éducation nationale.

6. Voir Zhang Liang, *Liusi zhenxiang* (La vérité sur le 4 juin), Hong Kong, Mingjing chubanshe, 2001, p. 108. Une traduction française est parue en 2004 aux éditions du Félin : *Les Archives de Tiananmen* (trad. par Jean-Philippe Béjâ et Raphaël Jacquet).

7. Li Peng (né en 1928), fils d'un martyr communiste et fils adoptif de Zhou Enlai, est devenu Premier ministre à la fin des années 1980. Il a joué un rôle très important au moment de la répression du mouvement de la place Tiananmen, incarnant la ligne dure favorable à l'usage de la force militaire pour éradiquer le mouvement. Voir le glossaire des noms propres.

8. Chen Xitong (1930-2013), ancien maire puis secrétaire général du Parti de Pékin, membre du Bureau politique de 1992 à 1995, s'est fait connaître à l'échelle nationale et internationale en raison de son rôle actif joué dans la répression du mouvement de 1989. Voir le glossaire des noms propres.

9. La publication de l'éditorial du 26 avril du *Quotidien du Peuple* fut un tournant dans le déroulement du mouvement de protestation en 1989 car il qualifia officiellement pour la première fois ce mouvement de *shehui dongluan* (désordre social). Dans le langage officiel conventionnel, cela signifie un acte politique subversif. Cette qualification mit les étudiants en colère, et l'hostilité entre les protagonistes franchit une nouvelle étape. Nous savons aujourd'hui que cet éditorial a été rédigé selon l'avis de Deng Xiaoping, mais que celui-ci a formé son opinion à partir d'informations déformées rapportées par Li Peng et Chen Xitong. Voir Zhang Liang, *Liusi zhenxiang* (La vérité sur le 4 juin), p. 194-197.

direct par les autorités roumaines le 21 décembre pour condamner les prétendues « émeutes contre-révolutionnaires », en particulier le gros plan sur le visage confus de Ceausescu (à l'époque secrétaire général du Parti communiste roumain) avant l'interruption de la diffusion. Quelques minutes auparavant, il condamnait encore avec arrogance les laquais de l'impérialisme et les gens lui criaient des slogans de soutien. On ne sait à quel moment la foule a cessé de l'acclamer et a hurlé, pleine de colère, des slogans anti-Ceausescu. Perché sur un très haut balcon, le dirigeant prend soudainement conscience qu'il ne s'agit plus des slogans de clameur bien orchestrés par ses subalternes et qu'il a l'habitude d'écouter depuis une vingtaine d'années. La confusion apparaît alors sur son visage : que se passe-t-il ? Le peuple est-il en train de s'opposer à moi ? L'image s'arrête là, l'histoire est en train de basculer à cet instant et il est déjà trop tard pour lui !

Le comportement des *wumao* d'aujourd'hui n'est rien d'autre qu'un soutien au Parti et aux grandes « parades » organisées sur Internet par les dirigeants, semblable en tout point à ces activités de propagande clamant longue vie à « l'empereur » orchestrées par les autocrates. Les dirigeants pensent à tort qu'ils peuvent ainsi fabriquer l'opinion publique et tromper les masses, mais les seules personnes qu'ils trompent ne sont souvent qu'eux-mêmes : en réalité, on ne sait même pas ce que pensent réellement ceux qui travaillent comme *wumao*. Sont-ils comme Wang Lijun¹⁰ qui ordonnait qu'on fasse ses louanges sur le site Internet de la police, soutenait les idées de Kong Qingdong¹¹ sur le caractère nationaliste, accusait les États-Unis de ne pas avoir d'amis, reprochait aux avocats de « manger à tous les râteliers » et aux gens de lettres de « vouloir détruire le régime » ? Au moment clé, il a pris la fuite pour se réfugier au consulat américain, dévoilant ainsi ses véritables pensées : les Américains sont plus fiables que le Parti.

10. Voir le glossaire des noms propres et l'article « Wang Lijun, le modèle de Chongqing et le changement de pensée en Chine » p. 55.

11. Kong Qingdong (né en 1964) est un professeur de littérature à l'université de Pékin, l'un des représentants du courant néo-maoïste et nationaliste.

En réalité, dans une grande époque comme celle que nous vivons, il est normal d'assister à l'émergence de toutes sortes d'opinions et de conceptions, pro-Mao ou anti-Mao, pro-américaines ou anti-américaines. Le problème est qu'en l'absence de garantie fondamentale de la liberté d'expression et avec l'apparition du phénomène des *wumao*, nous ne pouvons plus savoir si les nombreuses conceptions exprimées sur Internet sont vraies ou fausses. C'est une situation très dangereuse pour l'État et pour ses dirigeants. Xi Jinping a récemment souligné qu'il était attentif aux «vives critiques», c'est un comportement qu'il faut approuver. Mais si la libre expression n'est pas réellement permise, si de nombreux sites et comptes ne cessent d'être fermés, il sera difficile d'entendre de vraies critiques, surtout si le phénomène des *wumao* au service du pouvoir continue. Le danger de désintégration du régime sera alors bien réel en raison du dysfonctionnement de l'information.

Pour le progrès de la nation et dans l'intérêt des dirigeants eux-mêmes, la libre expression devrait être tolérée, et les *wumao* enterrés!

XIII. APRÈS LES INSULTES ET LES ATTAQUES DES MAOÏSTES, BIENTÔT DES ASSASSINATS ?

Cet article est paru dans la revue hongkongaise Dongxiang le 17 mars 2013.

Il y a quelque temps, un incident a suscité une grande attention en Chine : lors d'une séance de dédicace, Li Chengpeng¹, écrivain publiant sur Internet, a été frappé, insulté et a même failli recevoir un coup de couteau. Ce nouveau fait s'ajoute à la liste des incidents violents qui ne cessent de se produire en Chine à l'encontre de personnalités publiques et qui suscitent une grande controverse.

UN PRÉSAGE D'ATTENTION

Ces dernières années, les querelles d'opinion et la violence verbale sur Internet n'ont cessé de s'intensifier, débordant même dans la rue. L'histoire prouve que, dans les sociétés qui ne disposent pas de garanties institutionnelles complètes et qui n'ont pas une tradition culturelle de tolérance, lorsqu'un conflit verbal à base idéologique se développe jusqu'à un certain point, il est difficile d'éviter un conflit social de grande ampleur. C'est pourquoi l'attaque contre Li Chengpeng nécessite notre plus grande attention.

Dans cet épisode de passage à tabac, il convient de souligner que les agresseurs ont habillé leur geste violent de l'argument de la justice : celui qui était frappé était un « traître » ! Il méritait par

1. Li Chengpeng (né en 1968) est un commentateur de football pour la télévision, devenu un écrivain et un blogueur très connu de sa génération. Il s'est rendu célèbre par ses écrits critiques et satiriques depuis les années 2000.

conséquent d'être insulté et frappé. C'est exactement du même acabit que lorsqu'une célèbre personnalité néo-maoïste, maître de conférences de l'université de l'aéronautique de Pékin, Han Deqiang², a frappé un octogénaire. Le problème n'est pas le caractère discutable de la légitimité de ces agresseurs se présentant comme l'incarnation de la justice et les défenseurs de la nation ; la question est de savoir quel sera le prochain acte de ces maoïstes si les personnes frappées maintiennent leur position. Han Deqiang y a répondu sans la moindre once de remords : il faut continuer à frapper !

Quelle sera la suite logique si ces personnes n'arrivent pas à leurs fins en frappant de la sorte ? La méthode employée par Mao que vénèrent comme un dieu ces maoïstes était dans ce cas d'emprisonner et de tuer sans hésitation. Dans la pratique politique et intellectuelle de Mao, les exemples ne manquent pas de gens de gauche et même de camarades de lutte exécutés au nom de la révolution et surtout au nom de la préservation de son autorité absolue. Pour le dire franchement, au cœur de sa pensée sur la dictature, le passage à tabac et le meurtre sont là pour unifier les pensées politiques et obtenir de chacun une obéissance absolue.

Partant de là, que des maoïstes qui se revendiquent héritiers de Mao appellent ouvertement sur leurs sites Internet à pendre les personnalités libérales qui ne partagent pas leurs opinions apparaît comme une suite logique. L'appel à tuer en masse émis par le célèbre maoïste Zhang Hongliang³, de même que le discours interne prononcé par Bo Xilai expliquant qu'on n'avait pas assez tué de gens en 1989 et qu'il était prêt à massacrer plus de 3 000 personnes pour préserver la stabilité de Chongqing correspondent à l'évidence à la logique et à la tradition de pensée dictatoriale de Mao.

2. Han Deqiang (né en 1967) est maître de conférences à l'université de l'aéronautique de Pékin et néo-maoïste. Le 18 septembre 2012, à Pékin, alors que des nationalistes manifestaient contre le Japon le jour anniversaire de l'invasion de la Chine par les Japonais, un octogénaire présent sur les lieux a exprimé un point de vue critique à propos de Mao. Han, également présent, le gifla lourdement. Il se justifia en affirmant qu'il avait puni « le traître ayant insulté Mao ». Voir le glossaire des noms propres.

3. Zhang Hongliang (né en 1955) est professeur à l'Université centrale des nationalités et un représentant des néo-maoïstes, connu aussi pour ses positions ultranationalistes.

« LES MAOÏSTES NE FORMENT QU'UNE FAMILLE »

Ceux qui ont vécu la Révolution culturelle n'ont que trop éprouvé les conséquences néfastes de cette violence verbale et physique. Le problème est qu'après la Révolution culturelle, pour des impératifs liés au pouvoir, les dirigeants n'ont jamais procédé à l'examen critique de cette pensée violente chez Mao.

Dans les années 1980, examinant les raisons et les conséquences tragiques de la Révolution culturelle, la société civile a fait l'éloge de l'État de droit et de l'esprit de tolérance issu du libéralisme. Le livre *La Tolérance* de Hendrik Willem Van Loon était même devenu un best-seller. Mais ces efforts sont évidemment entrés en conflit avec un régime qui tirait sa légitimité de Mao et ont été l'objet de répression à des degrés divers. Une culture faisant l'apologie de la tolérance et du respect des opinions divergentes n'a par conséquent pas pu être établie solidement en Chine. Sans parler de 1989 et de l'utilisation par l'État des forces armées pour écraser les opinions exprimées par les étudiants, les exemples ne manquent pas, ces dernières années, de recours à des méthodes mafieuses par les autorités, d'expulsions par la force, de répression à l'encontre des personnalités défendant les droits civiques. Quelques articles publiés sur Internet peuvent valoir des années d'emprisonnement... L'État de droit n'a pu obtenir l'autorité nécessaire à sa mise en œuvre. Tout cela s'explique par cette culture de la violence qui continue à se propager en Chine, avec de plus en plus d'intensité.

Même s'ils ne disposent d'aucun pouvoir, les néo-maoïstes apparus après les années 1990 continuent à brandir le drapeau populiste de Mao et à faire l'apologie des idées dictatoriales de Mao. Si libéraux et maoïstes adoptent une position critique à l'égard des politiques actuelles, leurs points de départ et leurs cibles sont radicalement différents ; or l'attitude adoptée par les dirigeants à l'égard des libéraux est de même nature que celle des maoïstes. En raison de leurs affinités idéologiques avec le système, les maoïstes peuvent donc en toute confiance puiser dans les ressources de Mao, brandir l'étendard de Mao pour étendre de manière légitime leur influence (le tourisme rouge, les chants rouges et autres sont ainsi mis en avant par les autorités), attaquer les autres (se servir de la qualification pénale d'insulte et de calomnie au grand dirigeant étant considéré

comme normal, la raison invoquée par Han Deqiang pour son passage à tabac de l'octogénaire était précisément « insulte et calomnie à l'encontre du fondateur du pays », sans craindre de grands ennuis. Même si les officiels sont conscients du problème que peut constituer le développement de ces maoïstes, ils ont besoin de ce genre de voyous pour diluer, équilibrer et affaiblir l'influence du courant libéral. Ils les tolèrent donc, permettant à des personnages comme Sima Nan⁴, Kong Qingdong⁵ et Zhang Hongliang de pavoiser, invités d'honneur de certaines cérémonies officielles, les encourageant ainsi sans vergogne à insulter, voire à appeler à la violence physique.

Même si, dans le passé, Deng Xiaoping et d'autres dirigeants ont mis en garde sur le fait que le gauchisme à la façon de Mao était la principale menace en Chine, dans leur esprit, en réalité, le courant libéral restait le principal danger. Les maoïstes ne sont en réalité qu'une grande famille, qui cherche à préserver son pouvoir actuel. Seuls divergent les avis concernant la méthode pour y parvenir. À l'inverse, le courant libéral appelle à une refonte totale du système, c'est pourquoi, bien qu'insatisfait de certains chefs conservateurs de gauche, Deng Xiaoping ne leur a jamais réservé le même traitement qu'aux dirigeants comme Hu Yaobang et Zhao Ziyang qui étaient partisans de la liberté et avaient leurs propres opinions ; là réside aussi la raison pour laquelle, aujourd'hui, Kong Qingdong peut insulter, Han Deqiang et d'autres peuvent frapper, exerçant une influence nauséabonde sans recevoir aucune sanction punitive.

POUR UN AVENIR PACIFIQUE, IL FAUT GARANTIR LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA CIVILISATION

Dans une époque de grande transition, la différenciation des intérêts et la pluralité des pensées sont difficiles à éviter. En raison de la stagnation de la réforme politique, qui a privé cette différenciation et cette pluralité de canaux institutionnels légitimes

4. Sima Nan (né en 1956) est un célèbre néo-maoïste, très actif ces dernières années dans les débats publics et connu pour ses propos anti-américains, anti-occidentaux et exaltant Mao.

5. Voir le glossaire des noms propres.

d'expression, toutes sortes de contradictions sont apparues, différentes forces sociales crient et frappent. Un gaz dangereux s'accumule de manière rapide et inquiétante. La Chine a un besoin urgent de construire une culture juridique de tolérance et de respect mutuel, afin d'éviter de revivre un immense conflit destructeur. De ce point de vue, même si on ne partage pas les conceptions des personnalités libérales, on ne peut cependant pas refuser certains des principes fondamentaux du libéralisme : respecter le droit d'autrui d'exprimer ses intérêts et opinions, adopter un comportement tolérant, avoir recours à un compromis institutionnel pour résoudre les contradictions, ou pour reprendre la célèbre formule « Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrai jusqu'à la mort pour que vous ayez le droit de le dire ».

Nous le savons, la naissance du libéralisme en Occident est liée à l'histoire des guerres de Religion. C'est après en avoir payé le prix fort que le libéralisme a posé la première pierre de sa légitimité, la tolérance et le respect des croyances d'autrui, et commencé son long voyage. Peu importent les rebondissements et les changements au cours de ce parcours, jusqu'à aujourd'hui le respect des droits individuels et la promotion de la tolérance sont demeurés son noyau, la clé de son succès. C'est là que réside la différence entre les soi-disant fondamentalismes et les autres formes de croyances. Lorsque Han Deqiang déclare que Mao est comme Mahomet dans son cœur et que « celui qu'on frappe est un traître et non plus un homme », je ne sais pas s'il en a conscience, mais ses paroles nient le droit d'exister à autrui : « tuer » autrui, c'est utiliser des réflexions et des expressions verbales caractéristiques du fondamentalisme, et il n'est pas nécessaire de rappeler, dans l'histoire, le mal que ces pensées et paroles ont apporté au monde et à certaines nations.

Les frontières entre l'insulte, l'attaque physique et le meurtre ont toujours été faciles à franchir ; il suffit que je ne respecte que moi-même, que je me considère comme l'incarnation de la vérité, le représentant de la morale pour que ces franchissements se produisent naturellement. Pour Hitler qui ne voyait dans les Juifs que des porcs et non des humains, les tabasser, les envoyer dans les chambres à gaz n'était-il pas finalement logique ? Si la Chine aspire encore à un développement pacifique, il est indispensable d'affirmer de nouveau ces principes fondamentaux d'une civilisation : on ne peut insulter

impunément, frapper est interdit et doit être sanctionné, de manière à prévenir et à éliminer la possibilité de meurtre. Quiconque insulte et frappe, quand bien même il serait un libéral, dévie des principes du libéralisme. Ce dernier est dans son essence hostile à la violence. Ce n'est que dans certaines circonstances déterminées, lorsqu'il s'oppose à un pouvoir public qui foule aux pieds les droits des citoyens ou qu'il se bat pour la liberté, que certaines protestations violentes peuvent trouver une légitimité.

Les conceptions des maoïstes d'aujourd'hui devraient avoir le droit d'exister comme les autres dans la mesure où elles n'appellent pas au culte absolu de Mao et autorisent à s'opposer à lui et à le critiquer. Or ceux qui souhaitent célébrer Mao mais tolèrent que d'autres s'opposent à lui et le critiquent se sont en réalité déjà éloignés de lui et ne sont plus de purs maoïstes. S'ils ont l'esprit lucide, ces « maoïstes » devraient soutenir et lutter en faveur d'un système constitutionnel qui offre des mécanismes d'expression des intérêts et protège tout droit d'expression en Chine.

XIV. L'HÉRITAGE DE DENG XIAOPING ET DE MARGARET THATCHER

Cet article est paru dans la revue hongkongaise Yanguang Shiwu le 17 avril 2013.

L'article ci-dessous a été écrit à l'occasion du décès de Margaret Thatcher le 8 avril 2013 et publié la semaine suivante.

Parmi les dirigeants mondiaux de la dernière période de la guerre froide, Deng Xiaoping et Margaret Thatcher sont peut-être ceux qui se ressemblent le plus, tant du point de vue de leur caractère que de leur poigne dans l'exercice du pouvoir. Tous deux ont ouvert une nouvelle époque, et leur héritage politique a laissé une influence profonde sur nos vies d'aujourd'hui et même sur le monde de demain.

L'un était le chef de la Chine communiste, l'autre la Première ministre d'une Angleterre berceau du capitalisme, ils semblent n'avoir rien en commun et même être diamétralement opposés sur le plan idéologique. Mais en réalité M. Deng et Mme Thatcher partageaient certaines conceptions de l'exercice du pouvoir et ont, l'un et l'autre, chacun à leur manière, contribué à l'orientation du monde. Quelle qu'ait été leur volonté personnelle, ils ont tous les deux, l'un de l'intérieur, l'autre de l'extérieur, participé au reflux du mouvement communiste au niveau mondial. Leur apparition même est le signe du déclin d'un mouvement de gauche pluriséculaire dont le mouvement communiste était un symbole ; leur contribution a été de renforcer cette tendance, de la rendre irréversible.

En 1979, lorsque Mme Thatcher arrive au 10 Downing Street, non seulement l'Empire britannique ne rayonne plus sur le monde, mais la situation de l'île ne cesse de se dégrader, sous la pression extérieure de l'Empire soviétique et face à la stagnation économique intérieure provoquée par un État providence excessivement dépendant. Issue de la petite bourgeoisie, cette femme qui n'a fait toute sa

vie qu'observer le précepte de son père, « travailler avec rigueur et persévérance », devient la première femme à occuper la fonction de Premier ministre dans l'histoire du pays. Elle lancera des réformes drastiques, à l'origine de la nouvelle vague mondiale du néolibéralisme et contribuant directement et indirectement à la désintégration du bloc communiste.

Presque au même moment, Deng Xiaoping, par trois fois déchu mais chaque fois revenu, lançait sa politique de réforme et d'ouverture. À la différence de Thatcher qui avait lu et admirait *La Route de la servitude* de Hayek, les connaissances de Deng n'étaient pas livresques mais fondées sur son bon sens, ses impressions de première main et ses expériences, une sorte de réaction instinctive au dogme idéologique maoïste qui avait échoué. Lorsque Thatcher usait de tous les moyens légaux du système capitaliste et se révélait intraitable face à des grèves de grande ampleur, Deng Xiaoping s'empressait, au nom du système socialiste, de supprimer presque complètement le droit de grève ; quand la première insistait vigoureusement sur l'importance de la liberté dans la vie sociale et dans l'innovation, le second annonçait qu'il fallait « d'abord laisser une partie des gens s'enrichir ». À l'évidence, même si leurs points de départ et leurs environnements différaient, ils partageaient une politique de l'efficacité et une logique économique libérale et plaçaient la justice sociale au second plan. La tendance mondiale allait commencer à s'inverser.

Lorsque Mme Thatcher et Ronald Reagan brandissaient de nouveau en Occident l'étendard de la concurrence de marché et se servaient de la liberté, de la prospérité et de l'innovation pour attaquer le bloc soviétique, la Chine de Deng Xiaoping dénonçait la Révolution culturelle, et sa réforme pragmatique produisait ses premiers effets, donnant ainsi une grande leçon à la gauche romantique occidentale en brisant complètement sa dernière illusion utopique à l'égard du maoïsme. Le grand reflux de la gauche au niveau mondial s'accéléra jusqu'à la chute du mur de Berlin et la désintégration de l'Union soviétique.

Mais les systèmes britannique et chinois présentaient bien sûr des différences fondamentales, de même que les conceptions de Thatcher et de Deng. Face aux dérives de la réforme de Thatcher, la nouvelle « troisième voie » proposée par Tony Blair apporta des

correctifs et des ajustements, même si, comme l'affirmait le journal français *Le Monde* dans un éditorial le jour du décès de Margaret Thatcher, la troisième voie de Blair n'a été « rien d'autre qu'un Thatcherisme plus civilisé ».

À la différence de Thatcher, si Deng Xiaoping croyait au marché, il croyait surtout à la force du pouvoir ; il n'hésitait pas à *allumer le clignotant gauche pour tourner à droite*, à dire une chose et à en faire une autre, le pragmatisme primant sur tout. Il n'a autorisé qu'un processus de semi-libéralisation déformée, favorisant l'hybridation entre le pouvoir et le marché, ce qui a certes permis à la Chine de devenir le géant économique qu'elle est aujourd'hui, mais a aussi nourri une crise environnementale, morale et sociale sans précédent. Ces mécanismes de pouvoir sans retenue ne sont pas seulement à l'origine du massacre du 4 juin 1989, ils sont aussi la cause de cette maladie chronique de la corruption qui tue la Chine à petit feu. Le caractère factice des droits des citoyens, le déraillement de l'État de droit et l'absence de mécanismes correctifs politiques ont amené la Chine sur un terrain dangereux et glissant.

Il est maintenant temps pour la Chine de liquider l'héritage de Deng Xiaoping. La libéralisation doit se poursuivre, mais elle doit aussi être corrigée : voilà le double défi spécifique à la Chine. La crise financière de 2008 a annoncé au monde la fin de la vague néolibérale. Quant à la dégradation écologique mondiale, elle impose d'urgence de nouveaux mécanismes de gouvernance à l'échelle mondiale. L'utopie communiste peut nourrir la catastrophe, tout comme un marché omnipotent ; les frontières de l'État et du marché doivent être redéfinies avec raison.

Les dirigeants politiques qui avaient promu la fin de la guerre froide sont presque tous décédés, et la nouvelle génération d'hommes politiques qui a grandi au début des réformes de Deng et de Thatcher commence à arriver sur le devant de la scène. Porteront-ils de nouvelles visions et de nouvelles pensées ? Auront-ils le courage de Margaret Thatcher et de Deng Xiaoping pour corriger les éléments négatifs précisément hérités de ces derniers, pour réintroduire la question de la justice sociale et de nouveaux principes de gouvernance, et faire prendre un nouveau tournant à ce monde de plus en plus prospère mais menacé par de sérieux défis ? Il est urgent d'obtenir une réponse à ces questions.

XV. LA TRAGÉDIE DE MAO ET LA TRAGÉDIE DE LA CHINE

Cet article est paru sur le site de la section chinoise de la BBC le 24 décembre 2013.

Le 120^e anniversaire de la naissance de Mao Zedong a été célébré le 26 décembre 2013. La section chinoise de la BBC a publié sur son site une série d'articles commémorant cette date dans l'objectif d'analyser cette figure majeure de l'histoire de la Chine du xx^e siècle qui continue, presque quarante ans après son décès, à influencer le destin de la Chine. Le retour de l'admiration, voire de la vénération, de Mao dans certains milieux ainsi que les polémiques constantes autour de ce personnage montrent à quel point le traitement de l'héritage de Mao est un grand sujet politique d'actualité en Chine.

Quatre ans après la publication de cet article, le retour de Mao est plus que jamais visible en Chine. À la différence des décennies précédentes où la vénération de Mao se limitait plutôt aux milieux sociaux marginalisés, comme un remède à la frustration et au désespoir, aujourd'hui, les discours, les images et les langages maoïstes de la période la plus radicale envahissent le champ médiatique officiel. Les méthodes et les pensées de Mao regagnent une légitimité officielle sans précédent depuis la mise en œuvre de la réforme et de l'ouverture. Cette nouvelle vague signifie-t-elle l'arrivée d'une période néo-maoïste ? Quelles en seront les conséquences pour la Chine et ce monde ?

La vie de Mao a été un drame où se sont succédé des hauts et des bas, en étroite relation avec l'histoire chinoise du xx^e siècle. Il a grandi dans l'histoire tumultueuse de la Chine, en a conquis sa force et son pouvoir ; mais il a aussi participé à la grande tragédie d'innombrables individus et familles et même de la nation entière, pour enfin entrer tristement dans l'histoire. Si les Chinois de ce nouveau siècle ne parviennent pas à saisir les liens entre la

trajectoire de Mao et celle de la Chine, alors une nouvelle tragédie risque de survenir dans la mesure où de nombreux facteurs qui étaient à l'origine de ces catastrophes sont toujours présents.

UNE TRAGÉDIE PERSONNELLE

La tragédie d'une vie individuelle se lit peut-être dans les circonstances de ses dernières années : alors que son pouvoir avait atteint une force incomparable, qu'il était célébré comme un dieu vivant, le vrai Mao ressemblait à ces nombreux dictateurs abandonnés des masses et de leurs proches, solitaires et extrêmement malades. Parce qu'il craignait d'être trahi et que son héritage soit liquidé, l'appréhension et la suspicion ont rongé son âme ; il était rempli d'inquiétude, ne sachant si les actions qu'il avait lui-même lancées en prenant un risque maximal entreraient dans l'histoire.

C'est un homme qui a poursuivi le pouvoir toute sa vie, mais qui en ressortit usé et détruit. Sa confiance excessive et son narcissisme, couplés aux louanges de ses anciens camarades devenus des serviteurs, l'avaient convaincu qu'il disposait d'une vertu et d'une capacité d'essence divine, qu'il incarnait la justice et pouvait par sa seule volonté changer la Chine et le monde.

Nourri d'un mélange d'idées chinoises et occidentales, traditionnelles et modernes, son volontarisme l'a conduit à rêver de changer la nature humaine, à construire une « grande concorde » entre les hommes et à ce que « six cents millions de Chinois deviennent Shun et Yao¹ ». S'inspirant de Kang Youwei², il a greffé la vulgate occidentale de gauche pour mettre en pratique une utopie chinoise moderne. Mais à la fin, il s'est révélé incapable de transformer sa propre nature, sombrant à l'inverse du côté obscur de la nature humaine, recourant aux manœuvres politiques les plus basses,

1. Shun et Yao sont deux figures mythiques considérées comme les ancêtres du peuple chinois. Ils sont connus pour leur intégrité morale, loués comme de grands saints dans la tradition chinoise.

2. Kang Youwei (1858-1927) est un lettré réformateur de la fin de la dynastie Qing, théoricien et acteur politique originaire de Canton et partisan d'une monarchie constitutionnelle en Chine. Voir le glossaire des noms propres.

maniant la carotte et le bâton, abusant du pouvoir pour consolider sa force. Il y a non seulement laissé son âme mais détruit la morale des Chinois.

Il vivait dans la modernité, mais sa tragédie a été son manque de compréhension à l'égard des civilisations modernes ; il a été un jeune du Quatre-Mai³ et a appris de nouveaux discours, mais la coloration profonde de ses pensées était la tradition chinoise, plus particulièrement la tradition populaire ; sa prise de pouvoir réussie dans un pays arriéré a renforcé l'arriération de ses pensées ; son ignorance de la civilisation moderne a justifié son antimodernisme.

Toutes ces contradictions dans sa compréhension de la nature humaine et du monde ont façonné de manière décisive sa tragédie personnelle. Elles forment la racine épistémologique des politiques et des pratiques qu'il a conduites et qui ont produit la tragédie de la Chine.

LA TRAGÉDIE DE LA CHINE

À l'époque moderne, sous l'impact des civilisations occidentales, les mondes sociaux, politiques et spirituels de la tradition chinoise se sont désintégrés les uns après les autres. Le phénomène Mao est le produit de cette immense transition. D'un côté, les rites et les croyances ont été détruits, les autorités politiques et morales ont disparu, tandis que les extorsions, les tromperies et les coups de force devenaient monnaie courante. De l'autre, reconstruire la puissance et la prospérité du pays et restaurer l'ordre social sont devenus des sujets sans cesse explorés. Les valeurs transcendantes ont été remplacées par le nationalisme. Un complexe d'infériorité et une arrogance illusoire ont commencé à coexister de manière pathologique, les Chinois se considérant comme civilisés tout en ayant souvent certains comportements pouvant être qualifiés de barbares ; amour et haine de l'ancienne civilisation ont été associés, celle-ci étant ouvertement rejetée tout en étant conservée de fait ;

3. *Wu si*. Voir le glossaire des expressions chinoises.

l'envie et le rejet à l'égard de la civilisation moderne ont conduit à la désirer tout en la refusant. Telle est devenue la représentation collective générale après l'effondrement de l'ordre civilisationnel.

Mao est le produit de cette époque et la manifestation de cette crise civilisationnelle. Il a concentré sur sa personne les souffles de l'hégémon, du voyou et du lettré et surpassé tous les autres par sa force de volonté, sa ruse et ses complots de pouvoir. Il est parvenu non seulement à éliminer tous ses concurrents au sein du Parti, mais aussi à vaincre Chiang Kai-shek⁴, cet adversaire politique qui avait conservé certains des préceptes du confucianisme. C'est un exemple classique, dans une période de grand bouleversement, de la victoire de la barbarie sur la civilisation, des voyous sur les gentilshommes.

La différence est que, pour fonder son empire moderne et gouverner le peuple, Mao a profité à la fois de la nostalgie des gens pour la stabilité et la prospérité de l'époque traditionnelle et de leur aspiration à une civilisation moderne. Il a clamé fort que « le peuple chinois s'est levé⁵ », mais en réalité, sous sa domination, le seul qui était debout était lui-même. Et même son principal et fidèle collaborateur, le Premier ministre Zhou Enlai, s'agenouillait de manière obséquieuse devant lui pour étudier le trajet qu'il devait effectuer pour passer en revue les gardes rouges. Quelques années avant la formule de Mao, lors de la proclamation de la « déclaration du Caire », les Chinois avaient déjà montré au reste du monde qu'ils s'étaient dressés par centaines de millions dans la sanglante guerre de résistance contre les Japonais⁶. Sans l'occasion offerte par les Japonais en envahissant la Chine, le Parti communiste chinois et

4. Voir le glossaire des noms propres.

5. C'est une phrase célèbre que Mao a prononcée le 1^{er} octobre 1949 sur la place Tiananmen en annonçant la fondation du régime communiste. Depuis, le régime ne cesse de se servir de cette phrase pour vanter le mérite du Parti communiste dans la réalisation de l'indépendance nationale.

6. Entre le 23 et 27 novembre 1943, Roosevelt, Churchill et Chiang Kai-shek, en tant que chefs de trois pays alliés en guerre contre les Allemands, les Japonais et les Italiens, se réunissaient au Caire pour discuter des stratégies de la guerre et de l'après-guerre. Dans la déclaration du Caire du 1^{er} décembre 1943, il était promis que la Chine récupérerait tous les territoires occupés par les Japonais depuis l'époque moderne. C'était la première fois depuis presque un siècle qu'un dirigeant chinois siégeait à égalité avec les leaders occidentaux pour discuter du destin de la Chine et de celui du monde.

son chef Mao auraient certainement disparu dans la poussière de la première moitié du xx^e siècle.

Mao a obtenu le pouvoir en s'appuyant sur des millions et des millions de paysans, pour ensuite les réduire à l'état de serfs, leur faisant éprouver de nouveau, dans la période moderne, la tragédie de la famine où la chair humaine peut faire office de nourriture ; il a conquis la faveur des citadins et des couches intellectuelles en leur promettant la liberté et la démocratie, mais en un tournemain leur a confisqué leur patrimoine et leur liberté, et même leur vie. Le peuple n'était pour lui qu'un outil de gouvernance et de rhétorique, pour satisfaire ses agitations romantiques, un matériel de peinture bon marché pour peindre ses « plus belles images⁷ ».

Mao avait une attitude à la fois nihiliste et utilitariste à l'égard de la culture. Il manquait de respect à son égard, n'hésitant pas à la blasphémer en fonction de ses préférences et de ses besoins politiques. La civilisation pouvait être réduite à de la saleté, l'élégance cédant le pas à la vulgarité : « il ne faut pas péter » est ainsi devenu l'une des formules célèbres du chef que des centaines de millions de personnes ont dû apprendre par cœur⁸. C'est cette persécution des intellectuels et ce piétinement de la culture qui ont ouvert la grande avenue d'une culture de vauriens pour la Chine d'aujourd'hui.

L'HÉRITAGE DE MAO ET L'AVENIR DE LA CHINE

Aujourd'hui, il est de plus en plus clair que, sous le mot nouveau de « révolution » utilisé par Mao, il s'agissait en réalité d'une vieille histoire de changement de dynastie ; les institutions construites sont une greffe entre un système qui existait depuis plusieurs millénaires et un totalitarisme moderne. La Corée du Nord, ce petit frère

7. C'est une célèbre formule de Mao : la Chine est pauvre, mais cela pourrait être un avantage pour la construction du socialisme, une œuvre historique sans précédent dans l'histoire humaine, comme « un papier blanc pour peindre de belles images ».

8. Pendant la Révolution culturelle, tout le peuple, des personnes âgées aux jeunes écoliers, devait apprendre par cœur des poèmes composés par le Grand Timonier Mao comme on cite la Bible. Dans un de ses poèmes rendu public dans les années 1970, il critique les « révisionnistes » soviétiques ; « il ne faut pas péter » (*buxu fangpi*) en est l'un des plus célèbres vers.

pour lequel Mao a sacrifié plusieurs centaines de milliers de soldats, nous rappelle encore aujourd'hui ces institutions maoïstes.

« Faire rentrer les Japonais chez eux », que Mao considérait comme une de ses réussites, était devenu depuis longtemps une blague sur sa capacité à s'attribuer les mérites des autres ; « expédier rapidement le chef Jiang sur son île » n'a été l'exploit que de quelques personnes, car l'histoire a montré que les Chinois n'ont eu droit par la suite qu'à des décennies de souffrances, de traumatismes et d'esclavage ; quant à la « Révolution culturelle », même les successeurs de Mao n'ont pas contredit qu'elle avait été une tragédie, laissant de nombreuses blessures physiques et spirituelles, ainsi que tant de remords et de réflexions.

Le recours à l'argument selon lequel « ses intentions étaient bonnes » pour justifier ses actes, que ce soit pour des besoins politiques ou en raison d'un esprit confus, est absurde d'un point de vue logique et inacceptable d'un point de vue moral. Dans ce cas, tous les criminels ne pourraient-ils pas se prétendre innocents et Hitler ne pourrait-il pas demander, par le même procédé, une amnistie de l'histoire ?

Les exploits de Mao ne s'adressent qu'à un petit groupe et ne sont pas ceux d'un peuple. En revanche, la tragédie provoquée par Mao est l'histoire de toute la Chine, et l'influence qu'il a laissée doit être sérieusement traitée par tous les Chinois. Mao est une manifestation pathologique : quand il est convoqué ou suscite des controverses, c'est souvent le symptôme d'une crise de la société. Il est aussi un indicateur, celui de l'état d'esprit des Chinois et de l'orientation ou pas vers la modernité.

Les « enfants de Mao » sont de deux types : les successeurs et les critiques. Les premiers, bien qu'ils aient été abusés par Mao, n'arrivent pas à se débarrasser de l'enveloppe de son ombre et éprouvent un attachement maladif pour lui ; Mao est le sens de toute leur jeunesse et de toute leur vie. Les seconds se sont réveillés de leurs illusions brisées et des souffrances d'un peuple et ont commencé à se libérer des chaînes politiques et spirituelles laissées par Mao. Quant à ceux qui en leur for intérieur ne saluent pas la mémoire de Mao mais l'admirent en apparence par intérêt politique, ils ne sont guère différents des premiers.

Il n'est pas difficile de comprendre que, dans un processus de désintégration puis de reconstruction de la civilisation, les gens sans nourritures spirituelle, politique ou sociale cherchent à s'appuyer sur des formes de réconfort et d'illusions. Mais rappelez-vous que le prix payé pour la stabilité et l'égalité selon Mao a été l'esclavage moderne. Celui qui a fait de « la lutte des classes » son plan politique, qui a passé sa vie à se battre contre d'autres, y trouvant du plaisir, ne peut absolument pas devenir le maître spirituel d'une nation, sauf si cette nation souhaite le rejoindre en enfer.

Lorsque la société chinoise entrera vraiment dans la modernité, que les Chinois auront conquis leur liberté et gagné l'autonomie spirituelle et la dignité propres aux hommes modernes, que les religions qui appellent à l'amour d'autrui auront obtenu la liberté de croyance en Chine, que la justice sociale connaîtra des avancées grâce à l'État de droit et à la démocratie, Mao disparaîtra des sujets de conversation, laissé à l'étude des historiens qui essaieront de tirer des leçons de cette tragédie. Le destin futur de la Chine dépend dans une large mesure de l'arrivée précoce ou non de ce jour.

DEUXIÈME PARTIE

LA LUTTE ANTICORRUPTION,
LA CONSOLIDATION DU
POUVOIR ET LA RÉFORME
(2013-2014)

Comme l'a montré la première partie, les dix ans d'exercice du pouvoir par Hu Jintao se sont donc achevés sur une grande déception. Si la décennie de Jiang Zemin a pu donner l'impression d'un scénario à la taïwanaise de démocratisation du régime, le bilan de Hu en la matière était singulièrement maigre. Par ailleurs, les tensions sociales nées d'un développement économique beaucoup trop rapide ont conduit à l'émergence d'un mouvement néo-maoïste.

La chute de Bo Xilai et l'accession au pouvoir de Xi Jinping peuvent toutefois donner lieu à une interprétation faisant de Xi le représentant d'une faction plus modérée susceptible de conjurer le néo-maoïsme en entreprenant les réformes économiques, sociales et politiques nécessaires.

De fait, Xi Jinping reprend à son compte la question des inégalités sociales insoutenables du pays, et notamment le problème de la corruption. Mais très vite, il se révèle que la lutte contre la corruption est d'abord un puissant moyen pour lui, qui manque de la légitimité historique de ses prédécesseurs, de liquider ses adversaires, d'affaiblir les factions concurrentes et de conforter son pouvoir.

Idéologiquement, la ligne de Xi Jinping reste d'abord vague, hésitante et contradictoire, avant que sa couleur ne s'affirme de plus en plus nationaliste, populiste à la Mao et même fascisante. La logique du pouvoir se précise nettement selon la maxime latine *insociabile regnum*, le pouvoir ne se partage pas.

I. DE LA « THÉORIE DU CHAT » À LA « THÉORIE DE LA PAIRE DE CHAUSSURES » : COMMENTAIRE SUR LE DISCOURS DE XI JINPING À MOSCOU

Cet article a été publié sur le site de la section chinoise de la BBC le 26 mars 2013.

Le 11 février 2009, en tant que vice-président de la Chine et successeur prévu de Hu Jintao, Xi Jinping avait prononcé à Mexico devant certains ressortissants mexicains d'origine chinoise un discours très hostile en employant l'expression « manger à sa faim et n'avoir rien à faire » à propos des critiques des Occidentaux concernant les violations des droits de l'homme. Il les accusait d'interférer dans les affaires chinoises. C'était la première fois qu'il exprimait publiquement ses positions en matière de relations internationales. Ces propos ayant été jugés agressifs et susceptibles de nuire à l'image de Xi, les autorités les ont supprimés des sites officiels quelques jours après leur publication. En mars 2013, après son accession au pouvoir suprême de la Chine, Xi Jinping entama son premier voyage officiel à l'étranger en Russie et prononça un discours à l'Institut des affaires internationales de Moscou marqué par une métaphore, celle de la « paire de chaussures », pour signifier le droit de la Chine d'adopter le style de développement qui lui convient le mieux, prenant à contre-pied l'idée alors répandue que la Chine suivait une voie de développement univoque – conduisant nécessairement à la démocratie parlementaire – en adaptant simplement son rythme. Ses propos suscitèrent une grande attention de la part des observateurs étrangers comme des Chinois. Même si,

aujourd'hui plus que jamais, les autorités chantent le modèle chinois, cette « théorie de la paire de chaussures » a pourtant disparu des discours officiels. Il est intéressant de noter que, pour justifier la « voie chinoise », cette métaphore n'est plus citée, contrairement à la « théorie du chat » de Deng.

La « théorie de la paire de chaussures » mise en avant par Xi Jinping à Moscou (selon laquelle la voie de développement serait comme une paire de chaussures qu'il faut essayer avant de pouvoir dire si elle convient ou pas) a provoqué de nombreux débats. Après avoir évoqué en Amérique latine la « théorie de ceux qui sont rasiés » (les pays occidentaux mangeant à leur faim, ils n'auraient rien d'autre à faire que critiquer les droits de l'homme en Chine), le dirigeant chinois a eu une nouvelle fois recours à une expression populaire pour exprimer un principe politique. Il convient d'examiner de plus près ces théories sur l'avenir du pays que le numéro un chinois développe depuis sa prise de fonction.

LA « THÉORIE DU CHAT »

L'expression restée la plus célèbre depuis ces trente années de réforme est certainement la « théorie du chat » de Deng Xiaoping (peu importe qu'un chat soit blanc ou noir, pourvu qu'il attrape des souris). Objectivement parlant, cette philosophie typique du pragmatisme a eu un rôle relativement positif, dans la seconde moitié des années 1970, en particulier au sortir de la Révolution culturelle, en favorisant la « libération de la pensée¹ » et l'abandon du dogmatisme, ainsi qu'en promouvant la réforme et l'ouverture en Chine, alors que l'idéologie était encore aux commandes et l'utopisme en vogue. C'était une pensée, dans son essence même, radicalement différente du romantisme politique de Mao et c'est pourquoi elle a particulièrement contribué à corriger son héritage négatif, dont la Révolution culturelle.

1. *Sixiang jiefang*. Voir le glossaire des expressions chinoises.

Le paradoxe est que cette pensée critique opposée à l'idéologie maoïste est par la suite devenue elle-même une nouvelle doctrine idéologique, la philosophie de l'État. Les politiques nationales de ces trente dernières années en ont toutes fait leur ligne directrice (« le développement est la raison première ») et même si le développement invoqué était général, dans la réalité, c'est l'économie qui a primé. La croissance du PIB est devenue l'objectif premier, au détriment du reste. Cette inclination en faveur du pragmatisme a eu des conséquences négatives qui se révèlent aujourd'hui en un coup d'œil. Les crises en matière d'environnement, de gouvernance et même en matière morale, sans oublier celles qui affectent l'économie elle-même, menacent sérieusement l'avenir de la nation chinoise.

Comme je l'évoque depuis longtemps, une civilisation a besoin d'un système de valeurs solide. Recourir à une philosophie pragmatique, peu importe la manière, ne peut permettre d'édifier la grande tour de la civilisation. Un comportement pragmatique a sa rationalité, mais il ne peut en aucun cas devenir la totalité ou le noyau d'un système de valeurs ; or une civilisation dénuée d'un système de valeurs est effrayante, et avec des conséquences sûrement catastrophiques. Si l'on prend l'exemple des Britanniques et de leur célèbre tradition pragmatique, il suffit de regarder les symboles mis en avant durant la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Londres pour constater que le pragmatisme n'est absolument pas le fondement de leur système de valeurs ; il y a au-dessus de lui des valeurs plus élevées qui l'équilibrent et l'orientent, ce qui le distingue radicalement du pragmatisme unidimensionnel promu par Deng. De ce point de vue, si la Chine souhaite aller de l'avant, il est nécessaire qu'elle réexamine cette « théorie du chat » et qu'elle reconstruise une nouvelle philosophie nationale et un nouveau système de valeurs.

LA « THÉORIE DE LA PAIRE DE CHAUSSURES »

Or les deux prédécesseurs de Xi Jinping, Jiang et Hu, n'ont pas voulu ou pas osé accomplir cette mission. Aujourd'hui, lors de sa première visite officielle à l'étranger, Xi a évoqué à Moscou sa « théorie de la paire de chaussures ». Si son objectif était, à travers cette

métaphore, de justifier le modèle chinois, il ne peut que décevoir. Car si la « théorie du chat » avait en son temps une orientation critique et une signification positive, en comparaison, la présente « théorie de la paire de chaussures » revêt une teinte beaucoup plus conservatrice qui montre à quel point, comparé à ses prédécesseurs d'il y a trente ans, le groupe dirigeant actuel manque de confiance en soi. Nettement plus enclin au conservatisme, il apparaît bien pâle et fragile au plan idéologique.

C'est un phénomène presque curieux : ces dernières années, les médias officiels, les dirigeants et certains universitaires proches du pouvoir n'ont cessé de répéter avec force louanges, devant des Chinois ou des étrangers, à quel point le système chinois est correct et formidable. Si l'on a suffisamment confiance en ses propres institutions et en sa voie de développement, est-il vraiment nécessaire de dépenser autant d'énergie ? Cette attitude incite au contraire à se demander s'ils ont véritablement confiance en eux-mêmes. Ne dit-on pas « avancer sur sa propre voie et laisser les autres parler » ? Ce sont ceux qui n'ont plus confiance qui, pour se donner des raisons et du courage, ne cessent de se répéter en avançant : « Je n'ai pas pris un chemin égaré ni tordu »...

Si Xi voulait insister par là sur le choix subjectif de la voie de développement, sur la nécessité de l'expérimenter soi-même, sur la nécessité que le sujet qui porte les chaussures exprime son opinion sur ces chaussures, alors sa « théorie de la paire de chaussures » ne manquerait pas de pertinence. Mais la question est la suivante : qui est qualifié pour déterminer si *cette paire de chaussures* (les institutions et la voie de développement) convient bien aux pieds des Chinois ? S'agit-il seulement du parti au pouvoir, des dirigeants du Parti ? De toute évidence, cela ne fait pas sens. Pour les cadres et l'élite des affaires, cette paire de chaussures leur va non seulement bien, mais même extrêmement bien : combien y a-t-il de pays dans le monde qui permettent de se livrer de manière si présomptueuse à la corruption, de dilapider des rivières et des montagnes, d'extorquer des fonds et de considérer le reste de la population comme des « moins que rien » ? En 2008, le cadre de l'administration qui avait insulté une petite fille puis blâmé ses parents en leur déclarant qu'« ils ne valaient pas plus qu'un pet » – forgeant par là une nouvelle expression, « le peuple-pet » –

ne s'était-il pas trop habitué à cette paire de chaussures? N'était-elle pas trop confortable?

Mais pour ceux dans la société qui n'ont aucun pouvoir, dont les intérêts et les bénéfices sont spoliés, la paire de chaussures actuelle est non seulement difficile à porter, mais elle leur fait même extrêmement mal aux pieds, et ces gens-là préféreraient marcher pieds nus. Or ils n'ont aucun droit de choisir. Comme pendant la Révolution culturelle, lorsqu'il n'y avait que quelques modèles de chaussures pour des centaines de millions d'habitants, des chaussures jaunes en toile et des chaussures noires en cuir, et que ce n'était évidemment pas le résultat d'un souhait personnel, mais bien une contrainte. C'est pourquoi affirmer avec emphase que les Chinois acceptent tous de porter aujourd'hui *cette paire de chaussures* est sans fondement et peu convaincant car on se demande qui en a décidé ainsi.

En réalité, « la paire de chaussures actuelle convient-elle? » est une question qui commence à se poser sérieusement. De nombreux facteurs de crise sont en train de révéler les nombreux défauts des chaussures actuellement aux pieds des Chinois, qu'elles aient été imposées ou choisies à l'époque. Et laisser les gens marcher de tous côtés et de travers empêche d'aller de l'avant dignement. La destruction de l'environnement, la faillite morale, la corruption endémique et le despotisme des dirigeants n'en sont-ils pas déjà la preuve?

Mais si on oublie l'argument qui vient d'être développé, quand bien même la paire de chaussures convenait-elle dans le passé, peut-on pour autant affirmer qu'elle conviendra pour l'éternité? N'importe quel parent connaît bien cette vérité : quand les pieds des enfants grandissent, il faut changer de chaussures. Ce bon sens est moins discutable que la métaphore utilisée par M. Xi. Après plus de trente ans de réforme et d'ouverture, avec une économie et une société au dynamisme sans précédent, des liens étroits avec le monde et une nouvelle génération en train de grandir, la Chine doit-elle encore utiliser cette vieille paire de chaussures qui lui a servi à marcher dans le passé? Doit-elle recréer cette difformité des pieds bandés? Si l'on pousse la comparaison de la paire de chaussures jusqu'au bout, n'est-il pas temps pour la Chine d'essayer de nouvelles chaussures et d'en changer?

Que les gens trouvent que les chaussures ne vont plus à leurs pieds et souhaitent en changer est une réaction tout à fait normale, et ce devrait même être un droit humain élémentaire. Mais avec la structure politique actuelle de la Chine, si les gens souhaitent changer de chaussures, M. Xi leur donnera-t-il le droit d'exprimer ce vœu et le droit d'en changer? Et le parti au pouvoir suivra-t-il l'avis de la population, abandonnant la vieille paire de chaussures, et, chaussé de ses nouvelles chaussures, prendra-t-il une voie différente? C'est là la question test pour évaluer si M. Xi croit sincèrement à sa « théorie de la paire de chaussures ».

LA « THÉORIE DE L'HOMME »

Que ce soit la « théorie du chat » ou la « théorie de la paire de chaussures », toutes manquent d'une « théorie de l'homme », d'un système de valeurs qui utilise comme critère la dignité humaine et les droits de l'homme. Les chats sont élevés par les hommes, ceux qui attrapent des souris sont de bons chats, mais ceux qui dérangent ou blessent les hommes sont de mauvais chats, le critère de mesure doit être complet et non partiel ; les chaussures sont faites pour être portées par les hommes, pour servir aux hommes, les hommes doivent donc avoir le droit de les choisir et d'en changer, de les porter ou de les ôter. Sans une « théorie de la chaussure » dont le principe directeur serait les droits des citoyens, cette théorie de Xi restera une excuse officielle pour refuser des réformes.

Il y a quelques années, les autorités avaient lancé la théorie visant à « prendre l'homme comme fondement² ». Mais parce qu'elle contenait une faille majeure, à savoir que c'est le Parti qui décide ou non de prendre l'homme comme fondement, le sujet réel de cette expression était non pas l'homme mais bien le Parti, et les droits des citoyens n'étaient pas mis en pratique. Cette expression s'est inévitablement trouvée vidée de son contenu et jetée aux oubliettes, incapable de corriger l'héritage négatif de la « théorie du chat ».

2. *Yi ren wei ben*. Voir le glossaire des expressions chinoises.

Si la « théorie de la paire de chaussures » de M. Xi n'inclut pas l'accroissement des droits des citoyens comme réponse aux failles des théories précédentes, alors on peut être certain qu'elle deviendra source de ridicule et objet de moquerie.

II. LA « SOCIÉTÉ HARMONIEUSE », LA « CHINE HEUREUSE » ET LE « RÊVE CHINOIS »

Cet article est paru sur le site de la section chinoise de la BBC le 15 avril 2013.

« Le rêve chinois¹ » est un slogan lancé par Xi Jinping en novembre 2012 après son accession au sommet de l'État. Il est devenu son idée phare sur le plan idéologique. Aujourd'hui, ces expressions, le « rêve chinois » et la « Chine heureuse », sont la cible de nombreuses moqueries, même si les autorités continuent de fanfaronner avec ces slogans.

Après la session des deux Assemblées, la machine officielle de propagande a été lancée pour promouvoir avec énergie la « Chine heureuse » et le « rêve chinois ». En un instant, ces deux formules sont devenues les expressions politiques les plus en vogue. Habitué depuis des décennies à entendre toutes sortes de slogans politiques et fatigué de ces formules de propagande, les Chinois ne peuvent qu'être sceptiques face à ces slogans qui sonnent à merveille, mais dont on ne sait pas ce qu'ils apporteront. C'est pourquoi on peut lire dans ces formules les difficultés actuelles du groupe dirigeant et un certain présage des changements futurs de la Chine.

1. Sur cette notion, voir le glossaire des expressions chinoises.

COMMENT RÉALISER LA « SOCIÉTÉ HARMONIEUSE » ?

À l'automne 2006, lorsque le sixième plénum du 16^e Congrès du Parti a adopté la résolution de « construire une société harmonieuse », j'ai écrit un article intitulé « Comment la "société harmonieuse" peut-elle être réalisée? Commentaires à partir de la métaphore de la lampe et du feu² ». L'article approuvait le contenu positif de cet objectif de « construire une société harmonieuse » après des décennies extrêmement douloureuses de lutte des classes et de destruction totale. Mais il considérait que, sans la mise en œuvre des droits civiques, cet objectif serait impossible à atteindre : « S'appuyer sur la volonté unifiée de l'État, utiliser le pouvoir politique pour construire de manière uniforme la société, même en la parant du terme d'"harmonie", ne peut que susciter des doutes quant à ses résultats concrets. » « Si l'on souhaite réellement construire une société harmonieuse, alors on peut commencer par respecter les droits de chaque individu, y compris son droit et sa liberté de critiquer, de s'opposer à la construction d'une "société harmonieuse", et peut-être ainsi une société harmonieuse pourrait-elle être construite. »

J'avais l'intention d'écrire un second article qui se serait intitulé « Comprendre la théorie de la société harmonieuse à partir du marxisme » pour montrer la contradiction entre cette nouvelle politique et l'analyse idéologique marxiste promue par les officiels pendant une longue période. À l'époque de la conquête du pouvoir et sous le règne de Mao, le Parti communiste n'autorisait pas les gens à utiliser le mot « harmonie », considérant que c'était une pensée féodale, une vieille philosophie dénuée de conscience politique, et qu'on devait l'abandonner au profit de la lutte des classes et de la

2. Cet article a été intégré au recueil *Jubian shidai* (Une époque de grand bouleversement) que j'ai publié à Hong Kong en 2012 aux éditions Shuyuan. Dans l'article, j'utilisais une expression populaire traditionnelle sarcastique (« On autorise les officiels à mettre le feu, mais on interdit aux gens du commun d'allumer leur lampe ») pour montrer que l'asymétrie de pouvoir entre les autorités et le peuple ne peut pas favoriser la construction d'une société harmonieuse.

révolution. L'emphase nouvelle autour de l'« harmonie » ne reflétait-elle pas, par conséquent, le conservatisme du groupe dirigeant, une stratégie de domination dans un nouveau contexte ? Alors que les riches et les puissants avaient fait fortune, que les contradictions sociales s'aggravaient, l'heure n'était plus à la lutte des classes, mais à l'harmonie !

Je n'ai pas eu le temps d'écrire cet article, et entre-temps l'« harmonie » (*hexie*) était déjà remplacée de manière sarcastique et ironique par son homophone le « crabe de rivière », et le slogan « construire une société harmonieuse » par les « chevaux des plaines argileuses », [homophone de « nique ta mère » en chinois]. Ce qui montrait la colère des gens, surtout les jeunes, envers l'hypocrisie, la corruption et les contrôles excessifs des officiels.

LA « CHINE HEUREUSE » EST-ELLE POSSIBLE ?

Les nouveaux dirigeants arrivés au pouvoir ont à leur tour lancé le « rêve chinois » et promu au rang d'objectif national ce qui était autrefois une formule utilisée dans la province du Guangdong, « le Guangdong heureux », proclamant la construction d'une « Chine heureuse ». D'un point de vue logique, cela revient de fait à reconnaître que la Chine n'est pas heureuse pour l'instant. On ne peut qu'approuver une telle attitude réaliste. Mais vient ensuite cette question qui nous taraude depuis longtemps : comment la « Chine heureuse » peut-elle être possible ? J'ai de fortes réserves à l'égard des réponses avancées officiellement.

La raison en est simple : le bonheur est un sentiment subjectif, il ne peut pas advenir sous la contrainte d'autrui. L'amélioration des conditions matérielles est une de ses conditions nécessaires, mais elle ne saurait devenir une condition suffisante au bonheur humain. Les yogis qui boivent de l'eau en récitant leurs mantras, les patrons qui boivent du champagne et les jeunes qui boivent du Coca n'ont certainement pas la même définition du bonheur ; et celui qui possède une voiture mais qui respire un air extrêmement pollué n'en éprouvera manifestement pas de la joie...

Plus généralement, l'inquiétude qu'éprouvent les hommes modernes, y compris les Chinois, à l'égard du sens de l'existence

fait partie des caractéristiques des civilisations modernes, et ce ne sont certainement pas les politiques d'un parti quel qu'il soit qui peuvent y répondre. Quant au sentiment de non-bonheur actuel de nombreux Chinois, il est lié à la situation spécifique de la Chine : la pollution, la corruption, l'injustice sociale, le chômage, l'absence de sécurité, l'explosion des prix, les difficultés de logement et autres sont bien connus de tous ; par ailleurs, pour ceux qui ont vu leur niveau de vie s'améliorer, leurs exigences en matière de dignité personnelle, de liberté d'expression et de participation aux affaires publiques ont fortement grandi, mais, n'étant pas satisfaites, elles créent un sentiment très fort de frustration et sont à l'origine de ce sentiment de manque de bonheur.

Les raisons qui conduisent au « non-bonheur » que nous venons d'évoquer nécessitent une réforme complète, notamment une réforme politique. Or la formule actuelle de la « Chine heureuse » met l'accent uniquement sur les moyens de subsistance de la population. À l'évidence, ce remède n'est pas approprié et il sera difficile d'en obtenir les résultats escomptés. Pour le dire franchement, la « société harmonieuse » avait *a minima* un lien avec la tradition et pouvait être comprise facilement, tandis qu'en comparaison la « Chine heureuse » apparaît comme un discours creux, éthéré et artificiel. Le slogan a l'air moderne, mais les méthodes de planification nationale et le mode de vie qui se profilent derrière sont des idées bien anciennes, d'une époque passée, consistant à lancer sans cesse des campagnes politiques.

En réalité, la caractéristique des hommes modernes est la liberté, ils ont besoin de déterminer eux-mêmes ce qu'est le bonheur. L'État devrait seulement jouer le rôle de gardien du cadre des libertés, sans prérogatives pour dire aux gens ce qu'est le bonheur et ce qu'il n'est pas.

C'est pourquoi il importe peu de savoir si ces objectifs pourront être atteints. Quand bien même l'environnement et le niveau de vie de la population connaîtraient des améliorations, si les droits des gens ne peuvent être garantis, s'ils n'ont pas le droit de s'exprimer librement, il sera difficile à la population d'éprouver du bonheur, et la « Chine heureuse » demeurera un discours creux.

COMMENT LE « RÊVE CHINOIS » PEUT-IL DEVENIR RÉALITÉ ?

Formulation qui englobe tout, le « rêve chinois » donne l'impression de manquer de contenu. Et il ne présente guère de différence avec la « construction de la société harmonieuse » qui avait fait l'objet d'une résolution centrale il y a sept ans. Si l'on doit dire ce qui le distingue des slogans précédents, c'est probablement son insistance sur la puissance nationale, sur l'unité et la souveraineté de la nation qui ressortira. C'est là l'espoir de plusieurs générations de Chinois, il n'y a rien à blâmer. Mais l'expérience prouve que, sans des fondements institutionnels solides, sans la liberté des citoyens et la justice sociale, une prospérité soudaine n'a aucune garantie de perdurer. Sans parler des exemples anciens, l'Union soviétique est une référence proche. Qui oserait dire que la Chine d'aujourd'hui est plus puissante que l'Union soviétique dans le passé ? Avec cette prospérité et sans un équilibre des pouvoirs indispensable, qui peut garantir que la Chine n'empruntera pas la voie qu'ont suivie en leur temps l'Allemagne, le Japon et l'Italie, provoquant une catastrophe pour le monde et pour leur propre peuple ? Il faut se rappeler qu'à l'époque chacun de ces trois pays avait également, à sa manière, proclamé la « grande renaissance de la nation³ ».

La valeur centrale sur laquelle insiste le « rêve chinois » est le nationalisme, ce qui mérite d'être discuté. L'amour de la patrie est un sentiment naturel et fondé, mais vouloir qu'il prime sur tout en est une dénaturation. Au-dessus du patriotisme, il doit y avoir une valeur plus élevée afin de garantir que ce patriotisme ne se transforme pas en une sorte de sectarisme et de vision étriquée, en une autoproclamation du pouvoir, en un outil de propagande. Les États qui proclament leur patriotisme ne sont pas tous des régimes despotiques et corrompus, mais les régimes despotiques et corrompus affichent presque tous leur patriotisme. La question est : qui, entre Hitler et ses opposants, était le plus patriote ? Et Confucius qui exprima l'idée qu'il vaut mieux partir en mer et voyager à l'étranger

3. *Weida de Zhonghua fuxing*. Il s'agit d'un slogan en vogue lancé par les autorités ces dernières années. Voir le glossaire des expressions chinoises.

que de rester sous l'emprise d'un tyran, ne devrait-il pas être qualifié de traître par certains aujourd'hui? Entre ces fonctionnaires, petits et grands, qui n'ont que le mot « patrie » à la bouche mais qui vendent les intérêts de la nation et envoient leur argent sale et leurs enfants à l'étranger et les personnes qui sont persécutées parce qu'elles critiquent ce phénomène... qui sont les vrais patriotes? Toutes ces questions doivent être posées pour pouvoir réfléchir au problème.

Les valeurs qui soutiennent une grande civilisation sont toujours des valeurs transcendantes en lien avec la dignité humaine, les droits et la justice sociale. Le cœur des valeurs de la civilisation chinoise est l'humanité, la justice, la confiance et l'amour. La renaissance de la civilisation chinoise ne sera possible qu'en affirmant de nouveau ces valeurs et en les mettant en relation avec les valeurs et les institutions modernes que sont la démocratie, le respect des droits et l'État de droit. Ce n'est qu'en respectant ces valeurs que le patriotisme peut avoir un sens. En faisant de la mise en œuvre des droits des citoyens son noyau, le « rêve chinois » pourra stimuler une formidable énergie, écarter les obstacles et produire des bénéfices, reconstituant un idéal universel ; mais si les droits des citoyens ne sont pas mis en œuvre ni garantis, le « rêve chinois » ne sera qu'un « jeu de dupes », une illusion destinée à éclater.

J'espère que les expressions « je suis heureux » et « je suis forcé d'être heureux » ne deviendront pas rapidement de nouvelles formules de moquerie des internautes ; et que les proverbes classiques « un fou se vante de son rêve », « la prospérité et la puissance obtenues ne sont qu'éphémères et illusives⁴ », « faire un rêve éveillé⁵ » ne seront pas utilisés pour se moquer du « rêve chinois ». Que les puissants et les riches ne penseront pas qu'ils pourront encore jouer longtemps au jeu de « j'ai amassé une fortune, laissons rêver les gens ordinaires ». L'histoire laissera peu de répit à la Chine : une fois le « rêve » éclaté se produira un raz-de-marée.

4. *Huangliang yimeng* est une expression issue d'une nouvelle de la dynastie Tang, dans laquelle on raconte qu'un lettré ambitieux, passant une nuit à l'hôtel après avoir raté son examen pour devenir un officiel mandarin, rêva qu'il avait obtenu toute la puissance et la prospérité qu'il souhaitait. Mais à son réveil, il se rendit compte que tout était illusoire et éphémère.

5. Tous ces proverbes chinois sont des expressions qui ironisent sur les rêveurs insensés.

III. LA DIVISION SOCIALE ET POLITIQUE EN CHINE, À HONG KONG ET À TAIWAN : COMMENTAIRES SUR LE « COMLOT DE LA SCISSION DE LA CHINE »

Cet article est paru sur le site de la section chinoise de la BBC le 1^{er} juillet 2013.

Le 1^{er} juillet, jour commémoratif de la naissance du PCC, est devenu un jour habituel de manifestations démocratiques à Hong Kong depuis le 1^{er} juillet 1997, date à laquelle cette ancienne colonie anglaise a été rétrocédée à la Chine. À l'origine confiants dans la formule « un pays, deux systèmes », les Hongkongais ont espéré que Hong Kong maintiendrait un État de droit et deviendrait une démocratie. Face aux signaux contraires reçus du pouvoir exécutif de Hong Kong et des autorités de Pékin, des manifestations régulières ont tenté de s'opposer à la mainmise croissante du régime chinois sur l'île. Rétrospectivement, tout ce que je redoutais voir se produire dans le paragraphe consacré à Hong Kong est devenu réalité cinq ans après. La question qui demeure, encore plus grave, est celle concernant la partie sur la Chine.

En ce début de siècle, la Chine, Hong Kong et Taiwan, ces trois zones du monde chinois gouvernées de manière distincte, font chacune face à des divisions internes. Les raisons et les voies de résolution de ce phénomène sont évidemment des questions majeures pour l'avenir de la Chine, de même que la question posée par

certaines personnes en Chine continentale concernant un éventuel complot de « division de la Chine » orchestré par l'Occident.

TAIWAN ET LA CONFRONTATION ENTRE LES BLEUS ET LES VERTS¹

Aux yeux de beaucoup, le risque de scission le plus sérieux dans ces trois sociétés du monde chinois est à Taiwan. Pour moi, même si cette opinion est partiellement justifiée, la situation n'est peut-être pas aussi grave. L'opposition entre les bleus et les verts a des raisons historiques profondes et ne pourra pas être supprimée en un jour ou deux, mais ce n'est ni l'indépendance ni une réunification avec la Chine continentale qui y mettra fin, à l'inverse de ce qu'imaginent certains de manière réductrice.

La grande force de Taiwan est qu'avec les progrès de la démocratisation, les règles du jeu politique commencent à être établies : chaque partie peut exprimer ses intérêts et l'État de droit s'améliore progressivement. Si certains personnages politiques instrumentalisent les divisions ethniques par calcul, les choix idéologiques de la population et l'opinion publique ont progressivement mûri dans ce système ouvert, parvenant à freiner avec efficacité cette tendance. Le respect des règles du jeu démocratique a déjà été assimilé par la population, comme le montre le mouvement des chemises rouges de 2006, au cours duquel plus d'un million de personnes ont manifesté dans les rues pour demander la destitution du président Chen Shui-bian, sans chercher le conflit direct avec le gouvernement ni détruire le système constitutionnel. La réalité politique internationale a également décidé que Taiwan ne pourrait pas changer le *statu quo* de manière unilatérale.

Avec l'arrivée à l'âge adulte des jeunes générations, les blessures historiques sont en voie d'être progressivement guéries et le sentiment d'identité collective des Taïwanais se renforce. L'affirmation

1. Le bleu est la couleur du Guomindang, favorable à une éventuelle unification avec la Chine continentale ; le vert, la couleur du Parti démocratique progressiste favorable à une indépendance totale de Taiwan.

d'être d'abord taïwanais est largement partagée, les divergences n'apparaissent que sur le fait de se sentir ou non encore chinois. Tant que le débat sur l'indépendance de Taiwan ne se radicalisera pas, ce flottement identitaire vis-à-vis de la Chine se maintiendra, renforcé par les interactions commerciales, culturelles et sociales entre les deux rives, mais cette division ne devrait pas provoquer de grave conflit interne dans l'immédiat.

HONG KONG DE PLUS EN PLUS DIVISÉE

À la différence de Taiwan, Hong Kong a hérité des Anglais un système judiciaire très développé ainsi que la liberté de la presse, mais il lui manque un système démocratique complet. Or, pour défendre ses propres intérêts politiques, Pékin n'a pas honoré la promesse d'une démocratisation politique de Hong Kong qui serait incarnée, entre autres, par l'élection directe du chef de l'exécutif. Usant de divers prétextes, Pékin a ainsi marqué un arrêt dans le développement politique de Hong Kong. Couplées aux nouveaux défis posés par la transition économique de l'île – arrivée de nouveaux migrants, impact de la Chine continentale, affrontement de visions opposées sur le régime de Pékin ou sur certains événements comme le « 4 juin » –, les divisions internes de Hong Kong s'accroissent de manière inquiétante. Si elles ne sont pas corrigées à temps, elles pourraient avoir de graves conséquences.

Récemment, des événements comme la grande grève du port de Hong Kong, l'annonce du plan d'*Occupy Central*², l'émergence d'un mouvement localiste anti-continent et une certaine nostalgie à l'égard de la domination britannique reflètent tous, chacun à leur manière, cette tendance à la division. Un sentiment commun d'impatience se diffuse, tandis que la confiance des Hongkongais à l'égard du précepte « un pays, deux systèmes » est entrée dans une crise sans précédent, proche de la désintégration, comme le démontrent les sondages d'opinion.

2. Voir l'article « De Tiananmen à Occupy Central ».

Ces dernières années, Pékin a soutenu le milieu du grand capital hongkongais, tout en s'adjoignant la bureaucratie héritée du passé britannique et en attaquant le camp démocrate ; dans le même temps, les puissants de la Chine continentale ont formé une alliance d'intérêts avec le grand capital de Hong Kong. Certains phénomènes tels que les cadeaux offerts à de hauts cadres chinois par la Commission indépendante contre la corruption de Hong Kong, la corruption de hauts dirigeants du gouvernement hongkongais, l'autocensure des médias, les constructions illégales réalisées par le chef de l'exécutif ainsi que le fait de suivre les ordres de Pékin... menacent grandement les valeurs fondamentales de liberté, de respect de l'État de droit et de probité de l'administration qui constituent la tradition de Hong Kong. Ces changements font, comme le dit un ami hongkongais, qu'« on ne reconnaît plus le Hong Kong dans lequel on a grandi ». Les intérêts des classes moyennes et inférieures de Hong Kong ont été négligés et méprisés, rendant la division inévitable.

En fin de compte, ce problème reflète le manque de confiance de Pékin à l'égard des Hongkongais, mais aussi son insuffisante confiance en soi. Pour éviter de se diriger vers une scission complète qui provoquerait une récession et des troubles, le seul choix possible est que Pékin fasse preuve de sincérité et de vision à long terme en mettant rapidement en œuvre la démocratisation de Hong Kong. Les Hongkongais pourraient ainsi contrôler leur propre territoire et y créer des mécanismes efficaces pour l'expression des intérêts pluriels. Sans quoi, prétendre tout arbitrer selon les seuls intérêts de Pékin ne permettra pas de gagner la confiance des Hongkongais ni de préserver la prospérité de l'île. Pire, cela risque de détruire la conception d'« un pays, deux systèmes » et de nuire aux intérêts mêmes du Parti communiste chinois.

UNE CHINE CONTINENTALE AUX NOMBREUSES DIVISIONS

Par rapport à Hong Kong et à Taiwan, les divisions en Chine continentale apparaissent encore plus complexes et profondes. Les trente années de réforme et d'ouverture ont contribué à la formation de nouveaux acteurs et de nouvelles structures d'intérêts.

Mais en raison de l'inertie profonde de la gouvernance et du système politique, de nombreux conflits d'intérêts et divergences intellectuelles ne peuvent s'exprimer ni s'ajuster de manière institutionnelle, provoquant une série de phénomènes aigus de division : la rupture du consensus en faveur de la réforme, la division des pensées, l'opposition entre les cadres et la population, les divisions au sein de la société, les inégalités de développement des territoires, jusqu'à la double personnalité des cadres...

Face à cette situation, une méthode consiste à revenir à l'ancien système, à recourir à la force pour réprimer, à unifier les pensées pour maintenir de manière artificielle et temporaire une unité « harmonieuse ». Le résultat ne peut qu'être un affaiblissement de la vitalité économique et sociale, comme « une potion empoisonnée qu'on prendrait pour arrêter la soif ». Une autre méthode consisterait à institutionnaliser des mécanismes de régulation adaptés à ce paysage diversifié mais permettant d'éviter la scission, voire la désintégration ; à reconstruire les valeurs fondamentales de la nation, un consensus national et une légitimité du régime. Jusqu'à aujourd'hui, on n'a jamais vu de système plus efficace qu'un système constitutionnel.

Un système constitutionnel qui contraint et normalise le pouvoir, qui respecte et protège les droits des citoyens et reconnaît la structure plurielle des intérêts est un mécanisme institutionnel d'équilibre et de compromis. Sans parler des valeurs et des idéaux auxquels aspirent les Chinois depuis un siècle, simplement du point de vue de l'équilibre des intérêts, du renouvellement de la gouvernance du pays, et afin d'éviter la guerre civile et le chaos que pourraient engendrer les divisions, il est primordial de promouvoir la mise en place d'un régime constitutionnel en Chine. Dans l'histoire moderne, les réussites et les échecs de certains pays, y compris le mouvement constitutionnaliste en Chine, dépendent de la capacité des dirigeants à entreprendre des réformes constitutionnelles à temps, au bon moment. Les difficultés de transition auxquelles font face certains pays arabes aujourd'hui sont également en lien avec cette question. Les despotes n'apportent pas seulement de la souffrance à leurs populations en refusant les réformes nécessaires pendant leur période de règne ; après leur renversement aussi, ils laissent en héritage de nombreux obstacles.

Diviser pour mieux régner est une méthode de domination souvent utilisée par les autocrates, c'est le tour de passe-passe des empereurs et des rois. Les dirigeants de Pékin croient eux aussi pouvoir compter sur cette méthode pour gérer les verts et les bleus de Taiwan, les démocrates et les pro-Pékin de Hong Kong, les libéraux et les maoïstes en Chine continentale, et parvenir ainsi à la stabilité et à la paix. Mais à long terme, les effets de cette méthode ne peuvent constituer une bonne gouvernance. Ils ne feront qu'approfondir les fractures et entraîner des conséquences catastrophiques.

LA « THÉORIE DE LA DIVISION DE LA CHINE » EST-ELLE ÉTABLIE ?

Peu importent les causes historiques et actuelles des divisions en Chine, à Hong Kong et à Taiwan. Leur aggravation ou leur réduction dépend dans une large mesure des choix et des actes que feront les dirigeants à Pékin.

Ces dernières années, nous voyons souvent dans les médias traditionnels et sur Internet des experts et des internautes analyser et commenter un complot de « division de la Chine » qui serait orchestré par les pays occidentaux, en particulier les États-Unis. En réalité, sans exclure que certaines personnes extrémistes souhaitent une telle division de la Chine, tout personnage politique doté d'un bon sens politique et d'une rationalité ne peut en aucun cas souhaiter une Chine en pleine désintégration, qui apporterait au monde entier encore plus de dangereuses incertitudes. Personne n'y aurait intérêt et personne ne pourrait en supporter le coût. Que certains ne souhaitent pas voir apparaître une puissance qui dépasserait leur propre pays, c'est peut-être vrai, et encore ! Cela dépend de la façon dont ce pays sera devenu une puissance et de comment il emploie sa puissance. Des puissances comme l'Allemagne, l'Italie et le Japon d'avant la Seconde Guerre mondiale, personne n'a envie d'en voir émerger de nouvelles ; mais une puissance démocratique fondée sur un État de droit et sur le respect de valeurs universelles et des règles internationales, je n'oserai pas dire que l'enthousiasme serait absolu, mais au moins serait-elle acceptée.

« Il faut que le bois pourrisse d'abord pour que les insectes apparaissent », « il faut que le pays se détruise d'abord pour que des gens extérieurs le détruisent après », autrement dit, il faut balayer devant sa porte avant d'accuser autrui. Plutôt que d'ergoter sur l'existence supposée d'un complot de « division de la Chine », nous pouvons avancer quelque chose de certain : avec un géant comme la Chine, si une scission se produit, sa cause fondamentale ne pourra qu'être ancrée en son sein. Au milieu du XIX^e siècle, à un tournant de l'histoire des États-Unis, Lincoln affirmait dans un discours devenu célèbre, le *House Divided Speech* : « Une maison divisée ne peut perdurer, un gouvernement à moitié libre qui domine l'autre moitié esclave ne peut perdurer. » Malheureusement, il fallut une guerre civile pour résoudre ce problème, contribuant plus tard à l'essor grandiose des États-Unis.

La Chine d'aujourd'hui est face au problème suivant : va-t-elle couler ou parvenir à éviter un nouveau désordre pour réussir son essor ? La réponse, c'est aux Chinois eux-mêmes de la fournir et non aux autres. J'espère évidemment qu'ils choisiront la seconde option.

IV. POLITIQUEMENT À GAUCHE ET ÉCONOMIQUEMENT À DROITE : LE MODE D'EXERCICE DU POUVOIR RISQUÉ DU PCC

Cet article est paru sur le site de la section chinoise de la BBC le 9 septembre 2013.

Avant le troisième plénum du 18^e Congrès, neuf mois après l'arrivée au pouvoir de Xi, la situation politique chinoise restait très confuse et Xi était sous le feu des projecteurs. J'ai écrit cet article pour résumer les premières mesures qui ont caractérisé la politique de Xi. L'article a été largement diffusé sur Internet à l'intérieur comme à l'extérieur de la Chine, suscitant de nombreuses réactions.

Cinq ans après la publication de cet article, la contradiction mise en lumière de cette ligne du « politiquement à gauche et économiquement à droite » a complètement explosé. Nous constatons aujourd'hui que Xi est en train de l'abandonner au profit d'une nouvelle ligne politique : « politiquement à gauche et économiquement à gauche ». La liberté d'entreprendre est désormais réduite, un discours officiel vantant l'importance des entreprises d'État et le contrôle étatique sur les entreprises revient en force. Cela était d'une certaine manière inévitable : la contradiction de cette politique « politiquement à gauche et économiquement à droite » était trop grande pour pouvoir tenir longtemps. Aussi un choix s'est-il imposé pour rendre applicables les politiques. Pour résoudre ce dilemme, Xi a opté pour un retour à l'ancien système idéologique même si, afin de maintenir le dynamisme économique, il reprend de temps en temps une position de « droite » en matière économique.

Ces derniers mois, la politique chinoise a déconcerté les gens, envoyant des signaux peu clairs et contradictoires. Elle semble même plus difficile à comprendre aujourd'hui que durant les trente dernières années qui se sont écoulées.

Cette difficulté est liée au désordre provoqué naturellement par le changement de dirigeant, mais aussi aux directives contradictoires diffusées par les hautes sphères du Parti communiste chinois. Ces discours ont pourtant une logique sous-jacente : de la consolidation du pouvoir à la construction d'une autorité personnelle, du maintien de la stabilité sociale à celui du pouvoir du Parti, le schéma est relativement clair. Le problème est que l'orientation du pouvoir guidé par cette logique ne peut qu'inquiéter sur l'avenir de la Chine.

L'ORIENTATION DU POUVOIR

Pour le dire sommairement, l'orientation récente du pouvoir présente une caractéristique évidente : elle est politiquement de gauche et économiquement de droite. D'un côté, sur le plan politique, on contrôle étroitement la parole, on insiste avec force sur la nécessaire unité de l'opinion publique, on critique le constitutionnalisme, on rejette les valeurs universelles¹, on fait l'éloge de Mao, les discours en vogue pendant la Révolution culturelle font leur retour et les pensées incitant à l'hostilité du genre de celle de la lutte des classes se renforcent... De l'autre, on insiste sur l'approfondissement nécessaire de la réforme économique – le marché devrait contraindre les entreprises et les gouvernements à se réformer, les résultats obtenus par le marché devraient revenir au marché, l'État devrait se retirer de certains domaines qu'il contrôle, davantage de libertés devraient être accordées aux entreprises privées... – et on fait la promotion de la zone de libre-échange de Shanghai. C'est-à-dire qu'on insiste sur une série de mesures en faveur de la liberté économique. De toute évidence, ces initiatives politiques et économiques sont au service de la consolidation du régime.

1. *Pushi jiazhi*. Voir le glossaire des expressions chinoises et l'article « La schizophrénie idéologique du Parti communiste chinois ».

En réalité, depuis que le Parti communiste a entrepris la politique de réforme et d'ouverture, abandonnant ainsi le modèle totalitaire maoïste, l'orientation fondamentale de la politique chinoise a été le modèle de Deng, résumé avec humour par cette formule : « mettre son clignotant à gauche et tourner à droite ». On peut dire que tous les progrès et accomplissements de ces dernières années sont liés à l'abandon de l'idéologie et des méthodes totalement surannées du marxisme-léninisme, du stalinisme et du maoïsme ; mais tous les problèmes accumulés sont également liés à ce modèle promu par Deng, à ses contradictions internes et à l'incomplétude de la réforme, notamment sur le plan institutionnel².

Les difficultés ont aujourd'hui atteint un niveau de crise sans précédent, et des ajustements structurels sont nécessaires. La réforme et l'innovation institutionnelle, avec l'« accroissement des droits³ », doivent rationaliser les relations entre les parties, entretenir la vitalité du changement et créer des mécanismes d'expression et de régulation des intérêts afin de contenir les nombreuses insatisfactions.

Or si la nouvelle voie « politiquement à gauche et économiquement à droite » devient le prochain mode de gouvernance, elle risque de faire peser un grave danger sur l'avenir de la Chine.

Parce qu'à la différence de celui de Deng, le « politiquement à gauche » actuel vise à restaurer des pensées et des méthodes maoïstes radicalement opposées à la voie de développement suivie par la politique de réforme et d'ouverture qui était à l'époque guidée par la liberté. Les éléments « de gauche » chez Deng étaient instrumentaux, partiels, de nature autoritaire et servaient les besoins du pouvoir. S'il avait affirmé que des élections étaient nécessaires, il les avait repoussées de vingt ou trente ans par pragmatisme. C'est pourquoi ces éléments « de gauche » étaient compatibles avec des idées « de droite » : leurs différences pouvaient se diluer au vu des contraintes de temporalité et de rythme des réformes ; leurs orientations n'étaient pas complètement opposées, la société pouvait parvenir à un équilibre provisoire.

2. Voir l'article « Deng Xiaoping et le destin de la "réforme à mi-chemin" ».

3. Voir l'article « Accroître les droits : l'unique critère de la prochaine étape de la réforme ».

Mais aujourd'hui, cet appel à être politiquement de gauche et économiquement de droite donne l'impression d'avoir une jambe qui avance d'un pas, avec davantage de liberté et de marge de manœuvre, tandis que l'autre jambe recule d'autant. Une telle contradiction peut fonctionner un temps, mais, sur le long terme, elle entraînera des tensions et des problèmes internes encore plus grands que le « politiquement à gauche et économiquement à droite » de Deng. Et la perte d'équilibre qui en résultera provoquera une fissure de l'État.

UNE RIGIDIFICATION DE LA PENSÉE ?

La question clé est la suivante : les nouveaux dirigeants pensent-ils sincèrement que ce « politiquement à gauche et économiquement à droite » peut devenir un modèle ou bien l'ont-ils adopté comme une méthode provisoire de guérison dans un moment de souffrance ?

Comme je l'ai déjà écrit, ceux qui imaginent que Xi a la capacité d'enclencher directement une réforme politique sont trop optimistes. Sa seule possibilité d'action actuelle est d'« être un homme bien et (de) préserver le régime ». Les réformes qu'il entreprendra iront seulement dans ce sens. Nous ignorons si les nouveaux dirigeants ont une conscience profonde des contradictions internes du système politique actuel et des caractéristiques d'une civilisation moderne. Or c'est ce qui déterminera leur capacité à briser la ligne de pensée actuelle et à ouvrir une nouvelle voie.

Si Xi et les autres dirigeants décident de suivre l'injonction « politiquement à gauche et économiquement à droite » pour garantir une stabilité à long terme, c'est qu'ils n'ont aucune compréhension des caractéristiques d'une civilisation moderne et sont les héritiers de l'esprit maoïste ; on ne peut dans ce cas attendre d'eux les réformes substantielles indispensables à la Chine d'aujourd'hui. Parce que les idées de Mao, à l'instar des autres idéologies et systèmes totalitaires, sont certes des produits de la modernité, mais s'inscrivent aussi dans un modèle résolument antimoderne. C'est la raison fondamentale de la montée des systèmes totalitaires au xx^e siècle, mais aussi de leur désagrégation finale. Car les caractéristiques essentielles d'une civilisation moderne sont la liberté et

les droits. Quiconque réprime cette tendance court à la catastrophe ou à la défaite.

Un système autoritaire peut mettre en œuvre une économie de marché partielle, mais la pensée et le système inspirés de Mao sont aussi incompatibles avec une économie de marché que le feu l'est avec l'eau. Les réussites générées par les politiques de réforme et d'ouverture chinoises sont la conséquence de l'extension de la liberté et des droits des citoyens, les problèmes rencontrés actuellement trouvant précisément leur source dans le caractère insuffisant et incomplet de cette extension.

Il y a quelques jours, lors de l'annonce de l'ouverture du troisième plénum du 18^e Congrès du Parti, il a été affirmé que « la libération de la pensée⁴ était sans limites », qu'elle devait sans cesse être mise en œuvre et méritait d'être applaudie. Pourtant, du document n° 9⁵ au « Discours sur le travail idéologique⁶ », en passant par les affirmations hystériques des différents ministres de la propagande appelant à « brandir l'épée⁷ », tous les signaux transmis par les autorités montrent à l'évidence l'inverse : la pensée ne doit pas être libérée !

En réalité, rien que dans le seul domaine économique, même la Commission nationale pour le développement et la réforme⁸ considère que vouloir se servir de la pensée marxiste-léniniste-maoïste pour diriger le travail économique ne peut être qu'une blague et produire un grand désordre.

4. *Sixiang jiefang*. Voir le glossaire des expressions chinoises.

5. *Jiuhao wenjian*. Voir le glossaire des expressions chinoises.

6. Dans le « Discours sur le travail idéologique » prononcé par Xi Jinping le 19 août 2013 à l'occasion de la réunion nationale du PCC sur la question du travail idéologique, Xi a repris certaines idées traditionnelles en matière de propagande communiste, en insistant sur l'importance du marxisme comme « fondement idéologique du Parti ». Il a aussi appelé à défendre avec vigueur le « front idéologique » et à améliorer le travail de propagande en Chine et à l'étranger.

7. *Liang jian*. Titre d'une série télévisée en vogue en 2005 qui raconte la lutte militaire d'un héros communiste contre les Japonais durant la guerre. Depuis, ce terme très combattif, « brandir l'épée », est devenu courant, en particulier dans le langage officiel, pour mentionner les luttes contre les ennemis du régime.

8. La Commission nationale pour le développement et la réforme est un ministère très important dans le système chinois actuel, en particulier en raison de son rôle d'organisateur de la mise en œuvre du plan de développement et du programme de production économique national.

La crise idéologique du PCC ne pourra certainement pas être surmontée en s'appuyant sur les « sept thèmes prohibés⁹ » ou sur l'étude du marxisme-léninisme-maoïsme. Ni en critiquant le constitutionnalisme ou en rejetant les valeurs universelles, et encore moins en se livrant à une purge idéologique. Bien au contraire. En accordant de nouveau une position dominante à l'idéologie marxiste-léniniste-maoïste, autrefois suspendue par Deng pour faire avancer la réforme, et en renonçant aux ressources majeures d'une pensée humaine libre, l'idéologie du PCC ne peut qu'entrer dans une auto-contradiction, un dilemme et une impasse.

SORTIR DE LA CRISE

La crise à laquelle fait actuellement face la Chine nécessite au contraire d'abandonner ce « politiquement à gauche et économiquement à droite » et de déterminer un axe de réforme fondé sur la liberté et les droits ; de construire un cadre constitutionnel afin de permettre à toutes sortes de pensées de droite et de gauche et à toutes sortes d'intérêts d'obtenir des espaces d'expression institutionnels ; et de promouvoir des mécanismes constructifs d'interaction entre l'État et la société, entre les élites au pouvoir et la population. C'est dans ce contexte que pourront se redéfinir la gauche et la droite et que pourra se reconstruire un équilibre dynamique de la société ; que l'on pourra éliminer la schizophrénie de la nation et l'hypocrisie de la culture produites par ce « politiquement à gauche et économiquement à droite ». On devrait aller au bout de la logique de la « ligne des masses¹⁰ » en conférant à ces dernières le droit de surveiller et de choisir leurs représentants. Ou, pour le formuler autrement, il s'agit de créer les conditions institutionnelles

9. *Qi bu jiang*. Voir le glossaire des expressions chinoises.

10. *Qunzhong luxian*. Cette expression autrefois mise en avant par Mao, selon laquelle les dirigeants et les cadres du Parti doivent être issus des masses populaires, écouter les masses et servir les masses, a été remise au goût du jour par Xi Jinping. Voir le glossaire des expressions chinoises, ainsi que les articles « Wang Lijun, le modèle de Chongqing et le changement de pensée en Chine » et « La schizophrénie idéologique du Parti communiste chinois ».

pour que les cadres dirigeants ne puissent faire autrement que de respecter le peuple, ses droits et ses intérêts ; il faut mettre un terme à cette situation dans laquelle les cadres qui souhaitent suivre la ligne des masses la suivent, mais ceux qui ne le souhaitent pas continuent de sévir, laissant les masses sans recours.

La Chine est arrivée au point où elle doit faire un pas résolu vers la modernité. Si elle ne le fait pas, elle sera enveloppée par une brume de violence populiste et fera face au danger d'une explosion révolutionnaire que ne souhaitent pas voir advenir les Chinois. Ce ne sont pas, hélas, ce genre de mesures « politiquement à gauche et économiquement à droite » qui pourront réduire ce danger.

V. TROISIÈME PLÉNUM : LA DERNIÈRE RÉFORME ?

Cet article est paru sur le site de la section chinoise de la BBC le 23 novembre 2013.

Depuis 1978, c'est habituellement lors du troisième plénum que le Parti décide des lignes générales des politiques de réforme. En 2013, durant ce troisième plénum du 18^e Congrès du PCC, le premier depuis le changement de direction, une attention particulière a été prêtée aux décisions prises afin de mieux saisir la pensée de Xi en matière de réforme économique. Dans l'ensemble, les nombreuses décisions prises par ce troisième plénum en matière de réforme économique allaient dans le bon sens. C'est la raison pour laquelle, après la publication de la liste des mesures concrètes qui a suivi la clôture du plénum, la société les a accueillies avec un certain enthousiasme. Malheureusement, la plupart de ces mesures ont été rapidement abandonnées. Une ligne politique étatiste a par la suite été mise en avant, dont certains traits donnent l'impression d'un grand retour en arrière. Cinq ans plus tard, nous ne parlons presque plus de ce troisième plénum.

Le troisième plénum du Comité central du 18^e Congrès du Parti qui suscitait tant d'espoir et d'attentes vient de se terminer, les décisions de réforme ont été annoncées : elles sont plus ambitieuses que prévu dans certains domaines, mais dans d'autres, elles déçoivent. Partisans, observateurs et critiques ont tous exprimé leurs positions et leurs prévisions. Selon moi, ce plan de réforme est fondamental : peu importe la perspective adoptée, il décidera de l'avenir de la Chine. Car, au vu des tensions et des problèmes accumulés, l'histoire n'offrira plus au Parti communiste chinois une autre occasion de réformer. Peut-être s'agit-il donc de la dernière réforme conduite par le PCC.

COMMENT L'ÉVALUER ?

Les commentaires varient en fonction des critères d'évaluation choisis : selon que l'on se place du point de vue de l'augmentation des capacités d'action de l'État, du développement économique ou de la solidification du pouvoir du Parti, les conclusions diffèrent. En utilisant le critère de l'accroissement des droits des citoyens pour mesurer la réforme, ce plan présente des aspects qui méritent d'être approuvés : la suppression des *laojiao* (camps d'éducation par le travail), l'ouverture partielle à la naissance d'un second enfant, de nouveaux engagements à protéger certains droits et bénéfices des paysans, notamment les droits fonciers, un plus grand respect pour les entreprises privées, la réforme du *hukou* (passeport intérieur), l'égalité des droits à l'éducation et à l'emploi, la construction d'une « institution de protection judiciaire des droits de l'homme »...

Par ailleurs, du point de vue de la philosophie de la réforme, le contenu de la résolution laisse entrevoir un comportement pragmatique. De quoi réduire les craintes d'une re-idéologisation suscitées par l'éloge récent de la part du pouvoir au sujet des apports de Mao à l'économie, à la société et à la politique chinoises ; et créer des conditions favorables à la promotion d'une prochaine étape de la réforme. Le ton de ce plan de réforme est un retour à la voie de Deng.

Mais les autorités abandonneront-elles pour autant la direction mise en avant il y a quelque temps du « politiquement à gauche et économiquement à droite » ? Il est encore trop tôt pour le dire. La célébration de la naissance de Mao qui doit avoir lieu le mois prochain nous donnera une occasion importante pour l'observer. Pourtant, on peut prévoir que, dans le but de promouvoir cet esprit du troisième plénum, la propagande à l'égard de l'idéologie maoïste sera sans doute mise en sourdine et les méthodes ajustées. La répression à l'égard de certaines forces sociales ne s'arrêtera pas, mais elle utilisera des moyens plus sophistiqués.

LA ZONE D'ERREUR DE L'AUTORITARISME

Sur la question cruciale de l'attitude à l'égard des forces sociales, les officiels semblent être dans une grande incompréhension. Même

si le troisième plénum a mis l'accent sur l'importance de la créativité du peuple dans la réforme et sur le respect de la Constitution, nous n'avons pas vu d'initiatives nouvelles substantielles, ce qui laisse penser que les autorités conservent une certaine vigilance et une hostilité à l'égard des forces de la société. Si l'on se rappelle la réforme chinoise il y a plus de trente ans, c'était une période productive et emplie de vitalité, dont l'origine résidait précisément dans les interactions entre les autorités et la société ; or, depuis dix ans, la réforme est tombée dans le piège de la stagnation, en grande partie à cause du refus des autorités de reconnaître le rôle que la société peut jouer dans sa mise en œuvre, et pire, de la répression exercée par les autorités sur les forces de la société civile. La réforme est devenue le terrain de jeu exclusif des classes supérieures. Privée de l'enthousiasme populaire et manquant d'un espace de participation pourtant indispensable, elle n'a pu aller de l'avant. De nombreux exemples dans l'histoire tant chinoise que mondiale démontrent que ce genre de réforme par le haut, sans soutien populaire, n'est pas nécessairement vouée à l'échec, mais que sa forme finale est aberrante et contient des germes dangereux susceptibles de miner le développement futur.

L'annonce de la résolution du troisième plénum confirme ce que j'avais supposé. Le nouveau dirigeant est en train d'utiliser certaines méthodes de Deng à son arrivée au pouvoir : après avoir suscité l'espoir des gens avec la réforme, celui-ci les avait refroidis en réprimant certaines personnalités de la société civile et en célébrant Mao, avant de promouvoir un nouveau plan de réforme économique marqué par une libéralisation. Pour moi, il y a cependant une différence essentielle entre les manœuvres de Xi et celles de Deng : Xi n'a pas effectué les réhabilitations à l'égard des graves erreurs et injustices subies pendant la période maoïste, organisées et mises en œuvre par Hu Yaobang et soutenues par Deng Xiaoping. Au contraire, par la répression, il a créé toutes sortes de nouvelles erreurs judiciaires et injustices. Comment dès lors gagner la confiance du peuple ? La réhabilitation des personnes ayant subi ces graves erreurs n'était pas simplement la correction d'une injustice et une compensation. Il s'agissait de reconstruire la confiance de la population dans la justice et dans l'avenir et d'encourager sa participation à la réforme. Sans confiance dans la justice sociale, n'importe quelle politique

aura bien du mal à être mise en œuvre et la crise de légitimité ne pourra pas être résolue efficacement.

Sur le plan de la lutte anticorruption, le pouvoir de surveillance de la population et un fonctionnement transparent du pouvoir ont été affirmés, mais du point de vue des méthodes concrètes, rien n'a été dit sur la liberté d'expression et de la presse ni sur le rôle de la société civile, sans parler de l'utilité d'un parti d'opposition. Il s'agit donc encore d'une voie de limitation et d'équilibre du pouvoir du Parti, mais conduite sous sa direction. L'histoire et l'expérience démontrent que cela n'a jamais pu guérir de manière substantielle le problème de la corruption.

Par ailleurs, comment fonder une « autorité constitutionnelle » quand on adopte dans les faits des comportements anticonstitutionnels, comme arrêter illégalement des gens ou fermer des comptes sur Internet de manière injustifiée ? On ne saurait nier la nécessité de l'autorité dans le processus de transition et de modernisation ; la reconstruction et le renouvellement de l'autorité est un facteur clé de succès pour la modernisation d'un État. Le problème engendré par la réforme telle que l'envisageait Deng vient du mariage entre autoritarisme et conduite du développement économique. Avec l'enchevêtrement des intérêts économiques et du pouvoir, cette direction autoritariste apporte des résultats, mais dans le même temps elle ne peut que perdre en autorité. Quel paradoxe et quel problème pour elle !

Beaucoup s'interrogent : parviendra-t-on à briser le monopole des groupes d'intérêts ? C'est une des clés pour mettre en œuvre la réforme. Devoir pour cela s'appuyer sur l'autorité devient souvent une justification pour consolider cette dernière. Moultes formules présentes dans la résolution actuelle ont déjà été mentionnées dans le passé sans jamais être réalisées. Il n'y a aucune raison de croire que cette réforme ne connaîtra pas le même destin. De plus, à chaque réforme, du fait du manque de contrôle effectif, les puissants et les privilégiés en ont été les bénéficiaires principaux, si ce n'est exclusifs. Comment garantir que cette dernière réforme économique ne deviendra pas à son tour le banquet des riches et des puissants qui se partageront les propriétés de l'État et maximiseront leurs intérêts ? N'est-ce pas précisément le monopole du pouvoir et une insuffisante participation de la population qui

ont, depuis trente ans, transformé la réforme en un phénomène étrange aux yeux des observateurs ? En effet, depuis le début des réformes, on entend des appels à diminuer les pouvoirs d'approbation des administrations, à éliminer les nombreuses approbations à chaque échelon administratif et aujourd'hui, trente ans plus tard, ils sont encore une priorité de la réforme !

D'un point de vue logique et réaliste, vouloir éliminer le pouvoir corrompu en s'appuyant sur les structures du pouvoir qui en sont précisément à l'origine est voué à l'échec ; si résultat il y a, il ne sera que temporaire et ne pourra certainement pas résoudre de manière substantielle le problème. Afin de sortir de ce cercle vicieux, il faut d'abord s'extraire d'une logique de l'autorité et recourir à une logique des droits pour limiter le pouvoir et ensuite reconstruire l'autorité. De ce point de vue, la résolution de ce plénum n'est pas dénuée d'intérêt, mais elle reste en demi-teinte.

LE POINT D'INFLEXION DE LA CONFIANCE

Parmi les méthodes pour briser le monopole des groupes d'intérêts des riches et des puissants, celle de Mao consistait à s'appuyer sur la participation des masses et a abouti à la fin du développement ; celle de Deng reposait sur l'achat de soutiens, ce qui a entraîné une corruption endémique. Ces deux voies se sont révélées être des impasses et ont empêché la Chine de s'orienter véritablement vers l'avenir. Employer ces deux méthodes en même temps ne permettra donc pas davantage de promouvoir la réforme ; l'utilisation excessive d'un jeu d'équilibre entre la gauche et la droite ne contribuera qu'à augmenter son coût. Avant le plénum, un long article a mis en avant le fait qu'il ne fallait pas nier les deux périodes de trente ans (la période maoïste et la période de la réforme et de l'ouverture)¹. Le ton adopté dans les rapports publics sur le plénum avant la publication de la résolution était relativement différent du contenu de la

1. *Buneng fouding liangge sanshi nian*. « Il ne faut pas nier les deux périodes de trente ans. » Voir le glossaire des expressions chinoises.

résolution. Quelle confusion ! La réforme a besoin d'une orientation idéologique plus claire.

Tout régime est confronté à la question de la confiance de la population. Sans prendre des exemples anciens, l'actualité du monde arabe montre qu'à partir du moment où la confiance dans le régime atteint un point d'inflexion, alors se produit un effet d'avalanche, et même l'arme atomique ne saurait contrer cette tendance. La question clé pour la Chine contemporaine est donc la suivante : la confiance des Chinois à l'égard du régime pourrait-elle avoir atteint ce point d'inflexion ? Sinon, quand l'atteindra-t-elle ?

La relative indifférence et même l'attitude critique de certains à l'égard de l'annonce de ce plan de réforme montrent déjà le manque de confiance de la société. Ce n'est pas en créant un « groupe de direction de la réforme² » qu'elle pourra être conduite facilement. Les dirigeants doivent faire preuve de sincérité et mettre en œuvre le plus tôt possible l'augmentation des droits des citoyens, au lieu de transformer une partie des fonctions du Conseil national de la sécurité, nouvelle instance créée, en une version améliorée du Bureau du maintien de la stabilité³. Bloquée et prise en otage par les groupes d'intérêts, manquant du soutien de la population, la réforme sera sinon vouée à l'échec.

Le Parti ne dispose que d'une voie pour assurer le succès de la réforme et son propre avenir : orienter toutes les mesures de la réforme vers un accroissement de l'autonomie de la société, une augmentation des droits des citoyens, une limitation du pouvoir, une indépendance de la justice, l'accomplissement de sa propre mutation. La direction consistant à « agir en homme de bien et [à]

2. *Gaige xiaozu*. Cet organe a été créé par Xi dans le but de concentrer tous les pouvoirs en matière de réforme économique. Cette méthode consistant à concentrer tous les pouvoirs aux mains d'un « groupe » en brisant les institutions existantes fut largement employée par Mao pendant la Révolution culturelle.

3. On a annoncé la création d'un Conseil national de la sécurité, similaire au National Security Council américain, qui regrouperait tous les pouvoirs en matière de sécurité intérieure et extérieure et qui serait présidé par Xi. En ce qui concerne la politique de « maintien de la stabilité », voir le glossaire des expressions chinoises.

conserver le régime⁴» et à s'appuyer uniquement sur le développement de l'économie pour consolider son pouvoir est vouée à l'échec.

La qualité de prince rouge de Xi peut être favorable à la mise en œuvre d'une réforme politique repoussant la venue du point d'inflexion de la confiance et la crise ; mais s'il concentre excessivement les pouvoirs tout en refusant les réformes nécessaires, il pourrait être vu comme le défenseur des groupes d'intérêts et saper la confiance, accélérant de fait l'arrivée du point d'inflexion. D'un point de vue historique, qu'elle réussisse ou qu'elle échoue, cette réforme est sans doute la dernière du Parti communiste chinois.

Si elle réussit, alors les forces sociales promues par la réforme auront davantage d'autonomie et de capacité. Elles n'accepteront plus de manière passive que le plan de développement chinois soit uniquement le fait de l'État-Parti en fonction de ses intérêts et de sa volonté. Elles utiliseront différentes voies pour participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des réformes futures.

Si elle échoue, alors la réforme de la Chine se fera bientôt selon un autre procédé.

4. Voir l'article « Le style de Hu Jintao : contourner les difficultés principales ».

VI. L'AFFAIRE ZHOU YONGKANG ET L'ORIENTATION POLITIQUE DE LA CHINE

Cet article est paru sur le site de la section chinoise de la BBC le 4 août 2014.

Zhou Yongkang (né en 1942) a été le président de la très puissante Commission des affaires politiques et juridiques (Zhongyang zhengfa wei) de 2007 à 2012. Au sein des institutions du Parti, cette Commission est l'organe où sont souvent prises les décisions concernant les affaires juridiques, malgré l'affirmation d'un État de droit par les autorités ces dernières années. En théorie, le Parti doit respecter la loi, mais il assure aussi la direction des affaires juridiques. De fait, cette Commission dispose d'un pouvoir supérieur concernant la justice et la sécurité et elle est présente à chaque échelon administratif, du niveau central au niveau local. Siègent souvent en son sein des responsables de la sécurité et de la justice comme les chefs de la police et ceux de la gendarmerie, les responsables du renseignement, ainsi que les présidents de la magistrature et du parquet. La fonction de cette Commission a évolué dans l'histoire du régime, mais ce fut sous Zhou que son pouvoir a atteint un niveau sans précédent. Le ministre de l'Intérieur, le président de la Cour suprême, le président du parquet suprême, le ministre de la Sécurité nationale, le ministre de la Justice, le commandant suprême de la gendarmerie nationale étaient tous sous la responsabilité de Zhou en tant que membres de cette Commission nationale. Du fait de cette fonction, Zhou était l'une des personnes les plus puissantes de Chine et une figure dangereuse pour ses adversaires politiques. Depuis sa chute politique en 2012, au niveau national, le secrétaire général de cette Commission ne siège plus au Comité permanent du Bureau politique du PCC. Elle a

été dirigée jusqu'en octobre 2017 par Meng Jianzhu (né en 1947)¹ qui était membre du Bureau politique et membre du Conseil des affaires de l'État. Son pouvoir était visiblement réduit, même si la Commission a conservé tous les siens et continue d'exercer une influence importante dans la vie politique et juridique de la Chine actuelle.

À partir de 2013, les rumeurs concernant une éventuelle arrestation de Zhou ont couru pendant presque un an, des affirmations implicites sur cette affaire circulant régulièrement, autant dans les salons réservés aux élites que sur Internet. Mais pour des raisons politiques, Zhou apparaissait encore de temps en temps dans la presse et les médias officiels. Jusqu'au jour où l'arrestation de Zhou fut rendue officielle par les autorités, ce qui motiva cet article. Il fut écrit deux jours après l'annonce de l'arrestation de Zhou, le 29 juillet 2014. Le 5 décembre de la même année, le Bureau politique annonçait son expulsion du PCC. Le 3 avril 2015, Zhou a été condamné à la prison à vie pour « corruption, abus de pouvoir et divulgation de secrets d'État ».

L'espoir suscité à l'époque par l'arrestation de Zhou concernant l'abandon du système du maintien de la stabilité et le progrès dans le respect des droits a été anéanti par les pratiques observées depuis quatre ans. Autrement dit, les trois critères que nous mettons en avant ici pour observer si cette campagne anticorruption sera une étape dans la construction d'un véritable État de droit se soldent par une réponse totalement négative, comme le montrent bien les arrestations et les condamnations en grand nombre des avocats défenseurs des droits civiques. Sur de nombreux points, la situation actuelle en matière d'État de droit est bien pire qu'à l'époque où Zhou était responsable des affaires juridiques. Le système du maintien de la stabilité continue à fonctionner de manière arbitraire.

L'arrestation de Zhou a enfin été rendue publique ! Attendue de longue date, cette nouvelle a provoqué une grande joie sur Internet. Ce phénomène est significatif et triste à la fois : dans un État de droit

1. Voir le glossaire des noms propres.

garantissant la liberté de la presse, il ne se produirait pas. Mais en Chine, les gens n'ont aucun moyen de comprendre la marche des événements puisque tout est gardé secret. Des centaines de millions de citoyens, pourtant appelés les « maîtres du pays² », en sont réduits à attendre passivement une information ; à être les spectateurs d'échanges de mots codés sans savoir ce qui relève du vrai ou du faux, en arrivant à accorder davantage de crédit aux rumeurs qu'aux rapports officiels. Quelle étrangeté dans cette époque et dans ce monde !

Cette affaire nous rappelle aussi que, quelle que soit la réussite de la modernisation chinoise, sa politique relève encore d'une époque qui devrait être révolue depuis longtemps. Mais ce qui nous intéresse le plus ici est l'influence que cette affaire peut avoir sur la politique chinoise, sa signification potentielle d'un point de vue historique.

LE MODÈLE CHINOIS SE RAPPROCHE DAVANTAGE DE SON EFFONDREMENT

Si les discours des officiels sur les « trois confiances³ » – confiance envers la voie suivie, confiance envers la théorie officielle et confiance dans les institutions – ne sont pas près de cesser, cette affaire porte en réalité sûrement un coup dur au « modèle chinois⁴ ». Le phénomène Zhou Yongkang est en effet le produit de ce modèle.

Fondé sur le non-respect des droits fondamentaux de la population, ce modèle s'appuie sur la préservation de l'« atelier du monde » avec une main-d'œuvre à bas coût ; il réprime dans le même temps l'expression des opinions et des droits en vue de permettre aux puissants de continuer à piller sans limites ; les dirigeants s'appuient sur les intérêts pour maintenir la cohésion interne de la bureaucratie, diluant ainsi la responsabilité et la conscience critique des élites ;

2. *Guojia de zhuren*. Slogan idéologique utilisé depuis la fondation de la RPC, qui affirme que le peuple est le véritable maître du pays.

3. *Sange zixin*. Voir le glossaire des expressions chinoises.

4. *Zhongguo moshi*. Voir le glossaire des expressions chinoises.

la justice sociale fait défaut. La corruption généralisée va de pair avec l'appareil répressif de « maintien de la stabilité⁵ », les deux constituant les piliers de ce modèle.

Zhou était le représentant et le défenseur de ce système de maintien de la stabilité. Avec l'approbation tacite et l'encouragement de l'ensemble du groupe dirigeant, il ne l'a pas seulement renforcé : il en est devenu aussi l'un des principaux bénéficiaires. Mais alors qu'il en tirait de grands avantages, sa corruption personnelle a renforcé inévitablement la haine des gens à l'égard de ce système et scellé sa propre chute. Si la chute de Zhou est en partie liée à des éléments contingents, la raison profonde en est que ce modèle ne pouvait plus se maintenir avec des procédés anciens. La Chine est arrivée à une étape où elle doit redéfinir entièrement sa voie de développement et son orientation civilisationnelle.

L'ÈRE DE XI ET LES FACTIONS POLITIQUES

Jusqu'à présent, les signaux envoyés par le nouveau dirigeant sur la direction suivie sont confus et contradictoires. Il n'y a que dans la lutte contre la corruption qu'on observe une détermination, une unité et une puissance d'action. La raison en est simple : quel qu'ait été l'objectif initial de Xi dans la campagne anticorruption, celle-ci sert actuellement au mieux ses intérêts et elle répond aux attentes du plus grand nombre dans tous les milieux. Cette volonté politique se situe par conséquent à l'intersection des souhaits politiques de différentes catégories de personnes. C'est pourquoi, depuis sa prise de fonction, le plus grand bénéfice politique qu'a tiré Xi vient de la reconnaissance par la population des mesures qu'il a prises dans ce domaine.

De la même façon que la liquidation de Chen Xitong⁶ par Jiang Zemin et l'élimination de Chen Liangyu⁷ par Hu Jintao confirmaient le pouvoir politique de ces derniers, l'annonce de l'arrestation de

5. *Weiwen*. Voir le glossaire des expressions chinoises.

6. Voir le glossaire des noms propres.

7. Voir le glossaire des noms propres.

Zhou Yongkang témoigne aussi que l'ère de Xi a commencé. Mais, dans le passé, Jiang et Hu étaient sous la coupe des grands vétérans du régime. Ils ne pouvaient pas agir à leur guise, mais avaient des gens pour les protéger ou les aider, la responsabilité était partagée, et ils n'avaient pas à craindre le retour d'adversaires.

Or, avec l'affaiblissement progressif de la légitimité de l'autorité politique à la suite de la disparition des hommes forts du genre de Deng, Xi ne dispose plus de cette ressource, il est confronté à une génération d'hommes politiques imprégnés par la Révolution culturelle, qui n'éprouvent pas de crainte envers leurs adversaires et manifestent même un sentiment de supériorité. Dès ses débuts, Xi s'est donc retrouvé face à un défi politique : comment établir sa propre autorité et déjouer la menace incarnée par ses rivaux ? Il y a été confronté dès ses manœuvres pour accéder à la tête de la Chine jusqu'à aujourd'hui. Pour y répondre, la méthode de Xi est, en premier lieu, de s'appuyer sur la réforme des institutions en place, de perturber la situation existante afin d'augmenter ses ressources institutionnelles⁸ ; en second lieu, de s'appuyer sur la lutte anticorruption afin d'éliminer ses adversaires et de dissuader les factions en présence. Abattre Bo Xilai et Zhou Yongkang a été un élément de cette stratégie. C'est ainsi que la guerre de conquête et de consolidation du pouvoir menée par Xi a enfin pu franchir une étape définitive.

Ceux qui ont l'habitude d'exercer une influence en coulisses doivent maintenant se montrer prudents ou retenir leurs coups ; les anciennes factions ont été remaniées, elles se sont pour certaines effondrées, d'autres ont été affaiblies ou sont entrées dans une phase d'action clandestine⁹. La faction de Xi est restée la seule en position dominante. Son objectif sera de consolider ses forces, de briser les règles et d'assurer sa domination lors du prochain congrès

8. Depuis son arrivée au pouvoir, au nom de la réforme, Xi a pris une série de mesures au niveau institutionnel consistant à neutraliser certaines institutions qui fonctionnaient depuis deux-trois décennies : afin de concentrer le pouvoir sous sa responsabilité, il a créé des « groupes de direction » (*lingdao xiaozu*) dans divers domaines. Cela nous rappelle les pratiques de Mao pendant la Révolution culturelle.

9. Sur la question des factions au sein du Parti, voir le passage qui y est consacré dans l'avertissement au lecteur.

du Parti dans deux ans. Cela va devenir un nouveau point de focalisation politique et une nouvelle perspective pour observer la prochaine étape de la politique chinoise.

Xi peut naturellement célébrer sa victoire politique, mais des problèmes risquent de surgir. Tout d'abord, il n'aura plus d'excuses et devra répondre seul aux défis de la sécurité du pays, du bien-être de la population et de la pression de l'opinion ; Xi ne pourra pas non plus échapper à sa responsabilité dans les violations des droits de l'homme et les politiques contraires à un esprit humaniste et rationnel. S'il se révèle incapable de répondre aux attentes de la population, de stabiliser l'économie et de renouveler la politique afin de mener la Chine vers la liberté, la paix et la justice, alors, même s'il contrôle efficacement le pouvoir politique, l'autorité qu'il avait acquise faiblira un jour et conduira naturellement à l'effondrement du peu de confiance que les gens conservaient à l'égard du système actuel.

LA LUTTE ANTICORRUPTION, LE MAINTIEN DU POUVOIR ET L'ÉTAT DE DROIT

En réalité, l'enthousiasme de la population à l'égard de l'annonce de l'arrestation de Zhou ne peut être que temporaire car les gens attendent la suite, et le niveau des attentes va croître avec la poursuite de la lutte anticorruption. Si les nouilles instantanées ne suffisent pas à sustenter les gens en quête de nourriture, quel sera donc le prochain plat ? L'affaire Zhou peut-elle devenir un tournant historique positif dans la politique chinoise ? Cela dépendra des actions prochaines de Xi et des autres dirigeants. Xi ne peut pas, dans la lutte anticorruption, s'exprimer à la légère et retirer ses pions, cela nuirait à la réputation qu'il a acquise dans ce domaine. Mais celle-ci peut-elle encore monter d'un cran ? Rien n'est moins certain.

Par exemple, il est difficile de séparer Zhou Yongkang de Jiang Zemin et de Zeng Qinghong¹⁰, ne faut-il pas dès lors engager des actions à leur égard ? Ne faudrait-il pas également donner

10. Voir le glossaire des noms propres.

une explication sur la fortune de la famille de l'ancien Premier ministre Wen Jiabao? Et que faire du cas de Jia Qinglin¹¹ sur lequel des rumeurs de corruption circulent depuis longtemps?

Dans les informations publiées sur Zhou, il est seulement fait référence à l'infraction à l'égard de la discipline du Parti et non à la violation de la loi, son procès doit-il imiter les cas précédents et être public¹²? Ces questions, tout comme la suppression récente, juste après sa publication, d'un article sur le site du *Quotidien du Peuple* intitulé « La lutte contre la corruption n'a que des virgules et pas de point final¹³ », laissent deviner que l'issue de cette lutte est loin d'être connue. La machine à étrangler du système autoritaire est en marche, il est certes difficile de la stopper, mais rien n'est complètement assuré.

Par ailleurs, l'objectif final de cette lutte anticorruption est-il de préserver le régime ou de reconstruire la justice sociale et de refonder le système? C'est évidemment une question essentielle. Si on ne touche pas au système, alors la lutte anticorruption provoquera inévitablement un nouveau cycle de corruption; si c'est la seconde réponse qui est la bonne, alors il est nécessaire, parallèlement au mouvement anticorruption, d'intégrer de nouveaux éléments institutionnels et de nouvelles forces sociales, d'établir des structures qui permettent de contrôler cette corruption à la racine, afin de garantir la réalisation de ce programme.

Cette question reste en suspens. Alors que débutait l'affaire Zhou, il était annoncé que le sujet central du quatrième plénum du congrès du Parti serait « l'État de droit », ce qui a donné un indice et un message encourageants aux gens. Mais comme nous entendons « crier au loup » depuis longtemps, nous ne pouvons qu'observer et écouter en attendant le résultat final de ce plénum pour nous faire une opinion.

Selon nous, trois mesures pourraient constituer des critères pour évaluer si l'affaire Zhou constitue ou non un tournant historique. Et sans attendre le quatrième plénum du congrès du Parti,

11. Voir le glossaire des noms propres.

12. Il est ici fait référence au procès de Bo Xilai.

13. *Quotidien du Peuple*, édition en ligne, 30 juillet 2014.

les dirigeants pourraient agir dès à présent, afin de nous montrer leur détermination.

Premièrement, libérer les personnes arrêtées¹⁴. Libérer immédiatement les défenseurs des droits qui ont été récemment arrêtés de manière arbitraire¹⁵. Prendre des mesures pour réparer les erreurs judiciaires commises durant les dix années pendant lesquelles Zhou contrôlait le système de maintien de la stabilité, et même remonter à des injustices plus anciennes¹⁶, afin de reconstruire la confiance de la société envers la justice.

Deuxièmement, arrêter certaines personnes. Appliquer la loi à tous, afin d'affirmer l'impartialité de la justice d'État, la peine pouvant s'appliquer tant à des membres du Comité permanent qu'à des princes rouges. Dans sa conquête et sa consolidation du pouvoir, Xi s'est beaucoup appuyé sur les forces des princes rouges qui constituent la base la plus importante de son pouvoir. Il a utilisé la lutte anticorruption pour récompenser, en échange de leur soutien, certains « fils de révolutionnaires » qui ressentaient de l'injustice et de la haine à l'égard de la domination et du pillage mis en œuvre par certains « fils de cadres¹⁷ ». Mais sera-t-il capable de diriger la lutte anticorruption contre ceux qui sont corrompus et ne respectent

14. Ces dernières années, au cours de plusieurs vagues de répression, les autorités chinoises ont arrêté de nombreux militants et défenseurs des droits de l'homme, des activistes en tout genre, certains disparaissant parfois pendant de nombreux mois. Souvent, les procès n'ont pas respecté les délais, et les chefs d'accusation avancés pour accuser ces militants étaient même parfois légalement non fondés. Par exemple, le juriste Xu Zhiyong (né en 1973) a été arrêté et condamné à quatre ans de prison le 26 janvier 2014 au motif de « perturbation à l'ordre public » alors qu'il ne faisait que réclamer de rendre public le patrimoine détenu par les cadres, une mesure que même les autorités avaient mentionnée, mais qu'elles n'ont jamais mise en pratique.

15. Voir l'article « Un été meurtrier pour la tolérance ».

16. Depuis la fondation du régime, les injustices en matière de violation des droits, de non-respect de la dignité sont innombrables. Pendant la Révolution culturelle, ces violations des droits et des libertés ont atteint un sommet. Même si, une fois arrivés au pouvoir, Hu Yaobang et Deng Xiaoping ont mené une campagne de réhabilitation, de nombreux cas datant des trente premières années du régime demeurent en l'état, sans parler de l'affaire la plus marquante de l'histoire contemporaine de la Chine, la répression du mouvement de la place Tiananmen en 1989.

17. *Hong'er dai*, « fils de révolutionnaires », et *guan'er dai*, « fils de cadres ». Voir le glossaire des expressions chinoises.

pas la loi parmi les siens, afin de montrer qu'il est le défenseur de la justice de l'État et non le porte-parole d'un groupe de puissants? Pour l'instant, nous n'avons pas de réponse à cette question.

Troisièmement, cesser de critiquer le constitutionnalisme. Le fondement d'un État de droit réside dans son régime constitutionnel. Si les trois actions que je viens de mentionner ne sont pas mises en œuvre, alors il n'est pas raisonnable de conserver un quelconque espoir à l'égard du quatrième plénum, la signification de l'affaire Zhou se résumera à une simple lutte pour consolider le pouvoir.

LA RÉVOLUTION DES CONSCIENCES CITOYENNES

Si la chute de Bo Xilai a, en théorie, mis fin au « modèle de Chongqing¹⁸ », les gens ont découvert avec surprise que les politiques nationales actuelles et les discours officiels avaient des similitudes avec celui-ci ; Zhou est également tombé, mais le système de maintien de la stabilité qu'il contrôlait continue de fonctionner à plein régime. C'est pourquoi, si le pessimisme n'est pas forcément de mise, il n'y a pas non plus de quoi se réjouir aveuglément. Sur Bo et Zhou ont été révélées des histoires de sexe, d'assassinat, d'argent, de pouvoir, de voyous, de pègre, de complots... Comparé à la fiction américaine *House of Cards*, le feuilleton de la politique chinoise se révèle encore plus dissolu, sans vergogne et éhonté.

Qu'un dirigeant national en charge de la sécurité publique ait pu être à ce point corrompu est choquant, mais ce phénomène recèle aussi une signification profonde. Peut-être qu'à terme, cette histoire bénéficiera aux citoyens et à la nation dans la mesure où elle nous enseigne qu'à l'égard des hommes politiques, si l'on peut applaudir quand il faut applaudir, il est nécessaire de garder en permanence une attitude sceptique et vigilante, comme il se doit pour des citoyens modernes. Cela constitue aussi la révolution des consciences citoyennes que doivent accomplir aujourd'hui

18. Voir l'article « Wang Lijun, le modèle de Chongqing et le changement de pensée en Chine ».

LA CHINE DÉSORIENTÉE

les Chinois, en vue de ne plus être spectateurs, mais de s'efforcer de créer des institutions dans lesquelles ils auront, eux citoyens, le droit de choisir et de contraindre leurs dirigeants.

VII. DENG XIAOPING ET LE DESTIN DE LA « RÉFORME À MI-CHEMIN »

Cet article est paru sur le site de la section chinoise de la BBC le 25 août 2014.

Zhou Qiren (né en 1950), qui popularisa la notion de « réforme à mi-chemin » à laquelle le titre de l'article fait référence, est l'un des économistes les plus renommés de Chine, professeur à l'université de Pékin et ancien membre du Comité national de la politique monétaire. Il est aussi docteur en économie de l'université de Californie à Los Angeles. Depuis les années 1980, il joue un rôle très actif dans les réformes économiques en Chine. Il a été membre de l'un des trois think tanks officiels animés par les réformateurs les plus dynamiques des années 1980 : le Centre de recherche sur le développement rural de la Chine, directement rattaché au Bureau d'études du Comité central du PCC¹. Ses contributions portent sur la question du développement économique et la nouvelle économie institutionnelle, en particulier la question de l'économie agricole.

Cet article a été rédigé lors du troisième et du quatrième plénum du 18^e Congrès du Parti, qui ont donné lieu à une vague de discussions sur la réforme en Chine. Depuis, avec la mise en route par Xi d'une ligne politique portant de plus en plus une couleur néo-maoïste et l'abandon de fait de nombreuses mesures réformatrices annoncées lors de ces deux plénums, ce débat sur la réforme s'est éteint. Même si aujourd'hui les autorités tiennent encore un discours en faveur de la réforme, personne ne le prend plus au sérieux.

1. Les deux autres sont l'Institut d'études sur la réforme de la Chine et le Centre de recherche de CITIC.

Dans un article intitulé « Pourquoi est-il si difficile de réformer en Chine? », Zhou Qiren a employé l'expression de « réforme à mi-chemin² » au sujet des réformes économiques en Chine. Ce théoricien et homme de terrain a souvent des réflexions stimulantes et originales sur les problèmes de la Chine. L'expression de « réforme à mi-chemin », qui reprend, en chinois, un style parlé populaire, n'est sans doute pas son apanage, mais son emploi dans un article qui débat des réformes en Chine et donne des exemples sur le terrain lui confère un caractère particulièrement vivant et chargé de sens.

Pourtant, si M. Zhou aborde la question du caractère inachevé des réformes chinoises, on peut regretter qu'il ne soit pas allé plus loin dans sa réflexion. Le troisième plénum du 18^e Congrès du PCC, la campagne de lutte contre la corruption ou les activités de commémoration de la naissance de Deng Xiaoping il y a cent vingt ans ont récemment relancé les discussions sur la réforme. M'inspirant de l'article de Zhou, je propose ici quelques idées et invite chacun à y réagir.

LA « RÉFORME À MI-CHEMIN » ET LA NOUVELLE RÉFORME

Comme l'explique Zhou, le fait suivant peut laisser perplexe : le système d'économie planifiée a été à l'œuvre en Chine pendant une vingtaine d'années (des années 1950 aux années 1970), mais cela fait maintenant trente-cinq ans que l'on se fixe comme objectif de le réformer, et aujourd'hui encore cette réforme demeure partielle et difficile ! Parce que la réforme n'est pas complète, partout apparaissent des situations de « demi-réformes », provoquant de nombreux problèmes. Et il n'est pas improbable qu'« éclate une grande crise » un jour.

Nombreux sont ceux qui partagent ce point de vue, y compris au sommet de l'État-Parti. L'ancien Premier ministre Wen Jiabao

2. *Ban lazi gaige*. Expression populaire qui caractérise quelque chose d'inachevé ou réalisé à moitié. Dans l'article, nous avons choisi de traduire par « réforme à mi-chemin », « demi-réforme » ou « réforme incomplète » en fonction du contexte.

a ainsi déclaré que les succès de la réforme pourraient s'avérer vains si on ne menait pas la réforme à son terme ; plus récemment, Wang Qishan, premier secrétaire de la Commission centrale d'inspection de la discipline du Parti³, a recommandé la lecture du livre d'Alexis de Tocqueville *L'Ancien Régime et la Révolution*. Wen comme Wang insistent sur le fait que si la réforme n'est pas menée à bien, une révolution pourrait voir le jour. Personnellement, je n'ai cessé, au cours de ces dix dernières années et à différentes occasions, de discuter de ces idées : conduite à moitié, une réforme peut parfois déclencher un changement plus radical que l'absence de réforme, parce que le niveau des attentes est déjà élevé et que les forces sociales sont déjà en mouvement. Ce n'est qu'en utilisant la réforme pour répondre à ces attentes continues, en accélérant la mise en place d'institutions nouvelles, que la société peut demeurer stable.

Ce mélange de systèmes ancien et nouveau que constitue la « réforme à mi-chemin » ne se manifeste pas seulement sur le plan économique avec nombre de semi-marchés et de monopoles semi-étatiques, il est également présent dans tous les autres domaines. Dans le domaine politique, on ne peut même pas parler de « réforme à mi-chemin » pour qualifier le système actuel hérité de Mao Zedong. Réformer le seul domaine économique sans toucher à la politique est la « réforme à mi-chemin » la plus manifeste, ses effets néfastes se faisant chaque jour plus visibles.

Pour ces raisons, parler aujourd'hui de réforme ne peut plus avoir le même sens qu'autrefois. Il ne s'agit plus seulement de transformer le système maoïste, en particulier le système économique. Parler de réforme devrait s'attaquer à deux objectifs : d'une part, rénover la vieille maison que représente l'ancien système, s'attaquer à ce qui n'a encore jamais été réformé, en particulier les institutions politiques et étatiques héritées de l'époque maoïste ; d'autre part, finir les chantiers inachevés et abandonnés de la réforme, se débarrasser de tous ces mauvais mécanismes économiques, sociaux et politiques qui sont nés de la greffe du système maoïste avec la

3. En ce qui concerne cette institution, voir l'avertissement au lecteur.

« réforme à mi-chemin », afin de construire des institutions qui correspondent aux nouvelles attentes de la société et aux nouvelles exigences de l'économie.

Certaines forces sociales et résultats issus des premières réformes doivent à leur tour devenir un objet de réforme : de nouvelles réformes sont maintenant nécessaires pour affaiblir et encadrer les groupes d'intérêts qui, ayant goûté à ses douceurs, souhaitent aujourd'hui s'arrêter à mi-chemin de la réforme, et reconstruire ainsi la justice sociale. C'est pourquoi la réforme aujourd'hui ne peut se contenter d'être la continuation ou la renaissance de l'ancienne réforme, elle doit être entièrement repensée et refondée. Sans ces deux objectifs inséparables, réformer n'a aucun sens.

DEUX CONCEPTIONS DE LA RÉFORME

Cette nouvelle réforme devrait avoir pour objectif d'en finir avec la situation de « réforme à mi-chemin » et d'achever la transition des institutions. En réalité, deux conceptions de la réforme ont toujours coexisté parmi les réformateurs chinois. La première, de *nature instrumentale*, est représentée par la pensée de Deng Xiaoping. La réforme était conçue pour améliorer le système et maintenir la direction du Parti, et c'est seulement à cette condition qu'elle a été mise en œuvre pour développer les forces de production et repenser certains systèmes de gestion de l'État et de la société. Cela signifie que la réforme était envisagée en soi comme une « réforme incomplète » qui ne visait aucunement à changer entièrement le système. Cette conception a conduit logiquement à l'apparition de nombreuses situations de « demi-réforme » considérées comme légitimes.

À l'inverse, une seconde conception place ses espoirs dans la transformation progressive et permanente de l'ancien système jusqu'à la reconstruction de l'ensemble du système économique, social et politique du pays, qui conduirait à un renouvellement de la civilisation chinoise à notre époque moderne.

Pour des raisons historiques et politiques, ces deux conceptions ont été entremêlées et confondues. Les tensions qui existent entre elles et les interactions entre leurs défenseurs respectifs sont des

éléments clés pour comprendre ces trois décennies de réforme en Chine ainsi que les difficultés actuelles. La relance et la réussite finale de la réforme résident, dans une grande mesure, dans la possibilité de réduire les tensions, de redéfinir et de clarifier ses objectifs. Le pragmatisme à la Deng qui consiste à « ne pas débattre⁴ » de la nature de la réforme afin d'éviter les polémiques idéologiques et politiques a pu avoir des effets positifs dans un moment historique particulier, mais ses effets sont aussi négatifs, puisqu'il est intellectuellement à l'origine de cette situation de réforme à mi-chemin. Aujourd'hui, la question fondamentale de savoir s'il faut réformer les institutions de l'État et quelle orientation devrait suivre cette réforme ne peut plus être évitée.

LES INTERACTIONS ENTRE CEUX D'EN HAUT ET CEUX D'EN BAS ET LES DIFFICULTÉS DE LA RÉFORME

Zhou considère que la difficulté actuelle de la réforme réside dans l'écart entre les dignitaires du régime et le peuple, les premiers étant incapables d'assimiler les innovations et les demandes des derniers. Cela pose, d'après moi, la question fondamentale des acteurs ou des sujets de la réforme et de leurs capacités d'action. Je partage l'observation de Zhou et considère que l'interaction dialectique entre le haut et le bas de la société est l'élément clé qui décidera de la réussite ou de l'échec de la réforme. Durant ces trois décennies, lorsque l'enthousiasme et l'énergie engagés dans la réforme par le peuple ont été reconnus et intégrés de la bonne manière par les dirigeants, celle-ci s'est révélée pleine de force et a produit de nombreux résultats ; lorsque, à l'inverse, les actions et les innovations du peuple ont été rejetées, voire étouffées, la réforme s'est transformée en un jeu solitaire, elle a été déviée de sa trajectoire et réduite à un discours vide.

Si l'on adopte une perspective historique et mondiale pour discuter de ce problème, on observe que la relation entre les classes

4. *Bu zhenglun*. Voir le glossaire des expressions chinoises.

sociales est une question récurrente. Lorsque le sommet demeure rigide et devient un obstacle pour faire avancer la société, lorsque s'impose la nécessité de s'appuyer sur le peuple pour briser le cadre institutionnel afin de répondre aux exigences historiques, il ne s'agit plus de réforme, mais bien souvent de révolution. De même, lorsqu'une réforme de type autoritaire est lancée et conduite seulement par les dirigeants, elle risque d'échouer faute de participation de la société. Si ce type de réforme autoritaire menée au sommet peut connaître des succès initiaux, sur le long terme, elle peut se révéler porteuse de germes dangereux, comme l'illustre le Japon moderne de l'après-Meiji.

Dans le cas de la Chine actuelle, la négligence, le peu de considération, voire l'hostilité, à l'égard de ceux qui sont situés au bas de l'échelle sociale ont une raison historique et institutionnelle et ne sont certainement pas le fruit du hasard. Ils sont la conséquence logique de cette conception instrumentale de la réforme et la manifestation pathologique de la captation des appareils de l'État par des groupes d'intérêts. Cela explique également le manque d'enthousiasme actuel pour la réforme de la part de la population. Après la première phase heureuse des réformes dans les années 1980 et jusqu'au milieu des années 1990, au cours de laquelle les masses populaires ont obtenu des avantages, les cadres des intérêts, et l'État des bénéfiques, la différenciation des intérêts nécessite désormais un nouveau cadre institutionnel pour une plus juste répartition des bénéfiques et une plus large participation des citoyens aux affaires publiques.

Ce besoin de nouvelles institutions intégrant une participation populaire est également rendu nécessaire par le réveil de plus en plus fort des consciences citoyennes. Or la conception instrumentale de la réforme que nous avons évoquée et qui domine encore aujourd'hui ne peut répondre à ces nouvelles exigences. Tant que cette conception prévaudra au niveau officiel, sans volonté réelle de transformer en profondeur les institutions, les interactions fructueuses entre l'État et la société qui ont caractérisé la première phase des réformes ne pourront plus réapparaître : la réforme ne connaîtra pas de nouvel âge d'or.

DENG XIAOPING ET XI JINPING : DES RÔLES HISTORIQUES À DÉFINIR

C'est en remettant en cause la Révolution culturelle de Mao et en promouvant la réforme à partir de 1978 que Deng Xiaoping a imposé son nom dans l'histoire. En 1992, c'est par sa « tournée dans le Sud » qu'il a relancé les réformes et sauvé sa réputation qu'il avait lui-même détruite en ordonnant la répression du 4 juin 1989. Je pense pourtant que le rôle historique de Deng Xiaoping n'est pas encore entièrement écrit, cela dépendra de la façon dont Xi Jinping traitera l'héritage de Deng et du destin final de la réforme. Revenir à Mao est une voie sans issue ; Deng a besoin que Xi fasse en partie table rase de ce qu'il a accompli pour entrer définitivement dans l'histoire et pour que Xi se forge dans le même temps une figure historique. À l'inverse, si la réforme échoue en définitive, la position historique de Xi sera réduite à néant, et celle de Deng sera également fortement réduite, voire détruite.

La campagne de lutte contre la corruption actuellement menée par Xi Jinping ne peut être que le premier pas dans la liquidation de l'héritage de la « réforme à mi-chemin » de Deng. Si l'on ne répond pas positivement aux attentes de la société et qu'on ne s'appuie pas sur les forces sociales pour mener la réforme à son terme, mais qu'à l'inverse on réprime les voix de la société pour faire une nouvelle demi-réforme selon le nouveau style de Xi, quand bien même celle-ci serait importante, à la fin ne restera que la silhouette solitaire de Xi qui sera engloutie progressivement par l'ombre immense de la bureaucratie.

Sous les présidences de Jiang Zemin et de Hu Jintao, le modèle de Deng disposait encore de marges de manœuvre. L'entrée dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001 a en particulier contribué à injecter en Chine de l'énergie et des ressources, réduisant temporairement la pression provoquée par les nombreux problèmes inhérents à ce modèle. Xi ne peut plus désormais compter sur cette bonne fortune qu'ont connue Jiang et Hu. Les circonstances historiques ont déjà décidé qu'il devrait soit être un grand homme qui réforme le système et évite que la société ne paie un coût encore plus élevé ; soit être le coupable qui n'aura pas su saisir la dernière chance historique et aura ouvert grande la porte

à toutes sortes de conflits sociaux. Il ne s'agit plus que d'une question de temps et de circonstances.

Ceux qui brandissent les infortunes des transitions de l'Europe de l'Est, de l'Union soviétique et des pays arabes pour nier la nécessité de réformer en profondeur les institutions de l'État font une lecture historique erronée, confondant les causes et les conséquences. En réalité, les difficultés rencontrées pendant la transition prennent toutes leur racine dans la période précédant la transition, c'est-à-dire dans un rejet de la réforme ou dans son caractère inachevé. C'est précisément pour cela qu'il faut accélérer la réforme de l'État, recourir à une réforme progressive et complète pour éliminer les éléments cancéreux et éviter ainsi une transformation plus radicale. Quand, alors que la rue protestait déjà, Ben Ali et Moubarak ont enfin annoncé la réforme politique et sociale tant attendue par la population, il était déjà trop tard et les conséquences de ce retard sont encore visibles aujourd'hui, bien après la disparition de ces personnages.

Aujourd'hui, avec le développement de la Chine, nombreux sont ceux qui croient que ce modèle de « réforme à mi-chemin » peut perdurer. Il faut savoir que la plupart des systèmes totalitaires et autoritaires ont tous, à des degrés divers, connu leur moment de gloire économique, mais qu'en raison de leurs défauts inhérents, aucun n'a pu éviter la décadence et la turbulence ; cette leçon est encore d'actualité. La réussite actuelle de la Chine est certes liée au modèle de développement à l'œuvre, mais le grand danger qui la guette prend également sa source dans ce modèle. Le vainqueur d'aujourd'hui peut être le perdant de demain. La situation actuelle est celle d'un ordre post-totalitaire de type autoritaire au sein duquel les citoyens n'ont qu'une position de demi-sujets, où leurs droits ne peuvent obtenir aucune garantie fiable, où les intérêts ne peuvent s'exprimer de manière adaptée, où l'impartialité de la justice n'existe pas et où la corruption est rampante. C'est dans ce contexte que peuvent s'accumuler certaines forces subversives.

Faire des Chinois des citoyens de plein droit devrait être l'unique objectif et critère des réformes. Toute réforme qui s'écartera de cet objectif visant à reconstruire la légitimité de l'État et ses relations avec la société est vouée à l'échec. La forme, le nom des institutions peuvent varier, mais leur substance qui est de

permettre aux citoyens de devenir de vrais sujets de la modernité ne saurait faire défaut.

Personne ne peut résister à la vague de l'histoire, Deng n'y a pas échappé, Xi ne le pourra pas non plus.

VIII. LA SCHIZOPHRÉNIE IDÉOLOGIQUE DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

Cet article est paru sur le site de la section chinoise de la BBC le 30 septembre 2014.

Le 22 mai 2013, dans un contexte où le Parti affiche des positions de plus en plus réactionnaires en reprenant d'anciens discours de l'époque de Mao, et après un discours de fermeté à l'encontre de la pensée libérale prononcé par Xi Jinping au cours d'une réunion du Parti consacrée au travail de propagande, le Journal de l'armée a publié un article reprenant l'idée autrefois développée par Fang Zhimin [1899-1935], une figure du Parti communiste, mort durant les années de guerre civile entre le Parti communiste et le Guomindang, selon laquelle les communistes sont des gens qui comprennent la « vérité de l'univers ». Si cet article est une réponse au débat du moment sur l'existence de « valeurs universelles¹ », en défendant les valeurs communistes universelles, il s'agit en réalité de refuser les valeurs universelles libérales.

Afin de mettre plus de cohérence dans le discours idéologique officiel, en décembre 2013, les autorités chinoises ont publié une liste de thèmes qui, reprenant ceux déjà évoqués dans le rapport politique du 18^e Congrès du PCC de l'année précédente, résume en vingt-quatre points les valeurs centrales du socialisme chinois actuel. Figurent dans cette liste la démocratie, la liberté parmi d'autres thèmes comme la prospérité et la puissance nationale. Mais si l'on y regarde de plus près, de nombreux thèmes apparaissent confus ou

1. *Pushi jiazhi*. Voir le glossaire des expressions chinoises.

contradictoires, renforçant, au lieu de les réduire, les confusions en matière idéologique.

Trois ans se sont écoulés depuis la publication du présent article et il est triste aujourd'hui de constater que ce phénomène de schizophrénie idéologique des autorités chinoises s'aggrave davantage. Il ne se passe pas un jour sans que nous entendions des discours officiels contradictoires, y compris dans le domaine économique, un domaine autrefois épargné aujourd'hui plus ou moins touché par ce phénomène. Prenons l'exemple de la réforme des entreprises d'État, les autorités tiennent d'un côté un discours préconisant l'importance du renforcement de la direction du Parti dans ces entreprises, de même que dans les entreprises privées, tout en insistant dans le même temps sur l'importance de réformer ces entreprises étatiques afin de les rendre plus compétitives. Cette schizophrénie paraît loin d'être guérie.

À l'occasion de l'annonce de la relance des réformes, certains ont osé reparler de la lutte des classes, pourtant à l'origine de la folie des années maoïstes ! L'idéologie officielle du Parti communiste chinois a souvent révélé ces dernières années nombre de situations « schizo-phréniques », mais une nouvelle étape vient d'être franchie.

Issue du grec *schizein* (fragmentation) et *phrèn* (esprit), la « schizophrénie » désigne en psychiatrie un « déchirement de l'esprit ». Ses causes peuvent être héréditaires ou psychologiques ; elle se manifeste souvent par une tendance à l'hallucination, au délire et à l'incohérence verbale, à la mise en danger de soi-même ou d'autrui, à la perte du fonctionnement cognitif et social. Si l'on adopte cette définition, on ne peut s'empêcher d'être étonné et de s'inquiéter pour l'avenir de la Chine : ce terme s'applique en effet à certaines expressions et pratiques du Parti communiste chinois. Ces derniers temps plus que jamais, le PCC laisse apparaître de graves confusions en matière de logique, une incohérence entre les paroles et les actes et des propos creux et arbitraires.

Cette situation idéologique emplies de confusions reflète l'état actuel de la Chine avec son désordre et ses contradictions politiques, ses antagonismes sociaux aigus et l'absence d'orientation du pays. Elle témoigne du dilemme et de la vive inquiétude du groupe au pouvoir qui, faisant face à une crise profonde de

légitimité, est engoncé dans la défense de ses intérêts, dans des routines institutionnelles et un cadre idéologique périmé. Elle reflète également le fait que la Chine se situe à la veille d'un grand changement historique.

UNE IDÉOLOGIE SCHIZOPHRÉNIQUE

Si la schizophrénie de l'idéologie officielle en Chine ne date évidemment pas d'aujourd'hui, elle est particulièrement manifeste de nos jours, laissant les gens sans voix. D'un côté, l'idéologie officielle critique fermement la démocratie et la liberté, de l'autre, elle les célèbre dans la poursuite du bien commun de l'humanité et considère qu'il faut les intégrer aux « valeurs centrales du socialisme » ; elle ne reconnaît pas l'existence de valeurs universelles, mais prétend détenir la vérité de l'univers et affirme que le marxisme peut être appliqué universellement ; elle nie le constitutionnalisme, interdit de parler d'« indépendance de la justice », mais affirme avec emphase l'importance de la Constitution et de l'État de droit ; elle reconnaît que le peuple est le « maître du pays » mais interdit de parler des « droits des citoyens » et impose à ces derniers d'obéir à la direction du Parti. Enfin, alors que de nombreux droits concrets ne sont pas garantis dans la réalité, les gens sont invités à faire des « rêves » lointains et vagues².

Ces discours idéologiques exigent (des autres) qu'on regarde l'histoire « correctement », qu'on s'oppose au nihilisme historique, mais ils interdisent d'évoquer les erreurs historiques commises par le Parti et recourent à l'euphémisme d'« erreur au cours de

2. Le « rêve chinois » est le slogan actuellement en vogue en Chine, lancé par le président Xi Jinping fin 2012, peu de temps après son arrivée au pouvoir, comme la marque de son ère. Voir le glossaire des expressions chinoises.

l'exploration » pour qualifier la grande famine³ provoquée par la politique maoïste du Grand Bond en avant ; pendant que certains officiels se rendent à la commémoration de la naissance de Confucius pour faire l'éloge de la richesse de sa pensée et célébrer tambour battant l'« harmonie de la société » et l'« harmonie du monde », ceux en charge de l'idéologie proclament dans le même temps que la lutte des classes devrait rester comme autrefois la ligne politique principale pour les affaires intérieures et extérieures. Entre la pensée de Confucius, qui célèbre l'harmonie, et la philosophie de la lutte des classes, où se situe alors la vraie position idéologique du Parti ? Quelle voie faut-il suivre ? Quelle classe sociale la Chine incarne-t-elle et contre quel pays représentant une classe ennemie lutte-elle sur la scène internationale ?

Les discours idéologiques officiels ne s'adressent souvent qu'à eux-mêmes. En décalage avec les mentalités et les aspirations de la société, ils sont incapables de proposer une interprétation convaincante sur la Chine d'aujourd'hui et de demain. Proches de la faillite, ils sont dans une crise sans précédent.

LE BAZAR IDÉOLOGIQUE DE MAO, DENG, JIANG ET HU

Dans ce système post-totalitaire qui n'a jamais complètement quitté le nid du totalitarisme, les dirigeants au plus haut sommet doivent continuer de jouer à la fois le rôle d'interprètes de la vérité et celui de guides spirituels. Le niveau de stabilité et de légitimité de leur position dépend étroitement de leur capacité d'influence dans le champ idéologique. Si, de Mao à Deng puis à Xi aujourd'hui, cette tendance à incarner un double rôle de dirigeant absolu a eu

3. Vers la fin des années 1950, Mao Zedong lance la célèbre politique du Grand Bond en avant. Loin d'apporter le fruit égalitariste souhaité, cette politique utopique radicale a, au contraire, été à l'origine d'une grande famine durant les années 1959-1961, qui a provoqué plusieurs dizaines de millions de morts. Les autorités chinoises attribuent depuis longtemps les causes de cette grande famine à des catastrophes naturelles. En réalité, son origine était bien humaine et les raisons en étaient politiques. L'un des meilleurs ouvrages chinois sur la grande famine, paru en 2008 à Hong Kong, a été traduit en français : Yang Jisheng, *Stèles. La grande famine en Chine (1958-1961)*, Seuil, 2012.

tendance à s'affaiblir, elle demeure néanmoins comme autrefois une réalité politique.

La nécessité de préserver la stabilité du régime impose que chaque nouveau dirigeant poursuive en apparence la « grande création » et le « développement majeur » qu'a constitués la théorie de son prédécesseur ; mais la logique de consolidation du pouvoir personnel oblige également chaque nouveau dirigeant à atténuer les formulations de son prédécesseur afin de mettre en avant l'importance de sa propre pensée. Il en résulte un amoncellement des discours dans le champ idéologique. Les nombreuses formulations se neutralisent mutuellement, entrent en conflit, elles désagrègent en permanence de l'intérieur l'efficacité de la propagande et l'autorité des discours des dirigeants. Jetez un œil à la Constitution actuelle, à la charte du Parti, ainsi qu'aux diverses déclarations idéologiques officielles et vous verrez qu'il s'agit d'un grand bazar où se mêlent, dans l'ambiguïté et la contradiction, toutes sortes de terminologies politiques et de formulations théoriques appartenant à différentes époques historiques.

Ce grand bazar remonte à l'époque de Deng. Ce dernier, à l'origine du slogan « comprendre de manière complète et exacte la pensée de Mao Zedong⁴ », s'est en réalité servi de manière instrumentale de la pensée de Mao : il a débarrassé celle-ci du concept de lutte des classes, de l'idée de révolution et de dictature du prolétariat, des idéaux utopiques et égalitaristes..., c'est-à-dire de tous ces principes qui ont conduit à des catastrophes, pour les remplacer par une idéologie autoritariste, pragmatiste et partiellement libérale, s'appuyant sur la suprématie de l'économie, les principes du marché et la politique de réforme et d'ouverture. Historiquement, cela a joué un rôle majeur dans le développement de la Chine. Pourtant, ce grand mélange ou bazar a conservé un noyau commun avec la période maoïste : la dictature du Parti unique, point de départ et d'appui de ces nombreuses formulations.

L'idéologie instrumentale de Deng s'est donc développée à l'intérieur du cadre traditionnel marxiste-léniniste-maoïste en adoptant la ruse consistant à « s'appuyer sur l'ancien pour réformer

4. *Wanzheng zhunque lijie Mao Zedong sixiang*. Voir le glossaire des expressions chinoises.

le système⁵ ». Ce qui a limité l'espace d'interprétation conféré à la réforme et à l'ouverture. Or les conséquences de cette réforme – une différenciation profonde de la société, une accumulation de contradictions à l'intérieur du système et la libération de nouvelles énergies – appellent à un nouveau cadre d'interprétation, à une nouvelle configuration du système. La mise en question de ce modèle façonné par Deng devient inévitable. Par ailleurs, avec l'éveil des consciences critiques des citoyens et l'affaiblissement du sens de l'autorité, toute méthode qui souhaiterait se servir d'une pensée unique pour unifier l'opinion publique serait vouée à l'échec. C'est ainsi qu'est née la crise idéologique du Parti en Chine.

LES DIFFICULTÉS IDÉOLOGIQUES AUXQUELLES FAIT FACE XI

L'idéologie des périodes de Jiang et de Hu peut se résumer à des aménagements plus ou moins importants à l'intérieur du cadre laissé par Deng. Or, face à la gravité de la situation ou en raison de son ambition personnelle, Xi ne peut plus désormais adopter tranquillement cette façon de faire.

Selon des règles implicites au sein du Parti, le successeur désigné ne peut pas constituer sa propre équipe avant d'accéder au pouvoir, il doit dissimuler ses intentions. Et au début de sa prise de fonction, sa position n'étant pas encore stabilisée, il ne peut pas afficher les orientations de sa politique. Pourtant, dès sa prise de fonction,

5. *Tuogu gaizhi*. Cette expression décrit les méthodes qui font du nouveau avec de l'ancien, ou qui, au nom de l'ancien, font du nouveau. Tandis qu'on réforme le système actuel et qu'on crée un nouveau système, on affirme que celui-ci existait autrefois. Ces méthodes ont été autrefois employées en Chine, où le passé antique fut longtemps une référence politique, sociale, culturelle, idéale de la civilisation chinoise. Mais l'application la plus importante et la plus récente de cette méthode date de la fin du XIX^e siècle, au moment de la réforme des Cent Jours, au cours de laquelle l'un des principaux artisans de cette réforme, le grand lettré Kang Youwei (ou K'ang You-wei, 1858-1927), justifia la nécessité des réformes en se référant à la pensée de Confucius et à l'existence d'anciens systèmes. Cet exemple célèbre sera mobilisé tout au long du XX^e siècle pour décrire ceux qui veulent faire des réformes en s'appuyant sur les anciennes. D'une certaine manière, la réforme chinoise amorcée vers la fin des années 1970 présente aussi cette caractéristique : c'est au nom des vraies pensées marxistes et du socialisme qu'on commença à réformer le socialisme maoïste.

à la différence de ses prédécesseurs, Xi a fait de nombreuses déclarations, utilisant un style puissant et manifestant son impatience à s'affirmer comme chef incontestable. La sortie rapide de l'ouvrage *Xi Jinping: la gouvernance de la Chine*⁶ a rompu avec les rythmes habituels, reflétant une nouvelle initiative de sa part.

Peu importe comment les départements de la propagande du Parti chantent ses louanges, l'expérience de Xi montre qu'il n'est pas un dirigeant doté d'une intelligence théorique, mais plutôt un animal politique; il est également clair que sa pensée a été structurée par l'époque dans laquelle il a grandi⁷. Par ailleurs, certains signes indiquent que ses conseillers manqueraient également d'une formation théorique suffisante et d'une vision claire de la situation en Chine, mais aussi dans le monde. De nombreuses déclarations officielles ont donné une impression de hâte et de désinvolture, ce qui contribue à accroître la confusion régnant au sein du champ idéologique du Parti.

Habitué à espérer l'arrivée d'un souverain éclairé ou souhaitant que la transition se réalise avec le moins de coûts possibles, nombreux sont ceux qui ont placé de grands espoirs dans la personne de Xi, trouvant même toutes sortes de justifications à ses paroles et à ses actes. Et il est vrai que certaines paroles de Xi sur la réforme, le lancement de la campagne de lutte contre la corruption et sa proximité affichée avec le peuple ont fait plaisir aux personnes qui avaient cet espoir. Mais on ne peut pas non plus nier le fait que, par calcul politique ou conviction personnelle, certaines déclarations de Xi aient préparé le terrain au retour actuel des tendances gauchistes et aux discours en faveur de la lutte des classes.

6. Selon une tradition ou une convention au sein du Parti communiste chinois, on attend en général que le numéro un du régime soit bien installé au pouvoir ou soit décédé pour publier le recueil de ses textes. Or, en 2014, deux ans à peine après l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, le recueil de ses discours sur la gouvernance du pays était déjà publié et même traduit en français, ce qui est réellement exceptionnel.

7. Né en 1953, Xi Jinping fait partie de cette génération qui a grandi à l'époque de Mao, avant la Révolution culturelle, une période durant laquelle l'éducation était largement communiste, même si elle était moins radicale que pendant la Révolution culturelle. Au début de cette dernière, Xi, un jeune garçon de 16 ans, a dû interrompre ses études pour partir à la campagne comme tous les autres jeunes. Son éducation institutionnelle a été totalement interrompue.

De la virilité revendiquée par Xi⁸ au document n° 9⁹, en passant par la critique des valeurs universelles et du constitutionnalisme¹⁰, l'adoption de la ligne des masses¹¹, les deux périodes de trente ans qui ne peuvent être niées¹², jusqu'aux sorties récentes du vice-président de l'École centrale du Parti, He Yiting¹³, appelant à lutter contre les « théories déviantes », et du président de l'Académie des sciences sociales, Wang Weiguang¹⁴, sur la lutte des classes... tous ces changements dans le champ idéologique ont un contexte commun : ils reflètent les luttes politiques à l'intérieur du Parti, témoignent d'une perte d'autorité des dirigeants, et révèlent aussi la tentative de Xi de recourir aux pensées de Mao et à celles de Deng de manière alternative ou complémentaire.

Or, comme nous l'avons déjà vu et comme nous le verrons certainement encore à l'avenir, cette tentative se révèle évidemment non seulement incapable d'atténuer les difficultés idéologiques du Parti, mais elle contribue même à accroître cet aspect du problème. Parce que les orientations idéologiques de Mao et de Deng divergent, parce que ni la pensée de Mao ni la théorie de Deng n'ont la capacité d'interpréter la Chine et le monde au XXI^e siècle ; la Révolution culturelle et la réforme sont incompatibles. La seule façon de résoudre cette difficulté est de dépasser le système et le cadre de pensée qui l'ont créée.

8. La « théorie des hommes virils » (*nan'er lun*) fait référence à un discours prononcé par Xi Jinping au début de 2013 dans le cadre d'une tournée dans le sud de la Chine. Au cours d'une réunion interne sur l'avenir du régime, Xi a regretté le manque de courage et de virilité des hommes soviétiques qui n'ont pas tenté de sauvegarder le régime et ont laissé s'effondrer l'URSS. Cette critique est un appel au courage de défendre le régime communiste chinois.

9. *Jiuhao wenjian*. Voir le glossaire des expressions chinoises.

10. Juste après la sortie du document n° 9, les autorités ont lancé une campagne contre la propagation des pensées constitutionnalistes en Chine, reprenant ainsi un ancien discours maoïste affirmant que le constitutionnalisme est un discours de la bourgeoisie occidentale.

11. *Qunzhong luxian*. Voir le glossaire des expressions chinoises.

12. *Liangge sanshinian bu neng fouding*. Voir le glossaire des expressions chinoises.

13. He Yiting (né en 1952) est le premier vice-président de l'École centrale du Parti. Voir le glossaire des noms propres.

14. Wang Weiguang (né en 1950), président sortant de l'Académie des sciences sociales de Chine, est l'un des hauts cadres du régime chargés des tâches de surveillance dans le champ idéologique. Fin août 2014, il a publié un article qui, à la surprise générale, affirmait de nouveau la validité de la pensée de la lutte des classes dans les affaires internes et externes de la Chine. Voir le glossaire des noms propres.

POUR UN RENOUVEAU IDÉOLOGIQUE

Les autorités chinoises font aujourd'hui face à deux options. La première est d'utiliser les paroles et les raisonnements de Mao et de Deng, d'y ajouter certains éléments traditionnels chinois pour former une idéologie aux caractéristiques populiste et nationaliste. C'est un phénomène que l'on a déjà rencontré dans le passé au niveau mondial lors de crises provoquées par le processus de modernisation. Le fascisme en est un terrible précédent, le résultat en a été une catastrophe.

L'autre option est de s'orienter fermement vers un régime constitutionnel, fondé sur la liberté, la démocratie et un État de droit, afin de redéfinir la légitimité du pouvoir et de reconstruire l'idéologie en mettant au premier plan les citoyens et leurs droits, et non plus l'État ; de créer des institutions et de promouvoir des valeurs qui garantissent et valorisent les droits des citoyens, favorisent un équilibre et une tolérance mutuelle entre les différents intérêts et opinions sociales, permettent aux différents groupes de vivre ensemble et limitent de manière efficace le pouvoir arbitraire.

La Chine est au carrefour de ce choix. De ce point de vue, la réapparition de la théorie de la lutte des classes a sa logique : c'est une façon de tester la réaction sociale et internationale à propos de l'usage de cette vieille méthode de répression des avis divergents et de traitement des affaires extérieures. C'est pourquoi la société doit exprimer avec force son opposition et faire comprendre aux promoteurs de cette théorie sa colère et sa révolte à l'égard de ce possible retour en arrière, afin de les forcer à revenir sur leurs projets. Comme l'explique la médecine, la schizophrénie peut conduire à des tendances violentes ; si la schizophrénie idéologique du Parti communiste chinois ne peut pas être atténuée, ses inclinations à la violence dans l'exercice du pouvoir risquent de se renforcer.

Certains considèrent que le PCC ne dispose pas des ressources intellectuelles pour s'orienter vers une idéologie moderne pluraliste, mais cette affirmation est infondée : il suffit de revenir aux nombreux discours prometteurs sur le régime constitutionnel,

sur la liberté et la démocratie du PCC avant 1949¹⁵ afin de les concrétiser et de lui permettre d'honorer sa promesse historique. La question n'est pas celle de la capacité, mais bien celle de la volonté.

Si l'on peut tolérer pendant un certain temps des jeux de va-et-vient entre la droite et la gauche sur le plan idéologique, il n'est pourtant pas possible que les gens attendent indéfiniment dans cet état d'incertitude. La situation économique et sociale ne peut pas payer éternellement le prix d'informations confuses sur l'orientation du pays. La Chine est arrivée au moment où elle doit donner une explication claire sur son avenir.

15. Dans les années 1930 et 1940, au moment où le Parti communiste se trouvait dans l'opposition face au Guomindang, Mao et d'autres dirigeants de premier rang tenaient souvent un discours démocratique et libéral, appelant à mettre en œuvre une véritable démocratie, un régime constitutionnel, avec des élections libres, le respect des droits de l'homme et de la liberté d'expression, etc. Si l'on compare leurs discours de cette époque avec ceux de certains intellectuels libéraux de nos jours, ils ne présentent pas de différence. Or, une fois que le Parti a réussi à conquérir le pouvoir, il a progressivement étouffé ou effacé tous ces discours. Depuis les années 1990, c'est dans la lutte pour la démocratie en Chine que de nombreux intellectuels libéraux réétudient cette promesse non tenue du Parti. Nombre d'entre eux critiquent ce dernier en s'appuyant sur ses discours d'autrefois pour appeler à la démocratie et à la liberté. Un recueil de tous les discours démocratiques de Mao et des autres dirigeants du PCC a été publié en 1994 par le célèbre journaliste Xiao Shu (né en 1962) : *Le Message précurseur de l'Histoire : une promesse solennelle faite il y a un demi-siècle*, Shantou daxue chubanshe, 1999.

IX. DE TIANANMEN À *OCCUPY CENTRAL* : LE RETOUR DE L'HISTOIRE ET LA NOUVELLE ÉTAPE DE LA CHINE

Cet article est paru dans la revue hongkongaise Dongxiang en octobre 2014.

La question de la démocratisation est centrale dans l'histoire contemporaine de Hong Kong. Dans les années 1980, durant les discussions entre Pékin et Londres à propos de la rétrocession de l'ancienne colonie, les autorités chinoises avaient déjà promis une future élection directe du chef de l'exécutif de Hong Kong en tant que région administrative spéciale. Mais depuis que l'île est repassée sous la coupe de Pékin en 1997, les autorités chinoises repoussent sans cesse la mise en œuvre de cette promesse d'une élection directe, limitant notamment le choix de ce chef par un comité composé de membres proches de Pékin. Les luttes des Hongkongais ces dernières années ont porté sur cette question. Le 31 août 2014, Pékin a publié son ultime version concernant l'élection du chef de l'exécutif en 2017, mettant fin au dernier espoir des Hongkongais. En préparation depuis un certain temps, le mouvement Occupy Central initié par certains intellectuels s'est alors mis en marche, porté d'abord par les étudiants, suivi ensuite par de nombreux habitants de Hong Kong. Central, Zhonghuan en chinois, est le quartier d'affaires de Hong Kong, son poumon économique, social et politique.

Par la suite, le mouvement Occupy Central a pris une autre dénomination, celle de « mouvement des parapluies » en raison de l'usage de parapluies par les manifestants pour se protéger du gaz poivre lancé par les policiers pour les disperser. Le mouvement débuta

le 26 septembre et se termina le 15 décembre. Il a connu plusieurs phases, mais il s'est soldé par l'échec des manifestants. La répression du mouvement ne fut pas du même niveau que celle du mouvement de la place Tiananmen, mais elle a bien eu lieu, menée par les autorités de Hong Kong. Quant à Pékin, s'il semble être gagnant dans cette bataille, il est en fait le grand perdant à long terme, car les jeunes de la nouvelle génération hongkongaise lui ont désormais définitivement tourné le dos.

Depuis l'échec du mouvement, la société hongkongaise est profondément divisée : une partie de l'opinion publique s'est radicalisée et un mouvement indépendantiste, qui sombre parfois dans l'utopie et l'irrationalité, a vu le jour ; les grands capitalistes hongkongais ont commencé à faire fuir leurs capitaux hors de l'île, même s'ils tiennent publiquement un discours patriotique, disant « aimer Hong Kong », « avoir confiance en l'avenir de Hong Kong ». Un tournant s'est dessiné dans l'histoire de Hong Kong : cette perle de l'Orient entre désormais dans une période à l'avenir très incertain. Ses lumières s'éteindront-elles progressivement comme il y a plus de soixante ans à Shanghai après la prise de cette ville par les communistes ? Les Hongkongais continuent de lutter contre ce destin qui dépend plus que jamais de celui du continent.

Le mouvement *Occupy Central* qui se préparait à Hong Kong depuis plus d'un an a enfin commencé, rendu inévitable par le « coup de frein » donné par le Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire de Chine (ANP) au plan de réforme de l'élection du chef de l'exécutif hongkongais. En leur for intérieur, tous ceux qui souhaitent que la Chine et Hong Kong conservent la paix, la prospérité et la liberté, y compris les promoteurs des principes d'*Occupy Central*, n'envisageaient pas en réalité que le mouvement serait lancé ; ils espéraient seulement que le plan de réforme électorale offrirait quelque espoir, même si l'objectif d'une vraie élection universelle directe du chef de l'exécutif n'était pas atteint dans l'immédiat. Mais le plan proposé par le Comité permanent de l'ANP a douché en un instant tous ces espoirs. Quand le Parlement n'est plus un espace de débat, il est inévitable que les avis de la société s'expriment dans

la rue. Hong Kong est arrivée à un tournant de son histoire et la Chine commence peut-être une nouvelle époque.

TIANANMEN ET OCCUPY CENTRAL : LA PROTESTATION POUR OBTENIR LA LIBERTÉ ET LA PROTESTATION POUR DÉFENDRE LA LIBERTÉ

Le mouvement *Occupy Central* a réveillé dans le monde entier la mémoire du mouvement de Tiananmen. Et c'est vrai que, du point de vue des revendications, de la scène, de l'atmosphère, des modes d'action et des participants, les ressemblances sont frappantes. Plus fondamentalement, le conflit entre les logiques des deux parties antagonistes révèle deux cultures et deux conceptions politiques très contrastées, exactement comme en 1989. De ce point de vue, vingt-cinq années ont passé, le développement économique chinois a gravi de nouvelles marches, mais la conception et le mode de fonctionnement du régime politique de Pékin semblent s'être arrêtés à cette époque. Ce qui ne peut qu'attrister mais aussi inquiéter quant à l'avenir de la Chine : le caractère suranné de cette gouvernance n'est pas seulement la cause fondamentale des problèmes de Hong Kong, il est aussi à l'origine de contradictions et de conflits en Chine, et pourrait même être à la source d'une grande catastrophe. Comment se terminera *Occupy central*? C'est une information très importante qui nous renseignera peut-être sur la capacité ou non de Pékin à abandonner ses modèles dépassés et à effectuer dans de bonnes conditions une future transition en Chine.

Mais si l'on souhaite réellement comprendre la formation du mouvement *Occupy central* à Hong Kong, il est nécessaire de saisir ce qu'il a de différent avec celui de Tiananmen. Si les deux mouvements, dans leurs expressions, manifestent une lutte pour la démocratie, il existe à mes yeux une certaine différence. Le premier, le mouvement de Tiananmen, cherchait par la lutte à conquérir des droits que les Chinois n'avaient jamais eus, tandis que le second, à Hong Kong, tente de défendre et de préserver ce qui existe déjà : une justice indépendante, la liberté du système administratif, de la presse, d'association et de religion, etc. En 1989, la lutte pour la liberté et celle pour la démocratie étaient liées, inséparables.

Elles se produisaient dans le contexte du début de la transition d'un système totalitaire omnipotent vers un système ouvert. Dans ce sens, même si le mouvement a été réprimé, il a produit des résultats relativement importants : la libéralisation accrue de l'économie chinoise et le renforcement de l'ouverture à l'étranger ainsi que l'extension de l'espace de vie individuel des citoyens ont un lien direct avec la lutte et le sacrifice de 1989.

Toutefois, parce que cette réponse a été partielle, souvent informelle et sans assez de garanties institutionnelles, limitée aux domaines économiques et sociaux sans donner lieu à une réforme complète du système, elle a entraîné de nombreux problèmes. La Chine d'aujourd'hui a besoin d'une réforme politique et institutionnelle pour mettre en œuvre l'intégralité des demandes de 1989 et garantir que les libertés partiellement conquises ne pourront être dévoyées, que les droits et les intérêts des citoyens seront protégés et deviendront des droits à part entière ; dans le même temps, le régime pourrait être réellement refondé. J'en profite ici pour dire que c'est précisément parce que l'extension relative de cet espace de liberté ne s'est pas accompagnée d'une réforme institutionnelle et politique et d'une modernisation du système de gouvernance qu'est apparue, après la répression de 1989, une corruption de grande ampleur : les élites au pouvoir, occupant une situation de monopole, ont inévitablement abusé de cet espace partiel de liberté au niveau économique et social.

À l'inverse, à Hong Kong, la logique et la psychologie sociale qui ont conduit au mouvement d'*Occupy central* ont pour point de départ l'intervention totale du pouvoir économique et politique de la Chine continentale sur l'île. La gouvernance de Pékin a désagrégé progressivement l'ancien monde des Hongkongais et fait disparaître cette société civilisée qui, à l'exception d'un droit de vote sans limitation, disposait de tous les droits modernes. Les gens ont compris que s'ils ne se battaient pas pour leurs droits politiques, alors tous les autres droits qu'ils possédaient disparaîtraient. Le destin qu'a connu Shanghai quand le Parti communiste chinois a repris la ville frappe à son tour Hong Kong : les droits dont jouissaient auparavant ses habitants étant progressivement limités, elle est comme une tortue dans une marmite d'eau chaude qu'on envoie lentement à la mort. Même si du temps du règne britannique sur Hong Kong,

les droits démocratiques n'étaient pas bien réalisés, du fait des institutions et de la tradition britanniques, les libertés fondamentales étaient respectées. Mais avec un système politique comme celui du Parti communiste chinois, si les droits politiques ne sont pas garantis, alors les autres droits disparaîtront. La raison essentielle de la lutte des Hongkongais pour le droit d'élire leur chef de l'exécutif réside dans l'espoir d'utiliser ce droit politique comme un barrage pour empêcher l'incursion du PCC.

Avant la rétrocession de 1997, des amis m'avaient demandé mon avis et je leur avais prédit que, dans un futur proche, il ne fallait pas s'inquiéter pour Hong Kong, mais qu'à long terme des problèmes allaient certainement apparaître, à moins que le système de Pékin ne change. Après avoir instrumentalisé Shanghai dans le passé, le PCC, en raison de motivations profondes du pouvoir, allait inévitablement absorber Hong Kong. Aujourd'hui, je suis loin d'être fier de mon pressentiment de l'époque, je ressens davantage une profonde tristesse. Je suis persuadé que, parmi les Hongkongais qui avaient quitté Shanghai pour se réfugier à Hong Kong après 1949 ou leurs descendants, beaucoup avaient la même intuition que moi. L'histoire ne se répète pas seulement entre Tiananmen il y a vingt-cinq ans et Central aujourd'hui, mais aussi entre Shanghai en 1949 et Hong Kong en 2014. Quelle histoire tragique pour ces deux villes !

HONG KONG ET LA RENAISSANCE DE LA CHINE : LE DÉBUT D'UNE NOUVELLE ÈRE

Cette répétition de l'histoire a son origine dans la perte de souveraineté des citoyens. Or, pour rompre ce cycle, il est nécessaire que ceux-ci luttent pour obtenir le droit de déterminer leur propre destin. De même que la tragédie de Tiananmen a réveillé les consciences hongkongaises, point de départ d'une lutte pour la démocratie à Hong Kong et même dans toute la Chine, le sort de Hong Kong est révélateur pour la Chine continentale : les droits économiques et sociaux dont jouissent partiellement les Chinois sont incomparables avec ceux déjà institutionnalisés des Hongkongais ; en Chine, même ce bien élémentaire qu'est le logement, souvent acheté avec difficulté à un prix exorbitant, n'est qu'une propriété

permanente partielle en l'absence de la propriété de la terre. Et que dire des autres droits ! Alors que les libertés des Hongkongais sont toutes en train de disparaître, comment les Chinois peuvent-ils croire que le peu de liberté dont ils jouissent puisse être durable ? Tant que les institutions politiques chinoises ne connaîtront pas de changement substantiel, toutes ces libertés risquent de s'éteindre et rien ne garantit qu'une Révolution culturelle ne se reproduise pas. Le président de l'Académie des sciences sociales de Chine, ce haut cadre idéologique du Parti communiste chinois, n'a-t-il pas recommencé à parler de lutte des classes ? L'indifférence de nombreux citoyens qui ont vu leurs conditions de vie s'améliorer à l'égard des choses qui ne les concernent pas, le manque d'intérêt envers les affaires publiques, l'attitude dubitative ou froide à l'égard des actions de défense des droits en Chine et de la chose démocratique ne pourront que leur faire accepter des conséquences néfastes au progrès de la nation. Ce n'est qu'en luttant sans fin pour leurs droits économiques, sociaux, culturels et politiques, en particulier leurs droits politiques, que les citoyens pourront réellement être en sécurité et que leur bien-être pourra être protégé. Il leur faut « enfermer le pouvoir dans une cage¹ », celle de leur surveillance.

Pour le formuler autrement, les libertés partielles et peu définies obtenues après le sacrifice de Tiananmen ne peuvent suffire. Il faut lutter plus activement pour obtenir la réalisation entière des demandes de 1989 ; se servir de l'extension des libertés pour ouvrir la voie à la démocratie politique et se servir de la démocratie politique pour obtenir et garantir les libertés. Telle est la logique de transition pour sortir d'un État totalitaire. Lutter pour la liberté et la démocratie doit être un processus unifié, autrement, il est difficile d'éviter la corruption de grande ampleur que nous rencontrons déjà, et les libertés partielles obtenues risquent d'être très superficielles, susceptibles de disparaître à tout instant. Du point de vue de la sortie d'un État totalitaire, tant que n'est pas réalisée la démocratisation du pouvoir, les citoyens ne peuvent obtenir des libertés au sens réel du terme.

1. *Ba quanli guanjin longzi li*, expression que Xi Jinping a lancée au début de sa campagne contre la corruption. Voir le glossaire des expressions chinoises.

Occupy Central n'est pas seulement l'affaire de Hong Kong car cette île, où a commencé l'histoire moderne de la Chine, est étroitement liée au destin de la modernité chinoise. Peu importe le résultat du mouvement, il a déjà ouvert une nouvelle ère pour la Chine. Une ère incertaine et imprévisible, mais dont le thème le plus ambitieux est certainement la lutte des citoyens pour leurs droits. Je veux croire que les citoyens chinois prouveront leur force de différentes façons, comme est en train de le faire le mouvement de Hong Kong. Une nouvelle génération de jeunes qui ne craint pas l'autorité et a une forte conscience de soi bondira sur la scène de l'histoire, entrant en conflit avec les institutions et les consciences qui ne sont pas adaptées à la sienne. La différenciation des intérêts sociaux et des opinions forcera cette nation à chercher des institutions qui tolèrent toutes sortes d'intérêts et d'opinions.

Au moment où je rédige la conclusion de cet article, est annoncée la visite surprise de hauts dignitaires de Corée du Nord – à l'exception de Kim Jong-un – en Corée du Sud, dans le but d'améliorer leurs relations. La presqu'île coréenne sans cesse agitée n'est-elle pas en train de connaître un grand bouleversement? L'histoire moderne nous enseigne l'influence profonde qu'ont eue l'île de Hong Kong au sud-est et la presqu'île de Corée au nord-est sur l'évolution historique de la Chine. Que va-t-il se produire cette fois? L'histoire n'est pas prédéterminée, elle dépend souvent des actions et des choix des acteurs, en particulier dans des moments clés. Prions pour la Chine. La raison, la bonne volonté, la prise de conscience et la lutte pour les droits de centaines de millions de Chinois décideront du destin de la nation. Que le Ciel bénisse la Chine!

X. LA CHUTE DE LING JIHUA ET LES POLITIQUES FACTIONNELLES DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

Cet article est paru dans la revue hongkongaise Dongxiang en janvier 2015.

Emprisonné depuis fin 2014 et condamné à la prison à vie en juillet 2016 dans le cadre de la lutte anticorruption, Ling Jihua (né en 1956) fut une des personnalités puissantes du régime. Ancien haut cadre du Comité central de la Ligue de la jeunesse communiste chinoise, il fut promu, après l'ascension de Hu Jintao comme secrétaire général du Parti, au poste clé de directeur du Bureau central du Comité central du Parti. Durant le mandat de dix ans de Hu, Ling fut considéré comme son bras droit et une figure montante d'avenir, notamment en raison de son style alliant réserve et puissance. Mais l'affaire qui a suivi la mort de son fils en mars 2012 (voir la note ci-dessous) l'a empêché d'entrer au Comité permanent au moment du 18^e Congrès et a marqué le début de sa chute. Il a été rétrogradé au poste de vice-président de la Conférence consultative politique du peuple chinois et de directeur du département du front uni du PCC, avant d'être finalement arrêté pour corruption.

En raison de sa relation avec Hu Jintao et de son poste stratégique, il a joué un rôle très important dans la faction de la Ligue de la jeunesse communiste et le dynamisme de ce réseau. La Ligue de la jeunesse communiste (Gongqingtuan) est un système d'organisation emprunté aux Soviétiques durant les années 1920, lorsque le PCC commençait sa conquête du pouvoir. Cette organisation de masse est toujours théoriquement considérée comme un instrument du Parti au service de la réalisation de son objectif politique par la mobilisation de la jeunesse.

Le règlement a varié selon les périodes, mais ce sont généralement les jeunes entre 14 et 28 ans qui en font partie. Fin 2013, la Ligue comptait environ 89 millions de membres selon ses dirigeants. Même si cette organisation porte le titre d'organisation de masse, elle est en réalité depuis l'origine un organe officiel d'État, équivalant presque à un ministère de la Jeunesse dans l'encadrement des activités des jeunes et la diffusion de l'idéologie officielle. Cette organisation forme aussi certains des futurs cadres du Parti. Le premier secrétaire de la Ligue bénéficie en général du grade de ministre et siège au sein du Comité central du Parti. Plusieurs figures importantes du régime ont eu des rapports étroits avec cette Ligue, comme l'ancien secrétaire général du Parti Hu Yaobang, qui fut le premier secrétaire général de la Ligue pendant les années 1950, et Hu Jintao pendant les années 1980. Le Premier ministre actuel, Li Keqiang, de même que l'ancienne vice-Première ministre Mme Liu Yandong ont tous deux été des secrétaires nationaux de la Ligue. En raison de ce lien avec Hu Yaobang, les années 1980 ont été un âge d'or pour la Ligue, et la faction de la Ligue dont on parle ici s'est largement formée pendant cette période. L'importance de cette Ligue s'est considérablement affaiblie ces dernières années.

Trois ans après la publication de cet article, les luttes de pouvoir sont parvenues à une nouvelle étape à l'occasion du 19^e Congrès qui a eu lieu en octobre 2017. Dans la phase avant le congrès, tous les signes ont montré que les factions en décomposition à cause des coups que leur avait portés Xi ces dernières années s'efforçaient de lancer une dernière riposte désespérée afin de préserver leur influence dans la vie politique. Elles n'ont pu atteindre leur objectif et résister à la pression de Xi, comme je l'avais prédit en plusieurs occasions. Le statut de Xi en est sorti renforcé et la faction autour de lui s'est consolidée, devenant définitivement la faction dominante. La mise à l'écart de Hu Chunhua du Comité permanent du Bureau politique et la disparition des figures appartenant à la faction de la Ligue sonnent le glas de cette faction, comme l'annonce l'article. L'absence de personnalités importantes proches de Jiang Zemin réduit également l'influence de la faction construite autour de ce dernier. La structure des factions est totalement recomposée. Mais au moment où la faction de Xi atteint son sommet,

commence d'une certaine manière la formation de nouvelles factions dont certaines seront, dans les années à venir, inévitablement anti-Xi.

Après Zhou Yongkang, c'est au tour de Ling Jihua, autre figure politique importante de la Chine actuelle, d'être arrêté dans cette campagne anticorruption.

LA CHUTE DE LING JIHUA : UN COUP FATAL POUR LA FACTION DE LA LIGUE DE LA JEUNESSE

Pour Xi, nouveau dirigeant qui manque de légitimité et arrive au pouvoir en s'appuyant sur des mécanismes de sélection interne du Parti encore très opaques, la lutte contre la corruption n'est pas seulement nécessaire à la stabilité sociale ou pour emporter l'adhésion de la société, elle est aussi et surtout une arme pour établir son autorité et éliminer ses ennemis politiques. Par ailleurs, pour garantir ses marges de manœuvre politiques, et en particulier qu'on ne lui réglera pas son compte lorsqu'il quittera ses fonctions après son second mandat, Xi est obligé de changer le plus rapidement possible la disposition des pions sur le jeu d'échecs et certaines règles du jeu. Il s'assure ainsi de pouvoir, lors du 19^e Congrès, contrôler la composition du nouveau Comité permanent et les mouvements des cadres. La chute récente de Ling Jihua a porté un coup fatal à la force politique que constituait la faction de la Ligue de la jeunesse et annonce une recomposition à grande échelle des forces politiques en Chine.

Comme chacun sait, au sein de la politique chinoise sont apparues, ces dix dernières années, pour des raisons historiques, les expressions *taizidang* – « clan des princes rouges » (qui rassemble des figures politiques importantes qui sont les descendants des vétérans du régime et partagent certaines positions idéologiques et politiques) et *tuanpai* – « faction de la Ligue de la jeunesse ». Si ces formulations ne sont pas strictement exactes, du point de vue des ressources politiques et des parcours, de certaines manières d'agir et de penser dans le champ politique, de leur homogénéité interne et de leur sentiment d'appartenance, cette division n'est pourtant pas totalement infondée et peut encore être utilisée pour caractériser deux forces politiques existantes.

Avant le 18^e Congrès, les luttes politiques ont provoqué de nouvelles divisions et réorganisations, notamment avec la chute de Bo, minoritaire au sein du clan des princes rouges. La formation de l'équipe Xi Jinping-Li Keqiang¹ a quant à elle marqué la fin de cette période troublée, les deux factions trouvant alors un équilibre provisoire. La désignation de Xi peut être vue comme la victoire historique du clan des princes rouges, mais si l'on examine la composition du Bureau politique, c'est-à-dire les possibles membres futurs du Comité permanent du Bureau politique, on voit que la faction de la Ligue de la jeunesse n'a pas dit son dernier mot et dispose encore d'un certain potentiel.

Les factions politiques chinoises ont pourtant connu une recomposition après le 18^e Congrès. Si le clan des princes rouges a une signification politique réelle, la faction de la Ligue de la jeunesse est depuis sur la voie du déclin. Cela n'est pas difficile à comprendre en réalité, puisque la faction de la Ligue de la jeunesse ne s'est constituée provisoirement qu'en raison de relations de travail entre des personnages politiques proches au sein du système de la Ligue au cours des années 1980 et 1990, en particulier au niveau central. Forts du soutien de Hu Yaobang, le secrétaire général du Parti à l'époque, puis de la position de Hu Jintao, ils ont profité du remplacement générationnel au sein du Parti pour se rassembler. Mais cette faction manque d'une force politique profonde, d'une identité partagée. Par ailleurs, avec la diversification des voies d'avancement parmi les cadres selon les secteurs d'activité ou les territoires, sont apparues de nouvelles forces, et l'influence de la Ligue de la jeunesse s'est affaiblie au sein du système. Cette faction a donc perdu sa capacité à rassembler et sa force d'attraction. Avec le départ de Hu Jintao et sous la pression d'une série de mesures adoptées par Xi pour consolider son pouvoir, elle s'est même progressivement désagrégée. L'arrestation de Ling Jihua symbolise l'accélération de cette disparition.

1. Li Keqiang (né en 1955) est Premier ministre depuis 2012. Voir le glossaire des noms propres.

DES CHANGEMENTS PROFONDS DANS L'ORGANISATION DES FACTIONS POLITIQUES

Sur le court terme, la faction de la Ligue de la jeunesse ne dispose plus des personnalités centrales nécessaires à la constitution d'une faction. Li Keqiang par exemple, en raison de son caractère et de son style, mais aussi de la direction ferme et parfois agressive de Xi, ne pouvait que reculer et se satisfaire de conserver sa place au sein du système administratif du Conseil des affaires de l'État. Quant à Liu Yunshan², des rumeurs de corruption n'ont cessé de circuler à son sujet, les gens s'interrogeant même sur le fait qu'il puisse rester à son poste ; il est par conséquent naturel qu'il cherche d'abord à se protéger et que sa considération première soit sa sécurité, sans parler de la rumeur selon laquelle il aurait déjà changé de clan, rejoignant celui de Jiang, et ne ferait plus partie de la faction de la Ligue de la jeunesse. En lien avec l'affaire Ling Jihua, le sort de Li Yuanchao³ a fait récemment l'objet de rumeurs, il faudra observer l'étape suivante de la fin de sa vie politique. Du point de vue de son âge, de sa capacité et des attentes autour d'elle, Liu Yandong⁴ est quant à elle plutôt un personnage accessoire de transition qui n'a pas les qualités pour devenir un dirigeant politique. Wang Yang⁵ a pour sa part longtemps travaillé dans des gouvernements locaux, il est difficile de le classer d'un point de vue strict dans la faction de la Ligue de la jeunesse et il ne plongera certainement pas dans une eau

2. Liu Yunshan (né en 1947) était membre du Comité central du PCC depuis le 15^e Congrès du Parti (1997) et membre du Bureau politique depuis 2002. Il a été membre du Comité permanent du Bureau politique, numéro cinq du régime, jusqu'au 19^e Congrès. Voir le glossaire des noms propres.

3. Li Yuanchao (né en 1950) a été vice-président de la République depuis le 18^e Congrès en 2013 et membre du Bureau politique jusqu'au 19^e Congrès. Voir le glossaire des noms propres.

4. Liu Yandong (née en 1945) est la seule femme occupant le poste de vice-Premier ministre et membre du Bureau politique jusqu'au 19^e Congrès. Voir le glossaire des noms propres.

5. Wang Yang (né en 1955) est le vice-Premier ministre actuel. Il a été promu membre du Comité permanent du Bureau politique au 19^e Congrès. S'il peut être considéré au sens large comme appartenant à la faction de la Ligue, il n'en est pas un membre au sens strict. Voir le glossaire des noms propres.

boueuse. Quant à Hu Chunhua⁶, le seul à être étroitement lié à la faction de la Ligue de la jeunesse parmi les dirigeants de la nouvelle génération, sa carrière politique future paraît semée d'embûches, il se doit d'être très prudent, d'atténuer son lien avec la faction de la Ligue de la jeunesse et de se tenir à distance de ceux qui ont ce profil. Son destin dépendra du traitement que Xi décidera de réserver au réseau de Hu Jintao. En bref, les troupes de la Ligue de la jeunesse n'ont pas de chef à leur tête, manquent d'un noyau capable de les rassembler, de même que de ressources institutionnelles et économiques. En tant que faction politique, la mort de la Ligue de la jeunesse est déjà actée.

Depuis la fondation du Parti, la vie politique de celui-ci n'a cessé d'être animée de luttes factionnelles ; dans un certain sens, l'histoire du Parti communiste chinois est celle des luttes entre ses factions. Si l'on a retenu le destin tragique et cruel de certains personnages, le tableau complet de ces luttes nous est encore inconnu à ce jour. À partir des affaires de Zhou⁷, de Xu⁸ et de Ling qui ont été révélées, nous pouvons voir les profonds changements qui affectent aujourd'hui la composition des factions politiques. En raison de la disparition des personnages qui les animaient, les factions traditionnelles qui s'étaient formées pendant la période de la prise du pouvoir du Parti appartiennent désormais à l'histoire. La ligne politique et les pensées ne sont plus un critère pour choisir son camp ; à l'inverse, le secteur d'activité, la profession, le territoire (comme le montrent les « bandes » du secteur pétrolier, du secrétariat du Parti ou encore du Shanxi) sont en train de devenir les facteurs décisifs de formation de nouvelles factions politiques. Ces dernières peuvent appartenir à de plus grandes factions politiques ou être au croisement de celles-ci, comme la bande du pétrole de Zhou qui faisait

6. Hu Chunhua (né en 1963) est membre du Bureau politique et secrétaire général du Parti de la province stratégique du Guangdong. Lors du 19^e Congrès, il n'est pas entré au Comité permanent, contrairement à ce que beaucoup d'observateurs pensaient car, selon les règles conventionnelles, il était pressenti pour devenir le successeur de Xi. Voir le glossaire des noms propres.

7. Sur Zhou Yongkang, voir l'article « L'affaire Zhou Yongkang et l'orientation politique de la Chine ».

8. Xu Caihou (1943-2015) était membre du Bureau politique du 17^e Congrès du PCC, général de l'Armée populaire de libération, bras droit de Jiang Zemin dans l'armée. Arrêté pour corruption, il est mort de maladie durant sa détention. Voir le glossaire des noms propres.

initialement partie du clan de Jiang, ou celle du Shanxi de Ling dont les membres appartiennent à différentes administrations aux niveaux central et local et n'ont pas tous de lien avec la faction de la Ligue de la jeunesse.

Cette diversification et recomposition des nouvelles factions témoigne du passage d'un parti révolutionnaire à l'idéologie marquée à un parti qui exerce le pouvoir. En raison de l'absence de surveillance externe et du manque de principes clairs et transparents de concurrence internes, les échanges d'intérêts, la corruption et le phénomène des bandes se sont naturellement développés. Par ailleurs, après 1989, les factions politiques ont dit adieu aux principes qui les avaient structurés au cours des années 1980, à savoir l'opposition entre les réformateurs et les conservateurs, pour ne conserver que des relations liées aux origines familiales, aux intérêts économiques et aux relations avec les principaux dirigeants. En dehors de la division entre clan des princes rouges et faction de la Ligue de la jeunesse, les règnes de Jiang et de Hu ont donné lieu à la formation d'une faction autour de chacun. La faction de Hu chevauche en partie la faction de la Ligue de la jeunesse, mais en raison de la force de la faction de Jiang, elle n'est pas parvenue à être dominante jusqu'à la retraite de Hu. Or, parce que la faction de Jiang a été en activité pendant une longue période, elle a pu profiter, dans les années 1980 et surtout 1990, des places vacantes laissées par le retrait des anciens, pour former une force puissante à l'intérieur du Parti, du gouvernement et de l'armée, devenant difficile à détrôner. Si Xi Jinping souhaite contrôler véritablement le pouvoir, notamment les nominations qui auront lieu lors du prochain congrès, affaiblir la faction de la Ligue de la jeunesse est évidemment une priorité, mais plus essentiel encore est d'éliminer la faction de Jiang. L'arrestation de Zhou Yongkang, la chute de Xu Caihou, ainsi que le sort qui sera probablement réservé à Guo Boxiong⁹ constituent

9. Guo Boxiong (né en 1942) est un ancien membre du Bureau politique du 17^e Congrès et premier vice-président de la Commission militaire centrale du PCC et de la Chine, général de l'armée, un autre pilier de la force de Jiang au sein de celle-ci. Au moment où nous avons écrit cet article, Guo était encore en liberté, mais il a été arrêté quelques mois après, le 9 avril 2015, pour corruption, et condamné à la prison à vie le 25 juillet 2016 par la Cour suprême militaire.

différentes attaques contre le clan de Jiang. Pour conserver la stabilité économique et créer la zone de libre commerce de Shanghai, les coups portés à Shanghai ne devraient pas être profonds et tout chaos sera évité, mais liquider totalement le clan de Jiang sera tôt ou tard une lutte portée sur le devant de la scène par Xi Jinping et Wang Qishan¹⁰ afin, au nom de la lutte contre la corruption, de consolider le pouvoir.

COMMENT UNE FACTION ANTI-XI PEUT-ELLE SE FORMER DE MANIÈRE VISIBLE OU CACHÉE ?

Même si la position de Ling Jihua n'était pas aussi élevée que celle de Li Keqiang, sa capacité d'influence était loin d'être négligeable, car il siégeait au cœur de plusieurs réseaux de la faction de la Ligue de la jeunesse. Peu importe dans quelle logique on se situe, éliminer Ling et son influence était bénéfique à plusieurs points de vue pour Xi et une nécessité sur un plan politique. Si la supposée alliance entre Ling d'une part et Bo et Zhou d'autre part était avérée, il était d'autant plus nécessaire de se débarrasser de lui.

J'en profite pour ajouter un commentaire concernant cette supposée alliance. Si elle a existé, ce n'est pas forcément en lien avec l'accident mortel du fils¹¹ de Ling comme les rumeurs l'ont affirmé, mais bien plutôt parce qu'elle avait une logique politique interne. Aux yeux de Bo et de Zhou, l'important n'était pas seulement la position intermédiaire qu'occupait Ling Jihua comme directeur du Bureau central du Comité central permettant de faire descendre et remonter des

10. Wang Qishan (né en 1948) était l'un des sept membres du Comité permanent du Bureau politique depuis le 18^e Congrès du Parti en 2012 et premier secrétaire général de la Commission centrale d'inspection de la discipline du Parti jusqu'au 19^e Congrès. En ce qui concerne le rôle de cette institution, voir l'avertissement au lecteur francophone.

11. Ling Gu (1988-2012), étudiant en master à l'université de Pékin et fils unique de Ling Jihua, s'est tué le 18 mars 2012 dans un accident de voiture, une Ferrari, alors qu'il était accompagné de deux filles de mauvaise vie. Son père qui espérait intégrer le Comité permanent a tout fait pour étouffer ce scandale, mobilisant même, selon certaines informations, des troupes spéciales du Comité central et s'associant avec Zhou Yongkang. Ce qui lui fit perdre, en raison de l'alliance de Zhou avec Bo Xilai, toute crédibilité aux yeux de Hu Jintao et de Xi Jinping et l'empêcha d'intégrer le Comité permanent.

informations, mais plutôt la capacité de cet habile coordinateur de rassembler la faction de la Ligue de la jeunesse à l'ère post-Hu. Dans les considérations de Ling, s'allier avec Bo et Zhou, en dehors de certains facteurs personnels, était plus fondamentalement une façon de s'appuyer sur une force politique qui représentait un contrepouvoir à Xi.

Avec la chute de Ling Jihua, les factions politiques chinoises et les diverses forces en présence vont connaître une profonde recomposition. Les structures futures des factions politiques seront certainement déterminées par l'attitude et la distance à l'égard de Xi, la domination sans partage de la faction de Xi étant déjà en voie de réalisation. Le problème est qu'en dehors du clan des princes rouges, le vivier de talents, les moyens financiers et les forces sur lesquels peut s'appuyer Xi sont limités, et on peut affirmer qu'il s'agit là d'une faiblesse et d'une source de dangers. Même les princes rouges les plus proches sont comme « un coucher de soleil magnifique qui annonce pourtant la tombée de la nuit » : en raison des limites d'âge, dans quelques années, ils quitteront à tour de rôle la scène de l'histoire. Des troupes factionnelles rassemblées en « recrutant les déserteurs et les traîtres » ou les opportunistes qui « choisissent le plus fort », sans intégration efficace et sans mise à l'épreuve, peuvent-elles fonctionner, sans tomber dans l'arrogance, sans devenir la cible de la critique publique, et convaincre le public ? Cela reste à vérifier.

Se constituera-t-il dans l'avenir une faction anti-Xi sous une forme plus ou moins visible ? Qui en sera le porte-parole ?

S'il n'est pas possible de répondre à ces questions à présent, nous pouvons néanmoins prendre le risque de prévoir ceci : cette faction se manifesterait certainement en brandissant l'étendard de la démocratie. Sauf si, lors de son prochain mandat, Xi déclenche lui-même une forme de processus de démocratisation.

TROISIÈME PARTIE
LE NÉO-MAOÏSME DE XI ET
L'ORIENTATION DE LA CHINE

Y a-t-il une pensée Xi Jinping? Et quelle est-elle? La dernière partie du mandat de Xi qui précède le 19^e Congrès est de plus en plus consacrée, du point de vue idéologique, au développement d'une doctrine autocratique centrée sur la personnalité de Xi. Le problème majeur de ce dernier est évidemment l'absence dans sa biographie d'événements historiques susceptibles de fournir un récit hagiographique. Xi, au contraire de Mao ou de Deng, manque de ressource biographique pour développer un culte de la personnalité.

Xi ambitionne néanmoins, par des procédés d'identification aux grands dirigeants, par le développement d'un important appareil de propagande, de se construire une légitimité historique d'emprunt. Le procédé ne constitue guère qu'un pis-aller. La conquête du pouvoir par Xi lors de son premier mandat a été féroce, suscitant de nombreuses inimitiés. Qu'arrivera-t-il alors à Xi et à son clan quand, au terme de ses mandats, il devra, selon les usages actuellement en vigueur, se retirer? En fait, Xi, de par la nature du pouvoir, doit désormais durer aussi longtemps que possible, et par tous les moyens, jusqu'au maintien à vie de son mandat.

Les textes de cette dernière partie illustrent donc la mue de Xi en autocrate, la soumission croissante de tous les organes du Parti, ainsi que l'étau qui se resserre inexorablement sur la société. À la question « Qu'est-ce que la pensée de Xi Jinping? », la réponse risque d'être, indépendamment de tout habillage idéologique : un nouveau totalitarisme.

I. L'ENTHOUSIASME POUR CHAI JING, L'ABSURDITÉ DES DEUX ASSEMBLÉES ET L'ÉTAT CRITIQUE DU PCC

Cet article est paru sur le site de la BCC section chinoise le 16 mars 2015.

Chaque année, au mois de mars, l'Assemblée nationale populaire et la Conférence consultative politique du peuple chinois tiennent leur session plénière annuelle à Pékin : c'est un moment politique important en Chine, même si la fonction politique de ces deux organes est plus formelle que substantielle.

La position et les mesures prises par les autorités chinoises ces dernières années sur la question de l'environnement, poursuivies sous Xi, ont reçu un accueil favorable au niveau mondial, en particulier dans les pays occidentaux. Dans l'intérêt du monde et de celui des Chinois, nous les approuvons aussi fortement. Mais tant que certains problèmes de fond liés au système n'auront pas été réglés, nous avons le droit d'émettre certaines réserves quant au résultat final de ces mesures et de cette position. Car la logique suprême des autorités chinoises consiste à conserver le statu quo politique actuel, c'est-à-dire le monopole du pouvoir du Parti. Elles s'attaquent aux problèmes environnementaux parce qu'ils sont devenus ces dernières années l'un des sujets les plus brûlants en Chine, l'une des causes principales des conflits qui menacent la stabilité sociale. C'est seulement à partir de cette perspective que nous pouvons comprendre pourquoi les autorités prônent la nécessité de protéger l'environnement tout en arrêtant dans le même temps les activistes pro-environnement et en surveillant les ONG qui militent dans ce domaine. Elles interdisent par ailleurs les débats sur

les questions environnementales, comme nous l'avons vu dans le cas du documentaire de Chai Jing, censuré quelques jours après sa diffusion, et continuent d'autoriser, dans certains secteurs et régions, les exploitations sauvages et le non-respect de l'environnement. Les questions traitées dans cet article, le respect de l'environnement, la représentativité démocratique des divers intérêts et la légitimité politique du régime, sont par conséquent profondément liées. Le destin de la Chine dépend des solutions et de l'équilibre qui seront trouvés.

L'ouverture de la session des deux Assemblées s'est déroulée comme les années passées. Mais les différentes affaires qui se sont produites autour de cette session lui ont donné une teinte spécifique, révélant les multiples paradoxes du pays et donnant des indications sur certaines orientations de son futur.

UNE CHAI JING QUI N'EST PAS « CALME »

Quelques jours avant l'ouverture des deux Assemblées, Chai Jing (née en 1976), une ancienne journaliste de la télévision centrale, au prénom qui signifie « calme », a provoqué un retentissement mondial avec son documentaire, *Sous le dôme*, sur la protection de l'environnement en Chine, réalisé en un an à ses propres frais. En moins de trois jours, plusieurs centaines de millions de personnes débattaient avec vigueur, critiquant, louant ou insultant le film, chacune retranchée dans son camp. Très vite, les autorités ont donné l'ordre d'interdire le film et aussitôt le calme a été rétabli.

Malgré le ton critique du film sur la situation environnementale en Chine, du fait de sa sortie publique, une partie des internautes n'avaient pas attendu pour critiquer ce film, l'accusant de participer au « maintien de la stabilité¹ » et enquêtant sur le contexte de sortie de ce film. Ils s'interrogeaient sur les motivations de Chai Jing, mais ce sont les autorités qui, par leur interdiction, ont « réhabilité »

1. En ce qui concerne la politique de maintien de la stabilité, voir le glossaire des expressions chinoises.

Chai Jing : ce documentaire n'était pas favorable au maintien de la stabilité ni à l'État-Parti.

À mes yeux, la signification de ce phénomène est profonde. Elle apparaît moins dans les louanges que le documentaire a reçues (car faire les louanges de la protection de l'environnement est normal dans de nombreux pays) que dans les critiques qu'il a déclenchées. Certaines d'entre elles adoptent en effet une vision holiste-totalitaire du régime actuel et négligent les différentes factions et administrations qui existent au sein du groupe dirigeant, ne percevant pas que de nombreux cadres peuvent avoir une attitude différente à l'égard de ce documentaire. Or c'est précisément cette complexité qui a permis à ce film à la fois de recevoir des soutiens et de sortir, tout en étant interdit *in fine*. Les controverses publiques qu'il a provoquées étaient évidemment politiques et leur ampleur a dépassé le « niveau acceptable » de débat autorisé par les services de la propagande ; en outre, du point de vue de certains officiels, ce documentaire risquait de devenir une critique indirecte du « modèle chinois » et d'entraîner des résistances sociales. L'interdiction devenait par conséquent inévitable.

Fortement teinté par la culture de la classe moyenne, ce documentaire est une façon d'affirmer la volonté de participation de cette partie de la société qui s'est formée au cours des trente années de réforme et d'ouverture. Les critiques virulentes de ce film reflètent quant à elles la profonde fracture sociale de la Chine, ainsi que la perte de consensus et la destruction des valeurs. Sous le dôme gravement pollué, il était inévitable que les avis divergent face au problème exprimé ainsi par Chai Jing : « Nous respirons tous le même air, nous avons le même destin (le *smog*). » Car si tous respirent le même air, les destins n'ont rien de commun. Pour ceux qui défendent une perspective étatiste, le documentaire de Chai Jing est détestable parce qu'il fait la promotion de valeurs prônant la société civile, le marché, le droit d'investigation des médias et l'État de droit ; pour ceux qui adoptent une position nationaliste extrême, leur colère provient de la vision de l'Occident comme référence dans la gestion de la pollution. Pour les populistes, Chai Jing est le réceptacle idéal du ressentiment des « petits » à l'égard de ceux qui ont tout réussi. Pour certains démocrates qui subissent la répression de l'État, la journaliste ne dénonce pas suffisamment

les raisons institutionnelles à l'origine de la pollution, elle est ambiguë à l'égard du pouvoir et moralement suspecte puisqu'elle a reçu le soutien de certains médias officiels ; pour les dirigeants des groupes d'intérêts comme ceux des industries pétrolière et sidérurgique, le film de Chai Jing nuisant à leurs intérêts, il doit naturellement être proscrit par toutes sortes de procédés...

Les autorités peuvent encore une fois être fières de leur force : par un seul ordre, elles ont suspendu un très large débat qui touchait au destin de la nation et à toutes sortes d'intérêts. Mais il est évident que les problèmes révélés par le documentaire de Chai Jing ne disparaîtront pas avec cette interdiction. Ils continueront à produire des effets, à évoluer, et modèleront en silence l'avenir du pays. Ils décideront aussi du sort probable de ce pouvoir qui s'appuie sur des mesures coercitives pour limiter les débats.

L'ABSURDITÉ DES DEUX ASSEMBLÉES

En réalité, pour répondre à la situation de différenciation sociale, le plus important, si ce n'est d'offrir un espace d'expression des différentes opinions, serait d'élaborer sans attendre des mécanismes de représentation et d'expression des intérêts sociaux, afin qu'ils deviennent les vrais représentants des différents intérêts. Des procédures démocratiques de consultation et de débat devraient permettre de parvenir à des consensus nationaux sur certains sujets majeurs, de contribuer à l'élaboration de politiques nationales fondées sur l'opinion populaire, et de mettre en œuvre la surveillance des institutions de l'État. Le mécanisme des deux Assemblées devrait en principe remplir cette fonction.

Malheureusement, ce qui devrait être la réunion la plus importante et la plus sérieuse du pays est devenu une mise en scène collective absurde, risible et ridicule. Quand des représentants dont on ne sait ni comment ils sont devenus des représentants ni ce qu'ils représentent ne tiennent pas ou n'osent pas tenir leur rôle... comment faire ? La chose paraît compliquée. Quand certains d'entre eux jouent les élèves modèles et, dans les limites établies par l'esprit du Parti, émettent avec soin des avis inoffensifs et sans conviction, même si on ne peut pas dire que cela n'a aucun bénéfice pour

la société, on voit mal en quoi cela pourrait résoudre des problèmes substantiels.

En raison des titres honorifiques reçus en récompense, les représentants n'ont aucune responsabilité à avoir à l'égard des électeurs ni du pays. Qui plus est, certains dignitaires ont transformé les deux Assemblées en une scène de promotion individuelle éhontée, en en faisant le lieu de la poursuite d'une légitimité, d'une renommée et de la promotion d'intérêts individuels ou collectifs. Cette tendance est particulièrement visible ces dernières années. Les rapports d'activité du gouvernement établis par les dirigeants obtiennent toujours des votes très élevés, personne ne demandant de comptes en matière de gouvernance.

Les gens sont indifférents à l'égard des deux Assemblées car ils savent qu'il n'y a rien à en attendre concrètement ; tout en étant obligés de s'y intéresser, car c'est la seule fenêtre ouverte qui leur permette de deviner et de saisir de possibles évolutions dans les politiques nationales et dans les postes de pouvoir.

Des médias officiels aux réseaux sociaux², les représentants des deux Assemblées sont de plus en plus la source d'anecdotes dignes des stars hollywoodiennes ou de plaisanteries d'après-dîner. Chaque année, des représentants de commissions et des cadres ignorants, manquant de bon sens et le cerveau empli de toutes sortes d'intérêts liés à leur position officielle, laissent échapper des expressions qui deviennent « cultes ». Elles montrent à quel point ils sont éloignés de ce que la population ressent et révèlent une absurdité, une stupidité et une arrogance qui dépassent l'imagination et ne peuvent que remplir d'effroi.

Dans de nombreux pays, la fonction la plus importante des Assemblées parlementaires est d'examiner le budget de l'État et de contrôler l'usage des impôts payés par les contribuables. Cette année, une information dévoilée par un représentant a révélé que

2. Voir, par exemple, l'article « Les "déeses" vedettes des deux Assemblées en 2015 », sur le site officiel www.china.com, ou celui qui a largement circulé sur Internet et sur Wechat (un équivalent de WhatsApp développé par une entreprise chinoise qui a presque un milliard d'utilisateurs en Chine et dans le monde), accompagné d'une série de photographies moqueuses : « Ils démontrent que c'est la session la plus sérieuse de toute l'histoire ».

le budget de l'État faisait 1 500 pages, mais que ce n'est qu'en entrant dans l'Assemblée que les représentants l'avaient reçu, le vote devant avoir lieu quinze minutes plus tard ! Rien ne montre mieux l'inutilité et l'absurdité de ces deux Assemblées réduites à une fonction décorative. Non seulement elles ne remplissent pas leur rôle de dialogue entre l'État et la société, mais elles contribuent à accroître le déficit de légitimité du régime au fil du temps.

LA SURVIE DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

Pendant la session des deux Assemblées, un article paru dans le *Washington Post* du 6 mars a fait l'objet d'une forte diffusion sur Internet en Chine : il faisait état du processus entamé d'effondrement du régime du PCC. Même s'il n'a pas connu le même succès que le documentaire de Chai Jing, on ne peut sous-estimer la réaction qu'il a produite parmi les élites chinoises et l'influence qu'il aura. Rédigé par un expert américain des questions chinoises très renommé, David Shambaugh³, cet article exposait des éléments déjà connus. Mais qu'une telle personnalité, vue par les officiels chinois comme appartenant au « camp des modérés » à l'égard de la Chine et qui a souvent été invitée par Pékin dans le cadre des relations officielles entre la Chine et les États-Unis, puisse faire ce genre de déclaration a provoqué un choc chez certains.

Si le film de Chai Jing fait apparaître les nombreuses crises liées au développement et à la différenciation de la société, source d'insatisfactions et d'agitations à l'intérieur du pays, l'article de David Shambaugh révèle un changement majeur à l'œuvre dans la perception que le monde étranger a de la Chine : la valeur des actions du Parti est à la baisse. Dès lors, peu importe que les autorités usent de méthodes fortes pour empêcher la diffusion sur Internet en Chine du documentaire de Chai Jing et de l'article de David Shambaugh, les problèmes qu'ils soulèvent sont, à n'en pas douter, déjà fortement ancrés dans l'esprit des gens. La question clé pour l'avenir de

3. David Shambaugh (né en 1953) est professeur en science politique et relations internationales à l'université George Washington, Washington DC.

la Chine, à savoir « la survie du Parti », est maintenant posée et elle sera soulevée chaque fois que des débats naîtront sur certains problèmes comme la lutte anticorruption ou les avancées et les reculs de la réforme. Elle deviendra une sorte d'étalon des réflexions et la source de nouveaux scénarios possibles.

LA LUTTE ANTICORRUPTION ET LA RÉFORME DE L'ÉTAT

Il ne semble pas y avoir de relation particulière entre le documentaire de Chai Jing, les deux Assemblées et David Shambaugh. Pourtant, les trois ont des liens de cause à effet. Dans un sens, c'est l'absurdité des deux Assemblées et l'indifférence de la population qui ont provoqué l'enthousiasme pour le documentaire de Chai Jing et donné du crédit à l'argument de David Shambaugh. L'absence de réforme de la politique nationale est évidemment le nœud du problème.

Dans son article, David Shambaugh considère que les mesures prises par Xi Jinping, numéro un du PCC, ont déjà échoué. Pourtant, il faut souligner ici que la lutte anticorruption lancée par Xi a indubitablement gagné un soutien populaire considérable, en particulier auprès des classes moyennes inférieures de la société. Elle est également devenue un instrument de consolidation de son pouvoir. Mais l'efficacité de cette lutte est en train de se réduire rapidement. De plus, elle est principalement tournée vers le passé et, d'un point de vue de psychologie sociale, le soutien populaire qu'elle a acquis vient surtout du fait qu'elle permet d'évacuer certaines tensions. Si on regarde vers l'avenir, les initiatives qui ont conquis la faveur populaire apparaissent en demi-teinte. Les mesures annoncées, comme la construction de l'État de droit, la réforme du domaine économique et autres, sont comme des « éclairs sans pluie », actuellement en stagnation, voire en régression. Sans même évoquer les arrestations abusives de défenseurs des droits ces dernières années, quelques féministes qui dénonçaient, à la faveur de la Journée internationale des droits des femmes, le harcèlement subi par les femmes ont été arrêtées, en plein pendant la session des deux Assemblées !

Il ne fait aucun doute que c'est seulement en réhabilitant les cas graves d'injustice et d'erreurs produits par l'État dans le passé, en restaurant la justice sociale et en faisant des progrès significatifs du point de vue de la réforme des institutions et des politiques de l'État que la crise de légitimité du régime et les contradictions au sein de la société pourront être atténuées. Certainement pas avec un « rêve chinois » que personne ne comprend. Or, dans ce domaine, aucun signe encourageant n'est actuellement perceptible. Au contraire, une atmosphère populiste proche de celle de la Révolution culturelle est en train de se former, et à la brume suffocante de l'air s'est ajoutée une couche de brume plus intense encore, psychologique et spirituelle. Gênés et inquiétés par tous ces miasmes, les Chinois regardent avec angoisse vers le futur.

Une grande catastrophe est sur le point d'arriver ! Pourra-t-on l'éviter ? Le destin du Parti communiste chinois, du *smog* et d'autres sujets majeurs pourront-ils connaître une fin heureuse ? Dans une certaine mesure, cela dépend de l'élimination de toutes les absurdités des deux Assemblées. En ce printemps 2015, le documentaire de Chai Jing, l'incurie des deux Assemblées et l'article de David Shambaugh nous ont tous donné de quoi y réfléchir.

II. LE STYLE NÉO-MAOÏSTE DE L'EXERCICE DU POUVOIR

Cet article est paru dans la revue hongkongaise Dongxiang en juin 2015.

Depuis son arrivée au pouvoir suprême de la Chine fin 2012, le style de gouvernance de Xi attire beaucoup l'attention. Aujourd'hui, mon opinion est faite : résumé de façon grossière, il s'agit d'un style néo-maoïste qui tente de combiner les méthodes de Mao et celles de Deng.

Deux ans après la rédaction de cet article, le style néo-maoïste de Xi devient plus évident que jamais. La Chine risque désormais d'entrer dans une ère néo-maoïste pouvant entraîner de lourdes conséquences politiques, économiques, culturelles et sociales pour le pays et beaucoup d'incertitude pour le monde entier.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping il y a presque trois ans, des discours et des pratiques politiques de l'époque maoïste ont ressurgi. Ils reflètent un certain enthousiasme pour la Révolution culturelle et pour Mao apparu ces dernières années dans les milieux défavorisés ; ils s'inscrivent aussi dans la continuité du « modèle de Chongqing¹ » que Bo Xilai avait mis au goût du jour. Plus fondamentalement, ils révèlent selon moi que, face à de nombreuses crises qu'elles sont incapables de résoudre, les autorités se sont tournées vers les principes et les méthodes maoïstes pour régler de façon temporaire les problèmes et assurer la préservation du régime.

1. Voir l'article « Wang Lijun, le modèle de Chongqing et le changement de pensée en Chine ».

L'IMPOSSIBLE SUCCÈS DE LA LIGNE DE GOUVERNANCE COMBINANT MAO ET DENG

D'un côté, Xi espère s'appuyer sur la continuité des réformes économiques initiées par Deng pour maintenir la croissance économique chinoise, augmenter le montant des ressources disponibles et consolider ainsi la base de sa domination ; le tout accompagné d'une modernisation des institutions étatiques et judiciaires afin de renouveler la capacité de gouvernement de l'État. De l'autre, il emprunte certaines méthodes maoïstes pour corriger les problèmes hérités de la voie de développement de Deng, se sert de politiques et de slogans populistes pour calmer les mécontentements sociaux et atténuer les contradictions, et lutte vigoureusement contre la corruption pour limiter les abus de pouvoir de la bureaucratie et maintenir la stabilité. L'usage concomitant et complémentaire de Mao et de Deng est devenu sa marque de fabrique. Celle-ci a évidemment comme objectif principal de servir à la consolidation de son pouvoir personnel et à la préservation du pouvoir du Parti communiste chinois.

Or les résultats escomptés n'ont pas été atteints dans les domaines des réformes économiques et judiciaires et, sous l'influence de facteurs internes et externes, le ralentissement de l'économie est notable. En dépit de la lutte anticorruption, les contradictions sociales n'ont pas été atténuées, les cadres de la bureaucratie sont dans une situation d'attentisme, tandis que les perdants de cette lutte anticorruption et de la nouvelle répartition du pouvoir ressentent une forte insatisfaction. La répression exercée sur des personnalités libérales a déçu et provoqué la colère à l'égard des autorités d'une grande partie des élites modernes. Et même si certaines couches sociales soutiennent encore Xi et applaudissent à sa lutte anticorruption, il sera difficile de conserver ce soutien s'il ne trouve pas de débouchés politiques tels que la construction d'institutions efficaces, capables de prendre en compte les demandes d'amélioration des conditions de vie et d'accroissement des droits.

Tandis qu'il réussissait à consolider rapidement son pouvoir, Xi est tombé dans le piège des nouveaux hommes forts, fait d'isolement et de solitude. La fragilité des ressources qui légitiment son pouvoir le rend vulnérable. Or la raison profonde de cette vulnérabilité réside dans la crise de légitimité du Parti communiste chinois.

Par ailleurs, il n'a pas su offrir une vision d'avenir convaincante à la population. Jusqu'à aujourd'hui, cette gouvernance combinant Mao et Deng n'a finalement pas produit de résultats satisfaisants.

En réalité, elle ne pourra jamais ouvrir une voie nouvelle pour l'avenir de la Chine car les gouvernances de Mao et de Deng sont fondamentalement distinctes. Celle du premier est antilibérale, tandis que celle du second est semi-libérale. S'efforcer de combiner deux choses diamétralement opposées ne peut qu'échouer et finira peut-être par emporter Xi.

Face à une telle contradiction, et en raison des impératifs du pouvoir et de l'inertie du système, la tendance qui risque de dominer pendant un temps sera le renforcement du style maoïste de gouvernance, remis au goût du jour pour faire face aux nombreux problèmes irrésolus. Parce qu'aux yeux de Xi, dans une situation où il ne souhaite pas s'orienter vers une réforme du système politique, le recours à Deng ne laisse plus entrevoir beaucoup de marges de manœuvre : l'ensemble des avantages de ce modèle ont été épuisés et ses problèmes commencent à apparaître. Puisque Xi ne souhaite pas se livrer maintenant à un examen substantiel du modèle de Deng pour redonner à la réforme une nouvelle vitalité, les méthodes maoïstes deviennent donc logiquement son premier choix.

LE RETOUR À LA VOIE MAOÏSTE EST UNE IMPASSE

Utiliser Mao est un moyen de maîtriser et de renforcer son pouvoir qui répond à l'état d'esprit de certains dans la société tout en permettant de s'appuyer sur les institutions et de bénéficier d'une certaine légitimité idéologique : Xi a tout intérêt à s'en servir davantage et il le fera. Par ailleurs, l'éducation reçue par sa génération, l'environnement dans lequel il a grandi et sa formation politique sont inséparables de la pensée et du comportement de Mao. S'il n'a pas assez de capacités d'introspection, face à l'attraction exercée par un pouvoir fort, Xi sera naturellement porté à étudier et à imiter Mao. Bien sûr, utiliser Mao de manière excessive risque d'inhiber, voire de nier Deng, conduisant à un renversement de tendance avec de lourdes conséquences économiques et sociales que Xi ne peut se permettre. De sorte qu'en définitive, Xi sera conduit à faire des choix

en fonction de ses intérêts politiques, recourant de manière pragmatique aux idées et aux méthodes de Mao en les adaptant aux circonstances et aux besoins.

Cela dit, étant donné que les principes à l'origine des méthodes de domination maoïstes sont en contradiction avec l'esprit moderne, que les conditions historiques de leur formation et de leur utilisation ont connu un changement substantiel, et qu'ils sont très éloignés des problèmes que rencontre la Chine actuellement, peu importe comment Xi s'efforcera de leur donner une couleur moderne : ce qui est certain est qu'ils ne seront finalement d'aucune aide. La raison en est simple : les problèmes modernes ne peuvent être résolus qu'avec des procédés modernes.

Suivre la ligne des masses et le modèle de Jiao Yulu², renforcer le travail idéologique, reparler de l'esprit de la réunion de Gutian³, faire réaffirmer la lutte des classes par les cadres responsables de l'idéologie jusqu'à créer un nouveau front uni et des cellules du Parti dans les organisations sociales... les politiques lancées par Xi font souvent des références directes et indirectes aux méthodes traditionnelles de Mao. Du point de vue des « trois armes magiques » de Mao pour garantir la victoire de la Révolution – la « construction du Parti », la « lutte armée » et le « front uni » –, les huit règlements régissant le Parti et les cadres formulés par Xi à son arrivée au pouvoir correspondent tous à la construction du Parti ; la nouvelle réunion de Gutian, la mise au pas et le renforcement de l'armée, ainsi que le développement économique participent de la vision de la « lutte armée » de Xi adaptée à notre époque. Quant à l'arme du « front uni », cette méthode initialement au service de la prise de pouvoir, elle est utilisée aujourd'hui pour préserver le régime rouge. Comme l'a

2. Jiao Yulu (1922-1964) est un ancien secrétaire du Parti d'un district du Henan, élevé après sa mort au rang de modèle du cadre communiste altruiste et de héros de la RPC. Voir le glossaire des noms propres.

3. La réunion de Gutian désigne une réunion de la IV^e Armée rouge qui eut lieu entre le 28 et le 29 décembre 1929 à Gutian, une petite bourgade du district de Shanghang dans la province du Fujian. Son importance dans l'histoire communiste chinoise est liée au fait que c'est au cours de cette réunion que fut établi le principe de la suprématie absolue du Parti sur l'armée. Mao regagna sa position prédominante dans cette armée, considérée comme la plus importante de l'Armée rouge à l'époque. L'esprit de Gutian signifie la prédominance du Parti par rapport aux autres institutions.

révélé une réunion centrale du front uni, ce dernier doit être utilisé pour attirer les talents utiles et réduire au maximum le mécontentement, mais aussi renforcer le leadership du Parti et maintenir sa position dominante. De ce point de vue, l'annonce d'une nouvelle réglementation visant à construire des cellules du Parti dans les organisations sociales est une nouvelle application de la formule « construire des branches du Parti dans les unités de base de l'armée », afin d'assurer et de renforcer le contrôle du Parti dans de nouveaux domaines de la société.

Les effets escomptés de ces mesures seront pourtant difficiles à obtenir. Peut-être seront-elles d'une certaine aide pour aider Xi et le Parti à maintenir leur contrôle politique ? Mais elles risquent aussi de masquer, en les réprimant, certains intérêts et opinions de la société, retardant ainsi la résolution de problèmes fondamentaux. Finalement, ce sont les fondements de la domination du Parti communiste chinois qui seront subvertis et ébranlés. Pour le dire franchement, le dilemme de gouvernance du PCC est étroitement lié à son système et à son idéologie. Sans leur refonte totale, il ne pourra être résolu. Une question se pose : quand les mesures de gouvernance néo-maoïstes auront perdu leur efficacité, comment Xi fera-t-il face aux nombreux problèmes et crises de la Chine ? L'histoire ne lui offrira plus beaucoup de choix. Maintenir le style de gouvernance actuel combinant Mao et Deng se révélera peut-être alors catastrophique, pour la Chine et pour lui-même.

III. UN ÉTÉ MEURTRIER POUR LA TOLÉRANCE

Cet article est paru sur le site de la section chinoise de la BBC le 27 juillet 2015.

Deux ans après la publication de ce commentaire sur la tolérance, ce que nous pouvons dire est que l'hiver glacial dont parlait l'article n'est pas encore complètement arrivé en Chine mais qu'on s'en rapproche de plus en plus, tous les domaines étant déjà touchés par de cruelles vagues de froid. L'histoire prouvera que cet été 2015 fut un tournant important pour la Chine contemporaine. Trois affaires l'ont marqué : le krach boursier, l'explosion à Tianjin et l'arrestation massive d'une centaine d'avocats défenseurs des droits civiques en une nuit, le 9 juillet.

Dans la chaleur estivale de 2015, plusieurs événements ont déclenché la stupeur des Chinois. Quand on les étudie avec attention, on y retrouve facilement la même caractéristique qui glace les gens : c'est la « tolérance » qu'on est en train d'assassiner ! L'esprit de modernisation et de libéralisation à l'œuvre dans les changements que connaît la Chine depuis bientôt quarante années va-t-il disparaître ? L'avenir de la nation va-t-il s'assombrir de nouveau ? Voilà ce qui inquiète cet été-là.

LE RETOUR DE LA TOLÉRANCE

Le changement le plus important dans l'état d'esprit des Chinois depuis la fin de la Révolution culturelle jusqu'à aujourd'hui est certainement la renaissance et les progrès de la « tolérance ». Elle est née à la faveur de la réflexion critique sur la Révolution culturelle, a grandi avec la réforme et l'ouverture des années 1980 et a accompagné la modernisation de la Chine jusqu'à aujourd'hui, en donnant le ton.

Certains se rappellent peut-être que, dans les années 1980, encouragé par le secrétaire général du PCC de l'époque, Hu Yaobang, le ministre de la Propagande Zhu Houze¹ avait lancé la célèbre politique des « trois largesses » : la tolérance, la détente et la générosité. Le livre *La Tolérance* (aussi appelé *La Libération de l'humanité*) de l'écrivain américain d'origine néerlandaise Hendrik Willem Van Loon, interdit en Chine pendant de nombreuses décennies, était en passe de devenir un best-seller, chaque étudiant en ayant un exemplaire en main. Même s'ils ont parfois payé un prix élevé depuis, de nombreux précurseurs de la réforme dans différents domaines ont alors eu droit à une tolérance et même à un encouragement politique, ainsi qu'à un soutien de la société. Nombre de créations artistiques et de discussions théoriques ont pu percer. Grâce à cette promotion de la « tolérance », des styles de vie, des comportements, des sous-cultures et des religions différentes ont pu se développer, témoignant ainsi de la vitalité de la société et de l'autonomie qu'elle était en train de conquérir.

Bien sûr, les officiels tentaient de préserver leur dogme et lançaient à intervalles réguliers des politiques répressives faisant endurer souffrance et sacrifice aux pionniers, surtout après le resserrement de 1989. Mais cette époque a donné le jour à une réaction historique contre la Révolution culturelle ; elle a permis d'étendre les libertés promues par l'économie de marché ; les intellectuels ont redoublé d'efforts et toute une jeune génération s'est ouverte à la liberté. L'espace créé par ce passage d'une structure de pouvoir totalitaire à une structure de pouvoir autoritaire a favorisé l'approfondissement et l'élargissement de l'esprit de tolérance en Chine.

LA « TOLÉRANCE » N'EST PLUS TOLÉRÉE

Tout cela a commencé à s'inverser il y a un an ou deux, jusqu'à la nouvelle étape franchie cet été.

1. Zhu Houze (1931-2010) est un ancien secrétaire général du Parti de la province du Guizhou. Directeur du département de la propagande du PCC au milieu des années 1980, ses positions en faveur de la tolérance ont fait de lui un réformateur libéral.

Sur le plan politique, en contradiction avec l'esprit d'un État de droit, des avocats et des défenseurs des droits civiques ont été massivement arrêtés ; sur Internet, toutes sortes d'opinions et d'informations ont été censurées ; de nombreux contrôles ont été renforcés au nom de la « loi sur la sécurité », tandis que la télévision centrale est devenue un lieu de procès public. Sur le plan culturel, Meng Chongran², une sommité taoïste, a exigé des excuses du réalisateur Chen Kaige³ pour son film *Monk Comes Down the Mountain*, l'accusant d'être un « traître à la nation » ; la comédienne Jia Ling⁴, qui jouait dans la pièce comique *L'Armée de Mulan*, a elle aussi été contrainte par les défenseurs des héros nationaux de présenter des excuses en se déclarant « ignorante et n'ayant pas assez étudié » ; le vice-président de l'université de Pékin, Liang Zhu⁵, a affirmé que « l'intérêt actuel des jeunes pour la vie sexuelle est un complot de la culture occidentale »... Une intolérance à l'égard des opinions et des comportements, soutenue par le pouvoir, a ainsi commencé à se répandre.

Si certains des événements rapportés ci-dessus peuvent avoir une origine fortuite et s'ils ne sont pas tous le résultat d'une stratégie des autorités, leur orientation est fort similaire. Elle est dans la veine des comportements officiels de ces deux dernières années dans de nombreux domaines, politique, idéologique, littéraire et artistique, de l'éducation et de la gestion de la société. Leur esprit est contraire à celui de la « tolérance » ; leur logique est celle, totalitaire, d'un contrôle absolu. Si les pratiques de la Révolution culturelle ne sont pas encore de retour, sa logique dispose de nouveau d'une certaine légitimité.

D'un point de vue politique et sociologique, les autorités n'ont pas abandonné une idéologie et un modèle de fonctionnement totalitaires. Face à des structures sociales en voie de différenciation croissante, à la perte de légitimité qu'elles rencontrent et à de

2. Meng Chongran (né en 1981) est un taoïste proche du pouvoir, vice-président des taoïstes chinois.

3. Chen Kaige (né en 1952) est un célèbre réalisateur de cinéma dont les films comme *Terre jaune* ou *Adieu ma concubine* sont connus des spectateurs occidentaux.

4. Jia Ling (née en 1982) est une comédienne comique chinoise.

5. Liang Zhu (né en 1935) est un ancien vice-président de l'université de Pékin, idéologue du régime.

nombreux facteurs de crise, leur recours permanent à la rhétorique sur la « confiance en soi » témoigne d'une inquiétude extrême.

De fait, ne souhaitant pas se diriger vers une réforme politique, les autorités chinoises font face à d'innombrables défis : elles refusent le modèle occidental, mais ne parviennent pas à inventer des institutions crédibles en matière de contrôle du pouvoir ; elles espèrent tirer les bénéfices d'une civilisation moderne tout en s'opposant à ses principes spirituels ; elles veulent gagner le soutien populaire, mais manquent de confiance et font même preuve d'hostilité à l'égard de la société, utilisant la répression pour contenir les avis divergents, dans l'illusion de pouvoir les supprimer... Ces remèdes ne sont pas seulement inappropriés : ils vont à l'encontre de l'expérience de réforme qui a connu certains succès dans le passé. Leur échec est certain ; le seul doute, à l'heure actuelle, porte sur le prix que devra payer la Chine du fait de l'accumulation de toutes ces contradictions internes au potentiel explosif.

LA VRAIE ET LA FAUSSE TOLÉRANCE

Comme par le passé, dans une époque qui foule aux pieds l'esprit de tolérance, certains brandissent pourtant l'étendard de la « tolérance » hors de propos, pour défendre des personnes ou des faits qui n'ont rien à voir avec elle. Un exemple récent est donné par l'article écrit par la star des médias Wu Xiaobo⁶ en défense des officiels et des célébrités qui s'étaient fait photographier avec Wang Lin, contribuant ainsi à crédibiliser et même à cautionner ce personnage louche et manipulateur⁷. Sans préjuger des motivations de M. Wu, et loin de vouloir lui refuser le droit d'écrire un article

6. Wu Xiaobo (né en 1968) est un entrepreneur et un commentateur économique.

7. Wang Lin (1952-2017), soi-disant « grand maître de qi gong » capable d'exploits surnaturels, était lié à de nombreuses célébrités chinoises, des affaires et des médias, ainsi qu'à des hommes politiques. Arrêté pour divers crimes dont enlèvement et assassinat, il est mort en prison en 2017. En 2015, l'opinion publique a violemment critiqué les célébrités vues en sa compagnie sur des photos ayant circulé sur Internet. Ces dernières se croyaient protégées de toute critique grâce aux réseaux d'entraide qui les avaient enrichies. Dans son article, M. Wu, qui fait partie de ces réseaux, les défend en accusant l'opinion publique de manquer de tolérance.

exprimant sa position, nous pouvons néanmoins dire que, dans une large mesure, l'auteur a déformé l'esprit de tolérance. La tolérance, ce n'est pas la bonne vieille hypocrisie morale, ce n'est pas l'abandon de tout esprit critique et de tous principes. Ce n'est pas un argument pour permettre aux riches et aux puissants de réfuter les critiques après avoir commis des actes répréhensibles et vulgaires. Bill Clinton ne pouvait à la fois jouir des avantages d'être président des États-Unis et exiger que la société ne juge pas sa relation inappropriée avec Monica Lewinski. Sinon, la logique d'un pouvoir fort est omnipotente.

Le nœud de nombreux problèmes en Chine est précisément que le pouvoir et les riches et les puissants qui lui sont proches font souvent preuve d'intolérance à l'égard de la société alors qu'ils exigent d'elle en retour une tolérance sans limites, sous toute sorte de motifs hypocrites. Bien sûr, les stars et les officiels ont le droit de se faire photographier avec qui ils veulent, ce n'est pas le point important. Mais quand M. Wu nous dit que « toutes les personnes qui sont allées rendre visite à Wang Lin étaient curieuses de la vie », c'est d'une naïveté confinante à la mauvaise foi.

D'ailleurs, sauf pour se divertir de ragots, les gens n'ont pas vraiment prêté attention à ces photographies, et encore moins éprouvé de ressentiment en les voyant. Ce qui les a intéressés, c'est que, volontairement ou non, ces photographies ont révélé un exemple parfait des réseaux de transaction où s'échangent pouvoir, argent, renommée et arnaques. En y participant, ces « élites » leur apportent des ressources symboliques et en deviennent un maillon essentiel. C'est là ce qui a déclenché les réactions de la société, les dénonciations et les critiques.

Il faut être vigilant face au populisme sans réserve ni condition contre les élites : avant de les critiquer, on doit bien sûr d'abord vérifier si leurs actes bafouent la loi et la justice sociale. Si c'est bien le cas, alors être tolérant à leur égard équivaut à avoir de l'indulgence pour des personnes corrompues et sans vergogne.

Si M. Wu souhaite réellement que la Chine ne franchisse pas une « limite de la sagesse de la société », le meilleur moyen est peut-être de mieux orienter ses critiques : à l'évidence, les personnes qui se sont fait photographier avec le grand maître Wang sont celles qui

portent la plus grande responsabilité dans la destruction de cette « limite de la sagesse de la société », y compris morale.

LA RÉSISTANCE CITOYENNE ET LA RÉGÉNÉRATION DE LA CIVILISATION

Toute grande civilisation contient une forme de tolérance et connaît un âge d'or favorisé par la tolérance. L'esprit de tolérance politique dont nous parlons aujourd'hui s'est développé en réaction aux guerres de Religion en Occident. Il insiste particulièrement sur le respect des droits humains, contient une forme d'égalitarisme, promeut la rationalité, le respect des artistes et des intellectuels, de la justice sociale et des minorités. Cette tolérance-là n'autorise pas l'arrogance, elle n'est pas due à tout le monde. La dégradation de l'esprit de tolérance arrive souvent lorsque la civilisation entre dans une ère obscure.

En cet été 2015, au moment même où la nature est fertile et en pleine croissance, tout ce qui se produit en Chine signale l'arrivée possible d'un hiver glacial pour la culture et l'esprit chinois. Que la vie culturelle et spirituelle ne soit pas étouffée, que les droits et la dignité de chaque citoyen soient protégés, que la violence ne fasse pas rage, que l'hiver glacial ne déferle pas et que l'esprit de tolérance soit conservé est l'affaire de chacun dont dépend l'avenir de la Chine.

D'un point de vue historique, de nombreuses pressions politiques peuvent produire une décadence sociale et culturelle, mais dans certaines situations, elles peuvent aussi devenir le catalyseur d'une renaissance culturelle, en modelant et en préparant l'avènement d'une civilisation nouvelle, produisant ainsi l'opposé de ce qui était souhaité et faisant émerger de nouveaux facteurs civilisationnels que le pouvoir ne souhaitait absolument pas voir surgir.

La Chine pourra-t-elle résister à cette régression ? C'est un test sévère à l'égard de la capacité de résistance des forces sociales et du développement de l'esprit de civilisation accumulés depuis plus de trente ans. Cela dépend dans une large mesure des intellectuels chinois et de la société civile : pourront-ils sauvegarder l'esprit de tolérance en préservant l'esprit critique ? C'est à la fois le sens d'une civilisation et la voie pour aller vers la civilisation.

IV. L'EXPLOSION À TIANJIN : LA FIN D'UNE ÉPOQUE

Cet article est paru sur le site de la section chinoise de la BBC le 17 août 2015.

Le 12 août 2015, une immense explosion s'est produite dans le port de Tianjin, le plus grand port du nord de la Chine, à seulement 120 kilomètres de la capitale Pékin. La catastrophe a été causée par le stockage de produits chimiques facilement inflammables à proximité d'un quartier d'habitation. Elle a entraîné le décès de plus de 165 personnes et en a blessé près de 800. Selon les chiffres officiels, les pertes directes seraient de presque 7 milliards de yuans ; des chiffres, y compris ceux des morts et des blessés, sans doute sous-estimés.

Cet article a connu une large diffusion à l'intérieur comme à l'extérieur de la Chine après sa publication. Il provoqua même la réaction d'un média officiel, le célèbre journal Global Times, qui publia un éditorial pour le réfuter¹. Mais cela n'est pas le plus important à mes yeux. Le plus triste et le plus regrettable est que, comme je le prévoyais déjà dans l'article, aucune leçon institutionnelle en matière de transparence et de contrôle indépendant n'a été tirée de cette affaire par les officiels pour que ce genre de tragédie ne se reproduise plus. Nous sommes par conséquent presque certains que de nouvelles tragédies du même genre se reproduiront un jour sous des formes diverses. L'explosion à Tianjin n'a pas marqué la fin du régime. Mais une période de croissance et de prospérité s'est bel et bien achevée.

Tianjin a explosé! Des flammes immenses, des nuages en forme de champignons atomiques, des morts tragiques. Un nouveau

1. <http://opinion.huanqiu.com/editorial/2015-08/7308299.html>

cas vient de s'ajouter à la liste sans fin des catastrophes en Chine. Les gens suivent avec inquiétude l'avancement des secours, les risques pour les pompiers et les traitements appliqués, ainsi que les dommages que cette explosion va laisser. Dans le même temps, ils s'interrogent sur les origines de cet accident et réfléchissent à l'influence qu'il aura sur l'avenir de la Chine.

Après avoir traversé tellement de catastrophes, les Chinois n'éprouvent peut-être plus que de l'indifférence et n'espèrent plus aucun changement. Je les comprends. Moi non plus, je ne pense pas que cette explosion produira un quelconque changement dans l'immédiat. Le système continuera à glisser sur sa voie habituelle, comme le laissent présager les réactions des officiels à chaque échelon pendant les opérations de secours.

Toutefois, cette catastrophe est spécifique. Sans parler de ses effets sur l'avenir de la Chine, elle annonce, de manière symbolique et tragique, la fin d'une époque.

UN DÉSASTRE SANS AUCUN DOUTE CAUSÉ PAR L'HOMME

À la différence des précédentes catastrophes, celle-ci est, du début à la fin, d'origine humaine ! Depuis 1989, de l'épidémie du SRAS au tremblement de terre de Wenchuan², toutes avaient des causes humaines, mais relevaient de catastrophes naturelles. Les officiels pouvaient par conséquent imputer l'essentiel des pertes à des facteurs naturels et non humains.

Même l'incendie dans le quartier de Jing'an³ à Shanghai, les morts provoquées par des mouvements de foule à Miyun dans la banlieue de Pékin⁴, ou les explosions survenues en province n'avaient

2. Le 12 mai 2008, un séisme de magnitude 7,9-8,3 s'est produit à Wenchuan dans la province du Sichuan. Il a causé des dizaines de milliers de morts, de disparus et des centaines de milliers de blessés. En cause, des constructions n'ayant pas respecté les normes du fait de phénomènes de corruption et de la perte du sens du devoir chez les fonctionnaires.

3. Le 15 novembre 2010, dans le quartier de Jing'an à Shanghai, l'incendie d'une tour d'habitation de 28 étages a causé 58 morts et 71 blessés.

4. Le 5 février 2004, dans le district de Miyun à Pékin, au moment de la fête des Lanternes, un incident s'est produit à cause d'une foule trop dense, provoquant de nombreux morts et blessés.

pas eu ce retentissement ; et ces catastrophes pouvaient s'expliquer par le fait que les ouvriers n'avaient pas respecté les consignes de sécurité, que la population était trop nombreuse ou que la gestion avait été négligée. Elles se limitaient à un bâtiment, un lieu, un moment et pouvaient être facilement apaisées par la mobilisation et la propagande du gouvernement.

Mais cette fois, il n'y a aucune excuse à chercher. Les victimes sont innocentes ! Stocker des produits d'une telle dangerosité à proximité d'habitations montre une absence totale de bon sens et un désordre absolu dans la gestion. Un survivant de l'entreprise dénommé Zhang Hua a reconnu que de petits incendies et des fuites se produisaient en permanence dans ces entrepôts où étaient stockés en grande quantité de l'acide formique, du cyanure de sodium et du carbure de calcium ! Cela s'apparente presque à un meurtre, étant donné les pertes humaines parmi les habitants et les sauveteurs.

LA FIN D'UNE ÉPOQUE

D'un point de vue historique, la fin d'une époque a souvent besoin d'un événement majeur pour être datée. L'explosion de Tianjin en est-elle un ? Commencée avec la répression du 4 juin 1989 et la visite dans le sud de Deng Xiaoping, ayant opéré le virage des années 1990 puis connu la vague de l'entrée à l'OMC et l'apogée des feux d'artifice des Jeux olympiques en 2008, cette époque semble en train de s'achever, comme les fusées qui retombent. Et malgré le dopage de 4 000 milliards de yuans⁵, elle ne pourra éviter sa fin. Peu importe comment les officiels déguiseront ce fait en parlant de « nouvel état normal⁶ », peu importe le beau chiffre de la croissance

5. En 2009, afin de redresser l'économie chinoise sous le choc de la crise financière internationale, les autorités chinoises ont injecté plus de 4 000 milliards de yuans dans l'économie, à l'époque aux alentours de 400 milliards d'euros. En additionnant les sommes ajoutées par les gouvernements locaux, ce sont finalement 30 000 milliards de yuans qui sont venus soutenir l'économie chinoise, ce qui a permis une reprise rapide. Mais cette politique monétaire a dans le même temps aggravé un déséquilibre structurel déjà très important.

6. *Xin changtai*. Terme employé par certains économistes occidentaux pour désigner la stagnation économique, repris par Xi en 2014. Voir le glossaire des expressions chinoises.

(autour de 6,5-7%)⁷ auquel ne croient plus les économistes sérieux, la dépression économique est en train de submerger la Chine. En une nuit, une crise boursière a fait disparaître en fumée l'épargne de nombreuses personnes et éclater la bulle du « rêve chinois » de l'enrichissement⁸. Le doute quant à l'avenir de la Chine va s'étendre rapidement.

Les conséquences de l'explosion de Tianjin ne seront connues que plus tard, mais en dehors des préjudices directs estimés à un montant de plusieurs centaines de millions, voire de milliards de yuans, l'arrêt du port de Tianjin, principal port d'exportation de Chine du nord, même s'il est provisoire, provoquera sûrement des pertes économiques importantes.

À l'ère de la communication de masse, des images dignes du film américain *The End of the World* se sont rapidement répandues en Chine et dans le monde entier, provoquant un choc immense. Face aux richesses parties en fumée, les Chinois vont peut-être réfléchir de nouveau au sens de celles-ci. Et dans le monde, l'image prospère que le développement rapide de la Chine avait forgée sera de nouveau réexaminée.

Dans l'un des territoires les plus développés de Chine, cette zone de Pékin et de Tianjin où la capacité de contrôle du système est supposée être la plus forte et où les cadres sont censés être les meilleurs, une catastrophe humaine avec de si graves conséquences est sans précédent : les catastrophes ne se limitent plus désormais aux zones périphériques, elles se rapprochent progressivement du cœur de l'empire rouge.

Étonnamment, l'immatriculation et le fonctionnement de l'entreprise incriminée enfreignaient toutes les réglementations de base et le bon sens. De quoi faire penser qu'elle dissimulait une transaction entre l'argent et le pouvoir, ce plat quotidien de la Chine

7. Le chiffre officiel de la croissance de 2015, publié par les autorités en 2016, était de 6,9%, mais de nombreux économistes considèrent que le chiffre réel est bien inférieur – et même de moitié pour certains – si l'on examine certains indicateurs en rapport direct avec la croissance comme les dépenses énergétiques et autres.

8. Durant l'été 2015, la Chine a connu plusieurs krachs boursiers. Des millions de ménages ont perdu leurs richesses accumulées au cours des années précédentes. La classe moyenne a subi une perte considérable.

actuelle. Dans le même temps s'illustraient autour de la catastrophe l'arrogance, le non-sens, la lenteur et l'inhumanité habituels du pouvoir. La maladresse de ces cadres qui ne sont au courant de rien et ne savent que prévariquer a ôté tout espoir aux gens.

Plusieurs jours après cette catastrophe qui a choqué le monde, en dehors du visage d'une vice-Première ministre, on n'a pas vu l'ombre d'un dirigeant local ou central. Craignaient-ils d'être jugés responsables ou d'être blessés par les émissions de gaz toxiques ? Après la catastrophe, les médias officiels, y compris locaux, ont recommencé leur concert de louanges, rappelant ainsi aux gens que le Parti contrôle les médias sans vergogne et sans honte.

La confiance dans la capacité du système a une nouvelle fois été ébranlée ; la crédibilité des officiels, déjà en faillite, a de nouveau reçu un coup dévastateur.

RÉFORMER LES RACINES DU SYSTÈME

Quelle que soit l'explication qu'en donneront les officiels, l'explosion de Tianjin a révélé au grand jour les problèmes du système actuel. Aucune société ne peut éviter que se produisent des accidents, mais après un accident, les réactions de chaque société sont très différentes. Certaines se demandent quelles leçons en tirer pour ne plus payer le prix fort. Cette question ne relève absolument pas d'une décision technique ou gestionnaire, elle dépend des institutions et de la philosophie de l'État.

En 2001 a eu lieu une grande explosion dans une usine chimique à 80 kilomètres de la ville française de Toulouse. À l'exception d'une incertitude initiale quant à la possibilité d'un acte terroriste, les gens ont compris qu'il s'agissait d'un accident lié aux actions des ouvriers. En dépit de certaines critiques, ils n'ont pas exprimé de doute majeur sur la position du gouvernement, ni sur les mesures prises, les enquêtes effectuées après l'accident ou les compensations accordées aux victimes. Parce qu'à la différence de ce qui se passe en Chine, les gens ont confiance dans le système et l'indépendance de la justice ; et que le gouvernement est un gouvernement limité, élu par la population et sous la surveillance des médias, d'une justice indépendante, d'une société civile mûre et dotée de

partis d'opposition. Les réactions à chaud, tout comme l'adoption de lois relatives à l'accident après la catastrophe, en sont l'illustration.

Bien sûr, dans la Chine actuelle, toute amélioration technique et gestionnaire de la sécurité dans les domaines de la production et de la vie quotidienne est la bienvenue, de même que l'attention accordée au sujet par certains dirigeants. Mais on peut douter que cela garantisse une diminution de ce genre de catastrophe : les suites données aux accidents de nature similaire ont déjà démontré ce point. La faute en revient à ce système où personne ne porte de responsabilité à l'égard des citoyens, et à ses corollaires : la corruption et l'arbitraire. Jusqu'à aujourd'hui, les gens ne savent rien sur les responsables de la catastrophe de Tianjin, comment dès lors croire en la sincérité et en l'efficacité des officiels ?

Beaucoup de gens ont comparé l'explosion de Tianjin à la catastrophe de la centrale nucléaire de Tchernobyl en Union soviétique. On peut dire qu'avec la guerre en Afghanistan, cette catastrophe est l'un des deux facteurs qui ont favorisé la chute de l'Empire soviétique. Les archives aujourd'hui ouvertes révèlent que des rapports concernant le risque d'une telle explosion existaient depuis longtemps, mais dans ce système communiste corrompu de manière endémique, ils étaient restés sagement dans le tiroir d'un bureaucrate jusqu'à ce que l'explosion se produise et que l'empire se désintègre. Quelques jours avant l'explosion à Tianjin, les dirigeants locaux concernés n'avaient-ils pas également visité l'endroit pour vérifier la sécurité ?!

Si elle ne résout pas le problème de la responsabilité ni celui de la surveillance du pouvoir, la Chine restera éternellement piégée dans ce cycle de catastrophes. Pour le dire franchement, ces tours de passe-passe qui consistent à envoyer des officiels calmer la colère de la population avant qu'un autre accident ne se produise sont une façon de préserver un système clientéliste au sein du groupe dirigeant. Le ministre des Voies ferrées, Ding Guangen⁹, qui avait « démissionné » après l'accident tragique survenu sur une ligne à

9. Ding Guangen (1929-2012) est un ancien ministre des Voies ferrées. Il a démissionné de son poste après le grave accident de janvier 1988, responsable de 88 morts et 61 blessés graves. Voir le glossaire des noms propres.

grande vitesse, est devenu par la suite membre du Bureau politique. Et le vice-responsable du quartier de Jing'an à Shanghai où s'est produit l'incendie d'un immeuble, renvoyé en raison de son « incapacité à prendre des mesures d'organisation du chantier », a vite été réintégré sans être inquiété. Ces exemples étant légion, qui peut encore espérer que les cadres chinois éprouvent un sentiment de responsabilité à l'égard de la population ?

S'ORIENTER VERS UNE CIVILISATION MODERNE

L'explosion de Tianjin révèle une fois de plus l'arrière-plan de ces catastrophes : la question du choix des valeurs civilisationnelles et de la construction du système chinois.

En Chine, après une catastrophe, si les médias nationaux ne jouent pas bien leur rôle, de nombreuses « rumeurs » circulent pendant quelques jours concernant des menaces vitales (comme le sacrifice des équipes de pompiers ou l'existence de 700 tonnes de cyanure dans le cas de Tianjin) avant d'être reconnues discrètement par les officiels. Au nom de la réputation de la nation, ils embarquent la population dans leur bataille visant à empêcher toute transparence.

Même les pompiers décédés sont divisés en différentes catégories et échelons : pour obtenir des informations sur leur sort, les proches des pompiers d'origine modeste ont dû manifester. Le déroulement des secours révèle que les connaissances de base, l'expérience et la compétence ne sont pas valorisées. Seuls dominent les superstitions, le volontarisme de type maoïste, le mépris pour la science et le recours à des raisonnements prémodernes. Voilà les caractéristiques de la Chine au *xxi*^e siècle...

Le moment est venu pour les Chinois de réexaminer avec sérieux certaines valeurs fondamentales et quelques problèmes majeurs. Quel genre de vie moderne voulons-nous ? Quelle conception avons-nous de la vie et de la richesse ? Le Parti au pouvoir est-il qualifié pour nous diriger éternellement ? Inutile de débattre si c'est une démocratie occidentale ou orientale qu'il nous faut. Il suffit de répondre à ces questions : le pouvoir devrait-il être limité ? Les cadres devraient-ils faire l'objet d'un contrôle ? Les citoyens ont-ils

un droit d'information, et les médias le droit de rapporter librement des événements? La loi ne devrait-elle pas être séparée de la politique et contraindre le pouvoir tout en protégeant les citoyens?

Dans un moment tragique comme celui-ci, ces questions ne sont plus seulement des interrogations théoriques abstraites, elles sont vivantes et inséparables des questions de sécurité qui concernent chaque citoyen, comme la qualité de l'air qu'il respire, sa santé et la protection de son patrimoine. En raison de facteurs humains et de structures internes inappropriées, le navire *Étoile de l'Orient* a chaviré en une minute et demie, et 443 personnes¹⁰ ont péri; la cupidité, la corruption institutionnalisée, la négligence, la lâcheté et l'ignorance ont entraîné une explosion qui, en quelques secondes, a blessé et tué des centaines, voire des milliers, de personnes et réduit à l'état de poussière de nombreuses maisons et fortunes. La concupiscence de quelques-uns, avec la complicité du pouvoir, a entraîné un usage excessif du cyanure de potassium, à l'origine de l'explosion, sur tout le territoire chinois, alors qu'il devrait faire l'objet d'un contrôle strict. Comme l'a formulé un poète ouvrier bien au fait de ces abus, c'est une « époque de cyanure de potassium ». Autant dire une époque toxique.

Lutter et défendre ses droits au nom de la vie, de la santé, de la fortune de chacun et du bonheur à venir de ses enfants, limiter le pouvoir de l'État, maintenir une attitude vigilante et critique, voilà la voie fondamentale pour diminuer le nombre de catastrophes, éliminer tous les poisons matériels et spirituels et construire la civilisation. L'explosion doit renforcer les consciences.

La catastrophe de Tianjin incarne la fin d'une époque. Les institutions actuelles qui ont nourri cette explosion existent pourtant encore. Mais si les cadres du Parti communiste chinois ne mettent pas un terme à leur comportement de prévarication, égoïste, irresponsable, inhumain et incompetent, alors la fin de ces institutions est à prévoir. Ce que nous ne savons pas encore, c'est si elle se manifesterà de manière explosive.

10. Le 1^{er} juin 2015, le navire *Dongfang zhixing* (Étoile de l'Orient), un navire transportant 454 personnes, a coulé dans le fleuve Yang-Tsé. 443 personnes ont péri dans cet accident, le plus grave survenu depuis la fondation du régime.

V. LA CHINE, SON CYCLE ET LES DESTINS DE DEUX ENFANTS DE 16 ANS

Cet article est paru dans la revue hongkongaise Dongxiang en août 2015.

Le 9 juillet 2015, l'arrestation en masse d'une centaine d'avocats connus pour leurs activités de défense des droits civiques en Chine a marqué un tournant dans la construction de l'État de droit. Le « mouvement des droits des citoyens¹ », qui avait donné tant d'espoir aux gens depuis plus d'une décennie sur la possibilité de bâtir de nouveaux rapports constructifs entre l'État et la société, est entré dans une phase de déclin. Cela signifie-t-il le début d'un nouveau cycle ? Un retour aux méthodes traditionnelles de résolution des conflits ? Après une longue période d'attente parfois sans aucune nouvelle, la plupart des avocats et militants des droits de l'homme arrêtés durant la vague d'arrestation du 9 juillet 2015 ont été soit condamnés à la prison pour divers « crimes » ou inculpés par les autorités, soit libérés sous condition comme Mme Wang Yu. Mais même quand ils ont été libérés, leur vie comme celle de ce jeune garçon Mengmeng est loin d'être normale et sous la surveillance permanente des policiers. La campagne de répression contre ces avocats et militants des droits de l'homme et la persécution des membres de leur famille continuent.

Depuis que Xi Jinping est secrétaire général du Parti communiste chinois, son passé commence à être progressivement connu. En particulier, les persécutions dont il a souffert dans sa jeunesse en raison de la disgrâce de son père, son envoi à la campagne comme

1. *Weiquan yundong*. Voir le glossaire des expressions chinoises.

jeune instruit pendant la Révolution culturelle, l'accueil chaleureux des paysans en raison de son caractère bien trempé... toutes ces histoires ont été diffusées l'une après l'autre au point que les gens ont maintenant l'impression de bien le connaître.

XI JINPING : UN COUP DU DESTIN À 16 ANS

Lorsque son père a été la victime d'une purge au sein du Parti, alors que lui-même était âgé de 9 ans, et que Xi a été éloigné de lui, on peut imaginer combien il a souffert de la froideur de la société. À 15 ans, il a été étiqueté comme fils de « bande noire », l'épouse de Kang Sheng² affirmant même, menaçante, qu'il méritait d'être « exécuté une centaine de fois ». Au début de la Révolution culturelle, il a été détenu à de nombreuses reprises et envoyé dans une classe de rééducation pour jeunes. Son état de santé s'étant détérioré (il avait des poux sur le corps entier), il est parti se rétablir dans sa région natale, chez sa tante qui l'abreuvait de bols de lait frais pour le remettre d'appoint. Envoyé à 16 ans travailler à la brigade de production de Liangjiahe, dans le district de Yanchuan à Yan'an, il ne parvint pas à s'adapter et s'enfuit pour Pékin, où on l'enferma six mois dans une « classe d'études ». Par la suite, écoutant les conseils de son oncle Wei Zhenwu, il est retourné dans la campagne du Shaanbei où il est devenu un jeune instruit modèle. Après plusieurs tentatives infructueuses, il a enfin été accepté comme membre du Parti et est même devenu le secrétaire de la branche du PCC de sa brigade de production. Comme le raconte Xi Jinping lui-même : « À l'époque, quelqu'un comme moi, avec ce genre d'origine familiale, ne pouvait pas être sélectionné pour entrer à l'université. » Mais avec l'aide de personnes de bonne volonté, il réussit à devenir un étudiant « ouvrier-paysan-soldat³ », et part étudier à l'université Tsinghua, une étape importante dans sa vie.

2. Kang Sheng (1898-1975) fut un vétéran du régime, l'un des bras droits de Mao, en charge de la sécurité du Parti, connu pour son radicalisme et sa cruauté. Voir le glossaire des noms propres.

3. *Gongnongbing xueyuan*. Voir le glossaire des expressions chinoises.

Plus de quarante années ont passé, et maintenant âgé de 60 ans, le jeune persécuté a gravi tous les échelons du système et est devenu le plus haut dirigeant de la Chine, son nouvel homme fort. Sous son leadership, les actions de lutte anticorruption sont en plein essor tandis que, dans le même temps, l'élimination de la société civile naissante atteint un niveau sans précédent. Groupe après groupe, des personnalités et des avocats de la défense des droits ont été arrêtés, menacés, mis sous surveillance. La sévérité du contrôle de l'opinion publique a atteint elle aussi un sommet depuis vingt ans, certaines personnes considérant même que la Révolution culturelle est proche ou de retour.

C'est dans ce contexte qu'une autre histoire est survenue à un garçon de 16 ans.

BAO MENG MENG : LE DESTIN D'UN AUTRE ENFANT DE 16 ANS

Wang Yu et son mari Bao Longjun⁴ sont des avocats défenseurs des droits renommés, à l'avant-garde de la défense des droits des citoyens, ne se décourageant jamais malgré la répression ininterrompue dont ils sont l'objet. C'est pourquoi ils ont été les premières victimes du mouvement contre les avocats lancé par les autorités le 9 juillet 2015. Leur fils, un garçon de 16 ans, a lui aussi fait l'objet de persécutions. Le réseau de défense des droits Chinese Human Rights Defenders⁵ raconte leur histoire : lorsque, le 9 juillet, l'avocate Wang Yu a emmené son mari Bao Longjun et son fils Mengmeng à l'aéroport, elle ne se doutait pas du sort qui allait s'abattre sur toute la famille. Alors que son mari et son fils s'apprêtaient à embarquer pour Kuala Lumpur en vue de rejoindre l'Australie où Mengmeng

4. Wang Yu (née en 1971) et Bao Longjun (né en 1972) sont un couple d'avocats connus pour leurs activités en matière de défense des droits civiques. Arrêtés le 9 juillet 2015 avec leurs confrères, ils ont été libérés un an plus tard sous condition.

5. Chinese Human Rights Defenders (CHRD), dont le nom en chinois est Weiquan Wang, est le réseau le plus important en matière de défense des droits de l'homme en Chine, organisé par des militants chinois à l'intérieur et l'extérieur de la Chine.

devait faire sa rentrée à l'université, les forces de police sont arrivées soudainement et les ont enlevés, séparément, avec les mains menottées dans le dos. Mengmeng a été emmené par la police dans un hôtel où pendant plus de vingt heures il n'a pu s'alimenter, ni aller aux toilettes, ni avoir aucun contact avec sa famille et a été victime de brimades... Voici ce qui est arrivé à ce garçon mineur, fils d'avocats, qui n'a même pas pu être protégé par son père selon la loi. Depuis, les trois membres de la famille sont maintenus séparés.

Quelques jours plus tard, Bao Mengmeng a été convoqué trois fois par la police pour s'entendre dire qu'il ne pouvait pas demander où étaient ses parents, qu'il ne pouvait pas avoir recours à un avocat, qu'il ne devait pas recevoir ou passer d'appels ni envoyer de messages. Pour le couper de tout lien avec l'extérieur, son numéro de téléphone a été changé. Il lui a été clairement spécifié qu'il ne récupérerait pas la clé de chez lui, que son passeport ne lui serait pas rendu et qu'il pouvait oublier à jamais son rêve d'aller étudier en Australie... Dans cette atmosphère de terreur, nous pouvons imaginer la douleur qu'a dû ressentir ce garçon alors que ses parents étaient détenus en prison et que son rêve de jeunesse était brisé.

Selon ses proches, Mengmeng est un très bon élève et il a toujours exprimé son soutien à l'égard de l'activité de défense des droits de ses parents. Lors d'un anniversaire de sa mère, coupant lui-même le gâteau, sa première phrase a été : « Merci, maman, pour tous les efforts que tu fais pour les droits de l'homme en Chine. » Il en paie pourtant le prix depuis longtemps, la police venant souvent harceler sa famille à la maison ou le terroriser quand il y est seul.

DE XI JINPING À BAO MENG MENG : UN CYCLE TRAGIQUE

La persécution sans relâche des vieux et des faibles, des femmes et des enfants, contraire à tout principe humain, a été un phénomène généralisé pendant la Révolution culturelle, sous le règne de Mao. Les gens pensaient de manière optimiste qu'avec la réforme et l'ouverture en Chine, avec la construction d'un État de droit et les progrès de la modernisation, ce phénomène disparaîtrait lentement de Chine. Ils ont été choqués de constater que ce phénomène

réapparaissait sous le président Xi, lui-même persécuté dans sa jeunesse. Pis, en ce XXI^e siècle appelé l'ère de la prospérité et de l'essor de la Chine, on se sert d'un fils pour forcer ses parents à baisser la tête et reconnaître leurs prétendus crimes. Mme Gao Yu⁶ elle aussi a été contrainte de reconnaître de prétendus crimes pour protéger son fils. Même pendant l'époque impériale, cette façon d'agir était peu glorieuse ! Si Bao Mengmeng est autorisé un jour à aller étudier en Australie, c'est qu'il aura rempli son rôle : sa mère emprisonnée aura baissé la tête et reconnu ses crimes, par amour maternel et pour qu'il puisse jouir d'un droit qui devrait lui être garanti⁷.

À son époque, c'est grâce à l'aide de personnes bien placées à tous les échelons que Xi Jinping a pu quitter la campagne et aller étudier à l'université Tsinghua à Pékin, changeant ainsi son destin. Aujourd'hui, en dehors du scénario noir que nous venons d'évoquer, comment Bao Mengmeng pourrait-il changer son destin et réaliser son rêve d'étudier à l'étranger ? Il ne dispose pas des nombreuses ressources qu'avait Xi Jinping en raison de la position de son père, Xi Zhongxun⁸. En effet, même si ce dernier avait été destitué pendant la longue période où le régime éliminait la génération de ses fondateurs, ses ressources demeuraient, dissimulées ou visibles, offrant un soutien à Xi jusqu'à son ascension au sommet du pouvoir. Peut-être est-ce cette situation qui, d'un certain point de vue, a renforcé la fidélité de Xi Jinping à l'égard du Parti et a forgé sa connaissance du pouvoir.

Bao Mengmeng, à l'inverse, dispose de bien peu de ressources : la compassion de certaines personnes, une certaine attention de la société internationale et le soutien des avocats défenseurs des droits. Même si nous ne pouvons affirmer quelle vision va se forger ce jeune garçon, nous sommes néanmoins convaincus qu'il ne rompra pas les liens avec ses parents et n'enverra pas sa candidature pour entrer au Parti ou à la Ligue de la jeunesse. Au contraire, il risque de rompre

6. Voir le glossaire des noms propres.

7. Le 31 juillet 2016, après un an d'emprisonnement sans donner de nouvelles, Wang Yu a reçu des médias hongkongais contrôlés par Pékin pour reconnaître ses « torts ». Son fils vit toujours en Chine malgré plusieurs tentatives pour en partir, y compris clandestinement.

8. Voir le glossaire des noms propres.

complètement avec le système et d'éprouver une reconnaissance encore plus profonde à l'égard de l'activité de défense des droits humains de ses parents.

Du sort du jeune Xi Jinping de 16 ans à celui de Bao Mengmeng au même âge, plus de quarante années ont passé, un cycle pour la Chine ! Une tragédie ! Des progrès ont eu lieu, mais force est de constater avec tristesse que, sur certaines questions clés concernant la construction d'une nation et d'une civilisation, l'établissement d'une culture et d'institutions garantissant un ordre étatique stable, peu d'améliorations substantielles ont été réalisées. Aucune contrainte suffisante n'est exercée sur le pouvoir, et les droits des citoyens ne sont toujours pas garantis. Ceci est non seulement à l'origine du triste sort des avocats Wang Yu et Bao Longjun et de leur fils de 16 ans Bao Mengmeng, mais également la source d'innombrables injustices dans ce pays.

Il est temps de sortir de ce cycle pour qu'à l'avenir davantage d'enfants de 16 ans puissent rêver librement, avoir envie d'étudier où bon leur semble et jouir du bonheur qui devrait être le leur.

VI. LA CHINE DÉSORIENTÉE

Cet article a été publié, dans une version abrégée, sur le site de la section chinoise de la BBC le 20 juin 2016.

Le texte traduit ici est la version intégrale telle qu'elle avait été transmise au rédacteur en chef de la section Chine.

Au moment de la publication de cet article concernant la désorientation de la Chine, plusieurs intellectuels célèbres, comme le sociologue Sun Liping¹, ont choisi presque le même thème pour analyser l'état actuel de la Chine. Cette incertitude, reflétée par une vague d'émigration et une fuite de capitaux accélérée à l'étranger, est l'une des sources de la profonde inquiétude des élites chinoises comme de la population. Plus que jamais, cette vieille question qui hante l'esprit des élites chinoises – et occidentales ! – depuis plus d'un siècle, « Où va la Chine ? », réapparaît. Il nous reste à souhaiter que la Chine trouve sa voie, en marche vers l'avenir dans l'intérêt des Chinois et de celui du monde.

La Chine ne sait plus quelle direction suivre ! Cette impression récemment donnée par l'apparition de certaines affaires est peut-être aussi la conséquence de plus de quatre ans de gouvernance par la nouvelle équipe dirigeante au pouvoir, quatre ans qui ont suscité de l'incompréhension, des regrets et des critiques : si l'on continue à suivre cette voie de développement, les facteurs de crise en Chine ne pourront que s'accroître et trouveront difficilement une solution. Les sombres prévisions pour l'avenir de la Chine et de la transition de son système augurent le risque de réduire à néant tous les succès de la réforme. Ce risque invite à la réflexion et à la vigilance. Où va la Chine ? Cette question ouverte depuis un siècle se pose de nouveau pour les Chinois.

1. Voir le glossaire des noms propres.

UN CONSENSUS SUR L'ABSENCE DE CONSENSUS : LA VOIE DE LA LIBERTÉ

Cette année marque les cinquante ans du lancement de la Révolution culturelle. Cette catastrophe s'est achevée il y a déjà une quarantaine d'années, et comme un contrecoup historique, la libéralisation est devenue le courant majeur en Chine. Certains amis pensent que, dès ses débuts, la réforme a été marquée par un consensus sur ce que nous ne voulions plus, mais qu'il n'y avait pas de consensus sur ce à quoi nous aspirions ; chaque couche de la société avait une vision distincte quant aux objectifs de la réforme et de l'ouverture et à son orientation finale. Pourtant, pour moi, il est clair qu'en affirmant ce que nous ne voulions pas, nous sous-entendions un certain consensus sur ce que nous voulions. En rejetant la folie de la Révolution culturelle, le confinement intellectuel et politique, ainsi que le dénuement matériel, nous affirmions en réalité vouloir la modernisation de la Chine : une Chine qui s'ouvre au marché, qui développe un État de droit et qui devienne progressivement plus démocratique et plus libre ; une civilisation chinoise moderne qui rejoigne le courant principal de la civilisation humaine. La route était plus ou moins celle tracée par des pays de l'Asie de l'Est.

C'est ce consensus, bien qu'implicite, qui a jeté les bases de la pensée politique et sociale permettant ces trente années de réforme et d'ouverture. Même si parmi les officiels, y compris au sommet, cette orientation sur l'avenir de la Chine ne pouvait être ignorée, il était impossible aux dirigeants comme à la société de proclamer ouvertement un tel consensus, en raison d'intérêts concrets différents et de nombreuses divergences idéologiques sur la compréhension de la situation nationale, le processus de réforme, sa vitesse, ses acteurs principaux, et sur les formes institutionnelles qu'il devait prendre.

Mais du fait de la différenciation croissante au sein de la société – tant sur le plan des intérêts que des consciences –, du développement néfaste de la corruption, de l'abandon du projet de réforme politique et de la manifestation croissante des contradictions sociales, ce consensus invisible qui soutenait la réforme s'est progressivement effrité. Par ailleurs, la répression des débats publics par le pouvoir a rendu impossible toute discussion profonde sur l'orientation finale

de la réforme, sur les problèmes qui pouvaient être rencontrés, ainsi que sur la manière d'assurer la coexistence des intérêts divergents. Après le massacre du 4 juin 1989, toutes ces questions sont même devenues taboues. Les officiels qui, avant 1989, avaient une vision à long terme et débattaient en interne de la réforme du système politique ont été écartés et réduits au silence. La pensée réformatrice à visée instrumentale de Deng a été justifiée et employée de manière encore plus déformée et court-termiste par le pouvoir.

Les contraintes politiques arbitrant toutes sortes d'intérêts et l'auto-enfermement ont rapidement rétréci la pensée et l'imagination théoriques officielles, qui s'enorgueillissent des succès économiques provisoires. La vigueur apportée par la libération de la pensée et l'ouverture à l'étranger au sortir de la Révolution culturelle a vite été perdue. Une atmosphère arrogante, hypocrite et malhonnête a progressivement érodé et enveloppé le groupe dirigeant. La corruption, l'impudence, la cruauté, la défiance et le côté sombre de certains officiels, mis récemment en lumière par la campagne anticorruption, ne sont que la conséquence inévitable de cette tendance. Et ce ne sont certainement pas quelques paroles d'autosatisfaction, quelques justifications personnelles et quelques campagnes d'éducation qui pourront résoudre cette situation.

LE « RÊVE CHINOIS »

Cette situation n'est évidemment pas le fait d'un dirigeant particulier, mais trouve plutôt son origine dans le système politique du Parti communiste chinois, l'incomplétude de la réforme, l'absence d'un modèle de réforme, ainsi que dans la conséquence néfaste de la répression du 4 juin.

Lors de sa prise de fonction, Xi Jinping a lancé le slogan du « rêve chinois² », s'efforçant ainsi de reconstruire un consensus national, d'établir un nouvel objectif de développement reconnu par tous. Mais pour le dire franchement, cette façon d'en appeler à un « rêve

2. *Zhongguo meng*. Voir le glossaire des expressions chinoises.

chinois», parce qu'elle ne prend pas pour fondement les citoyens, apparaît vide et superficielle, grandiloquente et inappropriée. Aucun engagement n'a été pris pour modifier le modèle de fonctionnement du pouvoir, tout est fait au contraire pour le consolider et le conserver *ad vitam æternam*. Malgré la mise en route de la machine de propagande officielle, cet appel au «rêve chinois» n'a rencontré que peu d'écho dans la société : il suffit de regarder les moqueries et les railleries que ce slogan a suscitées au sein de la population et les réactions des cadres pour s'en rendre compte. Vouloir construire un consensus autour d'un rêve est déjà en réalité un rêve de consensus. Ce décalage entre le récit officiel et le ressenti de la population révèle l'écart dangereux entre les dirigeants et la population, entre l'État et la société.

Si l'on cherche à comprendre le message implicite que vise à délivrer le «rêve chinois», il est évident qu'il s'agit d'une orientation nationaliste très forte. Or c'est bien ce qui paraît le plus inquiétant. Car renforcer sans mesure cette tendance nationaliste et en faire l'orientation du développement de ce grand pays qui occupe déjà une place importante dans le monde risque de produire de sérieux problèmes, comme l'ont montré d'autres exemples dans l'histoire, que l'on pense par exemple à l'Allemagne ou au Japon. Le résultat pourrait être un désastre tant pour la population chinoise que pour le reste du monde. Une nation dans sa phase d'émergence a au contraire davantage besoin, pour éviter de s'égarer, d'une conscience et de valeurs civilisées universalistes plutôt que d'une conscience nationaliste réductrice.

La formule du «rêve chinois» ressemble évidemment au «rêve américain». Pourtant, comme chacun sait, le «rêve américain» n'a jamais été la volonté d'un quelconque État ni un discours politique, mais bien plutôt un discours issu de la société. Dans son ouvrage *The Epic of America*, paru en 1931, James Truslow Adams a été le premier à employer l'expression *American Dream*. Elle désignait ces hommes qui avaient conquis les libertés fondamentales et jouissaient de ce qu'ils avaient obtenu par leurs propres efforts. Martin Luther King, dans son célèbre discours, inscrit son «rêve» dans la continuité et la mise en œuvre de ces droits, l'objectif final étant les droits du peuple, les droits des citoyens. On mesure ici l'écart substantiel, la différence de nature même, avec le «rêve chinois» aux colorations nationalistes,

dont l'objectif est de renforcer l'État et l'armée. Les Américains ont la liberté de suivre et de ne pas suivre, de faire les louanges et de critiquer le rêve américain. Tandis que le « rêve chinois » est un rêve qui a été conçu par la volonté de l'État pour (et à la place de) sa population. Cette différence permet de comprendre la force vitale du « rêve américain » et la raison pour laquelle tant d'hommes et de femmes ont aspiré à sa réalisation, et à l'inverse, pourquoi le « rêve chinois » est incapable de susciter une véritable identification ou adhésion de la part de la majorité de la population : sur une terre où les droits ne sont pas égaux ni garantis, comment un puissant pourrait-il partager un rêve commun avec une personne défavorisée ?

LA CONSÉQUENCE NÉFASTE DE CETTE ABSENCE D'ORIENTATION : UNE IMAGE CHAOTIQUE

La réforme chinoise est entrée dans une phase de stagnation, le modèle de développement de ces dernières décennies fait aujourd'hui face à une grave crise et à d'importants défis. Comment résoudre cette situation ? Les formules et les pratiques récentes des autorités donnent l'impression d'utiliser des méthodes anciennes pour réparer la situation actuelle. Soit elles ne n'évoquent plus la réforme, soit elles ont recours à de vieilles méthodes et formules, utilisées autrefois puis abandonnées, pour faire face aux problèmes apparus avec la réforme. Ce qui contribue à augmenter le sentiment de désorientation. En réalité, en dehors de certaines questions liées à l'étape du développement économique, comme la « montée en gamme industrielle³ », la perte du bonus démographique⁴, une conjoncture

3. *Chanye shengji* (*Industrial upgrading* en anglais). Voir le glossaire des expressions chinoises.

4. Longtemps, la Chine a été considérée comme un réservoir de main-d'œuvre inépuisable, faisant la force de cet « atelier du monde ». Mais, conséquence de la politique de l'enfant unique, depuis quelques années, la Chine devient un pays démographiquement vieillissant. Certains économistes considèrent que le célèbre *Lewis turning point* (ou tournant de Lewis, du nom de l'économiste et Prix Nobel Arthur Lewis, qui désigne le moment où la quantité de main-d'œuvre libérée du domaine agricole a atteint son sommet et ne peut que décroître) apparaît déjà en Chine.

économique internationale défavorable⁵, les nombreuses crises auxquelles est confrontée la Chine ont partie liée avec l'incomplétude de la réforme, le système politique chinois et les nombreuses politiques erronées adoptées dans le passé.

Prenons le problème de la surcapacité de la production industrielle. Un tel degré de déséquilibre est le résultat inévitable du fonctionnement de l'économie au sein d'un système chinois dans lequel le pouvoir est ultracentralisé. Comme un train qui serait conduit par deux locomotives à la fois, l'État et le marché, les forces économiques peuvent à la fois produire une croissance économique accélérée et spectaculaire, mais en même temps avoir des conséquences néfastes imprévisibles.

Les résolutions adoptées par le troisième et le quatrième plénum du Comité central du 18^e Congrès concernant la réforme économique et la construction d'un État de droit bourdonnent encore dans nos oreilles, mais dans la réalité, ce sont des méthodes autrefois en vigueur à l'époque de l'économie planifiée et de la lutte des classes qui sont appliquées, comme l'arrestation massive de ceux qui constituent le pilier d'un État de droit – les avocats⁶ –, la répression de la liberté d'expression, la célébration de la suprématie des dirigeants, ainsi que le pouvoir absolu du Parti.

Préconiser aujourd'hui le « renforcement de la direction du Parti comme garantie de la grandeur et de la force des entreprises publiques », c'est-à-dire promouvoir comme politique économique une méthode de commandement en usage pendant la Révolution culturelle, est à l'opposé du bon sens économique et paraît incroyable. Y a-t-il une relation de causalité entre la direction du Parti et le bon fonctionnement des entreprises publiques? Comment la Chine pense-t-elle ainsi convaincre les autres pays

5. L'exportation a été pendant longtemps l'un des moteurs de la croissance économique chinoise, mais suite à la crise de 2008, la demande internationale pour l'industrie chinoise a largement diminué. Même si la Chine demeure le premier exportateur du monde, l'augmentation du coût de la main-d'œuvre, les critères exigeants du marché occidental, la faible demande de certains pays font que l'exportation n'est plus le moteur principal de la croissance chinoise. L'âge d'or de l'exportation chinoise appartient définitivement au passé.

6. Voir l'article « Un été meurtrier pour la tolérance ».

qu'elle est aujourd'hui une économie de marché⁷? Le sous-texte implicite est en réalité de renforcer le contrôle des ressources économiques et de la société par le Parti. Promouvoir l'innovation comme la voie à suivre pour réaliser la montée en gamme industrielle, encourager la revitalisation de l'économie et le développement de la nation tout en « n'autorisant pas le commentaire libre⁸ », en renforçant la « conscience de devoir s'aligner⁹ », en censurant Internet, en contrôlant l'éducation, les informations, la science, les arts, en étouffant tout avis divergent ; s'afficher favorable aux entreprises privées tout en les contrôlant sévèrement... Comment imaginer, dans cette atmosphère sociale et cet environnement institutionnel, pouvoir cultiver l'innovation et encourager les investissements ?

Après trois décennies de discours et d'efforts en matière de garantie des droits des citoyens, après avoir mis en avant ces dernières années l'éveil des consciences citoyennes et la primauté du droit, ce recours à des politiques traditionnelles qui dictent des ordres depuis le sommet, où l'empereur se vante de faire preuve de clémence en « ne donnant pas de coup de bambou, en n'affublant personne d'une étiquette infamante, en n'attrapant la natte de personne¹⁰ », c'est-à-dire en ne réprimant pas les gens qui critiquent au motif de déviation idéologique et d'erreur personnelle, donne une impression de retour en arrière, un sentiment de ne plus savoir à quelle époque on se trouve. Comme il a été dit qu'« il ne faut pas nier les deux périodes de trente ans¹¹ », l'attitude des officiels à l'égard de la Révolution culturelle est de plus en plus ambiguë. Depuis la fin de la Révolution culturelle, on n'avait plus entendu de tels discours, on n'avait plus assisté à un tel culte des dirigeants, encore moins entendu chanter, au sein du Palais du Peuple, la chanson phare de

7. Jusqu'à présent, certains pays, par exemple ceux de l'Union européenne, refusent encore de reconnaître l'économie chinoise comme une économie de marché à part entière. Cela a d'ailleurs fait l'objet d'une polémique entre l'Union européenne et la Chine.

8. *Buzhun wangyi*. Voir le glossaire des expressions chinoises.

9. *Kanqi yishi*. Ce terme mis en avant par Xi depuis 2015 insiste sur l'obéissance aux directives du Parti. Voir le glossaire des expressions chinoises.

10. *Bu da gunzi, bu dai maozi, bu zhua bianzi*. Voir le glossaire des expressions chinoises.

11. *Bu neng fouding liangge sanshi nian*. Voir le glossaire des expressions chinoises et l'article « La schizophrénie idéologique du Parti communiste chinois ».

la Révolution culturelle *Naviguer sur les flots grâce au Grand Timonier*¹². La propagande et les politiques officielles sont emplies d'une rhétorique aux logiques contradictoires, contraire au sens commun et capricieuse.

Par ailleurs, l'enlèvement de plusieurs personnes à Hong Kong¹³ et l'accroissement de l'hostilité à l'égard de la Chine sur la scène internationale, surtout de la part de certains pays limitrophes¹⁴, traduisent d'un côté une arrogance croissante, de l'autre une sensibilité aiguë de type pathologique. En politique étrangère, l'abondance des déclarations et des actes relevant du style des « jeunes en colère¹⁵ » montre l'absence totale de confiance en soi que devrait pourtant avoir une grande puissance émergente. Tout ce qui vient d'être décrit traduit une situation chaotique produite par une crise croissante et l'absence de repères.

12. Une des chansons les plus en vogue pendant la Révolution culturelle, faisant l'éloge de Mao comme un chef absolu. Tous les gens ayant vécu cette période se rappellent comment chaque événement public débutait souvent par cette chanson ou par *L'Orient est rouge*, une sorte de cérémonie rituelle à l'image de la Corée du Nord aujourd'hui. Nous pouvons ainsi comprendre la vive émotion qu'a suscitée le concert organisé le 2 mai 2016 au sein du Palais du Peuple, lieu symbolique du régime.

13. À l'automne 2015, plusieurs personnes d'une librairie de Hong Kong, célèbre pour ses publications de livres sensibles interdits en Chine continentale, ont été kidnappées par les services secrets continentaux à Hong Kong et à l'étranger (Thaïlande), bien que plusieurs d'entre elles disposent de passeports européens. Les raisons de ces enlèvements ont été révélées au fur et à mesure. Il s'agissait d'empêcher la sortie d'un livre qui raconterait une éventuelle liaison de Xi Jinping. Si aucun élément ne permet de prouver que le contenu de ce livre est véridique, cet acte de kidnapping d'éditeurs de Hong Kong, région administrative spéciale censée avoir une autonomie juridique et une liberté d'expression et de la presse garanties par la loi fondamentale de Hong Kong, montre à quel point l'ancienne colonie britannique est en train de perdre son autonomie au bénéfice de l'influence du continent. La célèbre politique « Un pays, deux systèmes » est en train de se désagréger. Cela explique la forte réaction de la population de Hong Kong et aussi le retentissement international qu'a eu cette affaire. Cette dernière montre aussi que les conflits de pouvoir au sommet du Parti et que le contrôle de plus en plus sévère de l'opinion en Chine continentale sont en train de s'étendre et de s'exporter en dehors du territoire.

14. Dans les années 1980 et 1990, la Chine appliquait une politique décidée par Deng de « profil bas ». Elle consistait à améliorer son environnement international et à éviter les affrontements avec d'autres pays (puissances internationales et pays limitrophes). Ces dernières années, cette politique a été largement remise en cause à la suite de l'arrivée au pouvoir de Xi. L'expansion de la Chine et certaines de ses politiques agressives suscitent la méfiance, voire l'hostilité, des pays limitrophes, qui craignent notamment de perdre certains de leurs territoires dans le cadre de différends avec la Chine.

15. *Fenqing*. Voir le glossaire des expressions chinoises.

LE PARADOXE À UTILISER MAO ET DENG : UNE VOIE DE SORTIE POUR XI JINPING ?

Cette situation a évidemment une raison politique, elle révèle un certain désordre dans l'orientation politique et idéologique des hauts dirigeants. À la différence de Jiang Zemin et de Hu Jintao dont l'autorité provenait du mandat accordé par Deng Xiaoping, la lutte politique féroce autour de la prise de pouvoir de Xi Jinping trahit la grande faiblesse inhérente du système politique post-totalitaire chinois. Comme n'ont cessé de le souligner les journaux du Parti et de l'armée, la raison de la chute de dirigeants du Parti et de l'État comme Bo Xilai, Zhou Yongkang, Xu Caihou, Guo Boxiong, Ling Jihua¹⁶ et d'autres n'est pas seulement liée à leur corruption, mais bien plutôt au fait qu'ils aient enfreint les « règles politiques », qu'ils aient « franchi la ligne rouge » et menacé Xi. Dans un certain sens, les initiatives politiques qui ont été lancées depuis la prise de pouvoir de Xi, y compris la lutte anticorruption, peuvent toutes trouver une explication dans la consolidation de son pouvoir personnel et le maintien d'un pouvoir rouge.

Du point de vue politique, si l'on peut comprendre les efforts entrepris par Xi pour consolider son pouvoir et établir son autorité, on peut en revanche douter de la méthode employée et de sa capacité à atteindre son objectif. Pour le formuler franchement, l'autorité politique et le rôle historique d'un dirigeant dépendent de son efficacité, de sa capacité à suivre les demandes de la population, de son courage, de sa sagesse et de sa grande prévoyance dans la résolution des enjeux historiques. Jusqu'à aujourd'hui, l'initiative prise par Xi qui lui a rapporté le plus de bénéfices politiques est la lutte anticorruption. Mais il y a trois ans déjà, alors que je commentais la lutte anticorruption menée à l'époque, j'écrivais que ses effets ne pouvaient être que dégressifs ; cela revient à affronter le passé et à en nettoyer certains éléments, mais ce qui est le plus important pour un dirigeant est l'avenir, il doit proposer des politiques et des résultats constructifs du point de vue économique et institutionnel.

16. En ce qui concerne toutes ces personnalités, voir le glossaire des noms propres.

Sur ce plan, l'autorité de Deng au sortir de la Révolution culturelle ne relevait pas d'autre chose, il faut l'avouer. Or, de ce point de vue, le bilan de Xi ces dernières années se révèle plutôt terne.

Cela est sans doute lié en partie aux structures internes du pouvoir, mais également à son inclination personnelle à gouverner. J'ai dans le passé caractérisé cette façon de gouverner par la formule « se servir de Mao et de Deng, utiliser Mao comme complément à Deng¹⁷ », cela est aujourd'hui encore plus manifeste. Comme je l'ai souligné, les logiques de gouvernement de Mao et de Deng sont fondamentalement incompatibles. L'essence de la modernité est la liberté, la liberté des hommes en tant qu'acteurs. Du point de vue de son attitude à l'égard de la liberté, il est clair que la pensée de Mao est une pensée antimoderne et totalitaire, privant les hommes de liberté, tandis que pour Deng la liberté doit être limitée par les contraintes d'un autoritarisme. C'est pourquoi on pourrait qualifier la conception de Deng de semi-moderne. Si Mao et Deng ont certains éléments en commun, leur orientation est opposée.

Deng a également eu recours à Mao, mais dans l'esprit de Deng, Mao n'avait qu'une valeur instrumentale, artificielle, au service de son besoin d'un régime autoritaire ; l'utopie maoïste, la lutte des classes, l'égalitarisme populiste, l'opposition à l'étranger, le règne de l'arbitraire ne pouvaient en aucun cas être mis en œuvre dans la pratique politique. Car Deng était conscient que cela ne pouvait que provoquer la folie des masses et que, même si l'État apparaissait stable, cela ne pouvait nullement apporter la force vitale nécessaire au progrès de la nation et à l'innovation de la civilisation. La limite de ce modèle autoritariste de semi-liberté promu par Deng est que, s'il a procuré une énergie vitale à l'économie, dans le même temps, il a inévitablement nourri une corruption et une injustice sociale provoquant la fureur de la population, incapable de créer finalement la liberté, la civilisation, la richesse et la dignité dont ont besoin les Chinois.

La place que Xi laissera dans l'histoire dépendra de sa capacité à poursuivre l'héritage de Deng tout en remettant en cause une

17. Voir l'article « Deng Xiaoping et le destin de la "réforme à mi-chemin" ».

partie de cet héritage afin d'assurer le succès final de Deng dans la réussite historique de la réforme ; il ne s'agit certainement pas d'utiliser Mao pour corriger Deng, cette voie est sans issue. Malgré ses succès provisoires apparents, il sera difficile pour Xi, en raison des contradictions internes du système, d'échapper à une situation délicate qui ne correspond ni à Mao ni à Deng, une situation avec des avancées et des reculs, à la source de déséquilibres risquant de provoquer l'échec de la réforme et de réduire à néant l'héritage de Deng. En réalité, ce n'est que si Xi s'échappe du nid de Mao et de Deng que la situation et le cadre de la réforme pourront être complètement examinés, critiqués, que l'héritage de Mao et celui de Deng seront réformés ; c'est en surpassant Mao et Deng, en devenant un dirigeant d'un nouveau type que Xi pourra résoudre la crise actuelle à laquelle la Chine est confrontée.

Pour revenir à un problème ancien, le degré de liberté et le fait de disposer ou non de liberté sont deux questions distinctes. Dans une époque qui n'offre plus les conditions internes ni externes propices à l'apparition d'un phénomène comme Mao, où manquent les ressources politiques dont disposait Mao, tout recours aux déclarations ou aux méthodes en vogue à l'époque de Mao, tout effort visant à se transformer en un dirigeant omnipotent comme Mao est indubitablement voué à l'échec, à devenir la risée de tous.

ACCROÎTRE LES DROITS : LA VOIE POUR SORTIR DE CES DIFFICULTÉS

Il y a quelques années, dans un article intitulé « Accroître les droits : l'unique critère de progrès de la prochaine étape de la réforme en Chine¹⁸ », j'affirmais qu'au stade où était parvenue la réforme, toute nouvelle réforme qui ne prendrait pas comme objectif l'accroissement des droits des citoyens ne pourrait bénéficier du soutien de la société, obtenir de nouvelles forces, enrichir la population, ni devenir une véritable réforme. La crise de légitimité du

18. Voir l'article p. 71.

pouvoir ne pourrait trouver aucun recours substantiel. De ce point de vue, ces dernières années, la réforme n'a connu aucune grande avancée mais au contraire de nombreux reculs. Sans même évoquer le fait que les droits politiques, économiques, sociaux et culturels des citoyens n'ont pas connu de progrès considérables, il suffit d'observer la série d'affaires récentes marquées par le déchaînement des policiers, les menaces à l'égard de certaines vies ayant pu aller jusqu'à entraîner la mort¹⁹, pour mesurer combien la garantie de la sécurité élémentaire des citoyens est menacée par des pouvoirs publics qui ne sont soumis à aucune limite ni surveillance.

Le Parti dispose du pouvoir de gérer le Parti lui-même et même de le gouverner de manière stricte ; mais les citoyens n'ont aucunement le devoir d'accepter la gouvernance stricte du Parti, et ce dernier n'a aucune légitimité à contrôler strictement la société. Sans restriction du pouvoir, il ne peut y avoir un accroissement des droits des citoyens ; sans la mise en œuvre de l'esprit constitutionnel qui impose des limites au pouvoir, l'inclination dictatoriale du pouvoir ne peut que croître. La conséquence de l'arbitraire du pouvoir est souvent la corruption et la catastrophe.

Du point de vue des libertés d'expression et d'information, plusieurs affaires récentes sont éclairantes. Parce qu'il avait reçu les faveurs de Xi Jinping, le blogueur Zhou Xiaoping, hyperactif sur Internet où il prône un nationalisme anti-Occident, bénéficiait d'une tolérance de la part des autorités. Mais certaines de ses vidéos, considérées comme dépassant la limite, ont été supprimées par les officiels chargés de surveiller Internet, ce qui déclencha ses protestations auprès de plusieurs grands portails du web²⁰. Par ailleurs, 78 académiciens chinois ont signé une pétition manifestant leur insatisfaction à l'égard du contrôle trop étroit exercé par les autorités sur Internet, considérant que ce contrôle constituait un

19. Notamment celle de Lei Yang qui suscita une grande vague d'indignation dans le pays. Voir la note ci-dessous.

20. La participation de Zhou Xiaoping à la réunion organisée par Xi sur la littérature et les arts en 2013 et les encouragements formulés par ce dernier à l'égard de ses écrits lui ont donné une légitimité grandissante aux yeux des autorités, lui permettant même d'obtenir certaines fonctions officielles. Néanmoins, cela ne lui accorde pas le privilège de franchir certaines lignes fixées par les autorités.

obstacle au développement scientifique et espérant obtenir le droit de consulter librement les informations du monde étranger²¹. Il y eut aussi l'affaire Ren Zhiqiang²², un VIP de l'Internet chinois réduit au silence parce qu'il avait exprimé son désaccord à l'égard de l'idée de Xi Jinping selon laquelle « les médias du Parti doivent être du côté du Parti ». Ces trois histoires récentes illustrent, à partir de points de vue différents, les problèmes posés par le contrôle actuel de l'opinion et des informations, et l'insatisfaction qu'ils nourrissent. Ce contrôle est non seulement néfaste pour la Chine d'aujourd'hui, mais il risque également de peser fortement sur son avenir.

À Yan'an²³, le Parti communiste chinois préconisait de ne pas « interdire à la critique une série de personnes et de faits, car cela revient à supprimer la liberté d'expression » (éditorial du *Quotidien de la Chine nouvelle*, 31 août 1944). Que les médias du Parti s'alignent sur les positions du Parti, pourquoi pas ? Mais en Chine aujourd'hui, les questions les plus importantes sont les suivantes : les médias peuvent-ils ne pas tous être aux mains du Parti ? Peut-il y avoir des médias contrôlés par la population ? Et ces médias issus de la société civile peuvent-ils adopter un ton différent de celui du Parti ? Les médias contrôlés par le Parti peuvent-ils être autonomes financièrement et ne pas dépenser l'argent des impôts payés par la population ? Voici les questions clés qui se posent. Les médias du Parti peuvent certainement assurer la propagande de leur croyance en la « vérité de l'univers », faire les louanges de la « hauteur stratégique » et des « discours importants » du président. Mais, dans une nation

21. En mai 2016, lors d'un grand « Congrès national sur le développement de la science et de la technologie en Chine », ces académiciens ont signé une pétition qui s'adressait au sommet de l'État pour réclamer plus de liberté d'accès aux informations étrangères sur Internet dans le cadre de leurs recherches. Si cette affaire n'a pas été évoquée dans la presse chinoise, elle a provoqué un grand retentissement sur Internet, beaucoup d'internautes étant favorables à cette initiative. Cette demande n'a pourtant pas eu de suite.

22. Blogueur influent avec plus de 10 millions de *followers*, cet homme d'affaires dans l'immobilier est un véritable leader d'opinion publique. Au printemps 2016, après avoir exprimé sa divergence de point de vue sur le rôle des médias, il fut réduit au silence sur les affaires publiques, à l'exception des sujets économiques. Voir le glossaire des noms propres.

23. Yan'an est une ville de la province du Shaanxi où, durant les années 1930 et 1940, les communistes ont installé leur base après la Longue Marche avant de remporter la guerre civile contre le Guomindang et de prendre le pouvoir dans la Chine entière.

moderne, les citoyens n'ont-ils pas le droit d'émettre des conceptions différentes de celles des officiels, sans être empêchés, emprisonnés, ou assiégés par l'armée des « cinquante centimes » employée par les officiels²⁴? Voici le critère permettant de mesurer les progrès de la civilisation en Chine et l'approfondissement de la réforme. Si les médias chinois disposaient davantage de moyens et avaient le droit d'exercer une surveillance, observerait-on encore l'impunité courante de fonctionnaires corrompus et de policiers malveillants?

LA RÉFORME, LA CONSTITUTION ET LE MONDE : VERS UNE CHINE MODERNE

Ces affaires, de même que le développement de toutes sortes de courants de pensée et de courants religieux, montrent que la société chinoise actuelle connaît une profonde différenciation. Tout effort pour supprimer par la force cette différenciation, toute tentative d'intégrer ces pensées et intérêts divergents dans un rêve communiste ne peut que s'avérer vaine. Une caractéristique essentielle de la modernité est précisément la différenciation ; ne pas le reconnaître et prendre des dispositions institutionnelles à l'encontre de ce trait fondamental, c'est refuser l'entrée dans la modernité. Dans une époque de perte de consensus, le seul consensus possible est de reconnaître l'absence de consensus, de respecter les droits de l'autre et de construire un compromis constitutionnel qui formerait un cadre institutionnel garantissant toutes sortes d'opinions et les droits des citoyens. Vouloir « aligner » chacun derrière un modèle ne résoudra aucun problème : la « conscience de devoir s'aligner » est une terminologie adaptée aux files, en particulier aux régiments militaires, quel autre pays dans le monde ressemble plus à un camp militaire que la Corée du Nord ? Dans quel pays autre que la Corée du Nord la population sait-elle mieux se mettre au garde-à-vous ? Est-ce vraiment ce qu'attendent les Chinois et ce qu'espère le Parti ?

24. *Wumao*, soit cinquante centimes de monnaie chinoise. Voir le glossaire des expressions chinoises et l'article « Le phénomène des *wumao*, accélérateur du dépérissement du PCC ».

Les difficultés de la Chine doivent être surmontées à travers la réforme, mais une réforme orientée vers l'accroissement des droits du peuple et non vers l'alignement de tous derrière le pouvoir. Ces derniers jours, Xi Jinping s'est rendu au village de Xiaogang²⁵. Les reportages ont seulement annoncé qu'il avait proclamé la poursuite de la réforme et que la ligne fixée par le Parti ne changerait pas. Ils ont rapporté les questions posées aux paysans, s'ils mangeaient du pain blanc ou non, s'ils avaient été heureux de rencontrer le dirigeant. En réalité, la Chine d'aujourd'hui doit examiner de nouveau l'esprit du village de Xiaogang et l'expérience de la réforme. De mon point de vue, l'esprit de réforme du village de Xiaogang réside dans la lutte qu'ont menée ces paysans ne possédant rien pour leurs droits ; l'expérience la plus précieuse à l'origine du succès de la réforme passée en Chine vient précisément du fait que les vrais réformateurs ont accepté les revendications en matière de droits issues de la société comme celles du village de Xiaogang et qu'ils en ont même fait ensuite une politique nationale bénéficiant à l'ensemble de la population. Cette interaction positive entre l'État et la société a conféré davantage de vitalité à la réforme, permettant au pays d'emprunter la voie de la modernisation et de la prospérité.

Il est évident que c'est le seul choix susceptible de faire repartir l'économie chinoise. Peu importent les analyses des économistes, l'immensité de la Chine et son développement inégal offrent certainement encore une marge de manœuvre pour continuer la croissance de son économie, mais le problème clé est celui de la confiance, facteur essentiel pour la stabilité et le développement d'une économie moderne.

Perte de repères et perte de confiance vont de pair. Plutôt que de nouvelles déclarations qui s'autocontredisent, il vaudrait mieux une ou deux actions réelles garantissant le droit de propriété, encourageant l'innovation, appliquant les lois, pour redonner vitalité aux entrepreneurs et confiance aux consommateurs.

25. Situé dans la province de l'Anhui, ce village est devenu un lieu symbolique pour la réforme agraire à partir de la fin des années 1970, grâce à l'initiative lancée par les villageois de redistribuer les terres. Voir le glossaire des expressions chinoises.

Par exemple, le gouvernement chinois pourrait, à l'image de l'engagement pris l'année passée par le gouvernement grec en vue d'obtenir le soutien de l'Union européenne, laisser désormais l'administration nationale des statistiques fonctionner de manière autonome. Quand bien même les chiffres ne seraient pas beaux à voir, cela offrirait aux gens une meilleure compréhension des données économiques chinoises et des tendances de son développement, cela augmenterait la confiance et, dans le même temps, cela accroîtrait la crédibilité du gouvernement. Si la crise grecque a été provoquée par l'absence d'État, en Chine, le problème principal est que l'État est trop présent. Dans l'histoire de la Chine, cette présence excessive de l'État a empêché à plusieurs reprises la civilisation chinoise de saisir l'opportunité de réaliser des progrès. Cette tragédie va-t-elle se rejouer? Renforcer les entreprises publiques et le contrôle de l'État équivaut à « boire une potion empoisonnée pour arrêter la soif », selon un dicton chinois. Un État moderne peut évidemment avoir des entreprises publiques, mais la question est : quel genre d'entreprises publiques et dans quelles conditions économiques? Dans un contexte où le pouvoir ne connaît pas de limites, où le fonctionnement du marché n'est pas complètement réalisé, où l'information manque de transparence, où le droit de propriété est source de confusion, les seuls résultats certains du renforcement des entreprises publiques seront le monopole et le gaspillage des ressources (les deux étant nécessairement liés), une faible efficacité et la corruption.

S'agissant de la réforme complète du système, il n'y a que ceux qui ne connaissent rien de l'histoire et de la situation présente pour se servir des conséquences, à leurs yeux désastreuses, de la « révolution de Jasmin » et des « révolutions de couleur²⁶ » comme de contre-exemples pour refuser une réforme en profondeur. En réalité, comme je l'ai déjà souligné de nombreuses fois, parmi les gens dotés d'un peu de bon sens et ceux qui connaissent la situation, personne ne pouvait croire que l'établissement de nouvelles institutions serait une chose aisée réalisable en une nuit, il était

26. Ces expressions renvoient au Printemps arabe de 2011 ainsi qu'aux mouvements démocratiques qui ont eu lieu en Ukraine, en Biélorussie et en Asie centrale entre 2003 et 2005.

clair que de nombreux problèmes rencontrés par ces pays dans leur transition seraient difficiles à éviter. Mais cela montre à l'inverse la nécessité d'enclencher la réforme à temps car les problèmes rencontrés par ces pays au cours de leur transition ont leur racine dans l'époque autoritaire qui les a précédés ; c'est au contraire en refusant l'opportunité de déclencher la réforme à temps que l'on risque de conduire le peuple vers une tragédie, et les dominants vers un désastre personnel, payant ainsi un coût plus élevé.

Le monde dans lequel nous vivons est un monde en ébullition, une période de grande transformation, où les problèmes et les crises sont innombrables ; qu'après la grande vague de mondialisation et de libéralisation des décennies 1980 et 1990 soit apparue une nouvelle tendance inversée et correctrice, cela n'a rien de surprenant et possède même une certaine logique. Les pays occidentaux eux aussi sont confrontés en leur sein à de nombreux nouveaux défis et font face à un rééquilibrage structurel profond, suivant d'une certaine manière leur propre trajectoire. Devons-nous en conclure avec légèreté au naufrage de l'Occident et décréter qu'il ne vaut plus la peine d'être étudié, reproduisant ainsi le même genre d'erreur de jugement qu'a commise Liang Qichao dans les années 1920²⁷, orientant l'ensemble du pays dans une mauvaise direction ?

Même si les institutions démocratiques des pays occidentaux rencontrent aujourd'hui de nombreux problèmes et doivent s'adapter et se renouveler, dans l'ensemble, la démocratie ne fait que s'approfondir, et même les forces d'extrême droite et d'extrême gauche brandissent presque sans exception son étendard dans le fonctionnement politique sans oser revendiquer publiquement sa destruction. Certains phénomènes nationalistes ou populistes ne sont pas des éléments entièrement nouveaux, la politique démocratique évoluant en permanence dans un jeu interne et externe avec ces phénomènes. La tension à l'œuvre dans un système démocratique entre

27. Liang Qichao (1873-1929), figure de proue intellectuelle du *xx^e* siècle chinois, a joué un rôle très important de la fin des Qing, au début de la république, jusqu'aux années 1920. Alors qu'il avait longtemps tenu un discours élogieux à l'égard de la civilisation occidentale, son voyage en Europe après la Première Guerre mondiale le fit changer radicalement de position, la culture chinoise devenant désormais, à ses yeux, la seule capable de sauver le monde. Voir le glossaire des noms propres.

les droits et les devoirs, entre l'ordre et la liberté, entre l'efficacité et la justice ne date pas d'aujourd'hui et ne sera pas résolue demain. Mais jusqu'à nos jours, le système démocratique permet de maintenir un meilleur équilibre que n'importe quel autre système. La forme de la démocratie peut varier, peut innover, mais elle ne peut prendre une forme mensongère pour refuser le contenu et le véritable esprit de la démocratie.

La Chine et le monde sont en pleine transformation, cela exige une capacité de jugement et une vision historique profonde et claire. Ce n'est qu'en étudiant sérieusement les caractéristiques de la civilisation moderne occidentale que la Chine pourra faire renaître et renouveler sa civilisation. Observer seulement les problèmes des autres ou se réfugier dans un narcissisme maladif sont souvent les deux facettes d'un même problème qui ne peut que conduire une personne ou une nation au désastre.

La Chine a perdu ses repères ! Les contradictions entre les intérêts de certains groupes et ceux de l'ensemble de la nation ne font que se renforcer de jour en jour, la réforme a perdu sa vitalité, le pouvoir politique fait machine arrière, tout cela est une grande source d'inquiétude. Mais les forces sociales qui ont été enfantées par trois décennies de réforme et d'ouverture opposent une résistance opiniâtre et révèlent les véritables forces vitales et espoirs de la Chine. Une série d'affaires qui se sont produites récemment, comme celle de Lei Yang²⁸, démontrent clairement ce point. C'est la société chinoise, et non le pouvoir, qui, dans cette série d'oppositions et de résistances, définit une nouvelle orientation pour l'avenir de la Chine. Citons de nouveau ces vers de *L'Internationale* : « Il n'est pas de sauveurs suprêmes / Ni Dieu, ni César [...], sauvons-nous nous-mêmes / Travaillons au salut commun²⁹ ! »

28. Au début du mois de mai 2016, la mort soudaine à Pékin de Lei Yang (1987-2016), un jeune spécialiste de l'environnement, à la suite de mauvais traitements policiers a suscité une vague considérable de protestations sur Internet.

29. *L'Internationale* est arrivée en Chine aux alentours des années 1920, suite à l'influence grandissante de la révolution d'Octobre et au fur et à mesure du développement du mouvement communiste en Chine. La version chinoise a été traduite par un grand communiste et écrivain, Qu Qiubai (1899-1935), qui a remanié certains vers pour les adapter au langage chinois et à la situation de l'époque en Chine.

POSTFACE : LE 19^E CONGRÈS DU PCC ET L'AVENIR DE LA CHINE

Le 5 décembre 2017

Après les turbulences qui ont été rapportées sur les manœuvres entre les différents camps politiques dont l'enjeu était pour chacun de préserver au maximum son pouvoir, le 19^e Congrès du PCC s'est enfin clos le 24 octobre 2017, mettant une nouvelle fois fin à une phase relativement agitée dans la vie politique chinoise, comme celle qui avait marqué le 18^e Congrès il y a cinq ans, et aux spéculations des observateurs à ce propos.

Comme je l'ai souligné en plusieurs occasions auparavant, ce congrès n'a pas produit les surprises que certains espéraient, il a en définitive largement consolidé le pouvoir de Xi et même sacralisé la « pensée de Xi » comme nouvelle doctrine idéologique du Parti, incorporée à présent officiellement dans la charte du PCC, à la suite des deux « pensées » du Parti portant le nom de Mao et de Deng. Cela témoigne de la place prédominante désormais occupée par Xi dans un régime encore largement communiste. Comme chacun sait, pour un tel régime, le pouvoir d'interprétation idéologique est étroitement lié à la légitimité du pouvoir politique. La période de Xi est bel et bien amorcée, comme lui-même l'a annoncé de manière implicite et explicite dans son discours général de trois heures et demie le jour de l'ouverture du congrès, sous l'expression à peine cachée de la « nouvelle ère » (*xin shidai*). Les louanges à l'égard de Xi, parues en masse dans la presse et les médias officiels, célèbrent, selon le style de l'époque de Mao, la naissance du nouveau « Timonier ».

Du point de vue de la composition des forces politiques, Xi a réussi à faire entrer plusieurs de ses proches au sein du Bureau politique, ils forment à présent une majorité absolue lui garantissant un soutien politique sans faille. En ce qui concerne le

Comité permanent du Bureau politique, la règle qui avait fonctionné jusqu'à présent selon laquelle tout membre parmi les dirigeants entre 68 et 70 ans ne peut renouveler son mandat a été en apparence maintenue : cinq membres du Comité permanent du Bureau politique ont quitté le pouvoir. Au sein de cet organe, les nouveaux entrants ne pèsent pourtant plus le même poids que leurs prédécesseurs face à Xi et l'on peut s'attendre à ce que le pouvoir des autres membres de ce Comité soit considérablement dilué, les réduisant même d'une certaine manière à n'être que des instruments de résonance des directives de Xi. Le principe de « direction collective » (*jiti lingdao*), qui avait été établi dans la phase post-Révolution culturelle par les dirigeants de l'ancienne génération tirant la leçon des conséquences tragiques de l'absolutisme de Mao, sera probablement enterré de fait.

L'autre règle primordiale qui a garanti une stabilité à la politique chinoise depuis plus de deux décennies – le numéro un du régime ne peut pas exercer plus de deux mandats, soit un total de dix ans – est aussi implicitement remise en question. Par le passé, dans les cas de Hu Jintao et de Xi Jinping lui-même, puisque le numéro un du régime ne pouvait prolonger son statut au-delà de dix ans et afin que le futur successeur puisse mener à bien ses fonctions, durant le second mandat du dirigeant en place, son successeur devait déjà siéger au sein du Comité permanent du Bureau politique et commencer une sorte de « stage » en tant que futur chef du pays. Cela ne s'est pas produit durant ce congrès : Hu Chunhua, désigné il y a cinq ans comme un éventuel héritier de Xi, ne figure pas parmi les membres du Comité permanent. De plus, peu de temps avant le congrès, Sun Zhengcai, qui avait succédé à Bo Xilai au poste de secrétaire général du Parti à Chongqing, membre du Bureau politique désigné comme le futur numéro deux, et qui devait normalement entrer aussi au Comité permanent afin de préparer la succession au poste de Premier ministre dans cinq ans, a été arrêté par Xi pour corruption.

Les cartes sont rebattues. Le message de ces actes est plutôt clair : Xi commence déjà à œuvrer en vue d'un troisième mandat dans cinq ans et même plus. Si dans les cinq ans à venir aucun événement important ne vient perturber le plan de Xi, il est fort probable que ce dernier continue de régner sur le pays sous une forme ou une autre. Comme je l'ai analysé dans certains articles de ce recueil, cela

est compréhensible et prévisible, une seule raison suffit à l'expliquer : ayant envoyé des centaines d'hommes politiques et de généraux derrière les barreaux au nom de la lutte anticorruption, et s'étant servi de cette cause pour anéantir ses adversaires, le risque que Xi pourrait courir s'il quittait le pouvoir dans cinq ans est trop grand pour lui et ses proches.

Mais si Xi brisait cette règle en 2022 au moment du 20^e Congrès, quelles réactions auraient la société et le Parti ? Quelle image donnerait-il au monde entier ? Et surtout quelles conséquences aurait ce changement sur la vie politique et sociale en Chine ? Ces questions demeurent pour l'instant hypothétiques et dépendent certainement de l'évolution de la Chine dans les cinq ans à venir, mais nous pouvons d'ores et déjà les poser légitimement. Cinq ans après l'affaire Bo, le 19^e Congrès vient ajouter de nouvelles incertitudes quant à la question de l'institutionnalisation de la succession du pouvoir en Chine. Ainsi, au-delà même des enjeux sociaux, la question de la stabilité politique chinoise risque-t-elle d'être à nouveau posée sous cet angle. Après la disparition du système impérial et celle du titre d'empereur au début du xx^e siècle, la légitimité du pouvoir fut une source majeure de tension politique à l'origine de nombreux événements tragiques dans l'histoire de la Chine moderne et contemporaine. Demeurant un sujet d'actualité constant dans cette grande transition de la Chine vers sa modernité, cette question réapparaît comme un grand défi posé au destin de la Chine.

Sur l'orientation de la Chine, dans son discours prononcé au congrès, Xi a dévoilé ses objectifs qui font écho aux propos qu'il a tenus ces dernières années : faire de la Chine la première puissance mondiale d'ici à une trentaine d'années tout en maintenant le règne absolu du Parti dans ce pays ! Il les a réaffirmés avec force et a donné une feuille de route très claire. Malgré certains ajustements dans le ton de son discours, moins agressif et archaïque que ces trois dernières années, et une réorientation en faveur d'une ligne plus « dengiste », c'est la « grande renaissance de la nation » qui domine entièrement son discours et en constitue le fil directeur. Les idées nationalistes, les pensées traditionnelles et celles du marxisme, du léninisme et du maoïsme sont mélangées pour servir de justification idéologique à cette ambition nationale. Des termes comme « citoyen » et « droits des citoyens » (*gongmin quanli*) n'y trouvent plus

leur place. Les termes comme la nation, le peuple, le Parti et l'État y prennent un poids prépondérant. L'attitude adoptée par la Chine à l'égard de l'Occident depuis la réforme et l'ouverture comme apprentie de la modernité est fermement rejetée. À la place, on substitue une exaltation de la confiance sans faille dans le modèle de développement actuel, la culture chinoise et le régime chinois.

Dans le passé, Deng Xiaoping avait avoué qu'il ne savait pas ce qu'était exactement le « socialisme », ouvrant ainsi la voie à certains essais et innovations libres pour la réforme et l'ouverture. Mais à la différence de cette philosophie réaliste et pragmatique, Xi montre aujourd'hui une volonté de ramener le peuple chinois dans le programme touchant tous les aspects de la vie qu'il a établi. De ce fait, quels que soient les termes modernes qu'il emploie dans son discours et la fanfare organisée par les autorités autour de la nouveauté de la « pensée de Xi Jinping », cela nous rappelle bien le vieux dirigisme totalitaire de Mao. C'est ce que j'ai tenté d'analyser sous le terme de « néo-maoïsme », qui n'est pas seulement confirmé par le discours de Xi, mais se manifeste aussi de plus en plus nettement dans les pratiques du Parti. Peu de temps après le 19^e Congrès, deux nouveaux événements sont venus l'illustrer de manière convaincante.

Fin novembre, les autorités de Pékin ont chassé avec une violence et une brutalité ahurissantes des travailleurs venus de l'ensemble du pays au nom de la sécurité urbaine, après un incendie : en quelques jours, dans un froid hivernal difficilement supportable, plusieurs centaines de milliers de personnes, y compris des enfants et des personnes âgées, installées à Pékin depuis longtemps, ont été jetées à la rue ; leurs logements ont été détruits, l'électricité et l'eau ont été brusquement coupées, leurs affaires personnelles ont été cassées et abîmées, disparaissant sous les ruines... Beaucoup ont comparé ces images terribles aux Juifs expulsés par les nazis ! Sans parler de la violation des droits exercée à l'encontre des citoyens par les autorités, cet acte et sa philosophie sont fortement similaires à ceux de la gouvernance dictatoriale maoïste. Un nouveau totalitarisme semble se profiler désormais en Chine, dans un contexte différent et avec des moyens numériques et financiers nouvellement accumulés. Même si nous avons des raisons de croire que ce nouveau totalitarisme comme l'ancien ne pourra finalement résoudre ses contradictions

intrinsèques, le prix qu'il va faire payer à la Chine et au monde et sa longévité demeurent de grandes questions en suspens.

De même, dans cette courte phase succédant au 19^e Congrès, Xi a organisé à Pékin début décembre une conférence mondiale de grande ampleur des partis politiques qui a rassemblé plus de 200 partis venant des quatre coins de la planète. Il y a professé ses visions du monde de demain et fait la promotion de la politique expansionniste qui lui est chère : « les Nouvelles routes de la soie » (*yidai yilu*). La stratégie est claire : profitant de l'affaiblissement de l'Occident après une décennie de crise, il s'agit de faire avancer d'un pas supplémentaire la Chine vers son hégémonie mondiale. Cet événement révèle que Xi est d'une certaine manière en train de reprendre le vieux rêve de son lointain prédécesseur Mao de permettre à la Chine et à lui-même d'occuper une place prépondérante dans un nouvel ordre mondial, même si le langage de Xi a abandonné le terme de « révolution mondiale ». Le modèle chinois est désormais présenté comme une alternative aux modèles occidentaux universellement applicable ; la Chine ne cesse d'inciter les autres pays à la suivre, tout comme autrefois la « voie chinoise » vers la révolution était présentée comme un modèle pour les révolutionnaires du tiers-monde. La Chine de Xi ne cache plus son ambition d'être le maître du monde de demain, une ambition dont les conséquences géopolitiques et internationales seront forcément très importantes.

Nous sommes en train d'assister à un tournant historique pour la Chine et peut-être aussi, d'une certaine manière, pour le monde entier. Il est temps que nous, les Chinois comme les citoyens du monde, nous nous rappelions ce qui s'est passé au cours du xx^e siècle afin de mieux nous préparer face aux défis du nouveau siècle, dans lequel la lutte pour la liberté, la démocratie et la dignité humaine sera encore un combat permanent et primordial, en Chine comme ailleurs.

POST-SCRIPTUM

Le 25 mars 2018

Par respect pour la ligne générale de ce livre, c'est-à-dire des commentaires à chaud de l'actualité chinoise, j'ai préféré conserver cette postface telle que je l'avais rédigée au début de décembre dernier, sans intégrer les changements récents survenus en mars 2018, c'est-à-dire la suppression dans la Constitution de la limite de mandats pour la présidence et la vice-présidence de la République populaire.

Les hypothèses que je formulais – notamment le fait que Xi chercherait à pérenniser son pouvoir au-delà de deux mandats – sont devenues réalité, avec une anticipation spectaculaire et surprenante. Cela montre l'urgence, aux yeux de Xi, de régler ce problème et d'envoyer un signal à tout le Parti de sa volonté de pérenniser son pouvoir.

Les réactions à l'étranger et dans la société chinoise ont été fortes, même si elles ne peuvent qu'acter avec stupeur et colère ce changement. À long terme, l'abîme entre l'État et la société se creuse dangereusement, produisant une grande incertitude pour l'avenir politique de la Chine et son évolution vers la modernité.

GLOSSAIRE DES NOMS PROPRES

A Cheng 阿城 (né en 1949) est romancier. Il s'est fait connaître au milieu des années 1980 par sa trilogie *Qi wang* (Le roi des échecs), *Haizi wang* (Le roi des enfants) et *Shu wang* (Le roi des arbres). Son style est très influencé par la pensée zen et la littérature classique chinoise.

Bei Dao 北島 (né en 1949) est un poète célèbre en Chine et dans le monde pour ses poèmes d'avant-garde depuis la fin des années 1970.

Bo Guagua (né en 1987) : fils de Bo Xilai et de Gu Kailai. Il vit depuis longtemps entre l'Angleterre et les États-Unis où il a effectué ses études. Sa mère, Gu Kailai, impliquée dans l'assassinat de Neil Heywood, a invoqué pour se justifier les menaces que celui-ci aurait proférées à l'encontre de Bo Guagua au cas où ses intérêts n'auraient pas été satisfaits.

Bo Xilai 薄熙来 (né en 1949) : homme politique chinois, fils d'un des grands vétérans du régime Bo Yibo 薄一波 (1908-2007). Il a été le secrétaire général du Parti de Dalian, ville de la province du Liaoning, dans le nord-est de la Chine, avant d'être promu gouverneur de cette province, puis ministre du Commerce international. Il est ensuite devenu membre du Bureau politique du PCC et secrétaire général du Parti de la ville de Chongqing, dans l'ouest de la Chine de 2007 à 2012, où, poursuivant sa course au sommet du pouvoir, il a lancé le « modèle de Chongqing ». Il a été destitué après que son bras droit, Wang Lijun, compromis dans l'affaire de l'assassinat de Neil Heywood, s'est enfui et réfugié au consulat américain début 2012. Il a été arrêté puis condamné pour corruption et abus de pouvoir en 2013.

Chai Jing 柴静 (née en 1976) est une célèbre journaliste d'enquête et animatrice de télévision. Elle a réalisé le documentaire *Sous le dôme* (*Qiongdìng zhi xia*), consacré aux problèmes environnementaux en Chine et diffusé sur Internet en mars 2015 avant d'être censuré.

Chen Guangcheng 陈光诚 (né en 1971) est un avocat autodidacte et militant non voyant. Il a d'abord été une figure louée par

les autorités pour ses activités en faveur des personnes handicapées, avant d'être classé comme antirégime en raison de ses dénonciations des actes violents commis sur les femmes forcées à être stérilisées ou à avorter dans le cadre de la politique de l'enfant unique. Il a été emprisonné pendant plusieurs années au motif de « perturbation à l'ordre public ». À sa sortie de prison, il a totalement perdu sa liberté et a été assigné à résidence dans la province du Shandong. Il s'est pourtant enfui et, avec l'aide de militants défenseurs des droits de l'homme, il a réussi à parvenir jusqu'à Pékin et à pénétrer dans l'ambassade américaine, ce qui a déclenché une crise diplomatique entre la Chine et les États-Unis. Grâce à l'intervention de Hillary Clinton, alors secrétaire d'État, et à l'aide de Gary Lock, ambassadeur des États-Unis en Chine, Chen a pu quitter l'ambassade après plusieurs semaines et partir pour les États-Unis le 19 mai 2012 où il vit depuis avec sa famille.

Chen Kaige 陈凯歌 (né en 1952) est un réalisateur de cinéma dont les films comme *Terre jaune* ou *Adieu ma concubine* sont connus des spectateurs occidentaux.

Chen Liangyu 陈良宇 (né en 1946) : ancien maire puis secrétaire général du Parti de Shanghai, membre du Bureau politique du PCC de 2002 à 2006, proche de Jiang Zemin, il s'est prévalu de cette relation pour tenir une position relativement insolente vis-à-vis de Hu Jintao, le nouveau numéro un du régime après Jiang. Défié dans son autorité, Hu l'accusa de corruption et en profita pour le limoger et l'éliminer politiquement en le mettant en prison, un sort similaire à celui qu'avait connu Chen Xitong quelques années auparavant.

Chen Pingyuan 陈平原 (né en 1954) est un professeur de littérature de l'université de Pékin qui a joué un rôle très important dans le renouvellement de la critique littéraire en Chine durant les années 1980.

Chen Xitong 陈希同 (1930-2013) : ancien maire puis secrétaire général du Parti de Pékin, membre du Bureau politique du PCC de 1992 à 1995, il s'est fait connaître à l'échelle nationale et internationale en raison de son rôle actif joué dans la répression du mouvement de 1989. Considéré comme l'une des figures montantes du régime, il est devenu un obstacle gênant pour Jiang Zemin, nouvellement promu secrétaire général du Parti au début des années 1990. Chen a fini par perdre cette bataille pour le pouvoir : il a été

mis en prison pour corruption avant d'obtenir, quelques années plus tard, une libération conditionnelle pour raisons médicales. Avant sa mort en 2013, il tenta d'effacer ses responsabilités dans la répression de 1989 *via* la publication de ses mémoires en dehors de la Chine continentale.

Chiang Kai-shek (ou Jiang Jieshi) 蔣介石 (1887-1975) : originaire de la province du Zhejiang, il a fait ses études militaires au Japon et est devenu un des bras droits de Sun Yat-sen durant les années 1920 dans la lutte contre les seigneurs de guerre en Chine. S'appuyant sur la force politique nationaliste, le Guomindang, dont il fut le chef, et avec l'aide de l'Union soviétique et des communistes, il a formé de nouvelles armées dans la province du Guangdong et lancé une expédition militaire en vue de réunifier la Chine. À partir de 1928, il installe le gouvernement central de la République de Chine qu'il gouverne à Nankin, avant d'être contraint en 1937 par l'invasion japonaise de se replier dans le sud-est de la Chine. Après la Seconde Guerre mondiale, il perd la guerre civile qui oppose son parti, le Guomindang, aux communistes et se replie sur l'île de Taiwan à partir de 1949 où il gouverne avec une main de fer tout en menant avec succès une politique de modernisation. Il cède le pouvoir à son fils avant de décéder en 1975.

Chu Anping 储安平 (1909-1966?) est un intellectuel et journaliste. Après des études en Angleterre, il devint l'une des figures de proue du courant libéral des années 1940 et se rendit célèbre par ses critiques envers le gouvernement du Guomindang. Après la fondation du régime communiste, il a continué ses critiques, notamment en 1957, où il remit en cause le monopole du pouvoir du Parti, ce qui provoqua la colère de Mao. Il fut violemment critiqué et condamné comme « grand droitier », perdant ainsi toutes ses fonctions professionnelles. Il a disparu pendant la Révolution culturelle en 1966 sans que la raison de cette disparition ait jamais été éclaircie.

Cui Jian 崔健 (né en 1961) est le « père du rock chinois ». Il a contribué à faire connaître le rock moderne aux Chinois durant les années 1980.

Deng Xiaoping 邓小平 (1904-1997) : l'un des vétérans fondateurs de la République populaire, il a été le promoteur de la politique de réforme et d'ouverture après la Révolution culturelle. Il fut le numéro un du régime de 1980 à sa mort. Originaire de la province

du Sichuan, il est parti très jeune en France dans les années 1920 pour faire des études tout en travaillant à l'usine. Influencé par le courant communiste de l'époque, très en vogue parmi les jeunes Chinois en Europe, il rejoint les communistes et part pour Moscou. De retour en Chine, il s'engage dans le mouvement communiste naissant chinois et devient un révolutionnaire dans l'armée communiste. Il participe à la Longue Marche et s'installe dans les bases communistes du Nord-Est et du Centre pendant la guerre de résistance contre les Japonais (1937-1945). Il prend du pouvoir au sein du Parti et dirige une des armées les plus importantes durant la guerre civile contre le Guomindang. Après la fondation du régime, il est le directeur du secrétariat du Parti, devenant le bras droit de Mao alors président du Parti. Il a joué un rôle très actif dans la répression à l'encontre des intellectuels durant la campagne antidroitiste de 1957. Pourtant, son attitude politique, plus ou moins modérée et pragmatique par rapport à celle de Mao, provoqua petit à petit le mécontentement de ce dernier. Pendant la Révolution culturelle, il est destitué et qualifié de « deuxième plus grand révisionniste » après Liu Shaoqi, et envoyé travailler dans les lointaines campagnes du sud-est de la Chine dans la province du Jiangxi. Après l'affaire Lin Biao (1971), il est rappelé par Mao pour devenir vice-ministre et chef d'état-major de l'armée, avant de connaître une nouvelle disgrâce après les soulèvements populaires en avril 1976. Il réapparaît après le décès de Mao et la fin de la Révolution culturelle et, par une série de manœuvres politiques très habiles, réussit à évincer le successeur de Mao, Hua Guofeng, et consolide son pouvoir pour devenir numéro un du régime. S'appuyant sur les mécontentements de la population vis-à-vis de la politique radicale maoïste, il favorise la mise en œuvre de la politique de réforme et d'ouverture à partir de 1978. Après la répression du mouvement de la place Tiananmen en 1989 décidée par lui-même, il se retire progressivement de la vie politique à partir de 1993, après avoir donné une dernière impulsion en faveur des réformes avec sa tournée dans le Sud en 1992.

Ding Guangen 丁关根 (1929-2012) est un ancien ministre des Voies ferrées. Il a démissionné de son poste après le grave accident de janvier 1988, responsable de 88 morts et 61 blessés graves. Mais quelques mois après, il est de nouveau nommé à un poste important et poursuit son ascension pour terminer sa carrière politique

comme membre du Bureau politique du PCC. Il est aussi connu du public en tant que partenaire de bridge de Deng Xiaoping, fervent amateur de ce jeu. Son ascension politique est en grande partie liée à cette passion commune.

Fang Lizhi 方励之 (1936-2012), astrophysicien, est un des leaders des intellectuels libéraux des années 1980 en Chine. Son influence sur les jeunes étudiants de l'époque fut considérable. Après la répression du 4 juin 1989, Fang, accompagné de sa femme, s'est réfugié à l'ambassade américaine de Pékin avant de quitter la Chine presque un an plus tard. Il a vécu en exil comme professeur aux États-Unis jusqu'à son décès en 2012.

Feng Youlan 冯友兰 (1895-1990) est un philosophe chinois contemporain, connu pour ses études et ses enseignements sur le confucianisme selon une analyse moderne. Il a fait ses études à l'université Columbia durant les années 1920. À son retour en Chine, il s'est efforcé, par ses écrits, de moderniser la pensée confucéenne dont il est devenu l'un des représentants. Mais après la fondation du régime communiste, il n'a cessé de faire son autocritique sur ses anciennes positions. Pendant la Révolution culturelle, il rejoint la bande des Quatre en critiquant activement le confucianisme, cet acte renforçant encore davantage sa réputation de savant plus ou moins cynique.

Gan Yang 甘阳 (né en 1952) est philosophe. Il a été une figure de proue dans la promotion de la pensée libérale pendant les années 1980, avant de devenir aujourd'hui une figure représentative des néo-gauchistes à la chinoise qui critiquent l'Occident, font l'éloge de la tradition chinoise et prônent une vision étatiste au niveau politique.

Gao Yu 高瑜 (née en 1944) est une journaliste chinoise, emprisonnée à plusieurs reprises pour ses activités professionnelles pendant ces trois dernières décennies. En 2014, elle a été de nouveau arrêtée pour « divulgation de secret d'État ». On lui reprochait d'avoir publié à l'étranger le célèbre document n° 9 du Parti en matière de contrôle de la pensée. Durant sa détention, elle a reconnu à la télévision publique avoir « commis des crimes », en échange de la libération de son fils arrêté en même temps qu'elle. Ces agissements deviennent de plus en plus fréquents sous Xi : avant la tenue de leur procès, les accusés sont souvent emmenés devant les caméras des chaînes de la télévision publique pour reconnaître leurs « crimes ».

Gu Kailai 谷开来 (née en 1958) est l'épouse de Bo Xilai, secrétaire général du Parti de la municipalité de Chongqing. Le 14 novembre 2011, elle orchestre l'assassinat de son amant, l'homme d'affaires britannique Neil Heywood, à cause de conflits d'intérêts. L'affaire menaçait son mari, Bo, alors en phase d'ascension vers le sommet de l'État. Elle déclenche la défection de Wang Lijun, bras droit de Bo et autre amant de Gu, causant finalement la chute de Bo. À l'issue de son procès, elle est condamnée à la prison à perpétuité.

Guo Boxiong 郭伯雄 (né en 1942) est un ancien membre du Bureau politique du 17^e Congrès et premier vice-président de la Commission militaire centrale du PCC et de Chine, général de l'armée, un des piliers de la force de Jiang Zemin au sein de celle-ci. Le 9 avril 2015, il a été arrêté pour corruption, puis condamné à la prison à vie le 25 juillet 2016 par la Cour suprême militaire.

Han Deqiang 韩德强 (né en 1967) : maître de conférences à l'université de l'aéronautique de Pékin et personnalité néo-maoïste. Le 18 septembre 2012, à Pékin, alors que des nationalistes manifestaient contre le Japon le jour anniversaire de l'invasion de la Chine par les Japonais, un octogénaire présent sur les lieux a exprimé un point de vue critique à propos de Mao. Han, également présent, le gifla lourdement. Il se justifia en affirmant qu'il avait puni « le traître ayant insulté Mao ». Ces dernières années, ce célèbre néo-maoïste a fondé une ferme d'expérimentation égalitariste utopique qui a récemment fait scandale à la suite de révélations des médias et de dénonciations de ses membres. Son fonctionnement est totalement identique à celui d'une secte, Han y dispose d'une autorité absolue, et alors que le mariage y est prohibé, Han s'est pourtant marié avec l'une des femmes membres.

He Yiting 何毅亭 (né en 1952) : premier vice-président de l'École centrale du Parti, école qui forme les hauts cadres du régime. Il a publié en 2014 un article dans lequel il appelle les idéologues du Parti, ou ceux qui travaillent dans le champ idéologique du Parti, à avoir le courage de s'opposer à tous les discours ou théories sociales, politiques et économiques qui s'éloignent de la ligne idéologique officielle du PCC.

Hu Chunhua 胡春华 (né en 1963) est membre du Bureau politique et secrétaire général du Parti de la province stratégique du Guangdong. Hu Chunhua est un ancien étudiant de l'université de

Pékin, qui s'est porté volontaire pour aller travailler au Tibet au début des années 1980 en sortant de l'université, ce qui lui a donné une bonne réputation aux yeux des dirigeants. Il a cependant dû attendre sa rencontre avec Hu Jintao à la fin des années 1980 pour être promu secrétaire général de la Ligue de la jeunesse dans la province du Tibet. Une fois Hu Jintao devenu secrétaire général du Parti, ce « petit Hu » a accédé à la fonction de premier secrétaire général du Comité central de la Ligue. Il est ensuite devenu gouverneur de la province du Hebei puis premier secrétaire général du Parti dans la région autonome de la Mongolie-Intérieure, avant d'être promu membre du Bureau politique et muté au poste stratégique de secrétaire général du Parti de la province du Guangdong après le 18^e Congrès. Il était considéré par beaucoup comme le successeur désigné par Hu Jintao au poste de futur secrétaire général du Parti, une fois que Xi aurait terminé son second mandat. Mais les manœuvres politiques actuelles de Xi lui garantissent-elles encore cet avenir? Le fait qu'il n'ait pas intégré le Comité permanent du Bureau politique au moment du 19^e Congrès montre déjà qu'il s'est éloigné du poste de futur secrétaire général du Parti.

Hu Jintao 胡锦涛 (né en 1942) : ancien secrétaire général du Parti de 2002 à 2012 et président de la République entre 2003 et 2013. Ancien étudiant de l'université Tsinghua avant la Révolution culturelle, il a longtemps travaillé comme ingénieur dans l'ouest de la Chine avant de devenir secrétaire de la Ligue de la jeunesse communiste de la province du Gansu, puis secrétaire national de cette organisation à partir de 1982, et enfin premier secrétaire entre 1984 et 1985. Il accède ensuite au poste de secrétaire général de la province du Guizhou puis de la province autonome du Tibet. Désigné par Deng Xiaoping comme le successeur de Jiang, il a siégé à partir de 1992 au Comité permanent du Bureau politique jusqu'à son retrait de la politique en 2013.

Hu Yaobang 胡耀邦 (1915-1989) est un vétéran révolutionnaire. Ayant participé à la Longue marche, il a été secrétaire national puis premier secrétaire national de la Ligue de la jeunesse communiste chinoise de 1953 à 1966. Après la Révolution culturelle, il a largement contribué à tourner la page maoïste en tant que grand réformateur. Nommé secrétaire général du Parti en 1982, officiellement numéro un bien que sous la tutelle de Deng Xiaoping, il fut limogé

par les conservateurs en 1987 à cause de sa position tolérante vis-à-vis des idées libérales. Parce qu'il jouissait d'une très bonne réputation auprès de la population et des intellectuels, son décès le 15 avril 1989 fut l'un des éléments déclencheurs du mouvement démocratique de la place Tiananmen.

Huang Zongxi 黄宗羲 (1610-1695) : philosophe politique de la Chine de la fin des Ming et du début des Qing, connu pour ses critiques sur le système chinois impérial ancien.

Jia Ling 贾玲 (née en 1982) est une comédienne comique chinoise.

Jia Qinglin 贾庆林 (né en 1940) : ancien président de la Conférence consultative politique du peuple chinois, membre du Comité permanent du Bureau politique de 2002 à 2012, proche de Jiang Zemin, a été secrétaire général du Parti du Fujian dans les années 1990. C'est durant son mandat dans le Fujian qu'éclatèrent plusieurs grosses affaires de corruption. Longtemps, des rumeurs lui attribuèrent un lien avec ces affaires de corruption, mais jamais aucune suite ou poursuite ne fut entreprise à son encontre.

Jiang Zemin 江泽民 (né en 1926) : ancien secrétaire général du Parti de 1989 à 2002 et président de la République entre 1993 et 2003. Orphelin d'un révolutionnaire communiste, il est devenu membre du Parti durant les années de la guerre civile entre le Guomindang et les communistes alors qu'il faisait ses études à Shanghai. Après la fondation du régime, il a travaillé dans des usines du nord de la Chine en tant qu'ingénieur et a fait des études à Moscou. Il a connu une ascension progressive en tant que technocrate dans l'industrie mécanique. Durant les années 1980, il a été promu haut cadre du Parti, d'abord comme ministre de l'Industrie électronique, puis comme maire de Shanghai. Il est ensuite devenu le secrétaire général de cette grande ville de Chine. Après le 4 juin 1989, il a été choisi par les vétérans pour devenir secrétaire général du Parti en remplacement de Zhao Ziyang qui avait été limogé. Ce choix est lié en partie à son attitude conservatrice à l'encontre du mouvement démocratique à Shanghai. Durant les années 1990, alors secrétaire général du Parti, il poursuit la ligne fixée par Deng de réforme économique et d'ouverture de la Chine au monde. Cette politique a permis au PCC de sortir de la situation difficile dans laquelle il se trouvait après 1989 et à la Chine de connaître une croissance considérable. En 2002, durant le 16^e Congrès du Parti, Jiang Zemin quitte

sa fonction de secrétaire général du Parti après treize années de mandat. Deux plus tard, il quitte son dernier poste de président de la Commission militaire centrale du Parti.

Jiao Yulu 焦裕禄 (1922-1964) est un ancien secrétaire du Parti d'un district du Henan. Remarqué pour ses activités au service de la population, il fut considéré, après sa mort de maladie, comme un modèle du cadre communiste altruiste, devenant ainsi l'un des héros institués par le régime à l'époque de Mao.

Kang Sheng 康生 (1898-1975) : vétéran du régime, il fut l'un des bras droits de Mao. Longtemps responsable de la sécurité du Parti, il est connu pour son radicalisme et sa cruauté dans les persécutions qu'il a exercées sur ses pairs du Parti. Il fut très actif pendant la Révolution culturelle comme l'un des exécutants des politiques radicales de Mao.

Kang Youwei 康有为 (1858-1927) : lettré réformateur de la fin de la dynastie Qing, théoricien et acteur politique originaire de Canton et partisan d'une monarchie constitutionnelle en Chine. Son célèbre livre *Datong shu* (Livre de la Grande Unité) décrit un monde utopique et unifié où régneraient des règles égalitaristes. Ce livre influença beaucoup d'intellectuels chinois au début du xx^e siècle.

Kong Qingdong 孔庆东 (né en 1964) est un professeur de littérature à l'université de Pékin, l'un des représentants du courant néo-maoïste et nationaliste.

Lei Feng 雷锋 (1940-1962) est un soldat de l'Armée populaire de libération (APL) mort dans un accident de travail. Au début des années 1960, les autorités et Mao en ont fait un modèle de loyauté, tous les soldats et les jeunes étant appelés à imiter ses actions et ses pensées. Ce que l'on appelle l'« esprit de Lei Feng » est résumé dans son journal personnel devenu une sorte de bible pour les jeunes. Cet esprit se caractérise par un dévouement inconditionnel au chef, au Parti et à l'armée et par un altruisme absolu envers les autres effaçant toute forme d'individualité et de subjectivité. Après la Révolution culturelle, l'esprit de Lei Feng a été progressivement abandonné et même critiqué. En revanche, ces dernières années, avec l'arrivée au pouvoir de la génération fortement imprégnée par l'esprit de Lei Feng dans sa jeunesse, il fut exhumé et de nouveau prôné par certains comme Bo Xilai et d'autres dirigeants. De temps à autre, les autorités relancent ainsi des initiatives visant à prendre

Lei Feng comme modèle. Sur Internet, certains accusent toutefois le journal de Lei Feng d'être un faux, une pure invention.

Lei Yang 雷洋 (1987-2016) était un fonctionnaire et militant pour l'environnement. Le 7 mai 2016, il est mort à Pékin à la suite de mauvais traitements policiers, décès qui a suscité une vague considérable de protestations sur Internet.

Li Chengpeng 李承鹏 (né en 1968) est un commentateur de football pour la télévision, devenu un écrivain et blogueur très connu de sa génération. Il s'est rendu célèbre par ses écrits critiques et satiriques depuis les années 2000.

Li Dazhao 李大钊 (1889-1927) : un des fondateurs du Parti communiste chinois. Au printemps 1925, il se réfugia à l'ambassade de l'Union soviétique à Pékin après avoir organisé des mouvements contre « les impérialistes occidentaux et les seigneurs de guerre chinois ». Il fut arrêté dans l'ambassade et exécuté le 28 avril de la même année.

Li Hongzhi 李洪志 (né en 1951) : fondateur du *falun gong*, une pratique spirituelle et physique inspirée de la tradition du *qi gong* et d'autres courants spirituels traditionnels. Il a été encouragé par les autorités à enseigner et à propager ses méthodes, puis, par crainte de son influence grandissante dans tous les milieux sociaux, il a été chassé de Chine et s'est réfugié aux États-Unis où il séjourne depuis 1999.

Li Keqiang 李克强 (né en 1955) : Premier ministre depuis 2012 et membre du Comité permanent du Bureau politique depuis 2007. Étudiant en droit à l'université de Pékin après le rétablissement du concours d'entrée dans les universités à partir de 1977, il fut le secrétaire général de la Ligue de la jeunesse communiste de cette université, puis secrétaire national de cette organisation à partir de 1984. Au début des années 1990, il devient le premier secrétaire général de la Ligue, puis à partir de 1999, il est successivement le gouverneur et le secrétaire général du Parti de la province du Henan puis de celle du Liaoning, avant de devenir vice-Premier ministre à partir de 2008.

Li Peng 李鹏 (né en 1928) : fils d'un révolutionnaire communiste considéré comme martyr par le régime, devenu ensuite le fils adoptif de l'ancien Premier ministre Zhou Enlai (1898-1976). Il a fait ses études d'ingénierie hydraulique en Union soviétique, puis a été promu ministre de l'Électricité et directeur de la Commission de

l'éducation nationale pendant les années 1980 en s'appuyant sur la branche conservatrice du Parti, avant de devenir vice Premier ministre puis Premier ministre à la fin des années 1980. Il incarnait une figure conservatrice de sa génération en opposition à Zhao Ziyang, alors secrétaire général du Parti et figure de proue des réformateurs. Il a joué un rôle très important au moment de la répression du mouvement de la place Tiananmen, incarnant la ligne dure favorable à l'usage de la force militaire pour éradiquer le mouvement. Dans les années 1990, après son mandat de Premier ministre, il est devenu président de l'Assemblée nationale populaire avant de prendre sa retraite.

Li Tieying 李铁映 (né en 1936) est un ancien membre du Bureau politique du PCC et ancien vice-président de l'Assemblée nationale populaire de Chine. Au moment du mouvement de la place Tiananmen, il était le responsable de la Commission de l'éducation nationale.

Li Tuo 李陀 (né en 1939) est un écrivain qui a contribué à révolutionner les techniques d'écriture et les sujets du roman durant les années 1980.

Li Yuanchao 李源潮 (né en 1950) a été vice-président de la République depuis le 18^e Congrès en 2013 et membre du Bureau politique. Fils d'un ancien responsable de la mairie de Shanghai au début du régime, il a été l'un des secrétaires nationaux de la Ligue de la jeunesse communiste chinoise durant les années 1980. Très proche de Hu Jintao depuis les années 1980, Li a connu une ascension assez tardive mais rapide juste avant le 18^e Congrès. Ces dernières années, la chute de Ling Jihua dont il était proche l'a marginalisé, et certaines rumeurs ne cessent d'affirmer qu'il est sur le point d'être arrêté. Son mandat n'a pas été renouvelé lors du 19^e Congrès, malgré son âge inférieur à l'âge de retraite conventionnel pour un dirigeant, c'est-à-dire 70 ans.

Liang Qichao 梁启超 (1873-1929) : leader intellectuel de la réforme avortée de 1898 qui visait à moderniser la Chine. Après l'échec de la réforme, il s'est réfugié à l'ambassade japonaise puis au Japon. Figure de proue intellectuelle du xx^e siècle chinois, il a joué un rôle très important, de la fin des Qing au début de la république, jusqu'aux années 1920. Fervent défenseur d'un système constitutionnel et de certaines idées de la modernité, il a longtemps tenu un discours

élogieux à l'égard de la civilisation occidentale. Pourtant, il a radicalement changé sa position vis-à-vis de l'Occident après ses séjours et voyages de quelques mois en France et en Europe après la Première Guerre mondiale, dans un contexte où les critiques des Occidentaux à l'encontre de leur propre civilisation sur le thème du déclin de l'Occident battaient leur plein. Le livre de voyage que Liang rédigea en rentrant en Chine faisait par conséquent l'éloge de la culture chinoise, désormais seule capable de sauver le monde et représentant l'orientation de l'avenir de l'humanité. Il eut une très grande influence sur les intellectuels chinois de l'époque, marquant un tournant dans la pensée en Chine au xx^e siècle.

Liang Shuming 梁漱溟 (1893-1988) : philosophe chinois, connu pour ses positions de défense de la culture traditionnelle et ses pratiques sociales et politiques en vue d'une reconstruction de la campagne chinoise. Sur de nombreux points politiques, il s'est ouvertement opposé à Mao à partir des années 1950, après la fondation du régime. Liang a été chassé hors de la vie publique et a subi de mauvais traitements pendant la Révolution culturelle. Il est réapparu durant les années 1980 comme une figure emblématique de la défense de la culture traditionnelle. Il est qualifié par certains de « dernier lettré confucéen ». Voir Guy Alitto, *The Last Confucian: Liang Shu-ming and the Chinese Dilemma of Modernity*, San Francisco, University of California Press, 1979.

Liang Zhu 梁柱 (né en 1935) est un ancien vice-président de l'université de Pékin, idéologue du régime.

Lien Chan 连战 (né en 1936) est un homme politique de Taiwan, ancien vice-président de la République de Chine (Taiwan) et président du Guomintang. En 2005, il a entamé une visite historique sur le continent pour rencontrer Hu Jintao, appelée le « Voyage de Paix », une première depuis la fin de la guerre civile entre le Parti communiste et le Guomintang en 1949.

Lin Biao 林彪 (1907-1971) est l'un des dix maréchaux de l'armée chinoise après 1949. Ancien numéro deux pendant une période de la Révolution culturelle, suite à l'évincement de Liu Shaoqi, il fut officiellement désigné par Mao comme son successeur. Mais en raison de divergences politiques et de conflits de pouvoir, Mao commença à avoir des soupçons à son sujet, au point de tenter de l'évincer à son tour. Lin et certains membres de sa famille durent

s'enfuir de Chine par avion le 13 septembre 1971. Mais leur avion s'écrasa en Mongolie. Cette affaire suscita une onde de choc dans la population chinoise et ses élites. Le mythe d'un Mao timonier omnipotent était atteint, les gens commençant à douter de ses capacités et, partant, de l'idéologie maoïste. Un esprit critique commença à se former, notamment chez les jeunes. Cette affaire marqua un tournant dans la Révolution culturelle.

Ling Gu 令谷 (1988-2012), fils unique de Ling Jihua, était étudiant en master à l'université de Pékin. Il s'est tué le 18 mars 2012 dans un accident de voiture, une Ferrari. Certaines choses n'ont pas encore été dévoilées autour de cet incident. D'après les informations disponibles, au moment où il est mort, il était accompagné de deux filles de mauvaise vie. L'une est morte sur-le-champ, l'autre est décédée un certain temps après. Cet incident s'est produit dans un moment très sensible, avant que soit composé le Comité permanent que Ling Jihua espérait intégrer. Effrayé, ce dernier a tout fait pour étouffer l'affaire en mobilisant des troupes spéciales du Comité central et en s'associant avec Zhou Yongkang, responsable de la sécurité et allié stratégique de Bo Xilai. Ling en a perdu sa crédibilité aux yeux de Hu Jintao comme à ceux de Xi Jinping. Bien qu'étouffée, cette affaire a quand même été connue du public et surtout des hauts dirigeants, embarrassant la direction du Parti. Ling Jihua a ainsi perdu toute chance d'entrer au Comité permanent.

Ling Jihua 令计划 (né en 1956) fut une des personnalités les plus puissantes du régime. Ancien haut cadre du Comité central de la Ligue de la jeunesse communiste chinoise, il fut promu, après l'ascension de Hu Jintao comme secrétaire général du Parti, au poste clé de directeur du Bureau central du Comité central du Parti communiste chinois. Durant le mandat de dix ans de Hu, Ling fut considéré comme son bras droit et une figure montante d'avenir, notamment en raison de son style alliant réserve et puissance. Grâce à sa relation avec Hu Jintao et à son poste stratégique, il a joué un rôle très important dans la faction de la Ligue de la jeunesse communiste et le dynamisme de ce réseau. Mais l'affaire qui a suivi la mort de son fils, Ling Gu, en mars 2012, l'a empêché d'entrer au Comité permanent au moment du 18^e Congrès et a marqué le début de sa chute. Il a été rétrogradé au poste de vice-président de la Conférence consultative politique du peuple chinois et de directeur du département du

front uni du PCC avant d'être arrêté fin 2014 et condamné à la prison à vie en juillet 2016 pour corruption.

Liu Hong 柳红 (née en 1960) : écrivaine et économiste, assistante de longue date de la célèbre économiste Wu Jinglian et femme de Zhu Jiaming, un économiste réformateur des années 1980. Elle a publié en 2010 un livre d'entretiens sur de nombreux économistes des années 1990 qui ont activement participé aux réformes dans leurs domaines de compétences tout en ayant révolutionné les sciences économiques en Chine, *Bashi niandai : Zhongguo jingjixue ren de guangrong yu mengxiang* (Les années 80 : la gloire et le rêve des économistes chinois), Guilin, éditions Guangxi shifan daxue, 2010. Son livre est l'un des ouvrages qui documentent le mieux la vie intellectuelle des années 1980.

Liu Shaoqi 刘少奇 (1898-1969) a été président de la République populaire de Chine, numéro deux du régime derrière Mao. Longtemps désigné comme son successeur légitime, il fut pourtant évincé par Mao, méfiant à son égard et opposé à sa ligne politique plus modérée. L'une des raisons qui incita Mao à lancer la Révolution culturelle fut précisément de détruire la force politique de Liu, en mobilisant les masses contre lui. Ce dernier, pourtant juridiquement considéré comme le garant de la Constitution en tant que président, fut traité de façon cruelle et mourut misérablement dans une province du centre de la Chine ; son corps fut brûlé sous un faux nom. Il ne sera réhabilité qu'en 1980, après l'accession au pouvoir de Deng Xiaoping.

Liu Xiaobo 刘晓波 (1955-2017) : critique littéraire, poète et militant des droits de l'homme. Il s'est fait connaître durant les années 1980 par ses critiques littéraires. Il a activement participé au mouvement de la place Tiananmen en 1989, ce qui a conduit à son emprisonnement. À sa sortie de prison, il a continué son combat pour la démocratie et la liberté en Chine durant ces deux dernières décennies et a été de nouveau incarcéré. En 2008, il a participé à la rédaction et au lancement de la charte 08, un document qui réclamait une véritable démocratisation en Chine, et pour cette raison il a été condamné à treize ans de prison. Il a reçu en 2010 le prix de Nobel de la paix pour ses « efforts durables et non violents en faveur des droits de l'homme en Chine ». Il est décédé le 13 juillet 2017 des suites d'une maladie grave sans avoir recouvré sa liberté.

Liu Yandong 刘延东 (née en 1945) est la seule femme occupant le poste de vice-Premier ministre et membre du Bureau politique durant le premier mandat de Xi. Fille d'un ancien ministre, Liu connut une ascension durant les années 1980, d'abord au Comité central de la Ligue de la jeunesse, puis dans diverses fonctions politiques. Elle est aussi l'une des figures proches de Hu Jintao. Elle a pris sa retraite politique après le 19^e Congrès.

Liu Yunshan 刘云山 (né en 1947) était membre du Comité central du PCC depuis le 15^e Congrès du Parti (1997) et membre du Bureau politique depuis 2002. Il a été membre du Comité permanent du Bureau politique, numéro cinq du régime durant ces cinq dernières années et a pris sa retraite après le 19^e Congrès. Il a effectué son ascension politique d'abord grâce au système de la Ligue de la jeunesse communiste, dans la province de la Mongolie-Intérieure, puis au sein du département de la propagande du PCC. Il était considéré jusqu'au 19^e Congrès comme un membre du clan de Jiang Zemin, responsable des affaires relatives à la propagande, à l'éducation et à la culture dans la répartition de tâches au sein du Comité permanent. Longtemps, des rumeurs ont couru concernant des affaires de corruption relatives à son fils, responsable d'un grand fonds d'investissement très dynamique dans le secteur financier.

Lu Xun 鲁迅 (1906-1936): grand écrivain moderne, l'un des initiateurs du mouvement de la « Nouvelle Culture » des années 1910, connu pour sa position iconoclaste à l'encontre de la culture traditionnelle chinoise.

Ma Ying-jeou 马英九 (né en 1950): président de la République de Chine (Taiwan) entre 2008 et 2016 et président du Guomindang. Sous son mandat, les relations entre la Chine continentale et Taiwan se sont considérablement améliorées.

Meng Chongran 孟崇然 (né en 1981) est un taoïste proche du pouvoir, vice-président des taoïstes chinois.

Meng Jianzhu 孟建柱 (né en 1947): ancien secrétaire général du PCC de la province du Jiangxi, il devient ensuite ministre de l'Intérieur, puis secrétaire d'État en charge des affaires sécuritaires. Après la chute de Zhou Yongkang, il devient le secrétaire général de la Commission des affaires politiques et juridiques du PCC. Il a été membre du Bureau politique jusqu'au 19^e Congrès.

Qiao Shi 乔石 (1924-2015) : ancien membre du Comité permanent du Bureau politique du PCC et ancien président de l'Assemblée nationale populaire de Chine. Au moment des manifestations sur la place Tiananmen, il était le secrétaire de la Commission des affaires juridiques et politiques en charge de la sécurité nationale.

Ren Zhiqiang 任志强 (né en 1951) : blogueur influent avec plus de 10 millions d'abonnés, cet homme d'affaires dans l'immobilier est un véritable leader d'opinion publique. Ces propos plus ou moins libéraux suscitent beaucoup de sympathie, mais aussi beaucoup d'hostilité de la part de certains néo-maoïstes et des autorités. Jusqu'au printemps 2016, il bénéficiait d'une certaine liberté de parole en raison de sa relation avec Wang Qishan, l'homme fort actuel en Chine, autrefois son professeur au lycée. C'est alors qu'il montra ouvertement ses divergences de point de vue avec la position de Xi concernant la question des médias, Xi considérant que les médias officiels devaient d'abord être l'instrument du Parti, tandis que Ren affirmait au contraire que les médias devaient servir le peuple. À la suite de cette affaire, Ren subit des mesures de rétorsion de la part des autorités, il fut réduit au silence sur les affaires publiques, à l'exception des sujets économiques.

Sima Nan 司马南 (né en 1956) est un célèbre néo-maoïste et nationaliste, très actif ces dernières années dans les débats publics et connu pour ses propos anti-américains, anti-occidentaux et exaltant Mao.

Sun Liping 孙立平 (né en 1955), célèbre sociologue, professeur de l'université Tsinghua, est connu par ses travaux sur les changements sociaux et la transition en Chine. Durant ces dernières années, il ne cesse de porter ces critiques sur le modèle de développement chinois.

Tian Zhuangzhuang 田壮壮 (né en 1952) est l'une des figures les plus représentatives de la « cinquième génération » de réalisateurs de cinéma chinois.

Wang Lijun 王立军 (né en 1959) : ancien vice-maire et responsable de la police municipale de Chongqing, la quatrième grande ville de Chine, où Bo Xilai, l'un des membres du Bureau politique et l'un des représentants des princes rouges, fut le secrétaire général du Parti. Pendant plusieurs années, sous l'égide de Bo, Wang mena une campagne drastique pour éliminer la « mafia » et maintenir un

ordre public stable. Au nom de cette campagne, Wang et ses subordonnés se livrèrent à de nombreuses exactions et infractions à la loi, réprimant toute opinion divergente et confisquant les biens des entrepreneurs riches accusés de corruption (des dizaines de milliards de yuans auraient ainsi été confisqués). Wang se fit connaître à l'échelle nationale comme un « héros » contre la « mafia ». Mais l'assassinat d'un homme d'affaires britannique par la femme de Bo Xilai, et le fait qu'il en fut informé par cette dernière, le plaça dans une situation embarrassante et dangereuse. Lorsque Wang rapporta cette affaire à Bo, alors que ce dernier se livrait à d'intenses manœuvres pour entrer au Comité permanent du Bureau politique, celui-ci crut à un acte de chantage de la part de Wang et, sous le coup de la colère, il le gifla. Craignant à son tour d'être éliminé par Bo, Wang s'enfuit de Chongqing le 6 février 2012 en se déguisant et en changeant de voiture à plusieurs reprises pour rejoindre Chengdu où il se réfugia au consulat américain, déclenchant ainsi l'affaire qui marqua le déclin et l'élimination politique finale de Bo de la scène politique chinoise.

Wang Lin 王林 (1952-2017), soi-disant « grand maître de qi gong » capable d'exploits surnaturels, était lié à de nombreuses célébrités chinoises, des affaires et des médias, ainsi qu'à des hommes politiques. Arrêté pour divers crimes dont enlèvement et assassinat, il est mort en prison en 2017.

Wang Qishan 王岐山 (né en 1948) : ancien jeune instruit de Pékin ayant passé des années dans la campagne du Shaanxi, gendre de Yao Yilin 姚依林 (1917-1994), ancien vice-Premier ministre et membre du Comité permanent du Bureau politique dans les années 1980, l'une des figures importantes du camp conservateur de l'époque. Ce fut en s'appuyant sur ce lien particulier, aidé ensuite par l'ancien Premier ministre Zhu Rongji 朱镕基 (né en 1928), qu'il connut une ascension politique fulgurante durant les années 1980 et 1990. Il a successivement occupé les fonctions de président d'une grande banque nationale, de gouverneur de la province de Hainan et de maire de Pékin. Il est entré en 2007 au Bureau politique et est devenu vice-ministre. Il a ensuite été l'un des sept membres du Comité permanent du Bureau politique depuis le 18^e Congrès du Parti en 2012 et premier secrétaire général de la Commission centrale d'inspection de la discipline du Parti jusqu'au 19^e Congrès en octobre 2017.

Responsable principal de la campagne anticorruption, il a été en fait l'homme le plus puissant derrière Xi ces dernières années en Chine. Malgré son retrait du Comité permanent du Bureau politique lors du 19^e Congrès, il a été rappelé par Xi pour devenir le vice-président de la République.

Wang Weiguang 王伟光 (né en 1950), président sortant de l'Académie des sciences sociales de Chine, est l'un des hauts cadres du régime chargés des tâches de surveillance dans le champ idéologique. Fin août 2014, il a publié un article qui, à la surprise générale, affirmait de nouveau la validité de la pensée de la lutte des classes dans les affaires internes et externes de la Chine. Selon lui, celle-ci demeure la ligne conductrice de compréhension de la Chine et de ce monde qui doit orienter les actions du Parti. La publication de cet article a soulevé de nombreuses critiques sur Internet, parmi les intellectuels et la population qui conservent un souvenir terrifiant de la Révolution culturelle, dont la lutte des classes était la ligne conductrice. Beaucoup de gens y voient le signe d'un retour en arrière du point de vue idéologique et s'inquiètent du destin de la réforme si ce genre de discours s'impose comme une politique officielle du Parti.

Wang Yang 汪洋 (né en 1955) est le vice-Premier ministre actuel. Star politique en Chine, il a connu une ascension fulgurante durant les années 1990 et 2000, à la suite des réformes qu'il a entreprises à différentes échelles. Il a été secrétaire général de la Ligue de la jeunesse communiste d'une région, mais n'a jamais travaillé au Comité central de la Ligue. S'il peut donc être considéré au sens large comme appartenant à la faction de la Ligue, il n'en est pas un membre au sens strict. Il est devenu membre du Comité permanent du Bureau politique du PCC lors du 19^e Congrès en octobre 2017.

Wang Yu 王宇 (née en 1971) et **Bao Longjun** 包龙军 (né en 1972) sont un couple d'avocats connus pour leurs activités en matière de défense des droits civiques. Arrêtés le 9 juillet 2015 avec leurs confrères, ils ont été libérés un an plus tard sous condition.

Wen Jiabao 温家宝 (né en 1942) : Premier ministre de la RPC et membre du Comité permanent du Bureau politique de 2003 à 2013. Il a longtemps travaillé au sein du ministère de l'Industrie des Mines avant d'être promu chef du Bureau administratif du Comité central du PCC. Il est devenu vice-Premier ministre durant

les années 1990. Jouissant d'une image de probité et de proximité avec le peuple, perçu comme un réformateur progressiste, il a longtemps conservé cette bonne réputation en dépit de rumeurs concernant sa femme, connue pour adorer les diamants et contrôlant certains secteurs de production dans ce domaine, mais également son fils, ancien étudiant ayant fait ses études aux États-Unis où il a développé des liens avec de grandes sociétés. Le 25 octobre 2012, le *New York Times* a publié un article d'investigation de David Barboza qui dévoilait que la famille Wen possédait une fortune de plusieurs milliards de dollars, certains membres de la famille de Wen détenant des actions d'une valeur phénoménale de plusieurs centaines de millions de dollars dans de nombreuses sociétés et entreprises. Cet article a eu un retentissement considérable en dehors et à l'intérieur de la Chine. À la suite de cette publication, la famille Wen a annoncé qu'elle portait officiellement plainte contre cet article. Depuis, il n'y a eu aucune suite.

William Theodore de Bary (1919-2017) : sinologue américain et professeur à l'université Columbia qui s'est rendu célèbre par ses travaux sur le confucianisme.

Wu Bangguo 吴邦国 (né en 1941) : ancien secrétaire général du Parti de Shanghai. Suivant l'ascension de Jiang Zemin au sommet du pouvoir, il l'a rejoint à Pékin comme vice-Premier ministre et a terminé sa carrière comme président de l'Assemblée nationale populaire de Chine (2003-2013). Il est l'un des membres importants de la bande de Shanghai.

Wu Jinglian 吴敬琏 (née en 1930) est une économiste célèbre de la Chine contemporaine, connue pour sa position en faveur de l'établissement d'un véritable système de marché en Chine.

Wu Xiaobo 吴晓波 (né en 1968) est un entrepreneur et un commentateur économique.

Wu Yunduo 吴运铎 (1917-1991) : ingénieur spécialiste de l'armement communiste chinois durant la guerre civile. Son célèbre livre autobiographique *Tout sacrifier au Parti* qui raconte comment il fut entièrement dévoué à la cause du Parti fut l'une des « bibles » de la propagande pendant des décennies, inculquant aux jeunes l'esprit de sacrifice et d'obéissance au Parti.

Xi Jinping 习近平 (né en 1953) : secrétaire général du Parti depuis 2012 et président de la République depuis 2013. Fils d'un vétéran du

régime, Xi Zhongxun, il a grandi à Pékin dans des conditions plutôt privilégiées avant de voir sa situation se dégrader à l'âge de 9 ans suite à la disgrâce de son père. Pendant la Révolution culturelle, le jeune Xi a été arrêté et emprisonné dans un « centre de rééducation » pour les jeunes à cause de ses actes et propos discordants à l'encontre de certaines personnalités maoïstes. Il est ensuite parti, à l'âge de 16 ans, à la campagne dans le Grand Ouest, dans la province du Shaanxi, en tant que jeune instruit. Après quelques hésitations, il s'est installé parmi les paysans dans cette région très pauvre et, s'étant fait accepter par les villageois, est devenu le secrétaire du Parti de la brigade de production. Sept ans plus tard, il retourne à Pékin pour faire ses études à l'université Tsinghua en tant qu'étudiant « ouvrier-paysan-soldat ». Avec la fin de la Révolution culturelle et la réhabilitation de son père, il devient secrétaire au sein de la Commission militaire centrale du Parti. Il demande ensuite à être muté dans le district de Zhengding de la province du Hebei. Il devient ensuite vice-maire de Xiamen où il grimpe les échelons jusqu'à devenir le gouverneur de la province du Fujian, avant d'occuper la même fonction dans la province du Zhejiang dont il deviendra par la suite le secrétaire général du Parti. En 2007, après un court passage à Shanghai en tant que secrétaire général du Parti, il devient membre du Comité permanent du Bureau politique du PCC lors du 17^e Congrès du Parti, puis vice-président de la République populaire de Chine. En 2012, il est sacré secrétaire général du Parti, et quelques mois après président de la République populaire. Durant son premier mandat, il a réussi à consolider son pouvoir, éliminant ses adversaires et lançant une campagne anticorruption particulièrement drastique tout en menant une politique de répression à l'encontre de la société civile. Récemment, les médias officiels emploient de plus en plus un vocabulaire ressemblant à celui utilisé pendant la Révolution culturelle pour Mao, afin de faire l'éloge de Xi. Sur le plan international, il fait montre d'une attitude de plus en plus conquérante et expansionniste.

Xi Zhongxun 习仲勋 (1913-2002) est l'un des vétérans importants du régime, père de Xi Jinping, ancien vice-Premier ministre après la fondation du régime dans les années 1950. Accusé d'être anti-Parti, il a été évincé du pouvoir par Mao dès le début des années 1960 et fut maltraité pendant longtemps avant de reconquérir le pouvoir

après la mort de Mao. Il a contribué à la réforme et surtout à l'ouverture de la Chine durant les années 1980 en favorisant la création des zones économiques spéciales dans la province du Guangdong, où il fut secrétaire général du Parti. En 1989, sa position plutôt favorable aux étudiants lui a valu une nouvelle disgrâce de la part de Deng et un départ anticipé du poste de vice-président de l'Assemblée nationale populaire de Chine. Éloigné de Pékin, il finit sa vie à Shenzhen. Il était respecté par la population et les intellectuels ainsi que par les cadres du Parti comme une personne humaniste ayant un esprit tolérant et ouvert.

Xiao Shu 笑蜀 (dont le nom initial est **Chen Min** 陈敏, né en 1962) : journaliste célèbre. Il est très actif ces dernières années dans le mouvement de défense des droits civiques par ses écrits et ses actions. *Lishi de xiansheng – Bange shiji qian de zhuangyan chengnuo* (Le message précurseur de l'Histoire : une promesse solennelle faite il y a un demi-siècle, publié aux éditions Shantou daxue en 1999) est un ouvrage qu'il a édité en regroupant les écrits des dirigeants communistes en faveur de la démocratie et des droits de l'homme en Chine durant les années 1940 dans leur lutte contre le Guomindang. Cet ouvrage a largement contribué au rappel de cette page historique des promesses en matière de démocratisation en Chine faites au peuple chinois par les communistes avant leur prise de pouvoir.

Xu Caihou 徐才厚 (1943-2015) : membre du Bureau politique du 17^e Congrès du PCC, général de l'Armée populaire de libération. Vice-président de la Commission militaire centrale du PCC et de Chine, il représentait l'un des piliers de la force de Jiang Zemin au sein de l'armée. Arrêté pour corruption, il est mort de maladie durant sa détention.

Yi Junqing 衣俊卿 (né en 1958) est un ancien haut responsable du Parti dans le domaine de la propagande et l'auteur de plusieurs théories officielles vantant le modèle chinois, dont les actes et propos outrageux ont été révélés par sa maîtresse en 2013. Il fut obligé de démissionner de ses fonctions.

Yu Dan 于丹 (née en 1963) : professeure de communication à l'Université normale supérieure de Pékin, connue pour ses cours publics retransmis à la télévision sur le confucianisme depuis le milieu des années 2000. Critiquée par certains spécialistes pour ses erreurs d'interprétation, elle est pourtant soutenue par les autorités

et est devenue une star dans la diffusion des connaissances de la culture traditionnelle.

Zeng Qinghong 曾庆红 (né en 1937) est un ancien membre du Comité permanent du Bureau politique, numéro cinq du régime de 2002 à 2007 et vice-président de la République. Fils d'un vétéran du régime, il a été pendant longtemps le bras droit et conseiller politique de Jiang Zemin et reste une figure centrale de la vie politique de la Chine contemporaine.

Zha Jianying 查建英 (née en 1959) est une écrivaine chinoise qui a publié en 2006 un recueil d'entretiens sur les années 1980, *Bashi niandai fangtan lu*, qui a eu un retentissement considérable.

Zhang Ailing 张爱玲 (1920-1995) : romancière chinoise du xx^e siècle. Elle a vécu principalement à Shanghai avant de partir pour Hong Kong après la fondation du régime communiste, puis de s'installer aux États-Unis. Elle est morte à Los Angeles.

Zhang Hongliang 张宏良 (né en 1955) : professeur à l'Université centrale des nationalités et l'un des représentants des néo-maoïstes, connu aussi pour ses positions ultranationalistes.

Zhang Musheng 张木生 (né en 1948) : fils d'un vétéran du régime, membre du « clan des princes rouges ». Après avoir passé des années comme jeune instruit à la campagne, il formula des idées critiques sur certaines politiques maoïstes. Ayant participé à la réforme agraire des années 1980, il a ensuite travaillé plusieurs années au Tibet comme haut fonctionnaire, dans les années 1990. Ces dernières années, il est très actif dans les cercles pékinois et joue le rôle de porte-parole de certaines branches du clan des princes rouges.

Zhao Ziyang 赵紫阳 (1919-2005) : ancien secrétaire général du Parti, figure de proue du courant réformateur au sein du Parti. Il est entré au Parti âgé de moins de 20 ans durant la guerre de résistance contre les Japonais. Reconnu pour ses talents durant ce conflit ainsi que pendant la guerre civile, il a connu une ascension rapide au sein du Parti. Après la fondation du régime, il est devenu un des responsables du Parti dans la province du Guangdong. Malmené par les maoïstes pendant une courte période durant la Révolution culturelle, il est ensuite nommé secrétaire général de la province de Mongolie-Intérieure puis de la province du Guangdong, avant de devenir le numéro un de la province du Sichuan où il entame une série de mesures en vue de libérer les paysans des entraves du

système maoïste. Les résultats spectaculaires dans l'amélioration de la vie des paysans lui ont fait gagner une réputation nationale en tant que grand réformateur. Il est donc promu par Deng au début des années 1980 comme Premier ministre et responsable des affaires économiques. Il a œuvré activement pendant ces années pour libérer l'économie chinoise et promouvoir l'ouverture de la Chine. Cela a fait de lui l'un des acteurs politiques les plus importants du camp réformateur de cette période. Après le limogeage de Hu Yaobang en 1987, il est proposé par Deng Xiaoping pour devenir secrétaire général du Parti. Représentant le camp des réformateurs, il devient la cible du camp des conservateurs pendant cette période, son pouvoir étant considérablement affaibli. Lors du mouvement de 1989, il prône une politique visant à « résoudre les conflits de manière démocratique et selon la loi », une ligne opposée au camp conservateur et à la position de Deng. Il démissionne de son poste sous la pression, en désaccord avec la politique de répression du mouvement. Jusqu'en 2005, l'année de son décès, il a été assigné à résidence surveillée, perdant ainsi sa liberté. Mais jusqu'à sa mort, il n'a manifesté aucun regret à l'égard de son choix et a exprimé de différentes façons sa position en faveur du mouvement démocratique de 1989.

Zhou Enlai 周恩来 (1898-1976) : l'un des principaux dirigeants du PCC et fondateurs de la République populaire de Chine, longtemps Premier ministre de 1949 jusqu'à sa mort en 1976. Fidèle serviteur de Mao, il s'est pourtant toujours efforcé de garder une ligne relativement modeste par rapport à celle de ce dernier.

Zhou Qiren 周其仁 (né en 1950) : l'un des économistes les plus renommés de Chine, professeur à l'université de Pékin et ancien membre du Comité national de la politique monétaire. Il est docteur en économie de l'université de Californie à Los Angeles. Depuis les années 1980, il joue un rôle très actif dans les réformes économiques en Chine. Il a été membre de l'un des trois think tanks officiels animés par les réformateurs les plus dynamiques des années 1980 : le Centre de recherche sur le développement rural de la Chine, directement rattaché au Bureau d'études du Comité central du PCC, les deux autres étant l'Institut d'études sur la réforme de la Chine et le Centre de recherche de CITIC. Ses contributions portent sur la question du développement économique et la nouvelle économie institutionnelle, en particulier la question de l'économie agricole.

Zhou Yongkang 周永康 (né en 1942) a été le président de la très puissante Commission des affaires politiques et juridiques de 2007 à 2012. La fonction de cette Commission a évolué dans l'histoire du régime, mais ce fut sous Zhou que son pouvoir a atteint un niveau sans précédent. Le ministre de l'Intérieur, le président de la Cour suprême, le président du parquet suprême, le ministre de la Sécurité nationale, le ministre de la Justice, le commandant suprême de la gendarmerie nationale étaient tous sous la responsabilité de Zhou en tant que membres de cette Commission nationale. Zhou était l'une des personnes les plus puissantes de Chine et une figure dangereuse pour ses adversaires politiques. Il est arrêté, vraisemblablement en 2012, mais son arrestation ne sera officialisée qu'en août 2014. Pendant plus d'un an des rumeurs courront car, pour des raisons politiques, Zhou apparaissait encore de temps en temps dans la presse et les médias officiels.

Zhu Houze 朱厚泽 (1931-2010) est un ancien secrétaire général du Parti de la province du Guizhou. Alors qu'il était directeur du département de la propagande du PCC au milieu des années 1980, ses positions en faveur de la tolérance ont fait de lui un réformateur libéral.

Zhu Jiaming 朱嘉明 (né en 1950) est un économiste réformateur des années 1990.

GLOSSAIRE DES EXPRESSIONS CHINOISES

Aider les pauvres (*Fupin* 扶贫) est un ancien terme communiste chinois toujours en usage en Chine qui consiste à soutenir, avec des moyens financiers ou politiques, certaines catégories de la population chinoise pour les faire sortir de leur état de pauvreté.

Bureau des lettres et des visites (*Xinfang zhidu* 信访制度) : puisque le système judiciaire chinois est incapable de traiter de nombreuses affaires de manière impartiale et juste, les plaignants ont recours à un autre système, le *xinfang zhidu*, qui permet aux gens de porter plainte à un échelon administratif supérieur. En réalité, tous les reportages et études montrent que ce système, en raison du manque de transparence et de contre-pouvoirs à l'égard des dirigeants, n'a jamais réglé de manière efficace les problèmes de ces plaignants. Les autorités supérieures se contentent souvent de renvoyer les dossiers aux autorités inférieures à l'origine des plaintes, ce qui prolonge le litige sans y apporter de solution. L'inefficacité de ce système explique en partie l'accumulation des mécontentements sociaux en Chine durant ces dernières années. Tous les jours, de nouveaux plaignants maltraités se lancent sur les routes pour s'adresser au plus haut niveau du régime, convergeant finalement vers Pékin. Pour endiguer ce flux, la direction du Parti exerce une très forte pression sur les cadres de chaque échelon, leur ordonnant de réduire au maximum le nombre de plaignants. Les cadres subalternes tentent alors par tous les moyens d'arrêter et de renvoyer les plaignants dans leur région, recourant parfois à des méthodes mafieuses, à des « prisons noires » où sont internés ces plaignants.

Chants rouges (*Hongge* 红歌) : ce sont des chansons révolutionnaires communistes, avant la prise du pouvoir ou durant la première période du régime maoïste. Les thèmes principaux font l'éloge de la révolution, du Parti, de Mao, de l'unité nationale, avec un style parfois martial, parfois romantique, ou très joyeux... Jusqu'aux années 1980, plusieurs générations de Chinois ont grandi en chantant ces

chansons qui font entièrement partie de leur vie culturelle. Pendant la Révolution culturelle, en dehors de ces chants rouges, on n'avait pas d'autres chansons à chanter. Ces chansons ont été plus ou moins laissées à l'abandon durant les années 1980, réémergeant petit à petit avec l'apparition d'une nostalgie à l'égard du passé maoïste dans le contexte de la modernisation et de l'aggravation des inégalités sociales. Homme politique habile, Bo Xilai avait bien compris le besoin psychologique de certaines couches sociales et il a su l'exploiter en lançant la campagne « Chanter les chants rouges » (*Chang hongge*) en 2009. Cette campagne a largement favorisé la propagation de ce thème en Chine. Depuis, et en dépit de la chute de Bo, la nostalgie pour les années Mao a pris une autre ampleur et une certaine couleur officielle à l'échelle nationale.

« **Cinquante centimes** » de monnaie chinoise (*Wumao* 五毛) : le terme a pris un sens totalement nouveau dans le langage chinois ces dernières années à cause d'un phénomène particulier en lien avec le contrôle de l'opinion par le régime en Chine. Les autorités ont en effet embauché des millions d'internautes pour diffuser de manière anonyme des informations et des opinions en leur faveur, en particulier lorsqu'un événement se produit. Ils attaquent ainsi les leaders libéraux et essaient de justifier les positions des autorités. Chaque personne qui travaille dans ce cadre et affiche une opinion favorable au régime reçoit pour chaque commentaire posté sur Internet une somme d'argent en récompense (cinquante centimes pendant une période). Ce qui a donné naissance à ce terme actuellement très péjoratif en Chine. Jusqu'à aujourd'hui, le fonctionnement de ce système demeure opaque, mais toutes les informations accidentellement divulguées en prouvent l'existence et le fonctionnement efficace dans la stratégie de contrôle de l'opinion publique par le Parti.

Comprendre de manière complète et exacte la pensée de Mao Zedong (*Wanzheng zhunqu lijie Mao Zedong sixiang* 完整准确理解毛泽东思想) est une idée lancée par Deng Xiaoping en 1977, dans cette période charnière de lutte pour le pouvoir qui a suivi la mort de Mao, alors que Deng s'apprête à reconquérir le pouvoir. Sa stratégie était de se débarrasser des accusations que Mao avait lancées contre lui et d'ouvrir la voie à une possible réforme. Tant que les directives de Mao étaient respectées mot pour mot, on ne pourrait enlever les

charges qui pesaient contre Deng et contourner les obstacles pour mettre fin aux politiques de la Révolution culturelle maoïste. Par ce slogan, Deng réussit à la fois à se réclamer comme le véritable héritier de la pensée maoïste tout en écartant les héritiers orthodoxes de Mao. Ce slogan jeta en réalité une des pierres angulaires du pragmatisme de Deng en faveur de la réforme.

Conscience de devoir s'aligner (*Kanqi yishi* 看齐意识): depuis 2015, la direction du Parti sous Xi insiste sur cette conscience de devoir « s'aligner », c'est-à-dire obéir aux directives du Parti. Ce terme, dont l'origine est militaire et désigne la formation d'un rang uniforme, tous les soldats alignés regardant dans la même direction, a été utilisé pour la première fois en ce sens politique par Mao en 1942 dans sa tentative de renforcer son pouvoir face à ses adversaires au sein du Parti. Il redevient en vogue ces dernières années dans le discours officiel, considéré comme un critère politique pour juger de la loyauté et de la docilité d'un membre du Parti, dans l'objectif de favoriser la concentration du pouvoir de Xi.

Document n° 9 (*Jiuhao wenjian* 九号文件): au printemps 2013, le Parti communiste diffuse un document interne qui concerne l'enseignement supérieur et porte sur l'orientation idéologique: le « document n° 9 » (une catégorie de document contenant souvent des directives du Parti sur un sujet particulier, diffusées du haut vers le bas au sein de celui-ci et constituant une sorte de guide de travail pour une période donnée). Ce document n° 9, devenu célèbre aujourd'hui, met en garde le Parti contre les prétendus dangers que représentent, dans le champ idéologique et éducatif, les pensées dissidentes et libérales portant sur la société civile, le constitutionnalisme, les valeurs universelles, etc. La sortie de ce document donne le ton d'une période de durcissement du contrôle du Parti sur toutes les théories ou tous les discours libéraux en Chine.

Enfermer le pouvoir dans une cage (*Ba quanli guanjin longzi li* 把权力关进笼子里): c'est une expression que Xi Jinping a lancée au début de sa campagne contre la corruption. Cette formule suscita beaucoup d'enthousiasme parmi les libéraux, qui souhaitaient la mise en œuvre en Chine d'un système de séparation du pouvoir et une véritable surveillance du pouvoir. Cependant, ils ont découvert avec déception que cette formule contenait une connotation bien différente: pour Xi, le pouvoir doit certes être enfermé

dans des cages institutionnelles... mais du Parti ; et le pouvoir suprême, notamment celui de Xi, ne saurait être enfermé dans quelque cage que ce soit. Xi veut être un chef absolu omnipotent, au-dessus de toutes les institutions et de tout contre-pouvoir, comme le montrent, ces dernières années, tous ses discours et ses politiques.

Étudiant ouvrier-paysan-soldat (*Gongnongbing xueyuan* 工农兵学员) : pendant la Révolution culturelle, le système de recrutement des étudiants fut supprimé et l'enseignement supérieur fut suspendu pendant une période. Quand il reprit, les autorités s'appuyèrent sur la doctrine de Mao et mirent en avant le critère politique pour recruter des ouvriers, des paysans et des soldats et les envoyer dans les universités afin de former les « successeurs du socialisme ». C'est dans ce cadre que Xi Jinping a été recruté pour étudier à l'université Tsinghua. Mais dans l'opinion publique, ces étudiants spécifiques ne jouissent pas d'une bonne réputation à cause de leur formation très fragmentée et de leur faible niveau. À partir de 1977, après la fin de la Révolution culturelle et le rétablissement du système de concours universitaire, ce mode de recrutement fondé sur des critères idéologiques et politiques a été abandonné.

Fils de révolutionnaires (*Hong'er dai* 红二代) et **fils de cadres** (*Guan'er dai* 官二代) sont deux expressions populaires courantes en Chine de nos jours. La première désigne les descendants des vétérans communistes ayant participé à la fondation du régime, tandis que la seconde fait référence aux descendants des cadres du Parti, promus ces dernières décennies au rang de hauts dignitaires ou de hauts responsables du régime.

Grande renaissance de la nation chinoise (*Weida de Zhonghua fuxing* 伟大的中华复兴) : ce slogan en vogue a été lancé par les autorités ces dernières années. Apparue en 1995 sous Jiang Zemin et maintenu en usage sous Hu, c'est sous le mandat de Xi Jinping qu'il a pris une plus grande ampleur, associé à l'idée de *Zhongguo meng* ou « rêve chinois ».

Il ne faut pas nier les deux périodes de trente ans (*Buneng fouding liangge sanshi nian* 不能否定两个三十年) : dans le langage courant, on divise l'histoire du régime communiste en deux périodes de trente ans : celle sous la domination de Mao (de 1949 à 1979 – même si Mao meurt en 1976, on considère que la ligne maoïste perdure jusqu'à la réforme initiée en 1979) et celle allant du commencement

de la réforme en 1979 à la fin du mandat de Hu en 2012. Depuis son arrivée au pouvoir, Xi ne cesse de promouvoir l'idée d'une continuité entre ces deux périodes, accusant de « nihilisme historique » ceux qui insistent sur la rupture entre les deux. Cette position a provoqué beaucoup d'inquiétude et de doutes quant à la vraie position de Xi vis-à-vis de la réforme, car la seconde période s'est en fait appuyée sur une négation de la première période. Le fait d'insister sur la continuité de ces deux périodes revient en fait à nier la négation du maoïsme que constituait la réforme.

Jeunes en colère (*Fenqing* 愤青) est un terme très en vogue dans le langage courant en Chine ces deux dernières décennies. Il désigne la réaction ou l'attitude nationaliste, voire xénophobe, de certains jeunes Chinois en matière de politique étrangère de la Chine. Cette attitude se manifeste particulièrement sur certaines questions comme les relations sino-américaines, les relations sino-japonaises, Taiwan, le Tibet, etc. Elle porte une réflexion souvent réductrice et simplificatrice de la complexité des enjeux internationaux et fait constamment l'éloge de la grandeur et de la position légitime de la Chine.

La pratique comme unique critère de vérité (*Shijian shi jianyan zhenli de weiyi biao zhun* 实践是检验真理的唯一标准) est un slogan très célèbre lancé par les réformateurs politiques et intellectuels à la fin des années 1970 contre les maoïstes. Ce discours qui mettait en avant l'importance de la pratique visait à délégitimer la doctrine de Mao afin de servir la réforme et l'ouverture en gestation. Une philosophie pragmatique fut formalisée avec le grand débat autour de cette question.

Libération de la pensée (*Sixiang jiefang* 思想解放) est un slogan du début de la période post-maoïste lancé par les réformateurs politiques et intellectuels. Il préconise de libérer l'esprit de l'enfermement doctrinaire de Mao. Cette idée de libération de la pensée a suivi son chemin avec l'avancée de la réforme et l'ouverture de la Chine vers le monde extérieur, jusqu'au point de remettre en question la légitimité idéologique du marxisme. D'où une réticence grandissante de la part des autorités à l'égard de ce slogan qui a été progressivement abandonné. Mais périodiquement, lorsqu'il leur faut évoquer la nécessité de la réforme, elles l'utilisent de façon presque conventionnelle. En réalité, en raison d'une attitude conservatrice

de plus en plus forte, ce slogan a totalement perdu la force qu'il avait à l'époque où il fut inventé.

Ligne des masses (*Qunzhong luxian* 群众路线) est un thème qui vient de Mao, selon lequel les dirigeants et les cadres du Parti doivent être issus des masses populaires (*qunzhong*), écouter les masses et servir les masses. En réalité, comme l'histoire le montre, cette contradiction du Parti qui prétend à la fois être le pionnier de l'histoire, le guide et le dirigeant de la population, mais aussi le docile serviteur de la population n'a jamais été résolue à l'époque de Mao. Ce discours de la ligne des masses n'a pu avoir un effet constructif que durant la période de conquête du pouvoir par le Parti. Depuis la fondation du régime communiste, il n'a jamais vraiment été mis en œuvre, même si Mao l'a employé à diverses reprises, par exemple pendant la Révolution culturelle, comme une arme populiste dirigée contre les bureaucrates. Cette ligne des masses est de nouveau en vogue ces dernières années, d'abord reprise à Chongqing par le dirigeant néo-maoïste Bo Xilai, puis développée par Xi Jinping qui en a fait l'une de ses lignes politiques pour résoudre les tensions entre la population et les cadres du Parti.

Maintien de la stabilité (*Weiwen* 维稳) : ce thème fondamental de la vie politique et sociale de la Chine de nos jours insiste sur la nécessité de maintenir l'ordre dans le pays. Suivant l'augmentation des mécontentements sociaux, il est devenu progressivement à partir de la fin des années 1990 et au début des années 2000 une priorité politique. De nos jours, la politique du Parti s'axe sur cette question du « maintien de la stabilité » et le régime y consacre énormément de moyens et de ressources, dépassant même le budget de la défense. Les méthodes employées sont souvent la cible des critiques de la part des défenseurs des droits de l'homme chinois et internationaux car elles visent par tous les moyens, y compris le recours à la violence, de manière illégale et même mafieuse, à calmer et à étouffer les revendications et les plaintes des citoyens en matière de droits et de justice sociale.

Modèle chinois (*Zhongguo moshi* 中国模式) : sujet largement polémique ces dernières décennies à l'intérieur de la Chine et sur la scène internationale parmi les chercheurs et les élites politiques et économiques. Le débat porte sur l'existence ou non d'un modèle de développement à la chinoise. Les partisans de ce modèle

affirment son existence et en situent l'origine dans la globalisation des échanges économiques et l'encadrement des forces du marché par l'État, l'objectif étant de favoriser une croissance nationale. Ils insistent sur l'importance de la direction unique du Parti, un État fort, l'exploitation intensive d'une main-d'œuvre abondante, les exportations massives de produits de consommation, en l'absence de système de protection sociale. Ceux qui contestent l'existence de ce modèle soulignent que ce que la Chine a réalisé est en réalité un modèle asiatique renouvelé, toutes les progressions de la Chine en matière de développement étant finalement liées à une libéralisation économique et une revitalisation de la société. Ils critiquent souvent le tribut très lourd, environnemental, social, humain payé par la population chinoise à cause de ce mode de développement. Il n'existerait donc pas une exceptionnalité particulière chinoise, hormis sa taille et son système politique. Récemment, les autorités chinoises ont essayé de tirer profit de ce débat pour insister sur l'universalité de ce modèle afin de combler leur déficit de légitimité.

Montée en gamme industrielle (*Chanye shengji* 产业升级 ; *Industrial upgrading* en anglais) est devenu un terme très courant ces dernières années en Chine, que ce soit dans la presse ou dans les discussions des experts et des hommes politiques sur l'économie chinoise. Il désigne la transformation de la structure économique et celle de la qualité de la production d'une gamme inférieure à une gamme supérieure. Ce terme est souvent traduit de manière réductrice en français par « modernisation industrielle ». Son usage si courant dans la Chine actuelle nous montre la nécessité urgente, après trente ans de développement s'appuyant essentiellement sur une main-d'œuvre abondante et bon marché, de faire de l'économie chinoise une nouvelle économie de haute qualité.

Mouvement des droits des citoyens (*Weiquan yundong* 维权运动) : ce mouvement social dans lequel les citoyens combattent, en s'appuyant sur les droits inscrits dans la Constitution et dans les différentes lois, pour défendre leurs droits civiques et leurs intérêts a émergé et pris de l'ampleur depuis le début de ce siècle en Chine. Il concerne à la fois la protection des droits liés à des mouvements sociaux traditionnels (droit du travail, droit au logement, etc.) tout en incluant la défense de droits environnementaux, culturels et

identitaires portés par les nouveaux mouvements sociaux (droits des femmes, des minorités sexuelles, ethniques, etc.), pour reprendre la distinction élaborée par Alain Touraine. Ce mouvement a produit des résultats considérables d'un point de vue politique, social et culturel en favorisant notamment des prises de conscience citoyenne et la formation d'une culture moderne citoyenne. La naissance de ce mouvement a pour origine la différenciation sociale grandissante en Chine à la suite du développement économique, mais aussi la mise en œuvre de la politique de la construction de l'État de droit à partir de la fin des années 1990, une condition politique favorable. Ce mouvement a connu son apogée dans les années 2008-2010 avant de subir un déclin ces dernières années, en particulier sous la direction de Xi Jinping. En fait, le régime s'avère incapable de délimiter espace social et espace politique comme il l'avait fait – à peu près – entre espace économique et espace politique dans le système Deng. Le fait que, depuis son arrivée au pouvoir suprême, Xi continue de prôner la nécessité de la réforme est symptomatique de cette incapacité. En réalité, il reconcentre tous les pouvoirs entre ses mains et réduit l'espace social, laissant la réforme au point mort.

Ne pas autoriser le commentaire libre (*Buzhun wangyi* 不准忘记): dans la dernière version des « règlements disciplinaires du PCC » publiée le 21 octobre 2015, dans le contexte de la campagne lancée par Xi visant à contrôler et à unifier idéologiquement les membres du Parti, la direction a ajouté un article interdisant aux membres du Parti de discuter librement des politiques fixées par la direction. La publication de ces règlements n'est qu'une façon d'institutionnaliser les propos prononcés par Xi à ce sujet depuis 2014.

Ne pas débattre (*Bu zhenglun* 不争论): au début des années 1990, après la répression du mouvement de 1989 et suite à l'effondrement de l'Union soviétique, le débat au sein du Parti entre les conservateurs et les réformateurs sur la nécessité et les orientations de la réforme bat son plein, alors que celle-ci est entrée dans une phase de stagnation dangereuse. C'est dans ce contexte que Deng Xiaoping effectue sa « tournée dans le Sud » pour la relancer. Afin d'éviter les affrontements idéologiques entre les deux courants et les obstacles pour faire avancer la réforme, Deng ordonne aux idéologues du Parti de ne pas débattre de sa nature. Selon lui, le marché en tant que mécanisme économique peut servir au capitalisme et aussi

au socialisme. Récemment, avec l'apparition de graves problèmes liés au modèle de développement mis en place depuis trois décennies, la Chine est entrée dans une nouvelle phase où intellectuels et hommes politiques recommencent à discuter des prochaines étapes de la réforme, remettant ainsi en cause cette position de « ne pas débattre ».

Ne pas donner de coup de bambou, n'affubler personne d'une étiquette infamante et n'attraper la natte de personne (*Bu da gunzi, bu dai maozi, bu zhua bianzi* 不打棍子、不戴帽子、不抓辫子): ces trois négations sont des termes employés autrefois par les dirigeants du Parti qui prétendaient faire preuve de souplesse et de tolérance envers les critiques issues de ses membres, même si cela reflétait souvent leur position supérieure à l'égard des gens inférieurs. Ce slogan a pu produire des effets en faveur de la tolérance dans certaines périodes, comme par exemple durant les années 1980, sous la période de Hu Yaobang. Mais à partir des années 1990, avec l'avancée de la politique de la construction de l'État de droit et le discours officiellement prononcé sur les droits des citoyens, cette expression a progressivement été abandonnée, les gens n'acceptant plus ce genre de position condescendante. Cela explique les résistances et la méfiance à l'égard du retour de ce slogan sous Xi.

Nouvel état normal (*Xin changtai* 新常态): ce terme est employé par certains économistes occidentaux pour désigner la stagnation économique chinoise, considérée désormais comme un état normal. Il a été repris par Xi Jinping en 2014 lors d'un discours concernant l'économie chinoise qui justifiait la baisse de la croissance chinoise, considérée comme un « nouvel état normal ». Ce terme a depuis fait florès dans les médias chinois.

Orienter l'opinion publique (*Yulun yindao* 舆论引导) est un terme courant qui définit l'une des tâches prioritaires du Parti consistant à employer toutes les méthodes possibles pour orienter l'opinion publique sur une affaire, un incident, une politique, ou autres, dans la direction souhaitée par le Parti.

Plaignants (*Fangmin* 访民): terme courant de la vie publique actuelle en Chine qui désigne des plaignants ayant été injustement traités par les cadres sur divers sujets et à des échelons différents et qui tentent d'obtenir justice auprès des autorités supérieures.

Prendre l'homme comme fondement (*Yi ren wei ben* 以人为本) est un slogan lancé à l'époque de Hu Jintao. Il reprend cette idée traditionnelle confucéenne selon laquelle toutes les politiques doivent être au service des intérêts du peuple, considéré comme le fondement du politique.

Quatre-Mai (*Wu si* 五四) est la date symbolique retenue pour désigner le mouvement étudiant et intellectuel qui se développa en Chine en 1919 et prit notamment la forme de manifestations étudiantes sur la place Tiananmen. Même si l'objectif précis des manifestations était le refus du traité de Versailles, injuste envers la Chine, après la Première Guerre mondiale, cette action politique était aussi le fruit d'un mouvement plus large appelé « Nouvelle Culture » (*Xin wenhua yundong*) qui prônait un changement culturel et la diffusion des nouvelles valeurs de la modernité comme l'individualisme, la raison, la démocratie, la science. Les manifestations du 4 mai 1919 sont devenues de manière conventionnelle le nom et la date symbolique de ce mouvement, bien que cela ne soit pas toujours pertinent. Les historiens le désignent parfois sous le nom de « Lumières chinoises » (*Zhongguo qimeng yundong*).

Réforme incrémentale (*Zengliang gaige* 增量改革) est un terme forgé par certains économistes pour décrire ce processus de la réforme en Chine qui consiste, au lieu de réformer les institutions existantes, à en inventer de nouvelles et à augmenter les ressources afin de réformer ensuite les institutions existantes. Après cette phase de réforme incrémentale, certains prônent désormais une « réforme de l'existant » (*cunliang gaige*), c'est-à-dire une réforme qui s'appuierait sur les ressources obtenues grâce à la réforme incrémentale et sur les institutions existantes.

Rêve chinois (*Zhongguo meng* 中国梦) : peu de temps après être devenu le chef suprême du Parti, le 29 novembre 2012, lors de sa visite de l'exposition « La route de la renaissance » organisée au Musée national de Chine, Xi Jinping a prononcé un discours sur le *Zhongguo meng* affirmant que la Chine devrait être une société de prospérité en 2021, date anniversaire des cent ans de la création du PCC, et une grande puissance en 2049, date anniversaire des cent ans de la République populaire, marquant ainsi l'achèvement de ce long processus de renaissance nationale. Dès lors, ce terme est rapidement devenu en vogue, occupant une place centrale

dans le discours de propagande officiel depuis ces cinq dernières années. Ce slogan fait écho à cet idéal tant rêvé par les Chinois depuis l'époque moderne : *fuqiang*, « la richesse et la puissance », et invite les Chinois à contribuer à la grande renaissance de la nation (*Zhonghua minzu fuxing*). Si le discours développé autour du slogan – contrastant implicitement avec le rêve américain – appelle à une Chine civilisée, avec la prospérité et même la démocratie, le ton principal est en réalité celui de la puissance et de la renaissance de la nation chinoise. Parce qu'il mêle nombre de propos contradictoires, souvent abstraits et vagues, sans apporter beaucoup de contenus concrets pour faire face aux vrais problèmes de la Chine, ce discours a été largement moqué et critiqué en Chine par les intellectuels libéraux comme par les hommes de la rue.

Sept thèmes prohibés (*Qi bu jiang* 七不讲) : selon les instructions du département de la propagande du Parti, sept thèmes – les « valeurs universelles », la « liberté d'expression », la « société civile », les « droits des citoyens », les « erreurs historiques du Parti », la « bourgeoisie composée des gens du pouvoir et des riches » et l'« indépendance de la justice » – ont été prohibés et ne peuvent être traités dans les cours universitaires. Ces interdictions diffusées au sein des universités sont sans doute une forme simplifiée du document n° 9.

Société harmonieuse (*Hexie shehui* 和谐社会) est un terme politique et idéologique, lancé à l'époque de Hu Jintao, qui prône la construction d'une société sans conflits. Traditionnellement, l'harmonie était considérée comme une valeur fondamentale par les Chinois, mais son usage fut banni par les communistes qui la considéraient comme une valeur féodale. Les conflits sociaux ne cessant de croître en Chine à cause du manque de moyens institutionnels pour les résoudre, les autorités ont repris cette idée. Elle est devenue une des marques de fabrique idéologique de Hu Jintao.

SRAS ou pneumonie atypique (*Feidian* 非典) est une épidémie qui s'est déclenchée en Chine au printemps 2003 au moment où Hu Jintao était en train de succéder à Jiang Zemin pour devenir le président de la République. Par souci de montrer une image parfaite de la Chine, malgré la situation alarmante, certaines autorités locales, notamment celles de Pékin, ont caché la réalité. Cela a retardé le travail nécessaire de prévention et favorisé la propagation de la maladie qui a causé des centaines de morts en Chine et à l'étranger.

Ce fut seulement après la dénonciation du Dr Jiang Yanyong (né en 1932) que la gravité de la situation fut connue du monde entier et assumée par les autorités chinoises. Ces dernières ont pris des mesures drastiques pour réduire enfin la propagation de l'épidémie.

Théorie des hommes virils (*Nan'er lun* 男儿论) fait référence à un discours prononcé par Xi Jinping au début de 2013 dans le cadre d'une tournée dans le sud de la Chine du nouveau dirigeant. Au cours d'une réunion interne sur l'avenir du régime, Xi a regretté le manque de courage et de virilité des hommes soviétiques qui n'ont pas tenté de sauvegarder le régime et ont laissé s'effondrer l'URSS. Il a cité le vers d'un poème ancien : « En réalité il n'y a pas un seul vrai homme » (*jing wu yi ren shi nan er* 竟无一人是男儿). Cette critique est un appel au courage de défendre le régime communiste chinois.

Trois confiances (*Sange zixin* 三个自信) – **confiance envers la voie suivie, confiance envers la théorie officielle et confiance dans les institutions** – est une notion évoquée pour la première fois en 2012 par Hu Jintao, secrétaire général du PCC, puis reprise par Xi Jinping. Depuis son arrivée au pouvoir suprême fin 2012, ce dernier en a fait un des piliers de son discours idéologique et politique. Il affirme que le système et le modèle du développement actuel en Chine sont non seulement pertinents et adaptés à la situation du pays, mais qu'ils sont même supérieurs à ceux de l'Occident. Dans un discours de 2016, Xi a ajouté une autre « confiance », celle envers la culture chinoise, les « trois confiances » se transformant dès lors en « quatre confiances ».

Valeurs universelles (*Pushi jiazhi* 普世价值) est un terme apparu ces dernières décennies en Chine qui désigne les valeurs universellement partagées par les différents peuples du monde. Que de telles valeurs existent ou non est devenu un sujet de débat idéologique et intellectuel. Pour leurs partisans, souvent les libéraux, il existe des valeurs universelles comme les droits de l'homme, la démocratie, etc. À l'opposé se trouvent des critiques de ces valeurs universelles regroupant des nationalistes, des néogauchistes post-modernistes et des étatistes qui refusent d'accepter leur existence. La position officielle des autorités est, à ce propos, plutôt contradictoire. D'un côté, les autorités prônent une universalité du communisme ; de l'autre, elles nient l'existence de valeurs universelles, notamment celles qui sont libérales. Après une période relativement

souple vis-à-vis de ces valeurs libérales universelles, ces dernières années sous Xi, le terme même de « valeurs universelles » a été banni de l'espace public.

Village de Xiaogang (*Xiaogang cun* 小岗村), dans la province de l'Anhui. Fin 1978, la région dans laquelle se trouve Xiaogang a connu une grande sécheresse naturelle qui risquait de déclencher à nouveau une famine. Aussi 18 villageois de Xiaogang se sont-ils réunis un soir et ont-ils décidé de redistribuer les terres collectives aux familles, selon le nombre de membres des foyers, changeant ainsi l'organisation collectiviste jusqu'alors en fonction. Chacun s'engageait à payer les impôts obligatoires pour l'État ainsi que les cotisations collectives. Le reste des récoltes revenait à chaque famille. De ce fait, les paysans ont été motivés et ont atteint un record de récolte presque sans précédent tout en assurant leur survie et en payant leur part à l'État. Cette expérience s'est rapidement répandue dans la région, puis dans la province. Wan Li, le secrétaire général de la province, en prit connaissance, encourageant à la généraliser à l'ensemble de la province. Certains intellectuels réformateurs ont résumé cette expérience dans un rapport aux autorités centrales. Les dirigeants politiques réformateurs se sont appuyés sur cette expérience pour imaginer une nouvelle politique agraire. Le système maoïste des communes populaires fut démantelé, et ce village est devenu depuis trois décennies un lieu symbolique de la réforme agraire de la fin des années 1970.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE

Par Marianne Bastid-Bruguière 9

INTRODUCTION 13

AVERTISSEMENT POUR LE LECTEUR FRANCOPHONE 21

**PREMIÈRE PARTIE - L'HÉRITAGE HISTORIQUE, LES ENJEUX D'UNE ÉPOQUE
ET LES ATTENTES À L'ÉGARD D'UNE NOUVELLE RÉFORME (2011-2013)** 31

**I. OÙ DOIT ÊTRE ÉRIGÉE LA STATUE DE CONFUCIUS ? COMMENTAIRES
SUR L'ATTITUDE OFFICIELLE ACTUELLE VIS-À-VIS DE LA CULTURE
TRADITIONNELLE** 35

II. LES DEUX THÉORIES DU GÂTEAU EN CHINE 43

III. DEUX SORTES DE NOSTALGIE EN CHINE 49

**IV. WANG LIJUN, LE MODÈLE DE CHONGQING ET LE CHANGEMENT
DE PENSÉE EN CHINE** 55

V. AFFAIRE CHEN GUANGCHENG : QUI DEVRAIT FAIRE SON AUTOCRITIQUE ? 63

**VI. ACCROÎTRE LES DROITS : L'UNIQUE CRITÈRE DE LA PROCHAINE ÉTAPE
DE LA RÉFORME** 71

**VII. GU KAILAI, LES SERVITEURS DU CHEF ET LA CULTURE POLITIQUE
CHINOISE** 79

**VIII. UNE DIFFÉRENCIATION DU POUVOIR QUI NE PASSE PAS FORCÉMENT
PAR UNE DIVISION DU PAYS : À PROPOS DU DISCOURS DE LIAO YIWU
À L'OCCASION DE LA RÉCEPTION D'UN PRIX** 87

IX. LE STYLE DE HU JINTAO : CONTOURNER LES DIFFICULTÉS PRINCIPALES 93

X. LA VISION DE LA GOUVERNANCE PAR LES NOUVEAUX DIRIGEANTS DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS	101
XI. PAUVRE MO YAN	109
XII. LE PHÉNOMÈNE DES <i>WUMAO</i>, ACCÉLÉRATEUR DU DÉPÉRISSEMENT DU PCC	115
XIII. APRÈS LES INSULTES ET LES ATTAQUES DES MAOÏSTES, BIENTÔT DES ASSASSINATS ?	121
XIV. L'HÉRITAGE DE DENG XIAOPING ET DE MARGARET THATCHER	127
XV. LA TRAGÉDIE DE MAO ET LA TRAGÉDIE DE LA CHINE	131

DEUXIÈME PARTIE - LA LUTTE ANTICORRUPTION, LA CONSOLIDATION DU POUVOIR ET LA RÉFORME (2013-2014)	139
---	-----

I. DE LA « THÉORIE DU CHAT » À LA « THÉORIE DE LA PAIRE DE CHAUSSURES » : COMMENTAIRE SUR LE DISCOURS DE XI JINPING À MOSCOU	143
II. LA « SOCIÉTÉ HARMONIEUSE », LA « CHINE HEUREUSE » ET LE « RÊVE CHINOIS »	151
III. LA DIVISION SOCIALE ET POLITIQUE EN CHINE, À HONG KONG ET À TAIWAN : COMMENTAIRES SUR LE « COMLOT DE LA SCISSION DE LA CHINE »	157
IV. POLITIQUEMENT À GAUCHE ET ÉCONOMIQUEMENT À DROITE : LE MODE D'EXERCICE DU POUVOIR RISQUÉ DU PCC	165
V. TROISIÈME PLÉNUM : LA DERNIÈRE RÉFORME ?	173
VI. L'AFFAIRE ZHOU YONGKANG ET L'ORIENTATION POLITIQUE DE LA CHINE	181
VII. DENG XIAOPING ET LE DESTIN DE LA « RÉFORME À MI-CHEMIN »	191
VIII. LA SCHIZOPHRÉNIE IDÉOLOGIQUE DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS	201
IX. DE TIANANMEN À <i>OCCUPY CENTRAL</i> : LE RETOUR DE L'HISTOIRE ET LA NOUVELLE ÉTAPE DE LA CHINE	211

X. LA CHUTE DE LING JIHUA ET LES POLITIQUES FACTIONNELLES DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS	219
<hr/>	
TROISIÈME PARTIE - LE NÉO-MAOÏSME DE XI ET L'ORIENTATION DE LA CHINE	229
<hr/>	
I. L'ENTHOUSIASME POUR CHAI JING, L'ABSURDITÉ DES DEUX ASSEMBLÉES ET L'ÉTAT CRITIQUE DU PCC	233
II. LE STYLE NÉO-MAOÏSTE DE L'EXERCICE DU POUVOIR	241
III. UN ÉTÉ MEURTRIER POUR LA TOLÉRANCE	247
IV. L'EXPLOSION À TIANJIN : LA FIN D'UNE ÉPOQUE	253
V. LA CHINE, SON CYCLE ET LES DESTINS DE DEUX ENFANTS DE 16 ANS	261
VI. LA CHINE DÉSORIENTÉE	267
<hr/>	
POSTFACE : LE 19^E CONGRÈS DU PCC ET L'AVENIR DE LA CHINE	285
<hr/>	
POST-SCRIPTUM	291
<hr/>	
GLOSSAIRE DES NOMS PROPRES	293
<hr/>	
GLOSSAIRE DES EXPRESSIONS CHINOISES	317

